Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12519 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 30 AVRIL 1985

L'ASSAUT DES MILICES DRUZES DANS LE SUD

Les chrétiens du Liban ont subi une nouvelle défaite

Un an et demi après les massacres du Chouf, les chrétiens du Liban viennent de subir une nouvelle défaite, cette fois dans les régions de Saïda et de Jyeh, dans le sud du pays, et sont désormais coupés de Beyrouth. Alors que l'exode de plusieurs milliers de personnes se poursuit vers la ville chrétienne de Jezzine, Jérusalem a fait savoir qu'il n'interviendrait pas dans les événements en cours, sinon en assurant une aide humanitaire aux victimes.

Les forces israéliennes ont d'ailleurs distribué lundi matin 29 avril, aux habitants de la région de Tyr, un tract annonçant leur retrait définitif pour le jour même.

De notre correspondant

Beyrouth. – Inéluctable, l'assaut des miliciens druzes du PSP (Parti socialiste progressiste) contre l'ultime réduit chrétien du Sud, l'Iklim-al-Kharroub, à la charnière du Chouf et de Saïda, s'est produit le dimanche 28 avril. La victoire, facile, a fait quarante morts dans la population chrétienne de la région investie, outre les sept miliciens tués. En y ajoutant quatre morts dans les rangs du PSP et les victimes d'autres combats le même jour, on arrive au total minimum de cinquante-neuf morts et soixante-douze blessés dénombrés.

M. Walid Joumblatt a personnellement veillé en se rendant à l'aube sur le lieu de l'offensive de ses miliciens à ce qu'aucun massacre ne se reproduise. Cela n'a pas empêché vols et pillages dans les villages chrétiens investis et dévastés.

Résidu anachronique d'une époque révolue, celle de l'installation musclée des Forces libanaises (milices chrétiennes) dans la montagne druzo-chrétienne et le Sud islamo-chrétien, au lendemain de l'invasion israélienne de 1982, l'Iklim-al-Kharroub est tombé comme un fruit mûr entre les mains de M. Joumblatt, qui a lancé, dimanche, ses hommes à l'assaut de ce minuscule territoire. Les Forces libanaises ayant replié sur Beyrouth la semaine dernière, par le port de fortune de Jiyeh, leurs miliciens, à l'exception de ceux originaires de la région, il n'y avait plus de raison pour M. Joumblatt de ne pas « arrondir » son territoire. Il a donc investi le « reliquat chrétien » qui barrait la route côtière sur une dizaine de kilomètres et coupé le cordon ombilical qui le reliait au secteur chrétien principal de Beyrouth-Est et de Jounieh.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 6.)

La logique de la partition

Frénétique comme les passions qui l'alimentent, démente comme les pertes humaines et matérielles qu'elle a provoquées, la guerre du Liban, qui dure maintenant depuis dix ans, n'est pas pour autant incohérente. Comme toute paranoïa, c'est un délire de nature logique, et le « dimanche noir » que viennent de vivre les chrétiens du Sud était, hélas ! prévisible. Il répète sur le mode mineur la tragédie du Chouf, qui vit en 1983 les cent cinquante mille chrétiens de cette région chassés de leurs foyers – et parfois massacrés – par les druzes, après des décennies de cohabitation. Les milices des Forces libanaises avaient été défaites en surestimant leurs possibilités de contrôler la montagne. La tragédie s'était déroulée dans le sillage d'un retrait israélien. Aujourd'hui, autour de Saïda, le scénario se répète. Au départ de l'armée de Jérusalem, des communautés qui vivaient en paix jusqu'au mois dernier s'affrontent. Chassés de leurs foyers par les milices musulmanes, des milliers de chrétiens refluent sur Jezzine, redoutant le siège qui, naguère, fut le sort de leurs coreligionnaires du Chouf repliés sur Deir-el-Kamar.

Israël a-t-il machiné ces affrontements afin de faciliter les regroupements qui lui permettront un jour d'avoir le long de sa frontière, en guise de « sacs de sable » protecteurs, une communauté chrétienne rassemblée et d'autant plus docile que sa survie même dépendrait de la bonne volonté de l'État juif ? Les Libanais sont convaincus depuis toujours que, dans l'équarissage de leur malheureux pays, des mains étrangères tiennent la tronçonneuse. Mais ne sous-estiment-ils pas, ce disant, la fureur fratricide qui les anime eux-mêmes trop souvent ? Tout se passe comme si l'évolution en cours conduisait tout droit au partage. Désormais coupés de leurs frères de Beyrouth, les cent mille chrétiens du Sud – après une phase de massacres et d'affrontements déjà bien engagée – ne pourront que chercher, à l'ombre de la « bonne frontière », la sécurité que ni l'Armée du Liban du Sud ni les milices des Forces libanaises ne peuvent plus leur garantir. Déjà, plusieurs milliers d'entre eux ont rejoint la bande frontalière.

Israël se défend de vouloir intervenir dans ces « luttes sectaires » longtemps manipulées avec brio. Comme l'écrit le « Jerusalem Post », « pour ne pas être à nouveau ébouillanté par le chaudron libanais, le plus sûr est de ne plus y tremper la main ». Le général Lahad et son Armée du Liban du Sud, qui veulent défendre Jezzine face à des forces très supérieures, ne doivent donc pas trop compter sur leur puissant allié échaudé. Mais Israël peut-il vraiment abandonner à son sort un contingent allié qui, dans un mois, est théoriquement appelé à participer à la sécurité de la zone frontalière et donc de la Galilée ? Peut-il ne fixer aucune « ligne rouge » à la progression des milices musulmanes alliées de Damas ?

On a beaucoup parlé à Beyrouth d'une « cantonalisation », qui verrait des régions plus ou moins homogènes se constituer, en tirant la leçon du fait que les Libanais de diverses communautés ne savent, ne peuvent ni ne veulent plus vivre sur leur sol en s'y côtoyant. La « solution » est concevable, mais elle se transformerait en cauchemar si le crayon du cartographe était tenu par la terreur. Encore limité, le drame des chrétiens du Sud peut, à tout instant, s'amplifier et annoncer ces regroupements « à l'indienne », dans le massacre et dans l'exode, qui mettraient la touche finale à la tragédie libanaise.

L'ÉMISSION DE TF1 AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'opposition reproche à M. Mitterrand de jouer la « politique spectacle »

« Ça nous intéresse, monsieur le président » : M. Mitterrand était l'invité, dimanche 28 avril, sur TF 1, de l'émission préparée et animée par Yves Mourousi. Cette émission, d'où la politique était pratiquement exclue, a duré une heure quarante. La droite et le PC reprochent au chef de l'État de jouer la « politique-spectacle ».

M. Mitterrand n'est ni mesquin ni jaloux : il est réaliste. Il y a évidemment plus populaire que lui, puisqu'il est mal aimé du plus grand nombre, détesté souvent, haï parfois. C'est une réalité et il doit faire avec. M. Mitterrand admet donc la popularité des autres et profite sans fausse pudeur de ceux qui battent les records du genre pour améliorer la sienne. En politique, il a Laurent Fabius, qui va au front le nez en l'air, pendant que lui prend les coups par-derrière. Au spectacle – c'est aussi de la politique – il a fini par trouver l'homme de son temps, Yves Mourousi, Monsieur Loyal du plateau de télévision, spécialiste des sons et lumières de la Ve République, touche-à-tout de la variété, de l'information, de la vie.

Yves Mourousi a le talent de faire valoir ce dont il traite. Il suffit que le sujet s'y prête, et le président de la République s'et montré coopératif. D'ordinaire, le chef de l'État invite en son château quelques éditorialistes attitrés, organise « son » émission à peu près comme il l'entend, et répond – ou ne répond pas – comme il veut, et quand il veut, à des questions dont on peut prévoir l'avance, pour l'essentiel, ce qu'elles seront. C'est la loi du genre.

M. Mitterrand s'est plié cette fois à une autre loi, à un autre genre, la « variété » politique, et trop souvent mondaine. Il a fait ce qu'Yves Mourousi, le populaire, voulait qu'il fît. Son image y a-t-elle gagné, puisque c'est son image qu'il s'agissait d'améliorer ?

On a toujours besoin de plus populaire que soi, et, pour l'avoir compris, M. Mitterrand n'y a, en tout cas, rien perdu. Le chef de l'État est-il condamné pour l'éternité à ne distiller – masque figé – que quelques phrases énigmatiques, à ne secouer ses auditoires que par l'annonce – œil fixe – d'un *référendum hypothétique*, ou d'un départ illico pour la Nouvelle-Calédonie ? M. Mitterrand fait comme tout le monde, ou plutôt comme tout le petit monde politique. Il sort. Après tout, Laurent Fabius est bien allé, à ses débuts, chez Michel Drucker, avec Madame (« Studio 1 », sur Europe 1), et cette sortie – plus quelques autres qualités – ne lui a pas si mal réussi. Quant à Lionel Jospin, il a gagné, d'un seul coup d'un seul, six points dans les sondages en allant chanter *les Feuilles mortes* chez Patrick Sabatier.

Il faut croire que les Français apprécient les hommes politiques quand ils ont l'air – même s'ils se forcent un peu – d'être ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme tout le monde. M. Jean-Marie Le Pen, qui s'y connaît, a immédiatement senti que la nouvelle émission de TF 1 est bonne à prendre. S'il y est invité, il fera mieux, assure-t-il, que le chef de l'État *« battu »* par le *« brio audiovisuel »* du maître de cérémonie.

Faire de la politique, c'est aussi parler du reste, surtout du reste, puisque la « politique politicienne », cela fait vieillot. La « cohabitation » ? Il suffisait à M. Mitterrand, on l'a bien senti, de rappeler qu'il est là pour sept ans et que la *« clé sous le paillasson »*, ce n'est pas *« son genre »*. Le chômage ? Qu'il demeure la *« douleur de la France »*. La Nouvelle-Calédonie ? Que le pouvoir ne cédera *« pas de terrain à ceux qui ne veulent rien, parce qu'ils veulent tout pour eux-mêmes »*. Les longs développements, ce sera pour une autre fois, pour un autre genre.

Le reste, c'est cette image de « modernité » que M. Fabius affiche et que M. Mitterrand – qui l'a formé, choisi et lâché dans la nature – ne parvient pas à se donner.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

Les Allemands et nous

par ANDRÉ FONTAINE

La célébration du quarantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale – qui va suivre de quelques jours le sommet à Bonn des sept pays les plus industrialisés – risque d'être assombrie par la controverse que soulève le programme du séjour en Allemagne fédérale de M. Reagan. Tant ce dernier que le chancelier Kohl maintiennent cependant leur intention de se rendre ensemble au cimetière militaire allemand de Bitburg, où sont notamment enterrés une cinquantaine d'anciens SS. Selon le *New York Times*, plusieurs de ces derniers auraient fait partie de la division Das Reich, qui perpétra en juin 1944 le massacre d'Oradour.

On est toujours en retard d'une paix. Celle que les vainqueurs de 1945 entendaient imposer au peuple allemand, et qui n'a jamais vu le jour, ne visait qu'à le maintenir durablement hors d'état de nuire. En le ramenant au stade pastoral, comme y songeait tranquillement Roosevelt. En le morcelant, comme le réclamait Churchill. En faisant main basse sur les provinces de l'Est et sur ce qui lui restait de richesses, comme s'y employa Staline. En demeurant en permanence sur le Rhin, comme l'aurait voulu de Gaulle. En tout état de cause, en désarmant la Germanie *ad vitam aeternam*.

Personne ne s'était alors avisé que le choc de l'invasion avait été si rude, et si terrible l'épreuve subie en retour, que ce peuple, auquel Hitler avait appris à se considérer comme celui des « seigneurs », allait perdre jusqu'au souvenir de l'esprit de domination dont, pour le malheur de tous, il s'était enivré sans limite. Que les vainqueurs, une fois disparue la peur du vaincu, ne tarderaient pas à se disputer ses faveurs. Que les Allemands allaient prendre leur parti, avec une facilité déconcertante, de leur division en deux états. Que ceux de l'Ouest se couleraient le plus naturellement du monde dans le moule d'une démocratie préfabriquée sur les bords du Potomac. Que ceux de l'Est, une fois emmurés, se donneraient assez de mal pour faire de la RDA celle des républiques de l'Est dont l'économie est la plus performante.

Le goût de la guerre a si bien passé aux survivants du « Reich millénaire » et à leurs descendants que les Américains ont dû se donner beaucoup de peine pour les persuader d'accepter, dans les années 50, la reconstitution d'une armée et, trente ans plus tard, le déploiement des Pershing.

Il serait certes excessif de prétendre que l'esprit de revanche et la nostalgie du passé ont totalement disparu outre-Rhin. Mais il est cent fois plus excessif de traiter de « revanchards », comme on le fait à l'occasion au Kremlin, sans d'ailleurs beaucoup y croire, les dirigeants de Bonn. Aucun d'eux, depuis la fondation de la RFA en 1949, n'a manifesté la moindre velléité dans ce sens.

Le premier, et le plus grand, Adenauer, se méfiait grandement des tentations auxquelles pourrait être exposée de nouveau quelque jour sa patrie. Il ne voyait d'autre moyen de l'en protéger que de l'attacher à l'Europe, ou plutôt à ce qu'il en restait. L'honneur de ses successeurs est de s'en être tenus mordicus à cette ligne. Celui de tous les hommes d'État français auxquels ils ont eu affaire, de de Gaulle à Mitterrand en passant par Jean Monnet et Robert Schuman, est d'avoir vite compris que la complémentarité des intérêts des deux nations rendait suicidaire tout réveil des rivalités passées.

Le temps n'est plus en effet où un peuple européen pouvait rêver d'en dominer un autre. La réalité que nous vivons est celle d'un continent affaibli, partagé, coincé entre deux empires à la générosité parcimonieuse. C'est bien pourquoi l'idée s'est imposée à Paris comme à Bonn, à gauche comme à droite, qu'il fallait à tout prix préserver la réconciliation franco-allemande, pierre angulaire aujourd'hui, aussi bien qu'au tout début, de la construction européenne.

Cette convergence de volontés a produit sa moisson de discours et de gestes symboliques. Ils étaient nécessaires, mais ils ne suffisent pas. Comme bien des vieux ménagess le couple franco-allemand s'accommode de trop de silences. Il n'ose pas s'attaquer franchement à des questions fondamentales comme la réunification, la manière dont la France entend participer à la défense de l'Allemagne, la relation avec le protecteur américain et avec le grand voisin de l'Est. Le débat désormais ouvert sur la « guerre des étoiles » devrait à lui seul obliger à le faire sans tarder. A défaut, ce sont d'autres qui décideront pour nous.

L'ambition des nombreux articles que *le Monde* s'apprête à publier à l'occasion du quarantième anniversaire de la capitulation du Reich est bien sûr d'abord de rappeler, car il est des choses que la mémoire des hommes ne peut se permettre d'oublier, ce que fut, pour citer Helmut Kohl, *« cette période de meurtre, de génocide... le chapitre le plus sombre, le plus douloureux de l'histoire allemande* (1) ». De dire comment le cauchemar d'hier a pris fin, comment il est vécu aujourd'hui et d'en tirer les leçons. Mais elle est aussi de montrer à quel point l'avenir dépend de notre aptitude à saisir les enjeux essentiels à travers le brouillard qui les a trop longtemps masqués.

(1) Discours prononcé à l'occasion du quarantième anniversaire de la libération du camp de concentration de Bergen-Belsen le 21 avril (*le Monde* du 23 avril 1985). Le texte intégral a été diffusé par le service de presse de l'ambassade de la République fédérale à Paris.

(Lire page 3 nos informations et page 2 les articles d'HENRI FROMENT-MEURICE et d'ALFRED GROSSER.)

Le Monde

ÉCONOMIE

Chine : la stratégie du commerce extérieur

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

En raison des fêtes du 1er mai le supplément **Arts et spectacles** paraîtra mardi (journal daté 2 mai) et **le Monde Sciences** paraîtra jeudi (journal daté 3 mai)

LIRE

هكذا من الأصل

débats

QUARANTE ANS APRÈS...

Le quarantième anniversaire de la capitulation allemande, le 8 mai prochain, doit permettre de retrouver une signification à l'histoire et de regarder en avant. Pour les Allemands, estime Alfred Grosser, cette date évoque à la fois la catastrophe nationale et la libération du nazisme, et, selon Henri Froment-Meurice, elle devrait permettre à la France de dire que la défense du sol de sa voisine d'outre-Rhin fait partie de ses intérêts vitaux.

L'Allemagne n'est pas notre glacis

Il faut assouplir le lien entre « dissuasion nucléaire » et « indépendance nationale »

par HENRI FROMENT-MEURICE (*)

LE traité franco-allemand signé à l'Elysée en janvier 1963 prévoyait, dans la partie de son programme consacrée à la défense, que « *sur le plan de la stratégie et de la tactique, les autorités compétentes des deux pays s'attacheront à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes* ». Cette disposition constituait la reconnaissance tout à la fois d'une différence dans les doctrines de défense des deux pays et d'un besoin de les réconcilier. La différence provenait de la volonté du général de Gaulle de se dégager de l'intégration dans l'OTAN et de donner à la France une stratégie « indépendante » appuyée sur des moyens, notamment nucléaires, qui lui fussent propres, alors que la RFA avait renoncé aux armements nucléaires et intégré toutes ses forces. Le besoin naissait du désir du chancelier Adenauer et du général de rechercher, malgré l'échec l'année précédente du plan Fouchet, les voies menant à une « Europe politique » ayant sa propre identité en matière de politique étrangère et de défense. Comment les deux hommes envisageaient-ils cette réconciliation ? Nous en sommes d'autant plus réduits aux hypothèses que sur ce point le traité n'eut pas de suite. Tout au contraire, l'écart alla se creusant avec l'adoption par l'OTAN de la stratégie de la réponse flexible, tandis que la France fondait sa propre stratégie sur une capacité de dissuasion destinée à garantir le territoire national de toute atteinte irrémédiable.

Depuis lors les choses n'ont guère changé, du moins sur l'essentiel.

Certes l'on assiste depuis quelques années à de louables efforts pour tenter de combler cet écart. Déjà, pendant la présidence de M. Giscard d'Estaing, les responsables de notre défense avaient cherché à donner de nos intérêts vitaux une définition moins « sanctuariste » que précédemment.

Par la suite, Paris et Bonn ont engagé des conversations destinées à donner vie à la clause oubliée du traité de l'Elysée. On ne peut que s'en féliciter, mais le temps passe sans que des résultats très perceptibles, du moins pour les opinions, s'en dégagent. Or, en cette affaire, c'est de la psychologie des peuples plus encore que des rapports entre les états-majors qu'ils s'agit. Aussi longtemps que la relation franco-allemande n'aura pas bougé en profondeur, aussi longtemps que nos amis allemands auront de la stratégie française l'image qu'ils en ont, rien de sérieux ne se fera, et les diverses tentatives de caractère institutionnel, que ce soit dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale ou dans tout autre « forum » pour susciter « plus d'Europe » dans le domaine de la défense, n'auront guère de chance de modifier profondément le paysage.

Hambourg vaut Strasbourg

Quelle est donc cette image ? Elle n'est rien d'autre, il nous faut en être conscients, que celle d'une France qui paraît se refuser à dire clairement que la défense du sol allemand fait partie de ses intérêts vitaux, d'une France qui, en conséquence, laisse à penser qu'elle considère ce territoire comme une sorte de glacis ; seule l'imminence de sa perte amènerait le déclenchement de ses moyens de dissuasion nucléaire, d'abord tactiques, l'« ultime avertissement », ensuite stratégiques.

En d'autres termes, les Allemands sont enclins à croire que, pour la France, la bataille de l'Elbe ne serait pas aussi vitale que la bataille du Rhin. Du côté français, l'on affirmera, *et parfois avec la violence irritée de celui qui se sent mal compris*, que l'image est fausse. Toute stratégie de dissuasion, et particulièrement la nôtre, celle « du faible au fort » n'est-elle pas inévitablement fondée sur des incertitudes ? La création de la Force d'action rapide ne démontre-t-elle pas d'autre part une volonté de s'engager, si nécessaire, sur le théâtre de l'Europe centrale, en avant du dispositif allié ?

Quel que soit le poids de ces arguments, il n'en reste pas moins que, dans les esprits, l'image existe. Comment nier également qu'en insistant *sur le maintien de l'incertitude* à l'encontre de l'adversaire potentiel, on entretient du même coup l'incertitude à l'encontre de l'allié actuel ? C'est donc cette image qui doit être effacée. L'Allemagne n'est pas le glacis de la France, l'Allemagne est une partie vitale de l'espace européen de défense qui est notre espace commun et doit être traité comme tel. Hambourg vaut Strasbourg.

Par quels gestes concrets peut-on lever l'ambiguïté ? Ce sera, une fois que les politiques auront parlé, aux spécialistes de le dire. Les uns demandent « la dissuasion sur les avants » par la menace d'un emploi, dès les premiers moments de la bataille, de l'arme nucléaire tactique. D'autres préconisent la constitution d'une force conventionnelle franco-allemande pour laquelle l'ancien chanchelier Helmut Schmidt a suggéré l'effectif de trente divisions. D'autres encore proposent que l'arme nucléaire tactique française soit placée sous une double clé franco-allemande. Toutes ces propositions ont ceci de commun qu'elles cherchent à créer dans le domaine de la défense une *réelle* communauté de destin entre Français et Allemands. Mais avant de choisir entre elles, il faut accepter de faire mouvement et admettre que celui-ci passe par une inflexion de la pensée stratégique française en direction de l'Allemagne et en conséquence par un changement de vocabulaire.

Il faut reconnaître qu'on ne peut à la fois faire l'Europe et s'en tenir aux rigidités de l'« indépendance nationale », même corrigée en « autonomie ». Il faut assouplir un lien jusqu'ici trop rigide entre les deux concepts de « dissuasion nucléaire » et d'« indépendance nationale » et sortir d'un système de pensée qui, quelle que soit la rhétorique officielle sur la solidarité avec les alliés, enferme exagérément les Français sur eux-mêmes et les fait apparaître comme tels à ces mêmes alliés. Il est des Rubicon qu'il faut savoir franchir. En l'occurrence, le Rubicon s'appelle le Rhin.

(*) Ambassadeur de France.

Célébrer le 8 mai

Fêter la victoire, c'est-à-dire la naissance de la coresponsabilité franco-allemande en Europe

par ALFRED GROSSER

QUE de débats, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et aussi chez nous, sur la meilleure façon de commémorer le quarantième anniversaire de la capitulation allemande ! Deux thèmes pourtant sont laissés de côté parce qu'ils ne se prêtent guère à la querelle, alors qu'après 1918 ils étaient au cœur des controverses. Qui était responsable de la tuerie ? Comment traiter le vaincu ?

Malgré quelques historiens peu soucieux de rigueur documentaire, malgré un nombre non négligeable de nostalgiques en quête de réhabilitation, qui donc met en doute la volonté guerrière d'Adolf Hitler ? Quatre jours après son arrivée au pouvoir il dit déjà à ses généraux : « *Comment utiliser la puissance politique lorsqu'elle aura été acquise ?... Conquête d'un nouvel espace vital à l'Est et sa germanisation impitoyable* ». Le 23 mai 1939, à son état-major : « *La question de savoir s'il faut épargner la Pologne ne se pose plus. Ne demeure que la résolution d'attaquer la Pologne à la première occasion.* » Et, le 22 août, pendant que Ribbentrop vole vers Moscou : « *Nous n'avons plus à craindre le blocus. L'Est nous livre le blé, le charbon, le plomb, le zinc... J'ai seulement peur qu'au dernier moment un salaud quelconque ne me soumette un plan de médiation.* »

Pas de querelle non plus entre poincaristes et briandistes : le vaincu à maintenir excommunié et ligoté. La politique française de 1945 se référait bien à Poincaré, mais au moins depuis 1950, depuis que Robert Schuman a lancé l'idée de l'Europe à base d'entente franco-allemande, qui donc soutient que la méfiance et l'exclusion sont les meilleurs moyens pour renforcer chez le vaincu la démocratie libérale ?

Ce qui a été en cause, au cours des semaines qui ont précédé l'anniversaire, ce fut sa signification symbolique. Surtout en République fédérale, encore qu'à peu près tout le monde s'y soit finalement trouvé d'accord pour souligner la double signification du 8 mai, catastrophe nationale et libération du nazisme se trouvant inévitablement juxtaposées.

La catastrophe particulière à l'Allemagne, ce fut d'abord la continuation de la souffrance au-delà de l'arrêt des combats. Non pas les souffrances partagées des ruines, de la famine, des veuves, des mutilés, des orphelins. Mais les souffrances des prisonniers retenus en France jusqu'à la fin de 1947, en Union soviétique jusqu'en 1955. Plus encore celles des millions d'Allemands expulsés par les Tchèques de la région des Sudètes, par les Polonais des terres qui allaient devenir polonaises après avoir été allemandes pendant des siècles. Ces expulsions – au cours desquelles les morts se comptèrent par centaines de milliers – ont eu lieu après, plus encore qu'avant le 8 mai. Face à quelques nostalgiques silésiens, il faut sans cesse souligner en Allemagne que la frontière occidentale de la Pologne est définitive et que la référence aux frontières de 1937 est sans portée concrète. En France, il faut plaider la compréhension pour ceux qui, chez nos voisins, ont de bonnes raisons de ne pas évoquer le 8 mai comme une pure libération.

D'autant plus que la catastrophe nationale, ce fut aussi la perte de la souveraineté, prise en charge par les vainqueurs. Entrée en vigueur en mai 1955, la convention sur les relations entre les Trois – Etats-Unis, Grande-Bretagne, France – et la République fédérale, toujours en application trente ans plus tard, prolonge la dépossession dans son article 2 : « *En raison de la situation internationale, qui a, jusqu'à ce jour, empêché la réunification de l'Allemagne et la conclusion d'un règlement de paix, les trois puissances se réservent les droits et les responsabilités antérieurement exercés ou détenus par elles en ce qui concerne Berlin et l'Allemagne dans son ensemble...* »

La conception de la liberté

Les gouvernements et partis ouest-allemands ont fini par se réjouir de la cosouveraineté conservée par les vainqueurs (« *le Bundestag tient pour essentiel le maintien de ses droits et responsabilités* », dit la résolution commune adoptée en 1972, lors de la ratification des traités de l'Ostpolitik) parce que les Quatre incarnent en quelque sorte ce qui reste de l'unité de la nation allemande.

Il ne s'agit guère de la nostalgie de l'unité étatique. Ce qui est en cause, c'est le sort des dix-sept millions d'Allemands vivant dans l'autre Etat : avons-nous le droit de demander à nos partenaires allemands de commémorer le 8 mai comme une libération sans leur dire *en même temps que nous comprenons* leur amertume de voir la liberté toujours refusée, quarante ans plus tard, aux habitants de la RDA ?

En revanche, quand vous recevez des lettres de République fédérale disant : « *Moi, je ne me suis pas du tout senti libéré le 8 mai 1945* », n'hésitez pas à répondre : « *C'est que nous n'avons pas la même conception de la liberté et que la vôtre ne correspond pas à celle dont se réclame la démocratie où vous avez la chance de vivre.* » Une démocratie qui n'a jamais cessé d'évoquer inlassablement l'horreur du totalitarisme passé. A propos de ses victimes allemandes comme de ses victimes étrangères. Encore eût-il été souhaitable que les commémorations fussent plus claires à ce propos.

Les hésitations et les revirements de Ronald Reagan prouvent qu'il n'a pas compris ce qu'il convenait de célébrer ensemble, sans doute parce que le chancelier Kohl ne le lui a pas clairement expliqué, faute peut-être d'avoir pleinement saisi lui-même : le 8 mai 1945 doit être lié à l'évocation des camps de concentration hitlériens non seulement parce que des juifs et des étrangers y ont été massacrés, mais parce que, hors d'Allemagne, on doit enfin clairement comprendre et admettre que les camps ont été créés pour y enfermer des Allemands non juifs. Des centaines de milliers d'entre eux y avaient péri ou y avaient souffert avant l'arrivée des premiers déportés étrangers.

C'est bien pour cela que l'émouvante rencontre Mitterrand-Kohl à Verdun était quelque peu en porte-à-faux. Il eût mieux valu se rencontrer à Dachau le 8 mai, conformément à ce qu'implique le début du préambule de la Constitution française de 1946 – ce préambule déclaré toujours valable en 1958 et si souvent utilisé par le Conseil constitutionnel : « *Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine* », donc sur les régimes, pas sur une nation ou sur un peuple, car ce peuple avait connu la terreur imposée par le régime. La guerre de 1939-1945 a beaucoup moins été une guerre de nation à nation que celle de 1914-1918. D'où le caractère contestable de Verdun pour symboliser la coopération franco-allemande d'aujourd'hui. Le 8 mai, il vaut mieux évoquer les fondements de la coopération initiale, telle qu'elle a été conçue dès 1945 par des hommes et des femmes qui sortaient des camps hitlériens : au nom des idéaux qui les avait conduits dans la Résistance et qu'ils venaient de partager avec des codétenus allemands, ils *se voulaient* coresponsables de l'avenir de la liberté en Allemagne.

Fêter la victoire, en France comme en Allemagne, ce devrait être, pour une bonne part, *fêter* la naissance, grâce à la victoire, mais aussi grâce au rejet de l'esprit de vengeance, de la coresponsabilité sans laquelle l'Europe, dont on parle tant, n'aurait que peu de sens.

COURRIER DES LECTEURS

La situation des maires adjoints

Dans son numéro du 27 février dernier, le *Monde*, sous la rubrique « La réforme municipale des grandes cités », publie un article où je relève le passage suivant : « *Autrefois*, dit l'un deux (un élu), *les maires adjoints d'arrondissement désignés par l'Hôtel de Ville étaient des prébendiers : aujourd'hui, nous sommes des forçats.* »

Quel qu'en soit l'auteur, ce passage malencontreux de l'article démontre une méconnaissance de la situation antérieure de l'organisation municipale des arrondissements parisiens ou une volonté manifeste de nuire à un corps municipal dont les membres, en dehors de leurs activités professionnelles propres, assuraient leurs fonctions municipales dans les diverses commissions qui leur étaient confiées par le maire de l'arrondissement.

L'indemnité qui leur était allouée était largement justifiée par les responsabilités encourues et le temps consacré au service de la collectivité.

Certes, les maires actuels, bénéficiant d'une plus large autonomie, doivent faire face à des problèmes d'administration qui échappaient à leurs prédécesseurs et à leurs adjoints, les services préfectoraux ayant la haute main pour régler la solution des grand problèmes d'intérêts général et disposant de l'autorité préfectorale.

Comme actuellement, maires, adjoints et élus tenaient permanence en mairie et recevaient leurs administrés en s'efforçant de leur venir en aide dans la mesure où leur requête était justifiée. (...)

A. LACHAUD,
ancien maire adjoint du XIXe arrondissement.

Electrices sensibles

Une amie me dit : « *Fabius, c'est le Michel Drucker de la politique.* »

En suivant cette idée, on soupçonnera que dans les 57 % obtenus par Fabius au sondage *Figaro Magazine*, il y a une frange plus ou moins large d'électrices sensibles au charme « minet » du personnage.

Une manière pour elles d'exprimer leur rejet du « phallocrate ». Cela ne signifierait pas qu'elles adhèrent au « socialisme moderne ».

MAXIME CLOUZET
(Paris.)

LU

« J'ÉTAIS INTERPRÈTE DE STALINE » de VALENTIN BERIEJKOV

Un cocktail de révélations et de propagande

VALENTIN BERIEJKOV était premier secrétaire de l'ambassade d'URSS à Berlin durant le flirt éphémère entre Staline et Hitler né du pacte d'août 1939. A ce titre, il servit d'interprète à Molotov lorsque celui-ci rendit visite au Führer, en décembre 1940, pour connaître ses propositions pour le partage du monde. Il était là aussi lorsque Ribbentrop reçut l'ambassadeur pour lui annoncer, un jour de juin 1941, que depuis quelques heures les armées nazies étaient entrées en Russie. Il assista à plusieurs reprises Staline en personne comme interprète dans ses conversations avec les dirigeants occidentaux, notamment avec Roosevelt et Churchill en 1943 à Téhéran.

De ces entretiens extraordinaires, Beriejkov rapporte dans ses souvenirs, maintenant publiés en France après l'avoir été à Moscou, un certain nombre de traits pour autant que nous sachions tout à fait inédits. C'est ainsi par exemple que Ribbentrop aurait confié au représentant de Staline, au moment du déclenchement de l'offensive allemande de 1941, que lui-même la considérait comme une erreur. L'auteur nous apprend aussi que l'officier SS affecté aux relations avec l'ambassade soviétique après le début des combats a laissé, apparemment en connaissance de cause, un de ses membres prendre contact par deux fois avec la résistance allemande.

Ces détails, et le style souvent assez personnel des remarques de l'auteur, font que le ton de son livre tranche sur la plupart des ouvrages soviétiques consacrés à cette période. Il est frappant aussi de constater qu'il ne comporte pratiquement aucune critique à l'égard de Staline, présenté comme un personnage aussi sagace que courtois. Mais le plus surprenant est encore que des chapitres entiers sont bâtis à partir de documents diplomatiques ou de récits britanniques et américains, les archives du Kremlin demeurant jusqu'à présent pour l'essentiel des secrets d'Etat qu'aucun chercheur n'a été admis à aller fouiller. Ajoutez à cela, sur des questions comme la rencontre Churchill-Staline d'octobre 1944 ou l'insurrection de Varsovie, quelques solides contre-vérités assenées avec un superbe aplomb, et vous avez le plus étonnant cocktail de révélations passionnantes et de propagande élémentaire qui nous soit venu d'URSS depuis longtemps.

Reste que ce livre, excellement traduit par Max Heilbronn, aide bien à comprendre la mentalité des dirigeants soviétiques d'hier et d'aujourd'hui, et notamment une méfiance que de fâcheuses initiatives de l'Ouest, telles que la suppression, après le jour de la victoire, des accords prêt-bail, ont tout fait pour encourager. Le tout est de ne pas se satisfaire de ce seul témoignage et de l'apprécier dans le contexte de tout ce qui a paru sur le sujet du côté occidental.

A. F.

★ Ed. du Sorbier, 418 p., 120 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur.*

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 315 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.






étranger

L'ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE SUR LE NAZISME

Malgré les protestations, MM. Reagan et Kohl maintiennent leur projet de visite au cimetière militaire de Bitburg

Les gouvernements américain et ouest-allemand ont décidé de résister coûte que coûte aux pressions qui s'exercent sur eux pour les convaincre d'annuler la visite que le président Reagan et le chancelier Kohl doivent faire, le 5 mai, au cimetière militaire de Bitburg.

Dans une interview à l'hebdomadaire *Time*, la première qu'il ait accordée depuis le début de cette affaire à un magazine américain, M. Kohl a déclaré de la façon la plus ferme qu'il ne reviendrait pas sur sa proposition. *« Je n'abandonnerai pas l'idée. Je l'ai suggérée. Je la maintiens »*, a-t-il affirmé. *« Si nous n'allons pas à Bitburg, si nous ne faisons pas ce que nous avont prévu ensemble, nous offenserons profondément les sentiments de nos peuples »*, a ajouté le chancelier, qui a confié que cette controverse l'a *« fait souffrir comme rarement* [il avait] *souffert dans* [sa] *vie. »*

Minimisant la valeur symbolique que prendra la présence du président Reagan dans un cimetière où sont enterrés d'anciens Waffen-SS, M. Kohl a mis en avant le fait que plus de la moitié de ces soldats n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils sont morts. *« Si ces jeunes gens avaient survécu, ils auraient été amnistiés aux termes des dispositions alliées »*, a-t-il assuré.

Cependant, le *New York Times* a relancé la polémique, dimanche, en affirmant que certains des soldats allemands enterrés à Bitburg appartenaient à la division de la Waffen-SS ayant participé au massacre d'Oradour-sur-Glane, en juin 1944. La quasi-totalité des habitants, au total 642 personnes, dont 254 enfants, de ce petit village situé à 20 kilomètres de Limoges, ont péri, le 10 juin 1944, au cours d'une opération menée par la division Das Reich, de sinistre mémoire. Citant des sources historiques, le quotidien new-yorkais croit pouvoir dire que *« la plupart »* des soldats allemands enterrés à Bitburg ont appartenu à la 2e division Waffen-SS, surnommée division Das Reich. Selon le journal, un seul des quarante-neuf membres de cette unité, dont la tombe se dresse dans le cimetière où se rendra M. Reagan, était mort avant la tragédie d'Oradour.

Malgré les suppliques qui lui ont été adressées tant par des parlementaires que par de nombreuses organisations et personnalités juives – l'écrivain Elie Wiesel a répété, dimanche, que le geste de M. Reagan n'était *« pas bon »* pour son *« image »*, – le président américain a estimé, samedi, que sa visite faisait partie d'une commémoration *« appropriée »* de la fin de la seconde guerre mondiale, cet événement devant être conçu *« comme un anniversaire de la paix et non du début* d'une *nouvelle relation avec d'anciens ennemis »*.

La Maison Blanche n'en est pas moins gênée par les conséquences que cette affaire risque d'avoir sur la popularité de M. Reagan. Interrogé dimanche par la chaîne de télévison CBS, M. Donald Regan, secrétaire général de la Maison Blanche, s'est efforcé de présenter le président comme un ami du peuple juif. M. Reagan, a-t-il déclaré, a été *« blessé »* par la controverse et par les accusations d'*« insensibilité »* portées contre lui. Illustrant l'affirmation selon laquelle le chef de l'exécutif américain était *« un défenseur très ferme de l'État d'Israël »*, M. Regan a indiqué que c'était lui qui avait *« donné le feu vert »* pour l'évacuation des juifs éthiopiens (les falachas) du Soudan.

Par ailleurs, la Maison Blanche a démenti avoir *« formellement invité »* des leaders juifs à accompagner le président américain dans sa visite au cimetière de Bitburg. M. Simon Wiesenthal, qui dirige à Vienne un centre de recherches et de documentation sur les anciens nazis, avait déclaré, la semaine dernière, avoir fait l'objet d'une démarche en ce sens de la part d'un fonctionnaire de l'ambassade des États-Unis en Autriche. Il avait décliné cette invitation.

Une occasion perdue

De notre correspondant

Washington. – M. Reagan veut et espère aboutir, samedi 4 mai, à Bonn, à l'issue du sommet annuel des sept pays occidentaux les plus industrialisés, à un accord sur une ouverture rapide de négociations commerciales multilatérales. Même s'il obtenait satisfaction sur cet objectif prioritaire, le président américain n'en aurait pas moins du mal à faire oublier la *« soudaine vulnérabilité »* – l'expression est du *New York Times*, – dont il a fait preuve à la veille des dix jours de tournée européenne qu'il entreprend mardi à l'occasion de ce sommet. Depuis la mi-avril, M. Reagan, en effet, n'a pas seulement essuyé une série de revers sur la scène américaine, mais il a réussi à créer une situation perverse et sans issue autour du quarantième anniversaire de la défaite du nazisme.

Qu'il décide maintenant – ce qui apparaît de moins en moins probable – d'annuler sa visite au cimetière militaire allemand de Bitburg et M. Reagan infligera, de fait, un camouflet à une démocratie dont le rôle est éminent et essentiel au sein du monde occidental. Aucune habileté diplomatique, aucune solution alternative, n'y changerait rien : dès lors qu'il a été dit et répété tant à Bonn qu'à Washington que la cérémonie de Bitburg signifierait que l'Allemagne n'est plus en rien une nation à part, l'annuler reviendrait à démontrer le contraire. Que M. Reagan se rende au contraire à Bitburg, même en coup de vent, sans déposer de gerbe, et il restera qu'un président des Etats-Unis est allé s'incliner devant des tombes d'anciens SS. Or, celles-ci sont en si petit nombre (quarante-neuf sur deux mille) qu'elles auraient pu et dû passer inaperçues, si n'avait pas été commise la faute d'intelligence dont est venu tout le mal.

Dérapages

Cette faute initiale, qui revient apparemment plus à M. Reagan qu'à M. Kohl, a été de vouloir ne plus reparler du nazisme ni de ses crimes, ne pas aller sur le site d'un camp de concentration afin, expliquait M. Reagan le 21 mars, de *« ne pas réveiller les passions »* et de célébrer cet anniversaire *« comme le jour où débutèrent la paix et l'amitié »*. Il était ainsi posé que rendre hommage aux victimes de l'hitlérisme accuserait l'Allemagne d'aujourd'hui d'un crime collectif.

La suite a mené à tous les dérapages : rajouter au programme de M. Reagan une étape au camp de Bergen-Belsen, comme s'il s'agissait de faire la part égale ; mettre sur le même plan, comme l'a fait M. Reagan lui-même les victimes de la barbarie hitlérienne et celle des champs de bataille ; permettre surtout le développement d'une polémique malsaine dans laquelle un grand magazine allemand s'est distingué en expliquant que tout le mal venait du contrôle qu'exerceraient les juifs sur la presse américaine.

Dimanche, le secrétaire général de la Maison Blanche assurait qu'il n'y avait *« aucune chance »* que soit annulée la cérémonie de Bitburg, et soulignait longuement à la télévision que M. Reagan n'avait qu'amitié pour les juifs. Personne ne soupçonnait de fait le président américain d'antisémitisme, mais ce genre de protestation parfaitement superflue montrait cruellement à quel point la Maison Blanche manquait totalement d'intelligence de la situation.

Négligence et inculture

Une occasion de sceller solennellement et spectaculairement l'unité morale du camp des démocraties a été ainsi perdue, noyée par maladresse, négligence et inculture, dans le poison de ces « passions » qu'il s'agissait de ne pas réveiller.

Grave en lui-même, cet échec l'est d'autant plus pour M. Reagan qu'il s'est fait battre au Congrès sur l'aide militaire à la guérilla antisandiniste, que la reprise américaine donne des signes d'essoufflement et que les parlementaires renâclent à adopter les mesures d'austérité qu'implique la réduction du déficit budgétaire.

Un échec supplémentaire au sommet de Bonn serait, dans ces conditions, vraiment superflu pour le président américain qui, face à la montée protectionniste suscitée dans son pays par l'ampleur du déficit commercial, espère rapporter de Bonn la certitude que s'ouvrira, dans les premiers mois de 1986, un nouveau round de négociations commerciales portant notamment sur l'agriculture, les services et la haute technologie. Le principal obstacle à ces négociations est la volonté française réaffirmée, dimanche soir, par M. Mitterrand de voir s'ouvrir, parallèlement, des conversations menant à une réforme du Système monétaire international. Le secrétaire au Trésor, M. Baker, avait récemment entrouvert très prudemment la porte à cette possibilité, et les milieux diplomatiques européens de Washington montraient, à la fin de la semaine dernière, un certain optimisme à ce sujet. Tout dépendra de la souplesse dont fera preuve, à Bonn, M. Reagan qui a déjà dû renoncer à espérer obtenir de ses alliés une déclaration de soutien au programme d'initiative de défense stratégique plus connu sous le nom de « guerre des étoiles ».

BERNARD GUETTA.

● *Demande de rupture de relations diplomatiques avec le Nicaragua.* – M. Robert Dole, chef de la majorité républicaine au Sénat, a déclaré, samedi 27 avril, que le président Reagan devrait envisager de rompre les relations diplomatiques avec le Nicaragua si ce pays ne répond pas aux « initiatives de paix » de Washington. M. Dole a également suggéré que les autorités américaines imposent un embargo commercial pour accroître la pression sur le régime de Managua. – *(AFP.)*

M. MITTERRAND AU CAMP DU STRUTHOF

Solitude et recueillement

De notre envoyé spécial

Camp du Struthof. – Solitude et recueillement. Alors que tombait une pluie de neige sur la forêt vosgienne, dimanche matin 28 avril, M. Mitterrand a parcouru, seul, les allées du cimetière posé en bordure du camp de concentration du Struthof-Natzwiller (Bas-Rhin). Silhouette bleu marine dans un décor gris fer. Silhouette isolée, penchée sur une tombe, occupée une seconde à gratter le givre accroché au marbre d'une croix pour découvrir le nom d'un des mille cent déportés enterrés là, après 1955, des déportés rescapés de ce camp de la mort. Ce fut la dernière image de ce voyage : un aller-retour rapide Paris-Strasbourg-Paris pour la mémoire.

Solitaire

Le président de la République avait choisi de visiter ce camp à l'occasion de la Journée nationale de la déportation. « *La République française,* précise un texte de loi de 1954, *célèbre annuellement, le dernier dimanche d'avril, la commémoration des héros victimes de la déportation dans les camps de concentration au cours de la guerre 1939-1945.* » C'était aussi, bien sûr, l'occasion de se rappeler qu'il y a quarante ans le IIIe Reich sombrait corps et biens sous les coups des Alliés.

La neige, imprévue, pénétrante, a encore souligné – s'il est possible – l'aspect lugubre du Struthof. Lentement, M. Mitterrand a longé l'ancienne baraque des dortoirs, la baraque des cuisines, puis emprunté le chemin boueux conduisant au four crématoire. A ce point du parcours, des enfants du village de Natzwiller et quelques déportés lui remirent un bouquet de fleurs qui fut jeté dans la fosse aux cendres, en contrebas du camp clôturé d'une double enceinte de barbelés. Ce fut la seule rencontre de cette visite solitaire.

Le déporté inconnu

Une visite-souvenir pour un camp qui reçut, de mai 1941 à septembre 1944, quarante mille déportés venus des quatre coins de l'Europe : résistants, juifs, Tziganes et quelques prisonniers de droit commun. Un camp, cerné d'inévitables miradors, où douze mille personnes trouvèrent la mort. Un camp bâti par des prisonniers allemands hostiles au nazisme et évacués, au début de septembre 1944, vers Dachau, en Allemagne.

Pour sortir du Struthof, il fallait encore au président remonter à l'intérieur du camp, passer non loin d'une potence et traverser le musée reconstruit après un incendie criminel le 13 mai 1976. M. Mitterrand se rendait alors au mémorial de la déportation et déposait une gerbe sur la tombe du déporté inconnu. Derrière lui, avec lui, une petite foule composée notamment d'anciens déportés respectait une minute de silence.

C'est après que M. Mitterrand s'éloignait pour se recueillir cinq minutes dans le cimetière serré contre la forêt. C'est après, alors que la sonnerie aux morts résonnait encore dans les têtes, qu'il serra, visiblement ému et grave, la main de M. Roger Flucklinger, soixante-seize ans, ancien déporté.

LAURENT GREILSAMER.

● *Incidents entre déportés et homosexuels à Besançon.* – Des incidents opposant anciens combattants et homosexuels ont marqué les cérémonies du quarantième anniversaire de la libération des camps de concentration, le 28 avril, à Besançon. Le Collectif homosexuel comtois (CHOC), qui n'avait pas été admis dans le comité d'organisation de ces cérémonies a, en effet, voulu déposer une gerbe de fleurs au pied du monument de la déportation dans un cimetière de la ville. Ce geste a provoqué de vives réactions parmi les anciens déportés pour faits de résistance, et la gerbe du CHOC a été retirée et détruite alors que M. Jean Petiteau, président de l'ADIF (Association des déportés, internés et familles) du Doubs, venait à peine de terminer un discours axé sur les crimes commis contre la liberté. Des injures comme *« Ils auraient dû être tous exterminés »* ont été proférées. La police est intervenue et a fait évacuer les homosexuels. En sollicitant sa participation aux cérémonies, le CHOC avait rappelé que les homosexuels, de même que les juifs, les communistes et les tziganes avaient été pourchassés par les nazis et que deux cent mille à quatre cent mille d'entre eux étaient morts en déportation. – *(Corresp.)*

LA FIN DES TRAVAUX DU CONSEIL INTERACTION

Une belle unanimité contre le projet de défense spatiale

Le Conseil interaction, qui réunit sous la présidence de M. Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU, une trentaine d'ex-chefs d'Etat et de gouvernement (*le Monde* du 26 avril), a conclu les travaux de sa troisième session annuelle, samedi 27 avril, à Paris.

Les participants ont exprimé, à des degrés divers, leur commune hostilité à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan (mais le projet d'origine française de coopération technologique européenne, dit « projet Eurêka », n'a pas été abordé). Le Conseil a, par ailleurs, demandé la création d'une agence mondiale de contrôle des satellites, qui fonctionnerait à la manière de celle qui surveille, à Vienne, les équipements nucléaires. De même, les quelque vingt-cinq membres de l'organisation qui avaient pu se rendre à Paris ont exprimé une inquiétude unanime face à l'endettement du tiers-monde, à la hausse des taux d'intérêt ou à la poussée démographique.

En revanche, M. Chaban-Delmas, qui avait présenté une communication sur l'état actuel des pourparlers Est-Ouest en matière de désarmement, a refusé de s'associer à un appel en faveur de l'arrêt de tout essai nucléaire durant les négociations américano-soviétiques de Genève ; mais il a été le seul à le faire. L'ancien premier ministre français estimait *« illogique »* de vouloir lier d'autres puissances nucléaires à des conversations qui n'engagent que Moscou et Washington.

Les participants à la rencontre de Paris vont maintenant, conformément à l'usage établi au sein du Conseil interaction, user de leur influence respective pour tenter de faire « passer » leur message auprès de leurs collègues encore en activité...

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE CHEF DE L'ÉTAT VEUT RENFORCER L'ARMÉE. – Dans un discours prononcé à l'occasion du septième anniversaire de la révolution, le président Babrak Karmal s'est engagé, samedi 28 avril, à renforcer l'armée afghane et à intensifier la lutte contre la rebellion, *« Le renforcement de l'armée est le devoir révolutionnaire le plus important »*, a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat a également annoncé à cette occasion la nomination de neuf nouveaux généraux, dont les ministres de la défense et de l'intérieur, ainsi que la promotion de dix-neuf colonels au rang de lieutenant-général, a indiqué Radio-Kaboul. – *(Reuter.)*

Grande-Bretagne

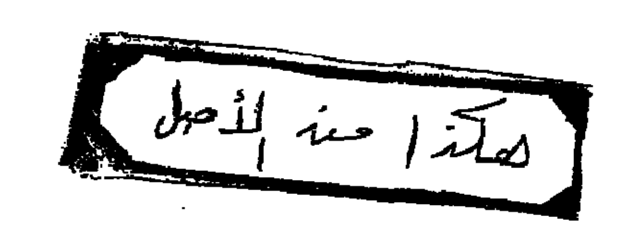
● ATTENTAT REVENDIQUÉ PAR DES NATIONALISTES ÉCOSSAIS. – Un incendie revendiqué par l'Armée de libération nationale écossaise (SNLA) a ravagé durant six heures samedi 27 avril à Londres les sous-sols du ministère britannique de la défense, sans faire de victimes. Le SNLA s'est manifesté à plusieurs reprises ces dernières années par l'envoi de lettres et de colis piégés à des membres du gouvernement, dont le premier ministre, Mme Margaret Thatcher. – *(AFP.)*

Hongrie

● CONDAMNATION DE « PASSEURS » D'HOMMES. – Un passeur d'hommes néerlandais et ses huit « complices », dont trois ressortissants ouest-allemands et cinq Hongrois, ont été condamnés vendredi 26 avril par un tribunal de Budapest à des peines allant de dix mois à six ans de prison. Selon l'agence officielle hongroise le conducteur de camion néerlandais, Hermanus Van Bemmel, qui a été condamné à six ans de prison ferme, a frauduleusement passé, dans des camions, pour des sommes comprises entre 5 000 et 10 000 marks ouest-allemands par personne, des ressortissants roumains et tchécoslovaques vers la RFA, en passant par la Hongrie. – *(AFP.)*

RFA

● ATTENTATS. – Trois attentats à l'explosif, faisant des dégâts matériels importants mais pas de victimes, ont été commis dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 avril en RFA. A Düsseldorf, l'attentat visait la plus importante filiale de la Deutsche Bank. A Cologne, une charge explosive a endommagé des locaux de la firme chimique Hoechst ainsi que d'autres bureaux d'entreprises pharmaceutiques. Presque simultanément, une autre explosion s'est produite devant la Caisse d'assurances des chemins de fer.



DIPLOMATIE

Le succès des Journées pour les Cités-Unies illustre le renouveau de la Fédération des villes jumelées

Deux mille personnes, dont sept cents maires venus du monde entier, une bonne dizaine de ministres français dont le premier, M. Fabius, un message de M. Mitterrand, un gigantesque « forum des jeunes sur la coopération intercommunale », et trente-cinq ambassadeurs : on ne peut pas dire que la Fédération mondiale des villes jumelées (FMJV) ait manqué son retour en force, à l'occasion de la commémoration de la fin des combats de la seconde guerre mondiale, vendredi 26 et samedi 27 avril à Paris. Il s'agissait, en l'occurrence, de faire la démonstration de la vitalité d'une organisation dont les mésaventures intestines avaient, en 1984, défrayé la chronique. De ce point de vue, ces Journées pour les Cités unies auront été très largement la fête réussie d'une unité et d'une efficacité retrouvées.

Non sans mal, il est vrai. La succession houleuse de M. Jean-Marie Bressand, fondateur du mouvement, dont la gestion avait été vivement contestée l'an dernier (en particulier lors de la révélation des liens qu'il avait institués avec une secte d'origine canadienne, et de l'existence d'un compte bancaire spécial en Suisse, richement doté), a été assurée par M. Pierre Mauroy dans un esprit d'œcuménisme politique qui a dissipé les craintes des élus non socialistes, français et étrangers. Encore fallait-il régler les graves problèmes financiers qui se posaient à la FMVJ (1), et redéfinir les objectifs et les méthodes de l'organisation.

C'est sur le premier point que la nouvelle équipe s'est heurtée aux plus grandes difficultés. Des économies énergiques se sont révélées nécessaires, en particulier la suppression de la « liste civile » de M. Bressand, qui, selon l'entourage de l'ancien premier ministre, a permis de réduire les dépenses du mouvement d'environ 500 000 francs par an. Mais M. Mauroy a aussi enregistré, dans cette délicate entreprise d'assainissement, certains échecs. Le fameux « compte en Suisse », par exemple, jusqu'alors appelé Fonds des Cités unies, et plus justement intitulé désormais Fonds Jean-Marie Bressand, à la demande de l'intéressé, n'a jamais pu être récupéré par la FMVJ. D'où une perte sèche pour la coopération intercommunale, à laquelle il était normalement destiné à l'origine, de quelque 3 500 000 francs. Du moins le changement au sommet a-t-il incité de nombreuses villes, qui ne payaient plus leurs cotisations depuis longtemps, à renouer avec la comptabilité de la Fédération... Et la politique de redressement de M. Mauroy vient de recevoir un quitus financier unanime.

Le rôle de M. Mauroy

Sur le fond, d'autre part, la finalité de la FMVJ a été repensée en des termes plus favorables à la coopération communale internationale autour de projets concrets. Aux jumelages, grands pourvoyeurs de voyages exotiques, mais d'un contenu pratique très variable, on préfère désormais les opérations de coopération entre communes, et l'appellation de « cités unies » à celle de « villes jumelées ».

Il est vrai que l'ancien premier ministre retrouve sur ces deux terrains de la vie associative et de la vie municipale des domaines qui lui sont familiers. Aussi a-t-il eu la sagesse de s'y consacrer largement, et non pas comme s'il s'agissait d'une sorte de présidence d'honneur. Ce que lui a d'ailleurs reproché M. Bressand, qui n'assistait pas à ces Journées mais avait envoyé une circulaire de protestation. Celui-ci a d'ailleurs été invité par le Conseil international de l'organisation, dimanche, à cesser de se comporter comme s'il était encore le maître de la Fédération. M. Chirac, de son côté, a mis au service de la FMVJ, pour ce grand rassemblement dans la ville dont il est le maire, différentes facilités qu'il refusait à la direction précédente. M. Bernard Stasi, enfin, vice-président UDF de l'Assemblée nationale, a prononcé sous l'œil approbateur de M. Fabius un vibrant appel à la coopération intercommunale et à la tolérance. Cohabitation, quand tu nous tiens...

Parmi les projets de la nouvelle direction de la FMVJ figure celui qui consiste à mettre un terme à la « guéguerre » entre organisations spécialisées dans la coopération municipale internationale. Le Conseil des communes d'Europe (CCE) et l'International Union of Local Authorities (IULA) vont ainsi cesser d'être regardés comme des ennemis rue de Logelbach.

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) FMVJ, 2, rue de Logelbach, 75017 Paris. Tél. : 766-75-10.

EUROPE

Pologne

M. Gorbatchev a promis de revenir

M. Mikhaïl Gorbatchev a consacré une demi-journée, – la matinée du samedi 27 avril – à la partie purement soviéto-polonaise de son séjour à Varsovie, après avoir présidé la veille au sommet des dirigeants socialistes et à la cérémonie de reconduction du pacte de Varsovie. Une matinée, c'est peu, mais c'est assez pour montrer que les choses, du point de vue soviétique, si elles ne vont pas encore vraiment bien, vont mieux. Et M. Gorbatchev, en partant, a d'ailleurs promis de revenir, cette fois pour un séjour officiel, comme si cette courte visite constituait un encouragement à poursuivre dans la bonne voie.

Le communiqué publié à Moscou avant de l'être à Varsovie sur ses entretiens avec le général Jaruzelski ne donne aucune indication sur le contenu réel des discussions. Mais il comporte un message politique assez clair : la partie soviétique a exprimé *« sa solidarité invariable avec la lutte menée par le POUP* [le PC polonais] *pour surmonter complètement les conséquences de la crise, pour la stabilisation et la consolidation des positions du socialisme ».*

Il s'agit donc d'un soutien apporté au parti, en tant qu'instrument *d'une certaine politique* (la consolidation du « socialisme... »), et la personne du général Jaruzelski (qui, de son côté, a exprimé sa « gratitude ») n'est pas mentionnée ; mais une telle formulation, légèrement ambiguë, est sans doute, en fait, plus satisfaisante pour l'actuelle équipe dirigeante polonaise qu'un soutien explicite *ad hominem. Elle lui* permettra de continuer à développer discrètement – comme elle le fait depuis plusieurs années, notamment auprès de ses interlocuteurs de l'Eglise – la thèse selon laquelle elle se trouve soumise à la pression permanente et vigilante du Kremlin, et ne peut donc décidément pas se montrer plus conciliante.

M. Geremek congédié

De conciliation, il semble en tout cas moins question que jamais. Vendredi matin, alors que tout l'aréopage du bloc soviétique se trouvait à Varsovie, s'est produit un événement « mineur », mais lourd de signification. Le professeur Bronislaw Geremek, médiéviste de très grande renommée – et aussi l'un des plus connus parmi les anciens conseillers de M. Walesa, – recevait un avis lui signifiant qu'il était licencié – sans aucun motif – de l'Académie des sciences. Une décision, qui, si elle n'est pas rapportée, met pratiquement un terme à toute sa carrière *universitaire*. Cette attitude est nouvelle, car, dans la « tradition » polonaise de ces dernières années, l'élite intellectuelle du pays allait souvent en prison (M. Geremek lui-même a été interné un an après le 13 décembre 1981, puis à nouveau pendant trois mois au printemps 1983), mais ses activités professionnelles étaient *en général épargnées. Au moment* où la Diète est saisie d'un projet de loi propre à réduire à presque rien l'autonomie des universités, le sort fait à M. Geremek laisse craindre une évolution « à la tchécoslovaque » de la politique de normalisation.

Accessoirement, il s'agit aussi d'un avertissement adressé aux dirigeants occidentaux qui s'obstinent, lors de leurs visites à Varsovie, à prendre contact avec des représentants de la « société » : M. Geremek avait été l'une des cinq personnalités *« indépendantes » avec lesquelles* s'était brièvement entretenu, début avril, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe.

Un message de M. Walesa

A quelques jours du 1er mai, M. Lech Walesa a rendu public un message où il évoque cette échéance toujours délicate : *« C'est notre fête,* écrit le président élu de Solidarité, *et ni les Zomos* [la police de choc] *ni les barrages de rue ne nous empêcheront de montrer que nous sommes encore ensemble, et que nous nous rappelons avoir juré d'appliquer pleinement les accords d'août 1980.* » Il ne s'agit pas clairement d'un appel à manifester, mais plutôt d'une déclaration de principe : *« Nous n'avons pas d'autre choix que la poursuite de la lutte pour la reconnaissance de Solidarité. C'est le devoir de tous les Polonais et de tous les syndicalistes de poursuivre cette lutte.* » Ce message adressé aux ouvriers des aciéries de Varsovie aurait dû en principe être lu au cours de la messe mensuelle « pour la patrie » célébrée dimanche soir devant vingt mille personnes. Mais il ne l'a pas été, vraisemblablement à l'initiative des autorités ecclésiastiques, peu soucieuses de se voir à nouveau reprocher par le pouvoir de laisser transformer les lieux de culte en centres d'agitation. (La commission mixte gouvernement-Eglise s'est réunie le 24 avril pour la première fois depuis cinq mois, et l'on parle à nouveau d'une rencontre entre le général Jaruzelski et le primat, Mgr Glemp.)

De leur côté, les autorités gouvernementales se sont préparées à aborder les dates du 1er et du 3 mai (anniversaire de la Constitution « démocratique ») en mettant en place dans plusieurs grandes villes – notamment Cracovie une procédure d'urgence qui permet de juger de manière expéditive toute personne coupable de délits allant du *« refus de dispersion »* au port de badges et d'insignes d'organisations *« interdites ».*

JAN KRAUZE.

Malte

Les différends avec le Vatican sont en voie de règlement

Cité du Vatican *(AFP)*. – Malte et le Vatican sont parvenus samedi 27 avril à un accord sur la question scolaire qui avait été à l'origine d'une crise politique importante à l'automne dernier. Le projet du gouvernement de M. Dom Mintoff d'instaurer la gratuité dans les écoles privées gérées par l'Église avait entraîné la fermeture de ces écoles pendant sept semaines et une importante vague de grèves et de protestations.

Au terme d'entretiens entre le vice-premier ministre, M. Guzi Cassar, et l'archevêque Achille Silvestrini, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Église, les deux parties ont annoncé dans un communiqué conjoint que la gratuité de l'enseignement serait introduite *« graduellement »* dans les écoles secondaires de l'Église.

Le Saint-Siège et le gouvernement maltais se sont mis d'accord également sur les critères d'admission des élèves. Cette formule vague, indique-t-on de source sûre à Rome, traduit une concession des autorités de La Valette qui souhaitaient être représentées au sein d'un comité décidant de l'admission des candidats dans les écoles catholiques.

Une commission mixte doit étudier *« les autres questions intéressant les relations Église-Etat »*, autrement dit le problème des biens de l'Église que le gouvernement avait *tenté de confisquer.*

Enfin, les deux parties estiment *« opportun »* qu'un nonce apostolique soit nommé rapidement à La Valette. Ces derniers temps, le Vatican n'avait à La Valette qu'un chargé d'affaires.

Italie

La presse en grève pendant trois jours

De notre correspondant

Rome. – Les Italiens sont privés d'informations depuis le dimanche 28 avril pour trois jours. Les quotidiens ne sortent pas, les téléscripteurs des agences de presse restent muets. La RAI – la radiotélévision d'Etat – n'assure qu'un service minimum pour les nouvelles à partir de lundi. Même les émissions sportives du dimanche et la retransmission des très populaires matches de football ont été supprimées. Le mouvement de grève lancé à l'appel de la FNSI – syndicat unitaire des journalistes – est d'une longueur et d'une ampleur sans précédent. D'autant que l'Italie est en pleine campagne électorale.

Les négociations pour le renouvellement de la convention collective des journalistes ont commencé il y a près de deux mois. Un compromis a pu être trouvé sur les problèmes posés par l'introduction de l'informatique dans les rédactions et les garanties exigées par les journalistes face aux nouvelles technologies. Les discussions butent, en revanche, sur la question des substantielles augmentations de salaires (autour de 500 000 lires – 2 500 francs – par mois, étalées sur trois ans), réclamées par le FNSI.

« Nous avons accepté l'austérité depuis 1979 pour contribuer à la remise en selle des entreprises de presse. Mais désormais la tendance à la reprise est nette. Il est temps que les patrons investissent aussi dans le professionnalisme des journalistes », commentait M. Pozzo, un des responsables du syndicat. Il souligne qu'aujourd'hui un journaliste gagne moins qu'il y a cinq ans.

Les responsables de la FIEG (Fédération des éditeurs de journaux) rétorquent qu'il ne peut être question pour des entreprises de presse à l'équilibre encore fragile – en 1984, l'ensemble des quotidiens perdaient 28 milliards de lires par an – d'accepter un tel accroissement de la masse salariale. Ils font valoir que le salaire moyen annuel brut a été, l'an dernier, de 41 millions de lires (200 000 francs) et que 68 % des journalistes perçoivent une rétribution annuelle supérieure à 23 millions de lires *(115 000 francs)*. De plus, à en croire les représentants de la FIEG, au cours de ces dernières années, les salaires des journalistes auraient, malgré tout, augmenté un peu plus que l'inflation.

(Intérim.)

ASIE

Chine

La manifestation des « jeunes instruits » à Pékin

« Aide-nous, camarade Xiaoping ! »

De notre correspondant

Pékin. – Cela fait une semaine que se poursuit la manifestation pacifique devant les bâtiments de la municipalité de la capitale de centaines de « jeunes instruits » demandant l'autorisation de rentrer à Pékin. Il s'agit d'anciens diplômés du secondaire, « volontaires » pendant la révolution culturelle pour aller travailler à la campagne il y a dix-sept ans, venus en délégation de la province du Shaanxi.

« Aide-nous, camarade Xiaoping ! », proclamait jusqu'à dimanche 28 avril leur banderole. Devant la mauvaise volonté des autorités, ils s'adressaient en dernier recours au numéro un du régime, celui qui mit fin à la révolution culturelle. Il faut dire que la situation de ces laissés-pour-compte est difficile, sinon dramatique. Confinés en dépit de leurs études dans des positions subalternes, parfois dans des lieux isolés, ils ont perdu leur *hukou,* ce certificat de résidence en ville sans lequel ils finiront leur vie dans un exil poussiéreux, loin de leur famille et de leurs amis.

Après la chute de la « bande des quatre », la plupart des quatre cent mille « jeunes instruits » envoyés au Shaanxi ont pu regagner leurs foyers. Selon les manifestants, il en reste encore vingt mille. Les autorités de Pékin leur ont dit que, à certaines conditions, ils pourraient rentrer chez eux : s'ils sont célibataires, séparés, malades. Mais ceux qui *ont eu le malheur de se marier* sur place n'ont pas le droit de récupérer leur *hukou.*

La presse n'a pas soufflé mot de cette manifestation. Mais les autorités pékinoises ont reconnu son existence : *« Ce n'est pas un problème très grave »,* nous a dit un porte-parole de la municipalité. *« Il s'agit seulement d'une contradiction au sein du peuple. Le comité du parti de Pékin va prendre ce problème en considération, et il sera résolu de façon appropriée. »* Lundi après-midi, la police empêchait tout contact avec les manifestants.

Combien de temps ces manifestants oseront-ils tenir tête aux autorités ? Combien de temps celles-ci toléreront-elles une telle audace ? Cette affaire survient alors qu'elles s'emploient à inciter les jeunes diplômés à repartir pour la campagne « aider à la modernisation du pays ». Etudiants, ingénieurs, intellectuels sont interviewés par la presse alors qu'ils s'apprêtent à aller développer des zones défavorisées. Il est vrai que leur sort est différent de celui des « jeunes instruits ». Ils conservent la plupart du temps leur *hukou,* et reçoivent des postes de responsabilité, mieux payés.

De telles manifestations sont rares. Les précédentes protestations de « jeunes instruits » dataient de 1979. On peut cependant noter les manifestations estudiantines de 1984 à Nankin et celle du début de l'année à Pékin. Cette dernière, qui avait pour but de protester contre la réduction des bourses, avait été couronnée de succès.

Des dérapages de ce genre sont inévitables du moment que le gouvernement relâche tant soit peu son contrôle et qu'une partie de la population commence à craindre un peu moins de critiquer l'administration, du moins dans les limites tolérées. Le prestige des cadres et du parti n'est plus aussi élevé. Mais, de là à manifester une semaine durant dans la capitale, il y avait un pas important.

Cette accumulation de petits faits donne des munitions à ceux qui s'opposent aux réformes et qui sentent, au fur et à mesure des remaniements politiques annoncés, que leurs jours sont comptés. C'est pour faire comprendre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur que sa politique ne variera pas que l'équipe en place autour de M. Deng Xiaoping laisse circuler des bruits sur l'organigramme de la future direction.

Le rajeunissement de l'équipe dirigeante

Il ne s'agit sûrement pas d'une liste définitive. Mais ces informations veulent donner l'image d'une équipe cohérente, soudée, qui prendra progressivement le flambeau des mains de la direction actuelle, avec son consentement, et dans la stabilité. Ainsi, après le remaniement *ministériel prévu pour mai-juin* dans le cadre du « rajeunissement », la conférence nationale du PCC de septembre devrait voir accéder plusieurs « jeunes » au bureau politique : tout d'abord M. Hu Qili, membre du secrétariat, et dauphin quasi officiel du secrétaire général, M. Hu Yaobang. Ensuite, M. Li Peng, vice-premier ministre chargé de l'économie, dont on a appris récemment qu'il avait été le fils adoptif de l'ancien premier ministre Zhou Enlai, et qui a été éduqué en URSS.

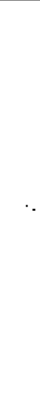
Les deux membres suppléants du secrétariat, M. Qiao Shi, chef du département à l'organisation, et Mme Hao Jianxiu, ancien vice-ministre du textile, M. Wang Zhaoguo, directeur de l'office général du parti et ancien chef des jeunesses communistes, et M. Tian Jiyun, vice-premier ministre et économiste, devraient accéder aussi au Politburo, de même que l'actuel *ministre des affaires étrangères, M. Wu Xueqian,* s'il cède, comme beaucoup le pensent, son poste à son adjoint, M. Qian Qichen.

Toujours selon les mêmes sources, en 1987, MM. Hu Yaobang et Zhao Ziyang, le premier ministre, céderaient leur poste à des membres du « deuxième échelon » pour prendre des fonctions honorifiques. M. Hu Yaobang deviendrait chef de l'Etat, poste occupé par M. Li Xiannian (quatre-vingts ans), et serait *remplacé par M. Hu Qili. M.* Zhao Ziyang deviendrait président de l'Assemblée nationale populaire à la place de M. Peng Zhen (quatre-vingt-trois ans) et serait remplacé par M. Li Peng. M. Deng Xiaping (quatre-vingt un ans) abandonnerait la présidence de la commission militaire du parti – en fait la direction de l'armée populaire de libération (APL) – non pas à M. Hu Yaobang, comme on l'avait laissé entendre récemment, mais au général Li Desheng. Ce dernier, chef de la région militaire de Shenyang (Mandchourie), et âgé de soixante-neuf ans, avait pourtant joué un rôle important durant la révolution culturelle, ce qui ne l'a pas empêché de conserver ses fonctions après la chute de la « bande des quatre ».

Il reste encore à voir si ces plans résisteront à l'épreuve du temps. Mais le seul fait qu'ils soient échafaudés et que des fuites aient lieu dans un système qui cultive autant le secret témoigne de l'importance que M. Deng Xiaoping accorde à une transition sans heurts et préparée de longue date.

PATRICE DE BEER.





Maroc

EN VISITE OFFICIELLE

M. Laurent Fabius a confirmé plusieurs contrats d'équipement

De notre envoyé spécial

Marrakech. – M. Laurent Fabius est arrivé, samedi 27 avril, à Rabat pour une visite officielle qbi s'achève ce lundi. Accueilli à sa descente d'avion par le premier ministre marocain, M. Mohammed Karim Lamrani, M. Fabius a déclaré : *« C'est la première fois que je me rends officiellement dans un pays du Maghreb, et je tenais à ce que ce soit au Maroc. »*

Dimanche, tôt dans la matinée, M. Fabius est allé se recueillir au mausolée Mohammed V avant de recevoir la communauté française à la résidence de l'ambassadeur de France. Le chef du gouvernement a eu ensuite une série d'entretiens avec les membres du gouvernement marocain, puis en tête à tête avec M. Lamrani. Il a également reçu M. Abderrahim Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (USFP).

Après un déjeuner à l'ambassade de France, M. Fabius s'est rendu à Casablanca, où il a visité la trente et unième Foire internationale et notamment le pavillon français, avant de prendre l'avion pour Marrakech, où il devait être reçu, ce lundi, par le roi Hassan II.

Au cours des entretiens, les responsables marocains ont exposé leurs inquiétudes à propos de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, le 1er janvier 1986. M. Fabius a réaffirmé qu'il s'emploierait à ce que la CEE respecte ses engagements et a recommandé aux autorités marocaines de plaider leur point de vue auprès de chacun des pays de la Communauté.

Plus concrètement, sur un plan économique, ces entretiens ont permis de confirmer, dans le secteur des télécommunications, un contrat d'environ 200 millions de francs pour la société française CIT-Alcatel, qui doit fournir au Maroc un réseau de 60 000 lignes téléphoniques. Dans ce même secteur, le Maroc, qui vient de définir un plan ambitieux d'équipement, a sollicité le gouvernement français. Les deux parties sont tombées d'accord, et le ministre des PTT, M. Mexandeau, devrait être amené à signer prochainement un mémorandum à ce sujet.

D'autre part, M. Fabius a obtenu confirmation de la commande pour 450 millions de francs de deux navires, dont la construction va être confiée aux chantiers de Dunkerque de la Nordmed.

La livraison de céréales

En ce qui concerne le secteur agro-alimentaire, les Etats-Unis n'ont pas respecté leurs engagements, au début de l'année, en raison de retards de paiement marocains et d'une décision de justice américaine étendant aux crédits pour les denrées alimentaires la loi exigeant que 50 % des dons de céréales soient acheminées par des frets américains. Le Maroc a donc été amené à se tourner vers la France, qui livré, dès le mois de février, 250 000 tonnes de céréales. Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Filali, ayant demandé au ministre français des finances, M. Pierre Bérégovoy, à la mi-avril, lors de son séjour à Paris pour la réunion de la commission franco-américaine, 1 300 000 tonnes de céréales d'ici la fin de l'année, le gouvernement français a décidé de livrer 250 000 autres tonnes au mois de mai. Il s'est engagé également à fournir 500 000 tonnes pour le premier semestre de la campagne 1985-1986. M. Fabius a informé le gouvernement marocain de ses efforts pour obtenir de Bruxelles une autorisation de restitution qui permettrait à la France de fournir à Rabat le contingent de céréales souhaité.

Le premier ministre s'est également vu confirmer par M. Lamrani toute une série de dispositions concernant les avoirs bloqués des Français du Maroc. Ces mesures, qui intéressent aussi bien les rapatriés que les Français résidant au Maroc, portent notamment sur le déblocage des comptes capital dont le solde est égal ou inférieur à 30 000 dirhams au 1er janvier 1985.

M. Fabius a également réaffirmé à M. Lamrani *« la volonté du gouvernement français d'assurer la sécurité et la dignité »* des 450 000 travailleurs marocains en France. A ce propos, il a été convenu entre les deux premiers ministres que le secrétaire d'Etat français aux immigrés, Mme Georgina Dufoix, viendrait très prochainement à Rabat pour y discuter de l'insertion sociale et professionnelle des Marocains en France et de leur réinsertion au Maroc.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

● *La réunion africaine de Ouagadougou.* – Les présidents du Bénin, du Ghana, du Burkina et le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud, ont proclamé, samedi 27 avril au terme de leur rencontre, leur volonté de *« renforcer leur coopération économique »*. Les quatre dirigeants entendent *« asseoir les bases d'une coopération globale et renforcer la compréhension entre leurs peuples »*. Le communiqué, publié peu avant le départ, avec plusieurs heures d'avance sur l'horaire prévu, des présidents Mathieu Kérékou du Bénin et Jerry Rawlings du Ghana, et du commandant Jalloud, relève l'importance des *« problèmes liés à la crise économique et à la sécheresse qui sévit au Burkina »*. Il ne précise cependant pas si des décisions concrètes ont été prises pour y faire face. – *(AFP.)*

Nigéria

Emeutes d'extrémistes religieux dans le Nord-Est

Plus de cent morts

Lagos *(AFP)*. – Au moins cent personnes ont été tuées depuis le vendredi matin 26 avril à Gombé (Etat de Bauchi, nord-est du Nigéria) dans des affrontements entre les forces de l'ordre et des fanatiques religieux de la secte de Maitatsine (extrémistes musulmans), a annoncé samedi soir la télévision gouvernementale nigériane.

Selon la télévision, plusieurs personnes auraient été tuées dans la nuit de vendredi à samedi, ce qui contredit le communiqué de la police fédérale indiquant, vendredi après-midi, que les combats avaient cessé.

Le précédent bilan des affrontements, publié samedi par l'agence nigériane Nan, faisait état de vingt-deux morts.

Le film de l'envoyé spécial de la télévision nigériane à Gombé, diffusé samedi soir à Lagos, montre des policiers en armes patrouillant dans des camionnettes privées et des cadavres abandonnés dans les rues.

Des milices urbaines se sont constituées dans la ville et aident la police à assurer la sécurité, a précisé la télévision nigériane.

Par ailleurs, les postes des frontières terrestres du Nigéria ont été réouverts samedi, à sens unique, pour permettre la sortie des immigrants illégaux, qui ont jusqu'au 10 mai pour quitter le pays, a déclaré le directeur du département nigérian de l'immigration, M. Muhammadu Damlak.

M. Damlak a indiqué que les frontières seraient immédiatement refermées dès l'expiration de l'ultimatum, et ajouté que le Nigéria mettrait à la disposition des « sans-papiers » nécessiteux un service de cars vers la frontière. Il a également annoncé que les étrangers affectés par l'ordre d'expulsion pourraient acheter leur billet d'avion en monnaie nigériane, ce qui était jusqu'à présent réservé aux Nigérians et aux seuls étrangers disposant d'un permis de résidence.

De graves problèmes menacent les expulsés. En effet, les étrangers quittant le Nigéria ne seront pas autorisés à y revenir, même si le pays voisin leur refuse l'entrée.

République sud-africaine

Seize mille mineurs sont licenciés pour « grève illégale »

De notre correspondant

Johannesburg. – Seize mille quatre cents mineurs ont été licenciés au cours du week-end des 27 et 28 avril pour avoir participé à une grève illégale. Quatorze mille quatre cents d'entre eux étaient employés par l'Anglo-American Corporation sur le site de Vall-Reefs, la plus grande mine d'or du monde, située à 150 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg. Deux mille autres travaillaient dans celle, toute proche, de Hartebeesfontein exploitée par la société Anglo Vaal. Dans le premier cas, dix-huit mille des quelque quarante-trois mille mineurs noirs avaient cessé le travail pour protester contre la mise à pied de quatre-vingt-douze de leurs camarades qui, selon la direction, avaient refusé d'exécuter des instructions. *« Malgré des efforts acharnés, au cours des dernières semaines, pour assurer un travail normal*, a déclaré l'Anglo-American, *les provocations et intimidations pratiquées par des éléments irresponsables cherchant à créer un climat de désordre et d'agitation ont continué. Les grévistes n'ont pas respecté les procédures pour faire valoir leurs revendications et leur action est totalement illégale. La direction n'avait donc pas d'autre choix que celui de décider une action appropriée. »*

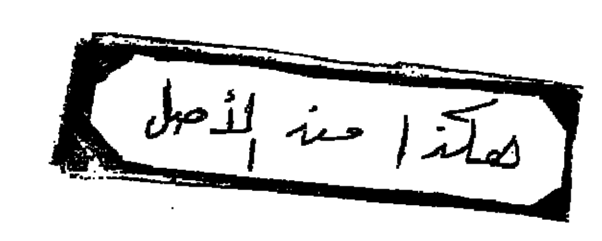
A Hartebeesfontein, dix-huit mille mineurs selon la NUM (National Union of Mineworker's), deux mille cinq cents selon l'Anglo Vaal, ont refusé de descendre dans la mine pour protester contre le licenciement, jeudi, de quatre délégués syndicaux. Le même jour, la police est intervenue pour disperser, au moyen de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de petits plombs, un rassemblement de cinq cents travailleurs. Un mineur est mort après s'être empalé sur une barrière en tentant de fuir.

Les seize mille quatre cents mineurs licenciés devront quitter leur hébergement dans les jours à venir. L'Anglo-American a déclaré qu'ils pouvaient demander à être réembauchés et a démenti que cette procédure fût destinée à écarter les *« meneurs »*. M. Theo Pretorius, directeur général des mines pour le Transvaal, a estimé qu'il y avait cependant huit mille membres de la NUM parmi les licenciés. Il a précisé que les négociations entamées le 19 mars avec les syndicats se poursuivaient mais qu'aucun terrain d'entente n'avait pu être trouvé sur la question des augmentations de salaire, indiquant que ce point relevait de pourparlers avec la Chambre des mines.

La NUM est le plus important des syndicats de mineurs noirs et revendique cent dix mille adhérents. Elle réclame une augmentation générale de 10 % des salaires, qui n'a été accordée qu'à 1,3 % du personnel, dont quatre cents mineurs noirs. Depuis le refus de la direction, le 4 avril, des grèves partielles ont affecté la production. M. Pretorius estime que leur coût se monte actuellement à 1 tonne d'or, la production annuelle étant de 82 tonnes en 1984. Pour M. Pretorius, les mineurs se sont *« licenciés eux-mêmes »* en stoppant le travail. La NUM, de son côté, fait état de la réticence de la direction à négocier et accuse celle-ci de mettre des conditions aux pourparlers. Selon le syndicat, l'aggravation du conflit est née de l'obligation imposer par l'encadrement d'effectuer des tâches, notamment le dynamitage dans les galeries, pour lesquelles les mineurs ne sont pas préparés.

M. BOLE-RICHARD.

● *Quatre morts dans les cités noires.* – Au moment où des dizaines de milliers de personnes se rassemblaient, samedi 27 avril, à Port-Elizabeth et à Vitenhage pour enterrer vingt-cinq personnes tuées lors de récents troubles dans l'est de la province du Cap, quatre nouvelles victimes ont été recensées dans les cités noires de la région. La police a en effet découvert vendredi deux cadavres mutilés, un à Kwazekele, l'autre à Redhouse, deux cités noires proches de Port-Elizabeth. Deux autres personnes ont été mortellement blessées par la police qui a ouvert le feu contre un groupe de jeunes attaquant des véhicules à coups de pierres. – *(AFP.)*



PROCHE-ORIENT

LA VISITE DE M. DUMAS EN ARABIE SAOUDITE

Ryad s'inquiète de la fourniture éventuelle de centrales nucléaires françaises à Israël

Ryad *(AFP, AP)*. – Le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, a regagné Paris dimanche à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures à Ryad – sa première en Arabie saoudite, – au cours de laquelle il a procédé à un large échange de vues avec les responsables du royaume.

Le ministre français avait eu samedi soir et dimanche matin deux séances d'entretiens avec son homologue, le prince Saoud Al Fayçal.

Il a également rencontré, au cours d'un dîner offert en son honneur, les ministres saoudiens du pétrole, Cheikh Ahmed Zaki Yamani, et de l'industrie, M. Abdel Aziz Al Zamil, et a examiné la coopération militaire au cours d'un entretien d'une heure avec le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz.

Enfin, le ministre français a remis au roi Fahd Ben Abdel Aziz, qui l'a acceptée, une invitation du président Mitterrand à se rndre en France, à une date qui sera annoncée ultérieurement.

Dans une déclaration à la presse à son départ, M. Dumas a indiqué qu'outre les relations bilatérales, il avait abordé plus particulièrement avec ses interlocuteurs la situation au Liban, la guerre irako-iranienne et le problème palestinien, dans un *« climat de grande et profonde amitié et de grande franchise »*. *« Nous n'avons aucun contentieux »*, a-t-il ajouté.

Evoquant les relations bilatérales, il a déclaré que la France *« est très présente* (en Arabie saoudite) *dans tous les domaines et entend développer cette présence et son action en accord avec les autorités saoudiennes »*.

De son côté, le prince Saoud Al Fayçal a insisté sur la concordance de points de vue entre Paris et Ryad sur les questions évoquées. Le ministre saoudien a souligné en particulier que l'Arabie saoudite *« apprécie l'attitude de la France »* à l'égard du problème palestinien. Le prince Fayçal a indiqué, d'autre part, au journal saoudien *Al Ryad* que le roi Fahd avait évoqué avec M. Dumas l'éventuelle vente à Israël de deux centrales nucléaires. Le ministre français a également discuté de cette affaire avec le prince Sultan, le ministre de la défense.

Dans une déclaration à la presse à l'arrivée de M. Dumas à Ryad, le prince Saoud Al Fayçal avait exprimé la *« profonde inquiétude »* de l'Arabie saoudite devant le renforcement des capacités nucléaires d'Israël, en réponse à une question sur la fourniture éventuelle à Israël par la France de centrales nucléaires. Il avait indiqué que ce sujet serait évoqué lors de la visite de M. Dumas, précisant que l'Arabie saoudite avait interrogé les responsables français à ce sujet et que ceux-ci avaient démenti qu'une transaction ait jusqu'à présent été conclue.

Interrogé à son arrivée sur cette question, M. Dumas s'était borné à déclarer : *« Si ce sujet vient dans la conversation, nous en parlerons comme nous parlerons de tous les problèmes. » « Nos rapports sont empreints d'une très grande franchise et d'une grande amitié, et il n'y a pas de sujet tabou »*, avait-il souligné.

Au Zénith

SIX MILLE PERSONNES ONT CÉLÉBRÉ LE TRENTE-SEPTIÈME ANNIVERSAIRE D'ISRAËL

La salle du Zénith, au parc de La Villette, à Paris, était pleine, le dimanche 28 avril, pour célébrer le trente-septième anniversaire de l'État d'Israël. Devant six mille personnes enthousiastes, le grand rabbin de France, M. René-Samuel Sirat, a exalté le *« dévouement à la cause de l'homme »*, dont Israël a donné l'exemple avec le sauvetage des juifs d'Ethiopie menacés par la famine.

M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a évoqué les pionniers d'Israël et leurs successeurs. *« Nous, nous partageons leurs rêves*, a-t-il dit. *Eux, ils font la réalité. »* A propos du quarantième anniversaire de la libération des camps nazis, M. Klein a lancé un appel aux juifs français pour que chacun d'eux considère comme un devoir d'aller voir le film de Claude Lanzmann, *Shoah* (*le Monde* daté 28-29 avril).

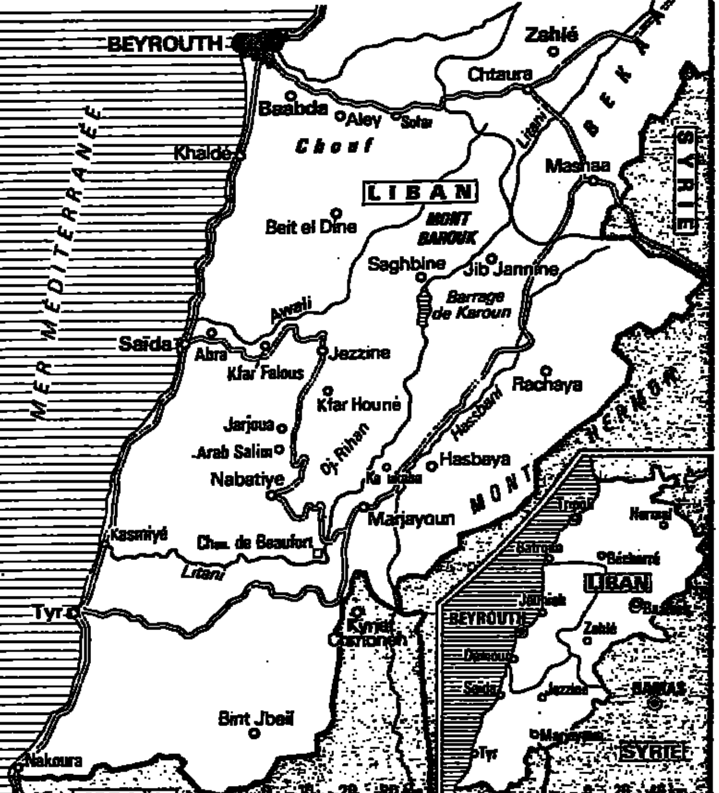
L'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer, a donné lecture d'un message du chef de son gouvernement, M. Shimon Pérès, adressé aux communautés juives du monde entier. M. Soffer a évoqué, ensuite, la lignée de ceux qui ont voulu ou veulent « exterminer » le peuple juif, de Torquemada, le grand inquisiteur espagnol, à *« Hitler, Arafat et Khomeiny »*. Il a invité les juifs à se montrer solidaires d'Israël pour *« la conquête de la paix »* avec les peuples arabes, contre ceux qui attisent, parmi ceux-ci, le fanatisme.

L'EXODE DES CHRÉTIENS DU LIBAN DU SUD

Jérusalem n'interviendra pas

De notre correspondant

Jérusalem. – L'armée israélienne ne retournera pas dans les régions du sud du Liban qu'elle vient d'évacuer et n'a pas l'intention de prêter main forte aux forces du général Antoine Lahad, dont dépend désormais la sécurité des populations chrétiennes vivant ou réfugiées à Jezzine. Telle est la ligne de conduite de l'Etat hébreu, rappelée avec netteté dimanche 28 avril par plusieurs dirigeants israéliens dont MM. Yitzhak Navon, premier ministre adjoint (travailliste), et Moshé Arens, ministre sans portefeuille (Likoud).



Cette position, souligne-t-on dans les milieux militaires, ne souffrirait qu'une seule entorse, dans l'hypothèse, assez improbable, où la situation à Jezzine se dégraderait au point de mettre directement en danger la sécurité de la Galilée.

Le général Lahad, qui commande l'Armée du Liban du Sud savait depuis quelque temps à quoi s'en tenir sur l'attitude de ses alliés israéliens. Il leur avait demandé, il y a trois semaines, l'autorisation de maintenir un contingent à Jezzine après leur départ. Jérusalem avait donné son « feu vert » tout en soulignant qu'il serait impossible d'aider militairement l'ALS à préserver un « couloir chrétien » assurant une continuité géographique entre Jezzine – située en dehors de la « zone de sécurité » – et son arrière-pays. Israël avait une nouvelle fois invité les familles liées à l'ALS, inquiètes pour leur sort, à se replier dans l'enclave de Marjayoun.

La semaine dernière, le général Lahad disposait d'une unité de deux cents hommes à Jezzine que les Israéliens avaient, jusqu'à leur départ, continué d'équiper et d'entraîner dans un camp situé près d'Al-Khiam. Mais Israël ne tient plus ce contingent comme partie prenante de l'ALS et ne maintient donc aucun conseiller auprès de lui. Si cette force, estime-t-on ici, veut se lancer dans la bataille, elle le fera *« à ses risques et périls »*.

Une attention embarrassée

Le fait que l'armée israélienne ait exclu de revenir sur ses pas pour épauler les chrétiens de Jezzine n'empêche pas Jérusalem de suivre avec une attention embarrassée l'évolution des combats dans les régions récemment évacuées. Les commentaires des médias et des milieux politiques tournent autour du leit-motiv : *« On vous l'avait bien dit. » « Nous avions prévenu l'ONU, les Etats-Unis et les Libanais,* souligne un haut fonctionnaire, *que, sans un minimum d'accord avec le gouvernement de Beyrouth, des affrontements intercommunautaires étaient inévitables. »* L'impuissance de l'armée libanaise, calfeutrée dans ses casernes, n'a bien entendu surpris personne en Israël.

Toutefois, on ne cache pas dans les milieux militaires que la situation pose un dilemme à l'armée israélienne. On s'attendait ici à une défaite chrétienne dans le Sud, mais pas aussi rapidement, et l'on affirme mal comprendre pourquoi le commandant des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a retiré soudainement ses hommes du Sud, précipitant les événements juste avant le repli de l'armée israélienne.

Dans l'immédiat, la seule assistance que Jérusalem entend fournir aux chrétiens du Sud dans la zone encore sous son contrôle sera d'ordre humanitaire. L'unité de liaison israélienne auprès du quartier général de l'ALS participe à la distribution des secours aux quelque 1 200 réfugiés arrivés pendant le week-end à Marjayoun et à Klea.

Environ deux cent cinquante familles originaires de la région de Saïda ont été accueillies dans les écoles et les églises, où elles ont reçu couvertures, vivres et médicaments. On a renforcé les équipes médicales et transféré plusieurs blessés graves à l'hôpital de Safed, en Israël. Des collectes de fonds et de vivres ont été organisées dans certains villages arabes chrétiens de Galilée.

Dans la région de Tyr, l'armée israélienne s'attend à une transition « en douceur » après son repli qui semble imminent. On souligne ici que l'homogénéité ethnique de cette zone, presque exclusivemnt peuplée de chiites, devrait permettre d'éviter des troubles confessionnels. L'annonce lundi qu'un accord est intervenu entre la FINUL et le mouvement Amal laisse plutôt bien augurer de la suite. Le porte-parole de el'armée a démenti dimanche les informations selon lesquelles les opérations de retrait de Tyr avaient débuté tout en précisant que celles-ci pourraient commencer *« à tout moment »*.

J.-P. LANGELLIER.

L'assaut des milices druzes

(Suite de la première page.)

En fait, la prise de l'Iklim-al-Kharroub ne lèse vraiment que les chrétiens. Pour les sunnites de Saïda et les chiites du reste du Sud, l'hypothèque de la présence des milices chrétienne, sur la route côtière est levée. Israël trouve son compte au fait que l'exode des chrétiens du Sud ne peut plus se faire qu'en direction de la bande frontalière, la jonction avec Beyrouth-Est étant désormais coupée.

Une stabilisation provisoire

Un dernier bateau est arrivé samedi de Jiyeh à Jounieh, chargé de cinq cents réfugiés. Mais, de l'Iklim-al-Kharroub comme des hauts de Saïda, c'est par milliers que les chrétiens ont fui durant le week-end, vers Jezzine et, déjà, vers Marjayoun, l'autre grande localité chrétienne du Sud, plus sûre parce que située dans la bande frontalière, alors que Jezzine, beaucoup plus éloignée de la frontière, est menacée de toutes parts. Selon les informations israéliennes, deux mille réfugiés sont arrivés dimanche à Marjayoun.

Parallèlement à leur élimination de l'Iklim-al-Kharroub, les chrétiens ont continué de perdre pied au-dessus de Saïda. Les milices musulmanes soutenues par les Palestiniens – une controverse étant engagée sur ce point – ont investi sept villages de plus, élargissant le périmètre de territoire sous leur contrôle à l'est et au nord-est de Saïda où elles avaient déjà pris d'assaut sept autres localités de la bordure immédiate de la ville sunnite. Elles sont à présent aux portes de Kfarfalous où le richissime Libanais d'Arabie saoudite, M. Rafic Hariri, originaire de Saïda, a construit un grand complexe hospitalier et l'a mis à la disposition de ses concitoyens. Il semble se confirmer que les lignes doivent se stabiliser, du moins provisoirement, jusqu'au retrait final israélien, début juin, qui devrait permettre d'y voir plus clair.

Les chrétiens pourraient revenir aux positions antérieures à l'invasion israélienne, c'est-à-dire en fait à celles issues de la première phase de la guerre du Liban en 1975-1976, qui limitaient leur présence au millier de kilomètres carrés de territoire allant de Beyrouth-Est au nord de Jounieh (plus Zghorta, sous tutelle syrienne, au nord et la bande frontalière sous tutelle israélienne au sud).

La prise de l'Iklim-al-Kharroub par les druzes relance les spéculations sur la « cantonisation » du Liban. Elle complète en effet le territoire (pour éviter le terme « canton ») druze alors qu'à Saïda et dans ses environs se dessine un territoire sous contrôle sunnite et qu'Amal installe plus au sud un pouvoir quasi exclusivement chiite au fur et à mesure de l'évacuation israélienne.

A Beyrouth, la ligne de démarcation « ressuscite » chaque jour un peu plus. Ainsi, lundi matin, une seule voie de passage, celle de la Galerie Semaan, fonctionnait, alors que normalement quatre sur six sont ouvertes, deux – le Ring et Sodeco – ayant manifestement été passées par profits et pertes jusqu'à nouvel ordre, indice évident de la dégradation de la situation dans la capitale.

LUCIEN GEORGE.

AMÉRIQUES

Chili

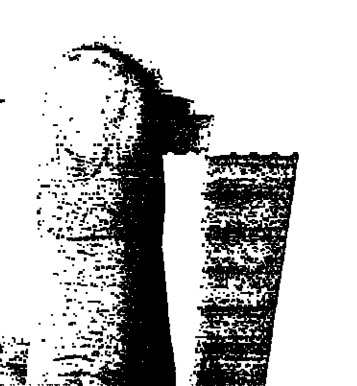
APRÈS L'ARRESTATION DE NOMBREUX OPPOSANTS DONT DEUX FRANÇAIS

L'ambassadeur chilien a été convoqué au Quai d'Orsay

L'ambassadeur du Chili à Paris, M. Eduardo Cisternas, a été convoqué le dimanche 28 avril au Quai d'Orsay, à la suite de l'arrestation à Santiago de près de trois cents personnes (*le Monde* daté 28-29 avril). Le ministère de l'intérieur chilien a en effet annoncé la mise en état d'arrestation de deux cent soixante-quatre personnes, parmi lesquelles figurent deux Français, M. Michel Bourguignat, professeur à l'Institut français de Santiago, et son épouse. L'ambassadeur a été reçu par M. Robert Richard, directeur du département d'Amérique. *« Les autorités françaises,* dit le communiqué publié par le ministère, *ont fait part de leurs vives préoccupations à la suite des arrestations massives à Santiago. Elles réclament la libération immédiate des deux Français arrêtés. La France souhaite que les garanties élémentaires du droit soient assurées à l'ensemble des personnes arrêtées. »*

A Santiago, la Commission chilienne des droits de l'homme a condamné ces arrestations, et une demande de protection a été présentés samedi devant la justice par l'avocat, Me Gustavo Orwitz, qui a déclaré que tous les détenus ont été mis au secret dans un bâtiment de la police militaire. L'agence catholique de défense des droits de l'homme a précisé : *« Nous avons de très sérieuses craintes à propos des personnes détenues. La torture, ce n'est pas un mystère, est une pratique commune dans les postes de police. »* Rappelant la mort, il y a deux mois, d'un militant du Parti socialiste victime d'une crise cardiaque pendant sa détention, les organisations ont adressé une demande au juge, M. Efrain Arraya, pour qu'il envoie des médecins examiner les personnes détenues.

Pour justifier ces arrestations, le gouvernement chilien a déclaré que les participants au rassemblement du PS *« préparaient des actions destinées à perturber l'ordre public le 1er mai au cours d'une réunion politique non autorisée »*. Un haut fonctionnaire du ministère de l'intéreur a indiqué que les mineurs arrêtés ainsi qu'une personne agée avaient été relâchés et assignés à résidence. Les autres sont détenus dans plusieurs casernes de carabiniers, à la disposition du ministère de l'intérieur qui statuera sur leur sort dans les cinq prochains jours, conformément aux lois en vigueur. – *(AFP, AP, Reuter.)*



politique

L'émission de TF 1 avec le président de la République

L'image pas le message

« Ça nous intéresse, monsieur le Président » : tel était le titre de l'émission d'Yves Mourousi sur TF 1 à laquelle a participé pendant une heure quarante M. Mitterrand dimanche soir 28 avril.

La règle du jeu définie par Yves Mourousi était d'obtenir du président de la République des réponses brèves, des formules en réaction à des séquences filmées : spots publicitaires, extraits de films, extraits de pièces de théâtre, fiction, – la dénationalisation de Renault, – vidéo-clips. Il s'agissait donc de montrer un président familier, hors du décorum et du formalisme des émissions et des discours politiques traditionnels. Aux réticences de l'opinion par rapport à la classe politique, s'ajoute l'impopularité propre à M. Mitterrand, qu'il a tenté de corriger par cette émission d'image et non de message.

Celui-ci, en fait, était implicite et courait tout le long l'émission : la France est un pays qui se modernise, et son président s'est assigné pour tâche cette modernisation. De là à conclure qu'il incarne lui-même la modernité, il n'y a qu'un pas que M. Mitterrand a suggéré aux Français de franchir, par petites touches répétitives.

Il s'est donc gardé de développer les questions politiques nationales du moment. Tout au plus a-t-il confirmé qu'il entend bien rester à l'Elysée, quelle que soit l'issue du scrutin législatif de 1986, ironisant au passage sur le *« gros appétit »* de M. Raymond Barre – sans toutefois le nommer – qui prétend déjà à sa succession. Il a également confirmé, sans préciser quelle suite pourrait être donnée à ce projet, qu'il n'est pas opposé à la réduction de la durée du mandat présidentiel.

C'est sur la Nouvelle-Calédonie que le chef de l'Etat s'est engagé de la façon la plus claire : il a précisé que l'objectif du gouvernement reste de conduire la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, en *« association »* avec la France.

M. Mitterrand a également fortement rappelé ses convictions européennes – *« je suis carrément européen »* – et a reproché à M. Reagan de se mêler de ce qui ne le regarde pas, à savoir le projet Euréka d'une Europe de la haute technologie. L'émission, paisible et décontractée, s'est vraiment animée à deux reprises : lorsque le président a passionnément défendu les grands projets architecturaux de la capitale, et notamment la pyramide du Louvre ; lorsqu'il s'est trouvé quelque peu embarrassé pour justifier le niveau record des ventes d'armes de la France, alors même qu'il venait de se flatter que, sous sa direction, la France puisse *« parler autrement »* au monde.

Voici les principaux extraits des propos tenus par le chef de l'Etat dimanche 28 avril, lors de l'émission « Ça nous intéresse M. le président », préparée et animée par Yves Morousi, sur TF 1 :

● RÉDUCTION DU MANDAT PRÉSIDENTIEL

« Deux septennats dans la même ligne de conduite, pour poursuivre un même projet, ce serait plus sûr, car sept ans, je suis en train de m'en apercevoir, c'est court (...). Il y a un vote fait par les deux assemblées qui demande que le mandat présidentiel soit ramené de sept à cinq ans. M. Pompidou avait fait cette proposition, puis M. Giscard d'Estaing et moi-même. Vous remarquerez – ce qui pourrait, le cas échéant, refroidir ceux qui se pressent du côté de ma succession – que si l'on devait adopter maintenant la réduction à cinq ans, cela ne s'appliquerait pas à moi : ce n'est pas rétroactif. Cela pourrait décevoir, mais je ne veux pas non plus jouer un mauvais tour à mes successeurs. On peut donc voir que je ne suis pas contre. »

« *Interrogé sur le fait de savoir si* Mitterrand a changé » *ou non, le président de la République a répondu :* « Mitterrand a changé beaucoup de choses, mais lui n'a pas changé. »

● NOUVELLE-CALÉDONIE

« Edgard Pisani m'a remis (...) un rapport assez volumineux, examinant tous les aspects de la question jusqu'au détail. Ce qui a été décidé était compris dans ses hypothèses, qui étaient peu nombreuses. Certes, Edgard Pisani préférait aller plus vite et indiquait que, dès le mois de septembre, on pourrait en avoir fini avec le processus électoral, c'est-à-dire avec le vote sur l'autodétermination.

» Nous avons préféré adopter d'autres hypothèses qu'il nous avait lui-même présentées et qui impliquaient d'abord, dès cette session parlementaire, c'est-à-dire avant le 1er juillet, le vote d'une loi qui indiquera clairement un objectif : l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie dans l'association avec la France. Mais cela ne peut pas être confondu, en raison de la Constitution, avec le vote d'autodétermination sur l'indépendance-association.

» Cette loi étant votée, étant fixés les termes mêmes de la politique gouvernementale, quatre régions seront créées, et on votera dès la fin juillet ou au début du mois d'août au suffrage universel dans ces quatre régions pour élire des personnes qui auront en charge des pouvoirs très importants, ce qui les préparera aux responsabilités du futur.

» Je crois que c'est un bon plan. Il tient compte des réalités et cherche un consentement plus large que celui qui a été au début remarqué par chacun. Mais nous ne céderons pas de terrain à ceux qui ne veulent rien, parce qu'ils veulent tout pour eux-mêmes ! Il ne faut pas y compter.

» A mon retour de Nouvelle-Calédonie, j'avais développé en cinq points les impressions, les observations et les éléments de décision que je prendrais et j'avais noté la base stratégique de Nouméa. Il faut bien que vous sachiez qu'il n'y a pas là-bas de base aéronavale. Les sous-marins nucléaires ne peuvent pas s'y arrêter. Les navires de guerre ne peuvent pas accoster. La piste d'aviation ne permet pas aux avions les plus modernes de décoller. C'est nous qui ferons tout cela : Après plus d'un siècle de présence en Nouvelle-Calédonie, enfin, il y aura une base à Nouméa. Voilà notre objectif, mais il s'inscrit dans le cadre de l'indépendance-association (...). C'est une synthèse : l'indépendance correspond à une reconnaissance de la dignité d'un ou des peuples qui vivent sur ce sol, et particulièrement de ceux qui y vivent originellement. L'association, c'est une garantie pour tous ceux qui, depuis déjà longtemps – c'est le cas des Néo-Calédoniens d'origine française... plus d'un siècle – ont largement participé à l'évolution de ce territoire, lui ont apporté souvent sa prospérité et ont bien le droit d'y vivre. »

Dessin de PLANTU.

pensée, dans les formes audiovisuelles qui sont les formes modernes d'expression. Cela, je l'ai fait. Après tout, c'est moi qui ai décidé que les radios seraient libres. Mais, aujourd'hui, la Haute Autorité d'une part, la commission qu'on appelle Gallabert, d'autre part, étudient de quelle façon on peut autoriser des radios libres de telle sorte qu'elles ne se nuisent pas et que l'auditeur puisse entendre des sons cohérents. Aujourd'hui, il y a quelque 1 300 radios libres en France. »

Le plan câble, admet M. Mitterrand, « est plus lent que prévu ». *A propos du rapport Bredin et des télévisions privées, il ajoute :* « Pour la télévision, c'est plus difficile que pour la radio. L'autorisation est donnée, ou elle va être donnée (...). Alors, est-ce que ce sera sur le plan national deux, trois, quatre chaînes en plus ? Je ne sais pas ce que dira M. Bredin. Mais, sur la plan local, il devrait y avoir place, toujours en raison de la même logique, pour peut-être une centaine, peut-être plus, de télévisions locales (...). Que les meilleurs gagnent ! Ce sera un marché très difficile à conquérir parce que, après tout, les télévisions qui existent dans le secteur public, les trois chaînes, sont plutôt bien, à mon avis, et elles occupent un très large terrain, très solidement. Elles ont une part importante de la publicité.

» Il y a deux espaces qui ne sont pas définitivement compressibles : l'espace physique – il ne peut pas y avoir trente-six canaux au même endroit – et l'espace publicitaire. La fortune française, et même européenne – je crois qu'il y aura le satellite qui sera un remarquable relais – ne permet pas de faire appel à cette ressource indéfiniment. Donc, pour ceux qui se lanceront dans cette aventure très belle et très forte, il y aura beaucoup de coups à prendre. Mais ce sera la liberté. »

(Lire la suite page 8.)

La clé sous le paillasson : « Ce n'est pas mon genre »

● LA COHABITATION

« On n'élit pas un président pour qu'il soit inerte, pour qu'il ne fasse rien ! Tout cela est très, très clairement expliqué dans la Constitution. Ce que je sais, c'est que la Constitution ne prévoit aucunement que les députés et l'Assemblée nationale puissent censurer le président de la République. Alors, à tous ceux qui, parce qu'ils ont un gros appétit, se précipitent vers ce qu'ils croient être un fromage, je leur dis que je ne resterai pas inerte. » « Ce n'est pas mon genre », *répond M. Mitterrand lorsque Yves Morousi lui parle à ce propos de* « la clé sous le paillasson ».

A la fin de l'émission, M. Mitterrand a ajouté : « Cohabitation, c'est un terme tout à fait impropre. Les institutions de la République sont faites pour que les Français vivent ensemble. »

● RENAULT NE SERA PAS DÉNATIONALISÉ

« Renault ne sera pas dénationalisé (...). C'est le général De Gaulle qui a nationalisé Renault en 1945, ce n'est pas moi ! C'était déjà fait. Je me suis rattrapé sur un certain nombre d'autres secteurs en 1981-1982... Sans le moindre regret *[aujourd'hui]*. Nous avons sauvé les entreprises en question ! Nous les avons sauvées ! Les six entreprises principales que nous avons nationalisées avaient 1,6 milliard de déficit en 1981 ; elles ont 3 milliards de profits aujourd'hui ! Non, de ce côté-là, j'en suis très satisfait. Cela montre tout simplement qu'il faut savoir se battre.

» Et puis Renault a subi une crise qu'ont connue avant elle des sociétés comme Chrysler, Ford, Fiat, General Motors... Ce n'est pas nouveau. Ensuite, on assure le terrain et on repart du bon pied. A partir du moment où on a de bons cadres, de grands chercheurs, des ouvriers très qualifiés, une direction solidaire, on gagne. On voit bien des entrepreneurs qui gagnent et qui savent parfaitement remettre en bon état des entreprises qui boitaient ! Eh bien, ce sera le cas de Renault ! Renault, je lui fais confiance, et le gouvernement avec moi. Nous faisons confiance à M. Besse de la même façon que nous faisons confiance à ceux qui y travaillent. Renault se redressera et ne sera pas dénationalisé. »

● TÉLÉVISION PRIVÉES

« Il faut aller vers le maximum de liberté possible de l'expression de la

LA GRENOUILLE QUI RÊVE D'ÊTRE UN OURS

« Je ne me voyais pas en grenouille ! Non, là, Collaro a exagéré ! Je ne me voyais pas en grenouille, mais s'il m'avait demandé mon avis, il est vraisemblable que j'aurais été moins judicieux qu'il ne l'a été dans son choix, bon... Alors, je m'écoute parler de temps en temps ! »

M. Mitterrand s'écoute parler dans le *« Bêbêté Show »* de Stéphane Collaro. Et il rêve sans doute d'être un ours, comme M. Raymond Barre : *« L'ours, il faut dire que c'est une chance, parce que quel est le petit enfant qui n'a pas eu un ours... C'est un bon facteur de popularité.*

– La grenouille c'est plus rare !

– *Oui, c'est plus rare, sauf quand elle se transforme en prince, comme vous savez ! »*

LE MANDAT PRÉSIDENTIEL DE SEPT ANS

Un « provisoire » qui a la vie dure

En 1873, les institutions de la IIIe République n'étaient pas encore votées. Les monarchistes espéraient que le maréchal de Mac-Mahon, *élu à la tête de l'Etat le 24 mai, faciliterait* le retour sur le trône du comte de Chambord, petit-fils de Charles X. Mais celui-ci se montra intransigeant : il ne voulait pas du drapeau tricolore. Dernier espoir pour les partisans de la royauté : à la mort de l'héritier légitime, le prétendant sera un petit-fils de Louis-Philippe, plus conciliant. Pour gagner du temps, le duc de Broglie fait voter le 18 novembre par l'Assemblée nationale réunie à Versailles une loi conférant le pouvoir à Mac-Mahon pour sept ans. Le septennat entrait ainsi, par la petite porte monarchiste, dans la tradition républicaine. Cent douze ans plus tard, il n'en est toujours pas sorti. Le provisoire a, en France, la vie plus dure que les lois gravées dans le marbre pour durer.

Régulièrement pourtant, la question de la réduction du mandat présidentiel à cinq ans revient à l'ordre du jour, passionnant les constitutionnalistes, permettant aux hommes politiques d'envisager quelques *« coups »* ou de bâtir quelques scénarios de *« politique fiction »*.

Une tentative faillit bien aboutir : celle de Georges Pompidou. Ce sujet ne l'avait guère passionné, puisqu'il ne l'avait jamais abordé avant son message au Parlement du 3 avril 1973, par lequel il annonce son intention de demander le vote d'une réforme de la Constitution.

La question passionnera le monde politique jusqu'au mois de novembre suivant. La gauche, qui avait pourtant fait figurer cette réforme dans son « programme commun », s'y montre hostiles, car pour elle, elle doit s'inscrire *« dans un ensemble cohérent »*, souligne M. Mitterrand. Les réformateurs (centristes et radicaux), alors dans l'opposition, sont hésitants, car eux aussi souhaitent une évolution plus sensible. La majorité elle-même est divisée. Ceux qui se veulent les ardents défenseurs du gaullisme originel, comme Christian Fouché ou M. Maurice Couve de Murville sont contre ; M. Michel Debré lui-même est hésitant. Finalement le 16 octobre 1973 la réforme n'est votée à l'Assemblée nationale que par 270 voix contre 211 ; trois UDR ont voté contre ; six se sont abstenus volontairement, dont M. Debré.

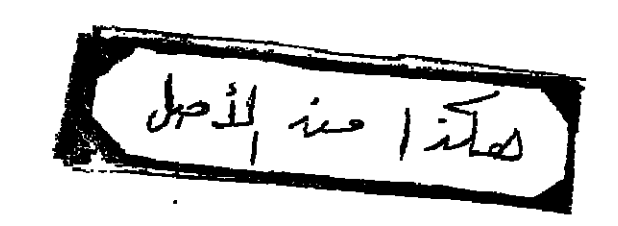
Le sort du projet présidentiel est entre les mains du Sénat. Tout heureux de pouvoir à nouveau peser sur l'événement politique, les sénateurs retrouvent les feux de l'actualité. Eux aussi finissent, le 19 octobre, par approuver le projet gouvernemental par 162 voix contre 112. Mais, l'arithmétique est sans concession ; si les votes ne changent pas, le texte n'obtiendra pas les trois cinquièmes des voix au Congrès (réunion des deux chambres) imposés par l'article 89 de la Constitution pour une modification constitutionnelle.

Georges Pompidou ne s'y risque pas ; il ne soumet pas non plus le projet à référendum, comme il en a la possibilité. La réforme est renvoyée au « congélateur », un président de la République ayant, depuis, la possibilité de l'en faire ressortir en l'état pour le soumettre soit au Congrès, soit à référendum.

Le débat réapparaît régulièrement. Lors de la campagne présidentielle de 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing souhaite que le Parlement reprenne l'étude du projet de Georges Pompidou. Mais, une fois élu, il ne tentera rien en la matière. En 1981, il avait proposé un mandat de six ans renouvelable une fois ; il reprend cette position dans son livre *2 Français sur 3*. M. Michel Debré se déclare favorable à un seul mandat de sept ans. Les 110 propositions de M. Mitterrand offrent deux solutions : une fois sept ans, ou deux fois cinq ans. Depuis M. Jacques Chirac a indiqué sa préférence pour cette deuxième hypothèse, alors que M. Raymond Barre est partisan du statu-quo. Les Français eux, dans le sondage réalisé pour *le Monde* à l'été 1984 par la SOFRES sur le jugement qu'ils portent sur la classe politique, se prononcent à 64 % pour un mandat de cinq ans, et à 29 % pour un mandat de sept ans.

Une telle réduction du mandat présidentiel ne modifierait en rien les conditions d'une éventuelle *« cohatitation »* entre un président de la République et une Assemblée nationale qui ne seraient pas de la même tendance politique. Le décès de l'un, la dissolution de l'autre, ne peuvent garantir que leurs élections seraient concommittantes. Sauf à retenir les solutions américaines : suppression du droit de dissolution, institution d'un vice-président – à laquelle de Gaulle lui-même avait songé – qui achèverait un mandat présidentiel interrompu pour une raison ou une autre. Il ne s'agirait plus là d'une réforme mais d'un bouleversement de nos institutions.

THIERRY BRÉHIER.



POLITIQUE

L'ÉMISSION DE TF 1 AVEC LE

(Suite de la page 7.)

● **SPONSORING**

« Si cela est nécessaire au développement des sports de haute compétition, surtout quand ces sports sont chers, ce qui est le cas de la voile aujourd'hui, alors je les laisse juge et je n'interviens pas... En fait, lorsqu'on voit d'admirables bateaux réussir des courses étonnantes à travers les mers, ils portent des marques qui sont généralement appliquées à d'autres domaines. Je suis toujours un peu surpris, mais cela, c'est un point de vue esthétique qui est peut-être insignifiant. J'aime bien, en revanche, lorsque je vois, sur un bateau, écrit : *Charente-Maritime...* C'est peut-être parce que je suis charentais moi-même ! »

● **ROBOTISATION**

« C'est un problème de civilisation et cela peut poser des problèmes pour l'emploi. J'observe cependant que ce sont les pays qui sont aujourd'hui les plus modernes sur ce plan-là, qui pratiquent le plus la robotisation, qui sont le mieux sortis de la crise ou qui n'y sont pas entrés ; je pense au Japon ou aux Etats-Unis d'Amérique. Cela pose des problèmes de civilisation dans un pays comme la France, en particulier, où il y a une période de transition, car notre industrie n'y était pas prête. Tout l'effort des gouvernements que j'ai constitués a eu pour but, presque par priorité, d'arriver à moderniser la France. Il faut reconnaître qu'on part de loin.

» Cela pose des problèmes multiples ; mais, enfin c'est le même depuis le début du dix-neuvième siècle. Après tout, il y avait des machines qui se substituaient aux muscles de l'homme, maintenant elles se substituent à sa mémoire et à son intelligence. C'est le problème : il faut que l'homme continue ou commence à maîtriser la machine plutôt que le contraire ».

● **LORRAINE**

« En vérité, on a fait beaucoup de travail sur la Lorraine ; et, particulièrement M. Chérèque a, à mon *avis, très bien réussi. Il y met du* cœur et de la compétence. Très bien. Vous savez peut-être que, en Lorraine, 10 000 emplois ont déjà été perdus – on pense à 20 000, – que déjà 8 000 sur les 10 000 sont reconstitués, avec Thomson à Longwy, avec d'autres industries à Nancy et à Metz. J'espère et j'attends du gouvernement que sur les 10 000 autres pertes d'emplois, un effort comparable soit fait en facilitant les implantations d'industries nouvelles, qui reçoivent des avantages : pas de charges sociales pendant les trois premières années si elles créent des emplois nouveaux, toute une série d'avantages dont je ne vais pas vous parler ce soir. »

Inverser la courbe du chômage

● **EFFORT**

« L'objectif de tout gouvernement doit être d'améliorer le sort de ceux dont il a la charge. Mais pour y parvenir, surtout en période de crise, c'est difficile, je ne veux pas en dire davantage. Qui pourrait croire un instant que ceux qui, comme moi, se sont attachés à redresser la France pourraient en quoi que ce soit se complaire dans des sacrifices qui ne serviraient à rien ? L'essentiel, c'est *que l'effort soit utile. Il faut qu'il* soit utile. Il faut que cela rende, c'est toute notre politique.

L'effort pour qui ?

– L'effort de tous.

– J'écoutais M. Krasucki juste avant de venir ici, qui disait : « L'effort pour certains et pas l'effort pour d'autres ».

– L'effort pour tous.

– C'est possible à réaliser ?

– Bien entendu, il ne faut pas que ceux qui ont été les privilégiés depuis le début de l'ère industrielle continuent de l'être. On ne peut pas demander *toujours* aux mêmes de supporter le poids des sacrifices pour le bénéfice de quelques-uns. Mais cela, c'est toute la politique que je mets en œuvre. »

– Le chômage, y a-t-il un bout du tunnel possible ou pas ?

– Oui. C'est une expression dont il faut se méfier. Mais le chômage a atteint 1 700 000 personnes en 1981, donc une augmentation en sept ans de 350 à 400 %. Il a augmenté de 700 000 entre 1981 et maintenant. C'est trop. J'ai le sentiment depuis deux mois – d'ailleurs les chiffres le prouvent – que cela s'arrête, et même qu'il y a une légère diminution. J'ai fait tout ce que je pouvais faire et j'agis auprès du gouvernement, qui, lui-même, agit ave célérité pour que la courbe commence à s'inverser. C'est tout ce que je peux dire.

» Je tiens cependant à préciser quelque chose de très important. Souvent je vois qu'on discute, qu'on conteste ces chiffres. Les critères qui permettent de savoir combien il y a de chômeurs sont établis par les mêmes personnes, la même institution qui existaient avant 1981 et depuis déjà bien longtemps. Je demande un peu d'honnêteté dans cette discussion. Ne nous jetons pas les chômeurs à la figure. je pense que Monsieur Stoléru comme moi-même, nous sommes tout à fait angoissés par ce qui se produit. On ne peut résoudre le problème du chômage qu'après avoir guéri les autres maladies de notre économie. C'est ce que nous faisons en luttant contre l'inflation, contre le déséquilibre de notre commerce extérieur, sur quelques autres plans aussi. Mais ce ne sera que la résultante. Je pense – comment ne le ferais-je pas chaque jour ? – à l'angoisse de ces familles, celles qui, déjà, ont des chômeurs dans leur sein, et celles qui craignent d'en avoir. C'est – on va le répéter cent fois – la douleur de la France. »

● **CHOMAGE ET TUC**

« Je suis préoccupé par le cas des chômeurs qui arrivent en fin de droits et j'ai demandé au gouvernement de prendre des dispositions au cours de cette session parlementaire, c'est-à-dire avant la fin juin de cette année, pour que tous ces chômeurs soient davantage aidés par la collectivité nationale, qu'ils puissent vivre. Déjà, vous le savez, certaines dispositions ont été prises sur le plan des assurances, mais il n'est pas possible de vivre avec 43 francs par jour. Je pense surtout peut-être à ceux qui sont soutien de famille. Des dispositions seront prises, et nous avons commencé d'attaquer le problème des jeunes.

» L'affaire des TUC n'est pas indifférente. Il s'agit des jeunes qui se consacrent pendant un certain temps à des travaux d'utilité collective. C'est un succès. L'idée m'a été donnée par Olaf Palme, le premier ministre suédois, alors que je lui rendais visite. Il avait commencé à appliquer des mesures de ce genre. Je les ai rapportées. Finalement, cela a été mis en place et on en est aux alentours de 200 000 actuellement. C'est bien, on peut aller plus loin, je souhaiterais 300 000. Il faut bien comprendre que cela ne doit pas se substituer à un salaire ou à d'autres travailleurs qui auraient un emploi. C'est une affaire extrêmement délicate à laquelle le gouvernement doit être très attentif, mais des jeunes qui n'avaient rien à faire, qui traînaient, vous ne pouvez pas imaginer vraiment leur joie d'avoir retrouvé une part de dignité. Ils se sentent utiles. Alors, sur le fond, je crois que c'est réussi. Sur le plan des dispositions législatives, je crois que ce n'est pas mal.

● **PARIS-DAKAR**

« C'est une formidable organisation, j'imagine, et les organismes de tourisme, dans le monde, il leur faut un esprit de précision remarquable. Ce serait bon d'enseigner cela aux jeunes, de leur enseigner que, s'ils veulent réussir, ils doivent se dominer, s'organiser. C'est un besoin très profond, spécialement de notre société qui, autrement, serait complètement mécanisée.

» Il y a plusieurs façons de le faire. On dit : les jeunes n'ont plus rien à espérer. Imaginez, sur le plan purement humain, le savoir, la conquête de l'espace, la conquête des océans et du fond des océans, la connaissance de la matière qui, aujourd'hui, est à notre portée ; sur le plan simplement physique, qui exige beaucoup de qualités morales : le sport ; sur le plan simplement de l'homme social : la solidarité.

Ceux qui, aujourd'hui, se lancent – les volontaires pour le progrès, – c'est une formidable aventure humaine ! Allez en Afrique, essayer d'empêcher la désertification, faire pousser des arbres ! Ils aident pour des petites adductions d'eau de rien du tout, pour des irrigations, des petites rigoles. Ils sauvent des gens. Bref, leur vie a une signification. »

« On n'a pas posé une pyramide pour le plaisir »

● **LES CHANTIERS DU PRÉSIDENT**

« J'ai hérité de plusieurs chantiers qui ont été judicieusement choisis par mes prédécesseurs. La Défense, le premier concours a été lancé sous M. Pompidou. La Villette, par M. Giscard d'Estaing ; le musées d'Orsay, par M. Giscard d'Estaing : les *premiers éléments* par M. Pompidou. L'Institut du monde arabe, également par mes prédécesseurs. J'y ai ajouté, c'est vrai, le Louvre, le Grand Louvre, ce qui impliquait un déplacement, du ministère des finances et donc la construction d'un nouveau ministère des finances, et puis l'Opéra de la Bastille, l'Ecole de musique de La Villette et quelques autres choses comme celles-là. Cela fait beaucoup à la fois, mais pourquoi est-ce qu'on ne passionnerait pas un pays pour de grandes actions, pour de grandes œuvres ? Cela permet déjà de mobiliser des milliers d'artisans d'art qui font des métiers qui périraient si on n'avait pas lancé ces actions...

» (...) On n'a pas posé une pyramide pour le plaisir de poser une pyramide. Le Louvre, libéré du ministère des finances, cela représente un immense palais, le plus grand musée du monde : 1,700 kilomètre si vous voulez en faire le tour. Imaginez la fatigue des pieds des visiteurs. Il faut que les œuvres d'art soient quand même à la portée de ceux qui veulent se déplacer. Alors, tout le monde a reconnu que, si l'on plaçait souterrainement, au centre de la place Napoléon (...) une distribution générale des services, avec des escalators qui iront dans les différentes salles vers les différentes collections, avec toutes ces choses modernes indispensables, les cafétérias, les toilettes, les magasins de toutes sortes, cela devait être installé au centre de la cour Napoléon. Ne la confondons pas avec la cour Carrée. On s'est aperçu que, en raison de la présence de la Seine toute proche, on ne pouvait pas descendre au-dessous de 7 mètres et que, cette immense place touterraine, à 7 mètres, c'était vraiment une station de métro.

» Pour lui apporter le jour, l'idée de l'architecte, le grand architecte Peï, a été de permettre à ceux qui seront dans cette pyramide, puisqu'elle sera *translucide* – et même plus, elle sera transparente ! – de voir la construction architecturale du Louvre.

» Quant à la protection du paysage, permettez-moi de vous dire que beaucoup de sottises sont cent fois répétées. D'abord, la discussion a toujours eu lieu : quand François Ier a voulu supprimer et a supprimé la tour de Philippe-Auguste, cela a été une protestation générale des échevins de la ville de Paris. De la même façon, lorsque Henri IV a voulu construire la galerie du bord de l'eau, on lui a fait les représentations les plus vives.

» Tout ce que vous voyez aujourd'hui est quasiment moderne. Alors, ce côté sacro-saint qui ferait qu'on ne pourrait insérer aucun élément d'art nouveau, moderne, me paraît absolument ridicule... »

UN AVANT-GOUT DE LA PYRAMIDE

La simulation grandeur nature de la pyramide du Louvre (*le Monde* des 10-11 février et 24-25 mars), réalisée avec des câbles suspendus à une grue, sera mise en place dans la cour Napoléon du 1er au 5 mai.

Le public sera admis sur un belvédère situé près du pavillon Mollien, dans l'enceinte du chantier, qui ne sera pas interrompu : le 1er mai de 11 h à 18 h, les 2 et 3 mai de 14 h à 18 h, les 4 et 5 mai de 11 h à 19 h, si les conditions éoliennes le permettent.

Le 2 mai, l'architecte I.M. Pei présentera le projet à des personnalités, parmi lesquelles M. Jacques Chirac. Rappelons que la pyramide sera haute de 20 mètres et large de 32 mètres. C'est notamment pour répondre aux exigences et aux critiques de l'Association pour le renouveau du Louvre, de M. Michel Guy et de Mme Françoise de Panafieu, adjoint au maire de Paris chargée de la culture, opposés au projet, que les responsables du Grand Louvre ont décidé de présenter cette simulation.

● **LA POPULARITÉ DE MM. FABIUS ET LANG**

« Je suis très content pour eux et je suis très heureux de pouvoir leur servir de bouclier. (...) Cela fait partie des banalités cent fois dites. J'estime que le rôle du chef de l'Etat, c'est d'assumer la principale responsabilité. Donc, la responsabilité difficile, dans les temps difficiles, ce n'est pas à mes ministres de l'assumer, ni au premier ministre : c'est à moi. »

Les médiateurs régionaux

● **L'ADMINISTRATION ET LES CITOYENS**

« J'ai demandé au gouvernement de mettre en application le fait qu'il ne puisse plus y avoir de files dans les hôpitaux, ces rendez-vous indéterminés « dans la matinée », « dans l'après-midi », ces journées entières perdues, désespérantes, dans les hôpitaux, mais que les rendez-vous soient fixés heure par heure.

» Par exemple encore, vous avez un *permis de construire* et vous attendez un prêt pendant des mois. Il faut que les deux opérations soient jumelées, cela facilitera la vie des gens.

» Et je pense que ce serait une bonne institution que de créer des médiateurs régionaux qui puissent toucher le concret de près.

» Il faudrait même que l'administration soit davantage itinérante, qu'au lieu que les gens soient obligés d'aller toujours au chef-lieu de canton, du département, pour faire ceci ou cela, les fonctionnaires aillent voir les gens sur place. Cela se mettra en œuvre, j'en suis sûr. »

● **L'EUROPE**

« Je suis carrément européen. J'ai pris parti pour l'élargissement de la Communauté des Dix. Cela présente des risques, il faut les assumer. Il faut que l'Europe élargie à douze se dote d'institutions plus fortes, de vraies structures. Il faut qu'elle aille vers son unité politique, ou elle sera irrémédiablement distancée – et les pays qui la composent – par des pays comme les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, et quelques autres qui arrivent à l'horizon.

» Je suis carrément européen. Bien entendu, je suis un Français patriote, et même j'ai un faible pour *tout ce qui vient de France, mais je* veux que la France soit magnifiée par l'Europe. (...). M. Reagan s'est mépris. Eurêka n'a pas à être soumis aux pays industrialisés que j'irai rejoindre à Bonn jeudi prochain. C'est un projet européen, il appartient à la Communauté européenne d'examiner ce projet. C'est un projet européen, ce n'est pas un projet soumis – comment dirai-je ? – à la bénédiction américaine. »

● **VENTE D'ARMES**

« Les ventes d'armes qui ont compté dans le commerce extérieur de 1984, c'est 37 milliards ; les commandes sont de 62 milliards. Il y a donc eu, en 1984, un bond en avant dû, surtout, à un certain nombre de contrats passés avec l'Arabie saoudite. La moyenne générale, c'est environ 40 milliards par an. Cela représente environ 5 % de notre commerce extérieur. Cela passe loin derrière l'automobile, qui fait plus du double, qui dépasse 80 milliards, et cela fait beaucoup moins que l'agro-alimentaire (par exemple les céréales) qui rapporte 145 milliards (...). Cela fait plus qu'en 1981. De ce point de vue, notre industrie de l'armement est considérée comme très sérieuse par les demandeurs, par les clients (...). Je ne peux pas mettre, à l'heure actuelle, d'autres travailleurs au chômage alors qu'il n'y a pas d'industrie de substitution. Et, d'autre part, l'armée française, pour pouvoir utiliser les armes les plus modernes, a besoin d'avoir un marché plus large que le simple marché français, sans quoi on ne pourrait rien fabriquer. Nous irons vers la diminution quand même. »

● **LA FAIM DANS LE MONDE**

« Jeudi prochain, à Bonn, je débattrai du projet que j'ai déposé devant les sept pays industriels les plus riches du monde, un plan d'aide pour l'Afrique qui reprendra les propositions que j'avais déjà énoncées, il y a un an, à ce sujet. Il faut que les pays qui le peuvent, d'abord, transportent sur place des vivres. Il faut aussi qu'ils développent leurs techniques pour la production agricole. Cela ne signifie pas grand-chose (si, cela signifie beaucoup, mais pas assez !) de sauver des gens qui vont mourir, lorsqu'ils arrivent au stade de la famine. Il faut aussi qu'ils apprennent l'autosuffisance alimentaire ; en termes beaucoup plus clairs, à faire pousser des fraises, du blé, des haricots, du mil, tout ce qu'il faudra pour se nourrir. C'est ce que comporte le plan que j'ai développé, en même temps que des moyens ultra-modernes : par exemple, par satellite, on peut connaître les développements de la famine, l'agrandissement du désert, la disparition des forêts, et aujourd'hui encore, par satellite, on peut contribuer à résoudre le problème de la famine dans le monde.

» La France, je le dirai simplement, a déjà apporté 550 000 tonnes de céréales. En quantité, après les Etats-Unis, c'est la plus forte contribution. Mais, plus encore, j'admire le rôle de ces jeunes paysans qui se sont occupés du Burkina-Faso, qu'on appelait autrefois Haute-Volta, il n'y a pas si longtemps, et tous ces « volontaires pour le progrès » dont j'ai déjà parlé tout à l'heure, ces jeunes gens qui vont partout dans le monde pour apporter ce qu'ils savent faire. Bref, c'est une très grande cause. »

Un lien entre les négociations commerciales et monétaires

M. Mitterrand a clairement réaffirmé qu'il faisait dépendre l'ouverture de nouvelles négociations commerciales de l'acceptation par les Etats-Unis de conversation sur les problèmes monétaires.

Cette précision est importante quelques jours avant l'ouverture à Bonn – le 2 mai – du sommet des pays industrialisés. Washington est en effet très pressé de voir s'ouvrir un « Reagan *round* » *qui permettrait*, dans le cadre du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), de libéraliser davantage les échanges commerciaux dans le monde, cela pour contrer la montée d'un fort courant protectionniste aux Etats-Unis et pour réduire l'énorme déficit commercial américain.

Des progrès ont été accomplis entre pays industrialisés sur la voie de nouvelles négociations commerciales : accord de principe pour une négociation « *aussitôt que possible* » ; accord pour que se tienne une conférence préparatoire ; accord sur le fait que ces négociations seront multilatérales, ce qui a levé le doute sur la volonté des Etats-Unis de voir les pays en développement y participer. Accord enfin, et cela était très important, pour que se tienne cet été à Washington une réunion sur les problèmes monétaires. M. James Baker, secrétaire au *Trésor* avait fait, en l'acceptant, une concession spectaculaire à la France qui insistait beaucoup pour que soient liés les aspects commerciaux et monétaires des problèmes posés aux pays industrialisés et aux pays en voie de *développement*.

Or M. Reagan s'est montré – dans son interview publiée samedi par *Libération* – beaucoup moins précis que M. Baker sur le principe de cette réunion, semblant même, comme l'a noté M. Mitterrand, en retrait sur son collaborateur. D'où la réaffirmation par le président de la République du lien nécessaire entre *négociations* commerciales et réexamens des problèmes monétaires, les mouvements désordonnés du dollar pouvant à eux seuls – s'ils se poursuivent avec la même force que ces derniers mois – annuler, et au-delà, tous les bienfaits qui pourront être attendus de nouveaux désarmements douaniers et tarifaires.

« Chébran » ? Non, « câblé » !



D'entrée, Yves Mourousi a voulu savoir si M. Mitterrand est un président « chébran ». Il en a résulté le dialogue suivant :

« Vous savez ce que c'est, le « chébran » ?

– Vous savez, quand j'étais enfant, on renversait l'ordre des syllabes dans les mots ; ce n'est pas très nouveau ça ! Ça veut dire « branché », bien entendu. Je ne veux pas faire le malin, je ne suis pas très informé, mais c'est déjà un peu dépassé : vous auriez dû dire « câblé ».

– J'aurais dû dire câblé. Un « beur » ?

– Un « beur », ce sont les immigrés de la deuxième génération, c'est-à-dire français, et qui n'ont pas trouvé suffisamment leur place dans une société qui devrait la leur faire.

– La « smurf » ?

– Eh bien ! écoutez, je ne suis pas omniscient ! Simplement, je regarde la télévision. Je vois bien, quand je vois Michael Jackson danser admirablement, les capacités d'acrobaties extraordinaires dans de courts vidéoclips, à partir du trottoir. Je crois d'ailleurs que c'est né, me disait-on récemment...

– ... Sur le trottoir.

– ... Sur le trottoir de New-York. Je trouve que c'est une forme d'expression artistique de danse rythmique très remarquable... Pas toujours, naturellement, mais quand c'est fait par des professionnels, c'est remarquable.

– Les sixties, les eighties ?

– Je préférerais qu'on parle français, qu'on dise dans les années 60, dans les années 80.

– Et les expressions nouvelles, vous les connaissez ? Les « ripoux »... etc ?

– C'est la même chose que « chébran ».

– Et « c'est l'angoisse » ?

– C'est l'angoisse, cela se comprend vite.

– C'est « craignos » ?

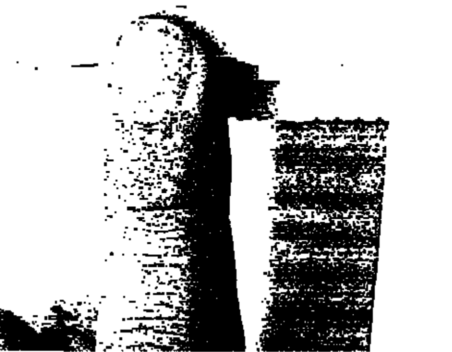
– Cela se comprend moins bien. Je ne sais pas très bien la signification. Cela veut dire « peur », ou « c'est moche ».

– Ce n'est pas terrible... Et « c'est l'enfer » ?

– C'est l'enfer... Oui, l'enfer, c'est rarement désirable.

– C'est l'enfer, la vie de président ?

– Non, non, pas du tout. C'est difficile. Si « c'est l'enfer » veut dire « c'est difficile », alors c'est l'enfer. Mais si cela veut dire la « divine comédie », non. »



PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Mourousi, excellent ! »

Si la formule adoptée par Yves Mourousi pour sa nouvelle émission « Ça nous intéresse, monsieur le Président » a séduit – « *Excellente émission* », s'exclame M. Paul Marchelli, président de la CGC, – la « performance » de son invité n'a elle, pas séduit une opposition qui reproche au président de la République de n'avoir rien « *annoncé* », d'en être resté à des propos « *banals* ».

« Ça nous intéresse, monsieur le Président » a bien peu mérité son titre racoleur. Cette émission n'aura pas appris grand-chose aux Français sur les sujets abordés, mais en revanche elle devait intéresser grandement le président puisque l'objectif évident et quasi exclusif était de le mettre en valeur », juge M. Didier Bariani, ancien président du Parti radical, tandis que M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, ironise sur le choix de l'invité. Selon lui, les personnes présentes dans le studio « *auraient pu, par leur témoignage et leur expérience, par leurs résultats et leurs succès, nous apporter les clés pour la réussite de la France* ». Alors, se demande-t-il, « *pourquoi avoir sélectionné François Mitterrand, le seul d'entre eux qui ait manifestement échoué au point de n'avoir pu ou su apporter la moindre explication ou le moindre message d'espoir ?* »

« *C'était du sous-Montand dans « Vive la crise »*, tranche, pour sa part, M. André Rossinot, président des radicaux valoisiens, qui ne veut retenir « *au-delà des gadgets et des poncifs* » qu'une seule chose : « *M. Mitterrand n'a pas changé* », si bien que, remarque-t-il, « *l'opposition républicaine largement majoritaire dans le pays* [et qui] *n'a pas changé non plus, lui donne rendez-vous en mars 1986* ».

Peu crédible « *lorqu'il réclame un second septennant pour la gauche* », alors que, remarque M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, « *les Français ont déjà du mal à supporter le premier* », M. Mitterrand est cependant « *convaincant* » selon le même Jean-Claude Gaudin lorsqu'il parle de... « *théâtre, d'architecture, de haute couture* »... Et Claude Cabanes d'ajouter dans les colonnes de *l'Humanité* : « *Il n'y a plus de doute : le chef de l'Etat est aussi un homme ! On a eu chaud...* » Mais pour l'éditorialiste du quotidien communiste, « *porter un intérêt remarquable (...) à toutes les choses de la vie et à leurs contraires* » ne saurait suffire. Encore faudrait-il apporter des réponses au chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, à « *la mise au pas par le pouvoir des grands moyens de communication* » entre autres.

Sur cette question précise du chômage, M. Lionel Stoléru, membre du bureau politique du PR, conteste les déclarations de M. Mitterrand selon lesquelles « *les méthodes de calcul du chômage seraient exactement les mêmes qu'avant 1981* ». « *Il est vrai*, explique-t-il, *que les pactes pour l'emploi des jeunes existaient déjà avant 1981, mais à ces dispositifs, ont été ajoutés d'autres dispositifs qui dénaturent complètement les statistiques du chômage.* » Selon M. Stoléru, il y aurait « *2 800 000 chômeurs au 1er avril au lieu de 2 400 000, chiffre officiel* ».

Les propos tenus par M. Mitterrand sur la Nouvelle-Calédonie suscitent une réaction mesurée de M. Jacques Roseau, porte-parole du comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française et porte-parole du Recours. Il reproche à M. Mitterrand de « *laisser l'avenir du Caillou dans le flou* », mais il pense qu'en « *ne retenant pas les pires conclusions du plan Pisani* », M. Mitterrand a « *privilégié le réalisme politique par rapport au sectarisme idéologique* ». « *Ce répit*, dit-il, *doit être mis à profit par tous les sympathisants de la Calédonie française pour empêcher une déchirure* ».

Choisissant le paradoxe, M. Eric Hintermann, président de l'Alliance social-démocrate, relève pour sa part que l'émission de dimanche soir a montré « *l'homme d'envergure, de conviction et de courage qui est à l'Elysée* ». Mais, ajoute-t-il, « *sait-on qu'avec le nouveau système électoral (...) François Mitterrand n'aurait pas été élu député UDSR sous la IVe République ou conventionnel sous la Ve et qu'il ne serait, par conséquent, pas devenu ministre sous la quatrième et président sous la cinquième ? La France aurait été privée d'un grand homme d'Etat* », conclut-il.

M. Jean-Marie Le Pen, qui se plaît à rêver aux plus hautes destinées, souhaiterait qu'Yves Mourousi lui offre « *la même tribune* » que celle accordée au chef de l'Etat car lui saurait sans doute trouver « *le ton* » du « *remarquable exercice* » qui lui serait alors offert.

C. F.-M.

VU PAR LA PRESSE PARISIENNE

Pour M. Alain Peyrefitte dans *le Figaro*, « *rarement on avait poussé aussi loin l'art de la politique-spectacle* » et il se demande : « *Faut-il donc que le pouvoir soit fragile pour avoir besoin de s'appuyer sur une « compression » aussi compacte de techniques attractives ?* Mais sur les grandes questions on reste sur sa faim puisque sur chacune d'elles, selon l'éditorialiste, il n'y a eu que « *brouillard* ».

Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*, a, lui, vécu une « *cruelle épreuve* » en regardant « *Mourousi et Pécuchet* » qui fut « *un éblouissant festival de banalités, lieux communs, évidences et autres truismes* ». Serge July dans *Libération* a assisté à un « *grand échiquier revu et corrigé par le design, les clips-vidéo et l'informatique* ».

« *Ainsi, Mourousi a réussi à prendre cette dernière Bastille du sérieux politique, à savoir l'Elysée. « La vie est un théâtre » : il faut traduire au goût du jour : « la vie est un studio de télévision ! »*

Il est vrai qu'il s'agissait d' « *un spectacle destiné à fabriquer du consensus* », avec pour moyen « *la dépolitisation systématique de l'action gouvernementale* ». *Le Matin* en revanche exprime son enthousiasme dans un article non signé qui salue « *un fantastique spectacle, une émission d'une qualité exceptionnelle* » avec un Yves Mourousi « *magistral* » et un président qui est « *un être humain comme les autres, même s'il n'est pas ordinaire* ». Ce sont des sentiments tout à fait opposés qui sont exprimés dans *l'Humanité* qui avec un « *Mitterrand installé dans la crise* » et qui a « *confirmé le renoncement général aux objectifs de 81* ».

La politique en spectacle

Des images ! Des images ! Après Pascale Breugnot et ses magazines, après Jean-Claude Guillebaud et Montand, voici la politique en spectacle, l'anti face-à-face, le plateau vivant. Chapeau, le réalisateur (Maurice Dugowson). Yves Mourousi, bravo ! Quelle maîtrise, quelle aisance dans le verbe, quel culot. Les présentateurs-troncs et les interviewers empesés sont priés de se recycler. Finie la télévision amidon. Vive le petit écran qui décoiffe.

D'abord le rythme. Pas de possibilité de très longues péroraisons. Au besoin, Mourousi coupe. Peut-être parle-t-il un peu trop lui-même en déroulant son fil conducteur, reliant entre elles les pièces du puzzle. Ce qui compte, ce sont les petites informations, les statistiques « incrustées » sur l'écran, les mots-clés, les travellings sur la salle, décor de têtes qui appuie l'interrogation ou illustre le propos présidentiel. Et surtout ces vingt-deux courtes séquences d'images, la plupart fort bien choisies, qui entraînent l'hôte de l'Elysée dans un autre univers que le sien. Le nôtre, justement.

Qui, du journaliste ou du président, a eu le plus la vedette ? Le mérite du premier, c'est d'avoir d'emblée cassé le jeu traditionnel. Fait de salamalecs, de questions convenues, de journalistes potaches et de professeurs ès politique. Au début, il énerve Mitterrand, avec son vocabulaire de lycéen. Le président, un peu pincé, tapote de la main droite sur son bureau. Le journaliste insiste : c'est bon, cela va forcer l'interlocuteur à se livrer. Gagné ! Tout s'anime. Mourousi impose son jeu. Il est insolent. « *Je trouve cela très beau* », dit le président : « *Oui, mais ce n'est pas le sujet* », tranche le journaliste ; « *Vous vous emballez* », note Mourousi ; « *Vous avez parlé de ma mégalomanie* », réplique le chef de l'Etat... Une connivence s'installe, que ce dernier saura utiliser à merveille, avec le don de la répartie et les capacités qu'on lui connaît.

S'il manquait une vraie chute à l'émission, on leur a pardonné à tous deux. La performance suffisait. Le public ne s'y est pas trompé. Audience record pour une émission politique : 32,8 % (sondage Audimat), soit 12 millions et demi de téléspectateurs en moyenne. Avec, dans le dernier quart d'heure, une pointe jusqu'à 19 millions. Juste avant le film. D'autres images.

Y. A.

Les reproches de l'opposition

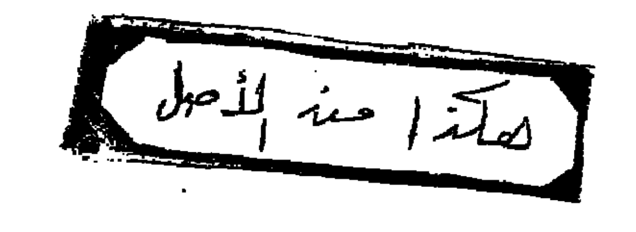
(Suite de la première page)

M. Mitterrand est de son temps : il a voulu convaincre les Français malgré ceux qui s'efforcent de l'enfermer dans la IVe République, le socialisme de grand'papa et la littérature du XIXe siècle. Est-il « *chébran* », pour parler le verlan de l'époque ? Non, « *câblé* », branché, moderne au jour le jour. La preuve ? « *Craignos* » – argot antique d'avant 1981, – il ne sait même plus très bien ce que cela veut dire. Moderne, avec juste ce qu'il y faut d'humilité. Le chef de l'Etat possède un petit ordinateur domestique, mais c'est « *pour apprendre* ». La gauche n'a pas entrepris la toilette complète des poussières qui encrassent les règlements administratifs. Elle leur a seulement « *limé les ongles* ».

Trop modeste, en fait, pour être honnête. Quoi ? La grenouille du « bébête show » envie l'ourson (Raymond Barre), parce que l'animal en question serait « un bon facteur de popularité » chez les petits enfants ? On ne peut pas croire que le président de la République n'ait jamais entendu, lorsqu'il visite les provinces, ces hordes de gamins qui lui font cortège en clamant « *la grenouille, la grenouille* ». A-t-on jamais entendu scander « *l'ours, l'ours* » ?

Les Français n'ont que faire de la grenouille, de la pyramide du Louvre, voire des concerts de rock et de la solitude de Cyrano, assure la direction du PC. « *Ce qui intéresse les Français intéresse-t-il le président ?* », se demande *l'Humanité*, qui répond aussitôt « *Non* ». La gauche avait suffisamment reproché à M. Valéry Giscard d'Estaing l'Etat-spectacle, le recours aux gadgets et à la dépolitisation de son discours pour que M. Mitterrand ne se soit pas exposé hier au même reproche. « *L'apparence l'emporte sur la réalité, et le clin d'œil l'emporte sur la conviction* », dit M. François Léotard. La droite retourne à M. Mitterrand les griefs que, naguère, il lui adressait.

JEAN-YVES LHOMEAU.



POLITIQUE

LE DÉBAT DANS L'OPPOSITION

DEVANT LE CLUB NOUVELLE FRONTIÈRE DE M. CHARBONNEL

M. Barre réaffirme son refus de la cohabitation

Le club Nouvelle frontière en sommeil depuis quelque temps, vient de se réveiller. Hasard, coïncidence ou volonté délibérée, ce club de gaullistes qui, naguère, se disaient de gauche a choisi pour sa réapparition d'inviter M. Raymond Barre pour parler de « gaullisme aujourd'hui ». Dans le public nombreux, samedi 27 avril, Maison de la chimie à Paris, on remarquait beaucoup d'anciens militants ou personnalités qui ont appartenu à un moment ou à un autre au mouvement gaulliste et à ses dérivés. Ainsi de M. François Goguel, qui a présidé la première séance, et de M. Roger Frey, ancien président du *Conseil constitutionnel, qui a dirigé* la seconde.

Le thème du colloque a évité à M. Barre d'évoquer l'accord de gouvernement que le RPR et l'UDF ont récemment conclu. D'ailleurs, depuis qu'il l'a condamné au Club de la presse d'Europe 1 le 14 avril, l'ancien premier ministre est beaucoup plus discret sur ce sujet. Après les vives réactions de MM. Chirac et Giscard d'Estaing, après plusieurs sondages d'opinion, il semble avoir pris conscience qu'il risquait par cette attitude d'être tenu pour responsable d'une relance de la guerre des chefs et surtout d'aller à l'encontre de la volonté d'union largement souhaitée par les autres leaders de l'opposition.

Devant le club Nouvelle frontière, M. Barre a donc choisi de faire une sorte de cours de droit constitutionnel – d'un ton professoral appuyé – sur *« les relations entre le président de la République, le gouvernement et le Parlement sous la Ve République »*. Reprenant sa thèse désormais bien connue du refus de la cohabitation avec le chef de l'Etat en cas d'alternance parlementaire, l'ancien premier ministre s'est référé aux comportements et aux déclarations du général de Gaulle et de Georges Pompidou, mais il a évité de citer l'hypothèse inverse envisagée par M. Giscard d'Estaing à Verdun-sur-le-Doubs en 1978, alors que lui-même dirigeait son gouvernement. M. Barre a cependant apporté une réponse en disant : *« Je ne vois pas comment il serait possible de priver le président de la République des ses pouvoirs, sauf à ce qu'il y renonce lui-même. Depuis qu'il est élu au suffrage universel, il ne peut pas exercer ses fonctions s'il n'a pas la confiance explicite de la nation. Or la vérification du contrat de confiance intervient par les élections législatives et par le référendum. »*

Le député du Rhône a poursuivi : *« Le président de la République ne saurait poursuivre sa tâche avec un premier ministre qui jouerait contre le chef de l'Etat. Voilà pourquoi le premier ministre ne peut pas s'appuyer sur une majorité parlementaire pour contraindre le président. Si les grandes décisions se prenaient à Matignon, ce serait la dictature des partis. »* Quant aux relations avec l'opinion, M. Barre a affirmé : *« Aucun président de la République s'adressant au pays n'a perdu les élections législatives depuis 1958. L'existence d'une majorité est donc liée au bon fonctionnement des institutions de la Ve République, car elle permet le soutien continu d'une politique. »*

En quelque sorte toute la démonstration de M. Barre tend à convaincre M. Mitterrand de ce qu'il devrait faire s'il donnait de la Constitution l'interprétation gaullienne qu'en ont faite le général et Georges Pompidou.

Cette fois-ci, M. Barre n'a pas dit précisément ce que devrait faire la nouvelle majorité ni ce qu'il ferait lui-même si le président poursuivait normalement son mandat. Le député du Rhône attendait sans doute des explications de la bouche de M. Mitterrand lui-même.

Plus concrètement, M. Jean Charbonnel, président du club, ancien ministre, maire RPR de Brive, après avoir affirmé que les institutions actuelles sont *« les meilleures depuis 1789 »* et qu'il ne faut pas *« jouer au ping-pong »* avec elles, a lancé un appel *« aux grands courants de l'opposition nationale, mais aussi à cette fraction de la gauche qu'anime le sens de l'Etat »*. Il propose en conséquence, sans porter atteinte à l'action des formations politiques, la création d'une *« convention pour la défense de la Ve République »*. Toutefois, en souhaitant que l'opposition se regroupe sur un projet de société *« ample et généreux »* attirant les *« jeunes, profondément déçus »* et *« les travailleurs dupés par une gauche aujourd'hui éclatée »*. M. Charbonnel s'est bien gardé de prendre position sur le problème de la cohabitation. Les gaullistes, pour qui le président de la République doit avoir, selon le maire de Brive, *« la prééminence sur le gouvernement et sur les partis »*, n'ont pas tous les mêmes certitudes que M. Barre.

ANDRÉ PASSERON.

Propos et débats

M. Chirac : politicien, stérile, dangereux

Devant la convention des clubs Avenir et liberté, dimanche 28 avril, M. Jacques Chirac a davantage parlé de l'union de l'opposition que du problème de la cohabitation, qu'il juge « politicien, stérile et surtout dangereux ». *Il a néanmoins maintenu la position qu'il a déjà prise en faveur d'une éventuelle cohabitation en disant :* « Aucune considération politicienne ne peut nous permettre de différer le moment où nous aurons la possibilité d'engager le redressement de notre pays. D'aucuns préféreront prendre le risque de la paralysie et du désordre plutôt que de soutenir un gouvernement déterminé à agir sans aucun compromis et en laissant au chef de l'Etat, s'il refusait d'admettre le verdict des urnes, la responsabilité d'ouvrir lui-même une crise de régime. Le débat politicien, stérile et surtout dangereux, divise l'opposition et l'affaiblit. En démocratie, une seule règle : le peuple est souverain. On ne peut pas lui demander de voter pour soi et refuser de gouverner s'il vous le demande. »

M. Chirac a consacré le reste de son propos à la « nécessité de l'union de l'opposition », *car* « tout ce qui divise fait prendre un très grand risque à la France. La victoire devra être la plus grande possible. Il n'y a qu'une seule dynamique, celle de l'union ».

M. Doubin (MRG) : les gens de progrès

M. François Doubin, président du MRG, est « prêt à cohabiter avec des gens de progrès ». « Il faut, *a priori*, donner une chance à toutes les tentatives sérieuses de cohabitation », *a-t-il déclaré, dimanche sur TF1, en précisant :* « Ce n'est pas avec des hommes que l'on cohabite, mais sur des projets précis. »

M. Doubin a laissé entendre qu'il pourrait ainsi « cohabiter, coopérer » *avec des personnes comme M. Chaban-Delmas, mais qu'il refuserait de gouverner avec M. Chirac ou avec M. Barre, auquel il reproche de* « souffrir d'amnésie ». « Quand il dit qu'il est libéral, j'ai surtout le sentiment qu'il est opportuniste », *a affirmé le président du MRG.*

CONVENTION NATIONALE DES RADICAUX VALOISIENS

La tentation barriste

De notre correspondant régional

Lyon. – Sur le thème « Science, politique et société », les radicaux valoisiens ont tenu, vendredi 26 et samedi 27 avril une Convention nationale destinée à conforter l'approche théorique avant *« l'alternance tranquille »* toujours espérée pour 1986. Le consensus du parti radical est toujours présenté comme *« total »* malgré d'évidentes divergences sur l'approche publique du *« phénomène Barre »* par différents responsables. La majorité du parti semble de plus en plus favorable à l'ancien premier ministre, mais M. Didier Bariani, ancien président, a souhaité que *« l'on ne mette pas Pâques avant les Rameaux »* autrement dit que l'urgence était à... l'attente, tandis que M. Yves Galland assurait que le parti n'était pas entièrement barriste. Dans la semaine précédente, M. Michel Durafour, sénateur de la Loire, ancien ministre, avait fait valoir – prenant en celà le contrepied des thèses de l'ancien premier ministre – que si M. Mitterrand souhaitait rester à son poste après une défaite législative, il faudrait s'en *« accommoder »*.

Ces nuances posées, la majorité des radicaux a – dans le fief législatif de M. Barre – semblé adopter la position *« anticohabitationniste »* de leur actuel président M. André Rossinot. Au cours d'une conférence de presse, celui-ci à critiqué en priorité le président de la République qui doit *« rester la cible de nos analyses et de nos combats »*. Pour la cohabitation, *« on ne doit pas compter sur nous »* a affirmé M. Rossinot. *« Notre approche pragmatique et tolérante n'exclut pas l'énergie républicaine et les positions sans ambiguïtés »* a-t-il poursuivi avant d'estimer qu'entre là *« cohabitation sans compromission »* souhaitée par le RPR et la *« position abrupte »* de M. Barre qui a *« fait sortir le loup du bois »* (M. Mitterrand) il y avait, à terme, des *« possibilités d'évolution »*. Les radicaux font donc le pari – risqué – d'un prochain durcissement de M. Chirac sur ce thème.

Grandes manœuvres

En attendant, les sensibilités se marquent tout en essayant de sauvegarder l'unité. M. Edgar Faure est allé très loin en proposant la création d'un *« rassemblement »*, voire d'un parti *« centriste et barriste »*. Une proposition qualifiée par M. Rossinot de *« vision anticipée des choses »*. Le président du Parti radical a en effet fait l'éloge des partis politiques. *« Je crois à leur rôle et à leur place »* ce qui lui permet de marquer une petite différence avec le discours antipoliticien de M. Barre.

Ce dernier ne manquera sans doute pas d'apprécier avec sa distance coutumière les grandes manœuvres qui ont été déclenchées ce samedi à propos de la constitution de... sa propre liste rhodanienne aux législatives. Le patron du *Progrès*, par ailleurs président de la Fédération radicale du Rhône, M. Jean-Charles Lignel, a d'ores et déjà fait connaître sa candidature sous les couleurs radicales pour la liste UDF. Il s'assure convaincu du soutien du maire de Lyon, M. Francisque Collomb. Mais, aussitôt après cette annonce, M. Robert Batailly, vice-président national du Parti radical et maire du huitième arrondissement de Lyon se mettait également sur les rangs *« à la demande de M. Rossinot »*, a-t-il précisé.

M. Barre n'en a pas fini avec l'agitation du « microcosme lyonnais »... Les six premières places de la liste qu'il va conduire – étant entendu que l'opposition a déjà fait ses comptes pour la ventilation proportionnelle des quatorze sièges en jeu – seront très disputées.

CLAUDE RÉGENT.

● *Au cours de son premier congrès, le mouvement UNIR*, l'Union nationale pour l'initiative et la *responsabilité* que préside M. Jean-Maxime Lévêque, a décidé de présenter des listes aux élections législatives *(le Monde* des 28-29 avril). *« Nous sommes les seuls à ne rouler pour personne »*, a affirmé M. Lévêque, qui a toutefois précisé : *« Je ne voudrais pas que la réunion d'aujourd'hui donne une image de la division de l'opposition. »* Il propose *« un projet national fondé sur des idées radicalement nouvelles : la primauté de la liberté et de la responsabilité individuelle sur un Etat anonyme, stérile et étouffant »*. MM. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Alain Madelin, délégué général du PR, ont mis en garde leurs hôtes contre la tentation du « cavalier seul », et avertissant : *« Les électeurs seront durs avec ceux qui voudront se situer en dehors de l'union. »*

Une élection cantonale

MOSELLE : canton de Saint-Avold I (1er tour)

Inscr., 17 408 ; vot., 8 955 ; suff. exp., 8 656. – MM. Berthol, RPR, 3 629 ; Harter, UDF, 2 618 ; Guitter, PS, 1 254 ; Buhl, FN, 792 ; Meyer, PC, 363. IL Y A BALLOTTAGE.

Ce scrutin partiel est consécutif à la démission de M. Nau, UDF-CDS, élu aux cantonales de mars dernier, conseiller général de Saint-Avold II. Lors du dernier découpage cantonal, le canton de Saint-Avold I, non renouvelable, avait été attribué à M. Nau, conseiller sortant de Saint-Avold. Celui-ci avait cependant choisi d'être candidat, les 10 et 17 mars dernier, dans le canton de Saint-Avold II, auquel est rattachée la commune de Carling dont il est le maire.

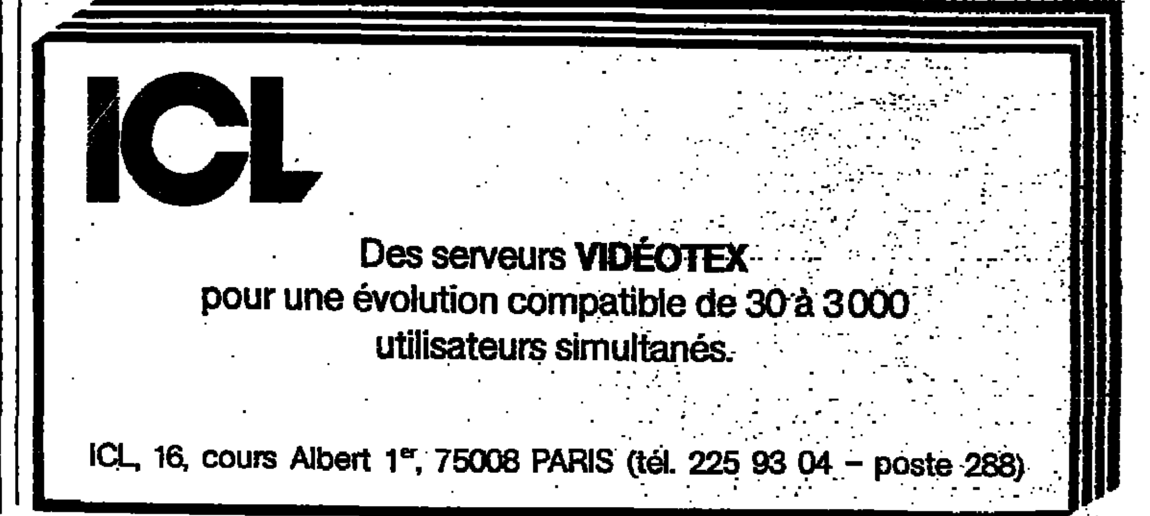
M. Berthol, RPR, conseiller municipal de Saint-Avold, a devancé, dimanche 28 avril, M. Harter, UDF, maire de la ville, de plus de mille voix. Il est arrivé en tête dans les six communes du canton.

Les deux candidats de l'opposition, *qui ont totalisé 72,16 % des suffrages* exprimés, se retrouveront face à face dimanche 5 mai, puisque aucun des trois autres candidats, MM. Guitter, PS (14,48 % des voix), Buhl, FN (9,14 %), et Meyer, PC (4,19 %), n'a franchi la barre des 10 % des inscrits indispensable pour se maintenir au second tour.











POLITIQUE

LE PROJET DU GOUVERNEMENT POUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le RPCR n'exclut pas un « boycottage actif » des prochaines élections régionales

L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, et six anciens premiers ministres, MM. Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas, Jacques Chirac, Maurice Couve de Murville, Michel Debré et Pierre Messmer, ont affirmé, samedi 27 avril, dans un texte commun, leur *« volonté de combattre »* le nouveau projet gouvernemental pour la Nouvelle-Calédonie, et de *« mettre en œuvre tous les moyens permettant aux Calédoniens de se prononcer librement par le scrutin d'autodétermination dans le cadre de la République française ». « En poursuivant son objectif d'indépendance-association, qui ne correspond pas à la volonté de la grande majorité de ce territoire, en imposant un statut dit de transition, destiné à écarter une assemblée régulièrement élue et un gouvernement territorial démocratiquement désigné en vertu d'une loi qu'il a lui-même fait voter par sa majorité, en mettant en place une organisation régionale ayant manifestement pour but d'assurer une majorité séparatiste factice, le gouvernement socialiste préjuge du libre avenir des Calédoniens et compromet gravement les intérêts de la France dans le Pacifique »*, ajoutent les sept signataires.

Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, qui était, dimanche, l'invité du Forum de RMC, a indiqué : *« Faites confiance à notre capacité d'imagination pour faire en sorte que le gouvernement se trouve confronté à des difficultés au niveau du Sénat. »*

Pendant ce temps, le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, était à Alger, à la tête d'une délégation du FLNKS, et il a été reçu par le numéro deux du FLN, M. Mohamed Cherif Messadia, et par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi. A son arrivée en Algérie, M. Tjibaou avait déclaré : *« Nous sommes venus pour essayer de connaître l'expérience algérienne de la sortie du système colonial et de l'organisation de l'indépendance. »* Il avait ajouté que le statut de « transition » proposé par le gouvernement *« peut permettre une certaine conquête du pouvoir sans trop de casse et de violence »*.

Le mouvement Libération kanake socialiste (LKS), que dirige M. Nidoish Naisseline, s'est déclaré, pour sa part, favorable à ce nouveau statut mais opposé au renforcement des installations militaires du territoire.

De notre correspondant

Nouméa. – Le congrès du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), qui s'est tenu le dimanche 28 avril dans la banlieue de Nouméa, répondait à une double nécessité : d'une part, réagir aux intentions du gouvernement sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ; d'autre part, offrir aux partisans de la Calédonie française l'image d'un parti rassembleur, déterminé, mais aussi ouvert. Le décor était à la mesure du professionnalisme dont se targuent les dirigeants du Rassemblement. Le stade couvert de la municipalité de Nouméa était tendu de drapeaux tricolores. Un secrétariat de campagne, où l'on tapait les discours des intervenants, une sonorisation puissante et un personnel efficace donnaient à ce deuxième congrès du principal parti anti-indépendantiste sinon une allure de convention républicaine, du moins l'apparence d'un grand meeting métropolitain.

Le matin, à l'intérieur d'« ateliers » de travail, les élus se sont tenus à la disposition de la population.

L'après-midi, les ténors politiques se sont succédé à la tribune. Outre les fastidieux comptes rendus des activités ministérielles du gouvernement territorial, la direction du parti avait décidé, dans le programme des interventions politiques, de mettre en avant les Mélanésiens membres du RPCR et apparaissant comme les plus capables de constituer une force de dialogue, au cas où le mouvement de M. Jacques Lafleur se trouverait confronté à une majorité indépendantiste au futur « congrès ».

Le premier canaque à prendre la parole fut M. Maurice Nénou, conseiller territorial de la côte est. La concertation, M. Nénou déclare la pratiquer quotidiennement dans la commune de Poindimié, où il est l'un des adjoints du maire indépendantiste M. Francis Poadouy (LKS) : *« Un dialogue s'est établi afin de réaliser tout ce qui était possible dans l'intérêt de tous. Mes amis et moi-même, nous ne sommes pas pour autant devenus indépendantistes. Nous pratiquons la forme de dialogue qui s'attache à construire et non à détruire. »*

« Une grande case »

M. Nénou a tenu à rappeler la position et l'importance des Mélanésiens au sein du RPCR : *« Il faut d'abord rappeler que le RPCR n'est pas une maison européenne. Le RPCR n'est pas une maison uniquement construite avec des matériaux importés : du ciment, de la tôle et des clous. Le RPCR est une grande case. Bien sûr, par terre, il y a du ciment. A l'intérieur, on a installé l'eau et l'électricité, mais le toit est en paille, le poteau central est un arbre de nos forêts. C'est Dick Ukeiwé »*.

Pour M. Nénou, l'évolution du monde mélanésien vers une émancipation passe immanquablement par le maintien de liens étroits avec la France : *« Nous, Mélanésiens, nous avons encore un long chemin à accomplir sur la voie du progrès (...) Chez moi, quand je regarde autour de moi, je me dis : où sont donc nos médecins mélanésiens de Poindimié ? Où sont les ingénieurs mélanésiens ? Et les techniciens, les commerçants, les dentistes, les banquiers et les administrateurs ? Ils ne sont pas là. Ils sont en train de se former grâce à l'école, grâce aux universités et aux grandes écoles. Mais je dis aussi qu'il est urgent de les former, qu'il est urgent de mieux équilibrer la société calédonienne. »*

Enfin, M. Nénou a tenu à répondre à ses frères indépendantistes sur le concept, qu'il estime artificiel, de *« peuple canaque »* : *« Autrefois,* dit-il, *sur la Grande Terre et aux îles, la seule indépendance que nous connaissions, c'était l'indépendance entre nous, entre nos grands clans. Il n'y avait pas ici ce qu'on appelle maintenant une identité nationale. Mais je dois vous dire que depuis des années les Mélanésiens découvrent bien des choses sur eux. Ils ont découvert qu'avant la colonisation, ils formaient un peuple uni, aux règles communes, régi par sa propre identité. Ils ont découvert que ce peuple s'appelait le peuple canaque »*.

Le vice-président de l'Assemblée territoriale, M. Henri Wetta, lui, a prononcé un discours qui a laissé transparaître l'idée d'ouvrir davantage le RPCR à ses adversaires politiques, dans les rangs desquels lui-même, comme M. Nénou, compte nombre d'amis. Beau-frère de M. Tjibaou, M. Wetta était, en effet, membre du précédent exécutif à majorité indépendantiste, au sein duquel il avait en charge la santé et l'administration pénitentiaire. *« Cela* [mes fonctions au côté de Jean-Marie Tjibaou] *a été la marque tangible de notre volonté de dialogue. Je dirais plus simplement : le dialogue, nous l'avons pratiqué, nous le pratiquons. »*

Cette mise en avant des Canaques les plus influents de son mouvement par M. Lafleur répondait à une nécessité pour le RPCR : préserver des « ponts » individuels, fussent-ils fragiles, avec ses adversaires politiques, à un moment où le parti va devoir prendre des positions radicales pour satisfaire sa base européenne, choquée par le fait que le gouvernement français envisage, selon elle, de la priver de sa représentativité. A cet égard, des élus comme MM. Nénou et Wetta constituent pour le parti de M. Lafleur des atouts indispensables, dont les convictions ont déjà été mises à rude épreuve par des décisions du territoire concernant l'aménagement de la côte est (*le Monde* du 26 avril) et le plan de partition défendu par M. Ukeiwé.

« Les socialistes aux oubliettes »

Aux Caldoches outrés par les mesures annoncées par M. Laurent Fabius, il fallait malgré tout offrir des garanties de fermeté et de détermination... Le ton fut donné par M. Gabriel Kaspereit, ancien secrétaire d'Etat de Georges Pompidou, député RPR de Paris, dont les propos se résumèrent à la promesse du soutien sans condition de l'opposition nationale aux anti-indépendantistes, et surtout à la certitude donnée aux Calédoniens que le changement de majorité à l'Assemblée nationale, espéré pour 1986, balaierait d'un coup toutes les institutions mises en place par le gouvernement socialiste en Nouvelle-Calédonie. On aurait dit une réédition des propos de M. Jacques Toubon, qui promettait, il y a un an, le même sort pour le statut de M. Lemoine, menace qui avait d'ailleurs incité les indépendantistes à précipiter le calendrier de l'indépendance.

MM. Lafleur et Ukeiwé ont repris ce thème : *« Qu'on ne s'y trompe pas et qu'on ne cherche pas à nous tromper,* a dit le président du gouvernement territorial. *Sur la question calédonienne, l'union de l'opposition est sans faille, et les Calédoniens doivent savoir qu'ils peuvent compter sur son appui. Elle le démontrera d'ailleurs dans les semaines à venir. »* M. Lafleur a souligné : *« D'ici à 1987, les socialistes seront relégués aux oubliettes de l'histoire, et ce que le Parlement fait aujourd'hui, il peut toujours le défaire demain (...). L'ordre des choses sera renversé après les législatives de 1986 avec l'appui de la nouvelle majorité nationale. »*

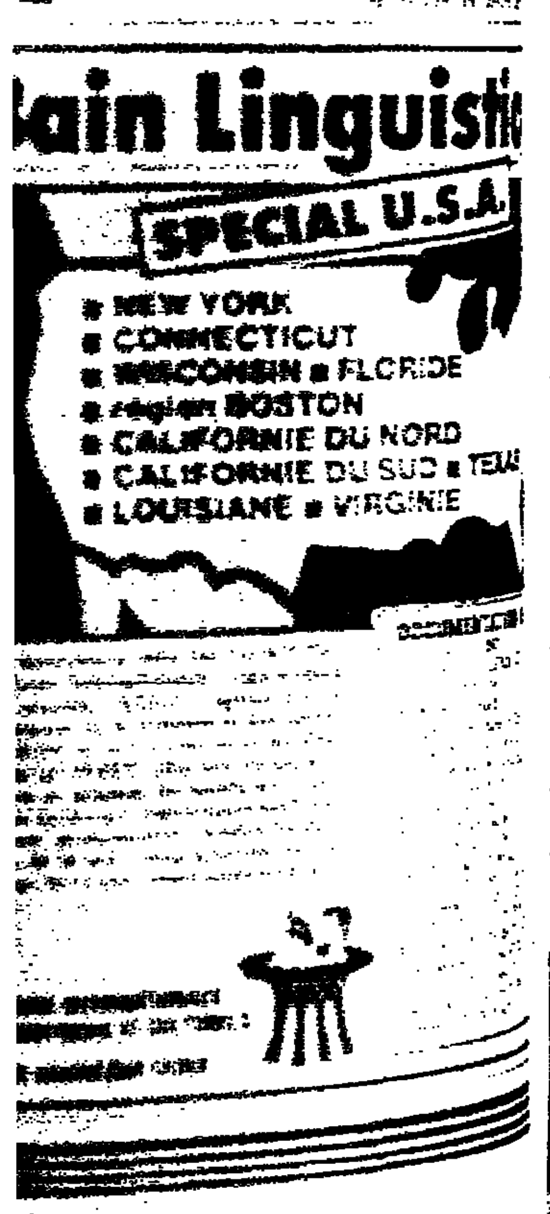
Calquant son attitude sur celle du FLNKS en novembre dernier, le député RPR du territoire a ajouté avec virulence : *« L'objectif du gouvernement est de créer une majorité artificielle (...). Si la finalité de ce statut provisoire est d'offrir à une minorité d'électeurs la majorité des sièges du congrès, nous dirons non et nous ferons en sorte que sur le terrain ce soit vraiment non. Nous avons des moyens d'agir, y compris l'éventualité d'un boycottage actif des prochaines élections (...). Au président Mitterrand, je dis solennellement : nous aussi nous avons des troupes qui piaffent, nous aussi nous avons une base qui s'impatiente (...). Si vous enlevez la majorité à ceux qui sont la majorité, vous trouverez devant vous des hommes et des femmes résolus à se défendre, car vous aurez apporté la preuve que la France n'est plus une démocratie en Nouvelle-Calédonie. »* Et M. Lafleur, sous un tonnerre d'applaudissements, a proposé que les manifestations indépendantistes au centre de Nouméa ne soient plus tolérées.

Au moment où les différents orateurs tenaient ces propos, celui qu'ils ont le plus vilipendé, M. Pisani, arrivait à Nouméa. *« Entre le gouvernement socialiste et nous,* a conclu M. Lafleur, *il reste un contentieux de taille : Fabius et Mitterrand n'ont pas désavoué Pisani. Nous l'avons dit, nous ne discuterons pas avec lui. »*

Le délégué du gouvernement n'en a cure. Il revient, dit son entourage, avec un moral meilleur que jamais. Et si le gouvernement lui a reproché de ne pas avoir établi le dialogue avec le RPCR, les contacts – qui n'auront vraisemblablement pas lieu – ne sont plus indispensables, aujourd'hui, à la réussite de sa nouvelle mission.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

● *M. François Goguel*, ancien membre du Conseil constitutionnel, a indiqué samedi 27 avril, au cours du colloque du club Nouvelle frontière que la Constitution dans son titre XI, *« ne permettait pas l'administration directe »* d'un territoire d'outre-mer. Il a également souligné à propos de la Nouvelle-Calédonie que toute modification de l'organisation du territoire *« implique la consultation préalable de l'assemblée territoriale »*. Il a enfin déclaré que *« la dissolution de l'actuelle assemblée territoriale devait, selon la loi, entraîner de nouvelles élections dans un délai de trois mois »*.



مكبرة من الأصل

sports

LES VINGT-QUATRE HEURES DU MANS MOTOCYCLISTES

Suzuki terrasse le géant Honda

Le Mans. – L'équipage français Bertin-Millet-Guichon, sur Suzuki, a remporté, dimanche 28 avril, sur le circuit Bugatti, les Vingt-Quatre Heures du Mans motocyclistes. Il a devancé l'équipage franco-belge Moineau-Hubin, également sur Suzuki, qui a terminé l'épreuve avec treize tours de retard sur les premiers. Les Français Espié-Rapicault-Foray, sur Yamaha, ont pris la troisième place, à dix-huit tours. Grand favori, Honda, auquel s'est associé cette année le fabricant britannique de cigarettes Rothmans, a abandonné la course dans la nuit après avoir été en tête pendant les douze premières heures. Un accident mortel a marqué l'épreuve d'endurance : le Français Dominique Litaudon s'est tué au guidon d'une Kawasaki.

De notre envoyé spécial

A l'occasion de son retour officiel dans les épreuves d'endurance, le constructeur japonais Suzuki a réussi une grande performance en classant deux de ses motos aux deux premières places des Vingt-Quatre Heures du Mans. Après une année de retraite, conséquence de la crise économique, d'une part, et de la supériorité de son concurrent Honda, champion du monde de la spécialité, d'autre part, il a obtenu un succès qui n'a pas vraiment étonné les spécialistes des « gros cubes ».

Suzuki n'avait pas mis, en 1984, tous les atouts de son côté pour réussir. Dominique Meilland, qui dirige à Saint-Julien (Savoie) le Suzuki Endurance Racing Team (SERT), ne disposait alors que des motos de l'année précédente, de trois moteurs et d'une culasse. Faute de moyens, il avait dû se séparer de sept employés sur les huit avec lesquels il travaillait. Seul un fabricant d'ordinateurs, EPSON, lui avait apporté un budget de 150 000 F. C'était insuffisant pour devenir champion du monde. Cela n'a toutefois pas empêché les préparateurs français de s'imposer une première fois face à Honda au Bol d'or, la plus grande épreuve du monde, qui assure aussi les meilleures retombées commerciales.

Pour la première course de la saison, l'usine japonaise a livré en France cinq motos dont deux à la SERT. Les trois autres ont été mises à la disposition de concessionnaires. Ces engins, dont la valeur serait, dit-on, de 2 millions de francs l'unité, ne sont désormais plus réservés exclusivement aux meilleurs pilotes liés par contrat aux constructeurs. C'est une petite révolution dans le monde motocycliste.

L'affaire, pour autant, n'a pas été vraiment simple pour Suzuki. Le combat avec Honda a été à la mesure de l'enjeu. Fort de la présence de son équipage champion du monde Coudray-Igoa-Vieira, le numéro un mondial de la moto, qui alignait aussi une deuxième machine pilotée par Sarron-Bolle-Battistini, était le grand favori de la compétition. Cela n'a donc pas été une surprise de voir les deux Honda prendre la tête de l'épreuve dès le premier tour. Plus puissantes que celles de l'an dernier, allégées d'une dizaine de kilos, les deux motos paraissaient alors pratiquement imbattables. Même la chute d'Igoa et la pénalisation dont de ce dernier a été victume dans les premières heures n'ont pas contrarié les ambitions du constructeur qui, grâce à Sarron, n'en a pas moins gardé le contrôle de la course.

Par abandon

A 2 heures du matin, cependant, Bolle, qui rentrait au stand pour faire le plein d'essence, se plaignait d'une mauvaise tenue de route due à une rupture des supports du moteur. Il devait abandonner. Le patron de l'écurie, Jean-Louis Guillou, décidait alors d'arrêter la Honda nº 1 de Coudray. On découvrait une fissure sur des pièces identiques. Même cause, même effet. La deuxième machine était contrainte à l'abandon. Honda était battu.

Suzuki, de la même manière, n'était pas épargné. De Radiguès chutait dans la courbe du Chemin-aux-Bœufs. Victime d'hématomes et de brûlures, il n'était alors plus capable de conduire son engin. Oudin, le deuxième pilote, envisageait de finir la course seul en se reposant une demi-heure toutes les trois heures, comme le prévoit dans ce cas le règlement. Dominique Meillant préférait cependant retirer la machine de la course. La voie était ouverte pour la Suzuki de Guy Bertin.

De la douzième à la quatorzième heure, ce dernier, qui ne devait pas prendre le moindre risque, a compté jusqu'à treize tours d'avance sur les deuxièmes. Agé de trente ans, le pilote a été à tout le moins étonné de sa victoire. Il n'a reçu sa moto d'usine que quelques jours avant les Vingt-Quatre heures. La machine a été préparéee par un de ses amis, concessionnaire à Marseille. Trop rapidement toutefois pour en obtenir le meilleur rendement. Suzuki, en tout cas, a terrassé une seconde fois le géant Honda.

GILLES MARTINEAU.

La mort de Dominique Litaudon

Dominique Litaudon, qui pilotait la Kawasaki nº 60 avec Bernard Chateau et André Bouilloux, s'est tué, samedi 27 avril, au guidon d'une moto préparée à Saint-Julien par Georges Godier, qui avait gagné, au côté d'Alain Genoud, le Bol d'or en 1974. Agé de trente-deux ans, il avait remporté l'année dernière le titre de champion de France d'endurance avec Christian Bourgeois.

L'accident est survenu au sixième tour de l'épreuve, dans des conditions inexpliquées. La Kawasaki est partie tout droit, à grande vitesse, à l'entrée du virage de la Chapelle. Elle a terminé sa course dans le virage en forme de «S» du Tertre rouge, après avoir heurté le rail de sécurité et traversé plusieurs rangées de grillage de protection. Le pilote, qui avait été projeté en l'air, devait être relevé avec des blessures graves au thorax et au cou. Evacué rapidement, Dominique Litaudon décédait peu après son arrivée à l'hôpital du Mans. Il était originaire de Mâcon où il travaillait comme chaudronnier. Il était marié et père d'une petite fille de cinq ans.

FOOTBALL

Au stade comme à la guerre

La commission de discipline de l'Union européenne des associations de football (UEFA), réunie dimanche 28 avril à Zurich, a rejeté l'appel présenté par l'Inter de Milan après son match retour de la demi-finale de la Coupe de l'UEFA contre le Real de Madrid. L'arrière italien Giuseppe Bergomi avait perdu connaissance à la 29e minute du match après avoir été atteint à la tête par une boule de verre, probablement lancée à l'aide d'une fronde par un spectateur madrilène.

L'UEFA, qui, dans des cas semblables, avait jusqu'ici toujours décidé de faire rejouer les matches, s'est contenté cette fois d'infliger une amende de 30 000 F suisses (108 000 F) au Real de Madrid, qui disputera donc la finale, par matches aller et retour, contre les Hongrois de Vidéoton.

Le comité exécutif de la Fédération internationale de football (FIFA), rassemblé le même jour à Zurich pour examiner des incidents qui se sont produits au Chili, en Uruguay, en Arabie saoudite, au Quatar et en Espagne à l'occasion de matches de qualification pour la prochaine Coupe du monde, a lancé un appel aux fédérations nationales pour qu'elles fassent mieux respecter les règles du fair-play.

Après les commissions de l'UEFA et de la FIFA, les ministres du Conseil de l'Europe vont, à la demande de Mme Thatcher, se pencher à leur tour sur le problème de la violence autour des terrains de football, à partir d'un rapport de la baronne Young, secrétaire d'Etat au Foreign et Commonwealth Office, chargée d'étudier ce *« fléau de la modernité »*.

Les débordements de violence constatés le 14 mars dernier, à l'occasion d'un match de Coupe d'Angleterre entre Luton (banlieue nord de Londres) et Millwall, qui s'étaient traduits par quarante et un blessés dont trente et un policiers, hospitalisés pour la plupart, et par plus de 60 000 livres (665 000 francs) de dégâts matériels, ont incité la « dame de fer » à constituer et à présider elle-même un « cabinet de guerre ».

Parqués comme du bétail

Diverses mesures ont été envisagées » : interdiction de vendre de l'alcool dans les stades, voire à proximité de ces derniers les jours de match, caméras vidéo braquées sur les tribunes pour mieux identifier les auteurs d'incidents. La carte d'identité n'existant pas en Grande-Bretagne, un fabricant d'ordinateurs propose même aux clubs d'adopter des cartes de supporter informatisées, pour mieux contrôler les spectateurs.

Ces mesures de prévention seraient accompagnées d'un renforcement de la répression. Un député conservateur, Terry Dicks, propose même le recours à la flagellation afin de *« traiter les animaux comme des animaux »*.

D'ailleurs pour la visite de Tottenham dans la capitale, samedi, les clôtures habituelles du stade de Chelsea étaient surmontées, à 3 mètres de hauteur, d'un fil électrique. Ce nouveau système, alimenté par un courant de 12 volts, inoffensif mais dissuasif, semblable à celui utilisé pour parquer le bétail dans les champs, devait permettre de mieux contenir les supporters des deux équipes dans leurs tribunes respectives.

Les règles du désordre

Evoquée à la Chambre des communes, cette initiative a provoqué de vives réactions de députés travaillistes, dénonçant la transformation du terrain de Chelsea en *« camp de concentration »*. Le conseil du Grand Londres a, de son côté, adressé un ultimatum aux dirigeants du club pour qu'ils ne branchent pas leur dispositif, sous peine de poursuites en justice.

L'impuissance des autorités à maîtriser le phénomène hooligan, qui s'amplifie au fil des années, traduit bien sa gravité et sa complexité.

Après trois ans d'enquête, trois sociologues britanniques ont publié un ouvrage, *les Règles du désordre*, demontrant que l'anarchie destructrice des hooligans n'était qu'apparente. Les hooligans ne portent pas seulement un uniforme (chaussures à talons ferrés, jeans, écharpes aux couleurs du club) mais ont aussi leurs chefs. Ces derniers doivent être capables de mener l'assaut ou, au contraire, d'organiser la défense contre les adversaires.

Comme à la guerre, il s'agit, pour les uns, de rester maîtres chez eux en défendant leur territoire contre les envahisseurs, et, pour les autres, de démontrer leur supériorité jusque chez l'ennemi.

En Angleterre, la concentration géographique des équipes à Londres (sept clubs en première division) ou dans le bassin minier des Midlands favorise les déplacements en masse des supporters pour les matches de championnat. Mais les facilités de transport et l'impact des coupes d'Europe ont provoqué la contagion de ce phénomène sur le continent.

Comme chaque fois qu'une équipe britannique est concernée, l'UEFA et les autorités locales vont devoir redoubler de précautions pour les finales de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, le 15 mai à Rotterdam, et de celle des clubs champions, le 29 mai à Bruxelles. La présence dans chacune de ces finales d'une équipe de Liverpool (Everton et le Football club de Liverpool) constitue déjà un *événement historique pour le* football (1). Bruxelles et Rotterdam ne tiennent pas à passer aussi à la postérité comme champs de bataille de ces nouvelles guerres européennes.

GÉRARD ALBOUY.

(1) *Seuls Madrid en 1962 et Glasgow en 1967 avaient eu deux équipes en finale des coupes d'Europe la même année.*

ALAIN GIRESSE NE JOUERA PAS CONTRE LA BULGARIE

Le Bordelais Alain Giresse, qui souffre du ménisque du genou droit et d'un étirement des ligaments, ne jouera pas, le 2 mai à Sofia, avec l'équipe de France contre la Bulgarie en match qualificatif pour la Coupe du monde. Il sera remplacé par le Monégasque Daniel Bravo.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

FOULÉES DE MONTMARTRE

Déjà vainqueur en 1984, Jacky Boxberger a gagné, le 28 avril, les Foulées de Montmartre, disputées sur la butte. Le Portugais Carlos Lopes, champion olympique du marathon, a abandonné après avoir heurté une voiture alors qu'il était en tête de la course.

Cyclisme

AMSTEL GOLD RACE

1. Knetemann (P.-B.), les 242 km en 6 h 27 mn 45 s ; 2. Lieckens (Bel.), à 31 s ; 3. Broers (P.-B.), même temps ;...

Escrime

CHALLENGE JEANTY

L'Italienne Anna Pia Gandolfi a remporté dimanche 28 avril à Saint-Maur le challenge Léon Jeanty, comptant pour la Coupe du monde de fleuret féminin, en battant en finale l'Allemande de l'Ouest Anja Fichtel, 8 touches à 2. Troisième de ce challenge, la Française Laurence Modaine prend la tête de la Coupe du monde avant la dernière épreuve, programmée les 11 et 12 mai à Côme.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

A deux journées de la fin du championnat, Gagny s'est assuré le titre national en portant son avance à cinq points sur le Stade marseillais université club.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Le Racing Club de Paris et Bordeaux ont fait match nul (0-0), samedi 27 avril au Parc des princes, lors de la dernière rencontre de la trente-quatrième journée du championnat de première division. Après ce résultat, les Bordelais comptent cinq points d'avance sur les Nantais, tandis que les joueurs du Racing sont toujours derniers, à deux points de Tours.

Deuxième division
(Trente-deuxième journée)

GROUPE A

Guingamp b. *Reims	3-1
*Red Star b. Quimper	1-0
Dunkerque b. *Abbeville	2-1
*Besançon b. Valenciennes	1-0
*Stade Français et Mulhouse	0-0
*Caen et Orléans	0-0
*Le Havre b. Amiens	2-0
*Angers b. Châteauroux	6-0
*Rennes b. Sedan	5-0

Classement. – 1. Le Havre et Mulhouse, 48 pts ; 3. Rennes, 43 ; 4. Orléans, 41 ; 5. Guingamp, 38.

GROUPE B

*Saint-Etienne b. Béziers	2-1
Nice b. *Sète	1-0
Gueugnon b. *Nîmes	3-1
*Grenoble b. Limoges	3-1
*Cuiseaux-Louhans b. La Roche	2-0
*Thonon b. Valence	3-0
*Martigues b. Alès	1-0
*Cannes et Montpellier	0-0
Lyon b. *Le Puy	1-0

Classement. – 1. Saint-Etienne et Nice, 46 pts ; 3. Nîmes, 41 ; 4. Montpellier, 39 ; 5. Thonon, 36.

Golf

CHAMPIONNAT DE FRANCE PROFESSIONNEL

A cinquante ans, Jean Garaïalde a remporté, dimanche 28 avril à La Baule, son douzième titre de champion de France professionnel. Avec 286 coups (deux sous le par), il précède Olivier Léglise de 5 coups et Gery Watine de 6 coups.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DU MONDE A PRAGUE

En battant la Tchécoslovaquie par 5 à 1, l'Union soviétique a remporté le titre européen, décerné dans le cadre du championnat du monde qui se poursuit jusqu'au 4 mai à Prague.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Huitièmes de finale - matches aller)

A Agen :	
Stade Toulousain b. Bayonne	10- 3
A Bordeaux :	
Béziers b. Mont-de-Marsan	35-19
A Lyon :	
Grenoble et Agen	9- 9
A Limoges :	
Brive b. Montferrand	31-28
A Bayonne :	
Tyrosse b. Lourdes	12- 6
A Valence :	
La Voulte b. Biarritz	10- 3
A Vienne :	
Bourgoin b. Nice	9- 6
A Tulle :	
Toulon b. Aurillac	21- 6

Tennis

TOURNOI D'ATLANTA

L'Américain John McEnroe a remporté, dimanche 28 avril, le tournoi WCT (World Championship Tennis) d'Atlanta (Géorgie), doté de 300 000 dollars, en battant en finale son compatriote Paul Annacone 7-6, 7-6, 6-2.

Voile

TROPHÉE DES MULTICOQUES A LA TRINITÉ-SUR-MER

Le Canadien Mike Birch, à la barre de son catamarân Formule Tag, *a gagné la finale du Master des multicoques, le 28 avril, en devançant Eric Loizeau sur* Roger-et-Gallet 62. *Marc Pajot sur* Elf-Aquitaine 2 *s'est imposé au classement général du Trophée des multicoques.*

BASKET-BALL

LA VICTOIRE DE LIMOGES EN COUPE DE FRANCE

Une domination sans partage

De notre envoyé spécial

Déjà champion de France, le Cercle Saint-Pierre de Limoges a réussi le doublé, samedi 27 avril à Caen, en battant en finale de la coupe nationale le Stade Français par 103 à 80.

Samedi, 14 h 45. A un quart d'heure du coup d'envoi de la finale de la Coupe opposant le Stade Français au CSP Limoges, la marée verte des supporters limougeauds se manifeste déjà sur les gradins du Palais des sports de Caen. Quelques secondes de jeu, et Appolo Faye, leur idole, inscrit le premier panier. Un signe. Massés derrière un des panneaux, les supporters exultent, se lèvent d'un bond, se mettent à chanter et à tanguer. Un peu plus loin, sur d'autres bancs, les quelques Parisiens venus encourager les Stadistes sont étrangement calmes et passifs.

Les « supporters », c'est une des forces du CSP Limoges. Que le club joue dans sa salle ou à l'extérieur, ils sont présents. Samedi, ils étaient près de trois cents à avoir parcouru les 450 kilomètres qui séparent leur ville de la cité normande. *« A Limoges, on pense et on respire basket »*, explique un des dirigeants de l'Association des supporters. *« Limoges était une ville morte. Le basket l'a réveillée »*, renchérit une jeune femme.

Il est vrai que depuis trois ans les joueurs du CSP assurent brillamment la promotion de leur ville. Pendant ce court laps de temps, ils ont empoché trois titres consécutifs de champions de France, auxquels il faut, depuis samedi, ajouter un deuxième doublé Coupe-championnat.

« Nous venons de réaliser une saison exceptionnelle », insiste Pierre Dao, l'entraîneur des vert et blanc depuis deux ans. Pierre Dao a tout lieu d'être satisfait par la manière de jouer de l'équipe de Limoges. *« Nous avons inscrit 108 points en moyenne au cours des matches de championnat, et je peux dire que mon équipe n'a jamais sacrifié la manière au résultat »*, explique-t-il. Seule petite ombre au tableau : l'élimination un peu précoce (en huitièmes de finale) de la Coupe d'Europe par Moscou. *« Mais nous avions beaucoup de blessés à cette époque-là »*, précise Dao.

A quoi tient la valeur de Limoges ? Incontestablement à la richesse de son effectif. *« C'est toujours plus efficace quand on arrive à faire jouer collectivement des joueurs de grand talent. »*

Une équipe de dix

Les deux perles du moment sont deux Américains. L'un, Edward Murphy (meilleur joueur du championnat de France) est blanc, l'autre, Curtis Berry (un redoutable marqueur) est noir. Mais, à côté de ceux-là, que d'individualités de marque ! A commencer par Jean-Michel Sénégal, le capitaine, et Grégor Beugnot, ou encore Richard Dacoury (meilleur joueur français du championnat cette saison), Georges Vestris, Appolo Faye, etc.

« J'ai pu utiliser dix hommes qui sont tous dangereux et savent marquer », admet Dao. Sur le parquet de Caen c'est cela qui a d'ailleurs fait la différence face à un rival stadiste dont l'ensemble n'a pu se hisser au niveau de ses deux vedettes, l'Américain Alex Bradley et le Yougoslave Ratko Radovanovic.

Autre force des Limougeauds : leur sérieux, pour ne pas dire leur professionnalisme. *« Je crois que je suis un entraîneur sévère. Je demande beaucoup aux joueurs. Cependant, je veux qu'ils conservent un certain plaisir de jouer »*, explique Dao. Ce plaisir de jouer et de gagner est intact chez les partenaires de Jean-Michel Sénégal. S'y ajoute une remise en cause permanente et un certain orgueil, que Sénégal résume en expliquant : *« Tout le monde voudrait nous voir battus, alors cela nous motive. »*

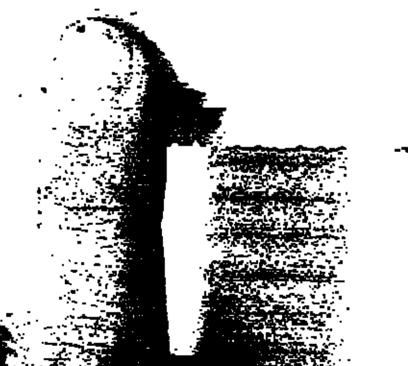
Des interrogations

Reste que le club s'est aussi donné des atouts. En arrivant en Haute-Vienne, Pierre Dao a réclamé des moyens. Il les a obtenus. Il est aujourd'hui entouré de trois hommes ; le premier, Fabien Texier, anime le centre de formation, le deuxième, Frédéric Sarre, est en quelque sorte le directeur sportif de l'équipe fanion, et le dernier, Jean-Yves Prévost, s'occupe de la préparation physique.

La saison prochaine, Limoges jouera encore les tout premiers rôles. Certes, on évoque l'éventuel départ d'Edward Murphy. Pierre Dao ne peut bien sûr que souhaiter qu'il reste. Il rêve même d'embellir un peu plus son équipe. Beaucoup d'interrogations pèsent pourtant sur l'avenir du basket de haut niveau.

A partir de juillet prochain, les clubs devront probablement se mettre en règle avec l'URSSAF pour le paiement des cotisations. Samedi, dans les coulisses de la finale, les présidents de clubs de première division seront réunis pour en débattre. Quant à Jean-Michel Sénégal, il expliquait : *« Si c'est pour gagner 5 000 francs par mois en jouant au basket, je préfère changer de métier. »*

PATRICK DESSAVIE.



société

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

Des questions sans réponse à la fin des interrogatoires

Après six jours de débats, au moment où chacun des accusés a été entendu et où va commencer l'audition des témoins, la question qui se pose en fonction des positions prises par chacun est simple. La tuerie d'Auriol est-elle concevable sans une participation aux crimes accomplis de Lionel Collard et un désir – ou une volonté – de Jean-Joseph Maria d'éliminer Jacques Massie, chef local du SAC marseillais.

De celui-ci, Jean-Joseph Maria dira lui-même que, cet été 1981, il n'était plus qu'« *un flic dévoyé* », tenu pour coupable de multiples malversations et soupçonné de tourner casaque en passant au service de la gauche.

Autrement dit, peut-on envisager l'hypothèse, de tels soupçons ayant été partagés par les six accusés d'aujourd'hui, que seuls quatre d'entre eux, Jean-Bruno Finochietti et les trois postiers, Ange Poletti, Didier Campana et Jean-François Massoni, aient pris, à l'insu des deux autres, l'initiative de se débarrasser de Massie ? Une initiative qui entraîna, en raison des circonstances, le massacre de cinq membres de sa famille, dont son jeune fils Alexandre.

De notre envoyé spécial

A entendre Jean-Joseph Maria et Lionel Collard, c'est bien ainsi qu'il faudrait comprendre les choses. Certes, ils se gardent de formuler pareille hypothèse. Ils ont assez à faire pour repousser les charges relevées contre eux. Celles qui visent Collard apparaissent, au reste, plus lourdes que celles imputées à Maria. Ce dernier n'est accusé par personne d'avoir fait partie de l'expédition.

Dès lors, s'il ordonna l'interception de Massie dans le but de récupérer les documents que pouvait détenir celui-ci, comment aurait-il pu imaginer que l'entreprise pouvait dégénérer et qu'elle se solderait par le carnage qui lui a donné sa dimension ? Or, Maria est inculpé de complicité, non seulement dans l'assassinat de Jacques Massie, mais aussi dans ceux des cinq autres personnes.

Ce n'est pas sur ce terrain qu'il entend situer son propre procès. La tête rejetée en arrière, la mâchoire serrée et le verbe haut, il a lancé à l'avocat général M. Christian Lassalle, qui le tourmentait trop à son gré : « *Attention, monsieur l'avocat général, attention ! Je me battrai à mort, croyez-moi !* »

Assurément, il connaît son dossier. D'emblée, il a su d'ailleurs en exploiter un détail. Les trois postiers, Poletti, Massoni et Campana, avant le 18 juillet, ont dit qu'avec Collard ils avaient dû participer à des « repérages » de Jacques Massie. « *Si c'est moi qui les avais ordonnés*, observe Maria, *ne m'en auraient-ils pas logiquement rendu compte ensuite ? C'est là une chose qu'ils n'ont jamais dite.* »

Effectivement, et les trois postiers en sont convenus. Quant à Finochietti, qui lui aussi fut chargé de repérage préalable, c'est, dit-il, par son « M. Z... », à qui il reconnaît pour sa part avoir rendu compte.

M. Z... peut-il être Maria ? C'est encore une question. Maria est bien obligé d'admettre aujourd'hui qu'au matin du 18 juillet, c'est-à-dire avant que le commando se mette en route pour la bastide d'Auriol, il a reçu la visite à son domicile, rue Tosca à Marseille, de Collard et de Poletti. Or, le jour où il fut interpellé par la police, le 20 juillet, quand on lui demanda son emploi du temps, il se garda de mentionner le nom de ces deux visiteurs, alors qu'il en nommait beaucoup d'autres. Il assure pourtant qu'il n'y eut là de sa part ni mensonge ni dissimulation, mais un simple oubli dû aux fatigues de la garde à vue.

Mallettes et documents

De cette visite au matin du 18 juillet, Poletti a beaucoup parlé. Il assure que c'est à ce moment qu'il vit Maria et Collard s'entretenir en aparté et, qu'après cet entretien, Collard lui a dit : « *Récupère tes armes, on remet ça.* » « *Affabulation* », selon Maria, « *roman-feuilleton* », selon Collard. Il y eut bien rencontre mais, disent l'un et l'autre, pour parler de banalités, de l'air du temps ou de leurs voitures qui pouvaient se trouver en panne. Seulement, l'accusation, avec Poletti, tient un témoin en même temps qu'un accusé.

Poletti affirme que, non seulement il fut chez Maria le 18 juillet, avant le départ pour l'expédition, mais qu'il y revint encore le lendemain, c'est-à-dire le 19 juillet, dans l'après-midi, alors que tout était accompli et qu'il se trouvait de nouveau cette fois en compagnie de Collard. Il s'agissait, selon lui, de remettre à Maria deux mallettes appartenant à Massie, que les membres du commando avaient trouvées à la bastide d'Auriol et qui renfermaient un certain nombre de papiers. Poletti précise encore que ces mallettes, après que Maria et Collard en eurent examiné le contenu et procédé à une sorte de tri, lui furent de nouveau remises, avec mission de les détruire et d'en brûler le contenu.

Sur ce chapitre, Poletti a malgré tout passé un quart d'heure difficile. Le président François Brunat ne lui a pas dissimulé qu'il était très surpris par le caractère tardif des précisions fournies à l'instruction. Arrêté lui aussi peu de jours après le crime, ce n'est qu'à partir du 17 août 1981 qu'il révélera être venu avec Collard chez Maria et qu'il fournira des détails sur le contenu des mallettes. Il a raconté notamment qu'en brûlant les papiers, comme on le lui avait demandé, il eut le loisir d'y jeter un coup d'œil.

Il remarqua ainsi parmi eux des notes de Massie exposant ses craintes à l'endroit de Finochietti et de Collard, et aussi une lettre par laquelle M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional, remerciait le policier-chef du SAC de l'aide qu'il lui avait apportée durant la campagne législative de juin 1981.

C'est à la même époque que Poletti, décidément très disert, ajoutait que Collard lui avait dit, en sortant de chez Maria le crime accompli : « *Maintenant, le prochain ce sera Patrice Hetch* », un fidèle de Massie. Collard aurait même ajouté qu'ensuite une opération militaire était projetée pour se débarrasser de M. Gaston Defferre, lui aussi « programmé ».

Le lapsus de Finochietti

Du côté de la défense, ce fut l'occasion d'un nouvel éclatement. Car, pour les avocats de Maria, Mes Ruggieri et Jean-Louis Pelletier, comme pour ceux de Collard, Mes Marc Greco et Alain Furbury, ces précisions données si tardivement par Poletti sont la démonstration d'une volonté de se servir du postier pour charger leurs clients afin de pouvoir ainsi plaider la crainte ou la peur que ceux-ci auraient éprouvées en présence d'hommes comme Maria et Collard.

L'ancien légionnaire a d'ailleurs pour sa part renouvelé sa version des choses. Les postiers, « *ces mecs qui venaient de FO, de la CGT et de la CFDT, et qui ont aujourd'hui, c'est tout dire, des avocats socialistes* », lui ne les avait « *jamais sentis* » ; au contraire, il s'en méfia toujours ; leur attitude d'aujourd'hui le conforte dans son sentiment : l'affaire d'Auriol, c'est eux et eux seuls.

En cette circonstance, Collard oublie quand même Finochietti. L'instituteur, certes, ne l'a jamais désigné nommément, lui, Collard. Pourtant, samedi 27 avril, il y eut quand même de sa part un lapsus. Alors qu'il s'applique, depuis son arrestation, à désigner le chef du commando comme « *le numéro 4* » ou « *A* », il a, le temps d'une seconde, nommé Collard. Ce fut au moment où il avait à raconter ce qui se passa après que Massie eut été à son tour assassiné, le 19 juillet, vers 3 h 30 du matin. Le cadavre fut porté d'abord dans le coffre de la Mercedes des beaux-parents de Massie ; le véhicule refusa de démarrer ; l'équipe reprit le corps, le tassa tant bien que mal en chien de fusil dans le coffre d'une R 5 que conduisit ensuite Finochietti. Il restait alors à l'ensevelir dans la campagne. Collard et Poletti avaient pris place dans un autre véhicule. Finochietti les suivit, et c'est en racontant cette scène qu'il devait dire : « *J'ai suivi la voiture où se trouvaient Poletti et... Collard.* »

L'agitation fut à son comble. L'avocat général bouscula beaucoup Finochietti : « *Vous avez dit Collard, tout le monde l'a entendu. Ayez un peu de courage, c'est le moment de tout dire.* » De son côté, Me Gilbert Collard, simple homonymie, qui est, lui, l'avocat de Marina Massie, partie civile, a cherché à élargir la brèche. Finochietti, fantomatique et ahuri, ne céda point pour autant devant ce chahut. Oui, il avait dit Collard, mais « *à force d'entendre tout le monde le nommer, je ne sais plus très bien où j'en suis* ».

Ainsi, cet incident ne fut ni un coup de théâtre ni une révélation de nature à changer le cours du procès. Au reste, le président Brunat, pour sa part, ne parut pas y apporter le moindre intérêt. Plus étrange apparaît, en revanche, l'épisode de l'inhumation de Jacques Massie et le comportement des uns et des autres en cette occasion. Il semble en effet bien acquis qu'avant cet enterrement sommaire, la voiture dans laquelle se trouvait le cadavre fut laissée durant plusieurs heures devant une auberge de Nans-les-Pins, dans le Var, Chez grand-mère, maison amie du SAC, qui y tenait à l'occasion ses réunions. Selon Campana et Poletti, Collard entra dans l'établissement, y resta environ dix minutes avant de ressortir pour dire aux autres qu'on devait laisser le véhicule et s'en aller tous dans une autre voiture. C'est ainsi qu'ils s'en furent à Marseille chez Campana, où la femme de celui-ci leur fit cuire quelques steaks.

Dans l'idée de Campana, c'est une deuxième équipe qui aurait dû venir constater devant l'auberge la mort de Massie. Quelle équipe ? Un groupe qui aurait été chargé, dans le plan initial, d'interroger le prisonnier, dont la mort n'aurait pas encore dû être consommée.

Voilà en tout cas, en dépit d'une instruction laborieuse, ce que l'on appelle une zone d'ombre. Comme demeurent toujours dans l'ombre les raisons mêmes de l'exécution.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

POLICE

AFFECTÉ A LA PROTECTION DE M. MITTERRAND

José Deltorn est mort

Une personnalité qui, pour nombre de journalistes, résumait la police nationale, ses contradictions et ses multiples facettes, ses paradoxes et son attrait, a disparu. José Deltorn est mort à Strasbourg, samedi 27 avril, à l'âge de quarante-neuf ans, victime d'une crise cardiaque.

Inconnu du grand public, il était tout à la fois un personnage du syndicalisme policier et un « flic » aimant son métier, avec l'épaisseur de ceux qui connaissent le dessous des choses, mais toujours enthousiaste, au nom d'une certaine idée de la police.

[L'inspecteur divisionnaire Deltorn était l'un des policiers du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), chargé de la protection rapprochée de M. Mitterrand. Affecté de longue date au service des voyages officiels – il avait été l'un des inspecteurs chargé de la protection de M. Raymond Marcellin quand il était ministre de l'intérieur – José Deltorn avait rejoint le GSPR après avoir dû quitter, en 1981, la direction du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC).

Elu secrétaire général de ce syndicat, majoritaire parmi les policiers en civil, en décembre 1979, il avait, au lendemain de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, en octobre 1980, dénoncé la présence de policiers au sein de la FANE, organisation néo-nazie dissoute depuis. Une plainte en diffamation déposée contre lui par le ministre de l'intérieur d'alors, M. Christian Bonnet, fut retirée par son successeur place Beauvau, M. Gaston Defferre. José Deltorn s'était également fait remarquer pour ses positions « unitaires » au sein d'un syndicalisme policier marqué par les divisions catégorielles : il avait été à l'origine d'un rapprochement entre les policiers en civil et les policiers en tenue représentés par la FASP.

E. P.

FAITS DIVERS

En Seine-Maritime

LA MORT DU COMÉDIEN

Un comédien d'une troupe de théâtre amateur, Laurent Desjonquières, trente-quatre ans, a été blessé mortellment par balle dnas la soirée du samedi 27 avril, à Oissel, (Seine-Maritime), en pleine remrésentation d'une pièce de René de Obaldia *Du vent dans les branches de Sassafras.*

La troupe les Tréteaux de la pelle donnait une représentation dans la salle de cinéma du 71e régiment du génie de Oissel. Les amis de Laurent Desjonquières jouaient l'attaque d'une ferme par des Indiens, prévue dans un tableau de la pièce. Mais une des armes qui devaient être chargées à blanc, l'était à balle réelle et c'est l'une des camarades de l'acteur qui, d'un coup de feu, le blessa martellement.

Les enquêteurs font état « d'un concours malheureux de circonstances ». Il semblerait que la personne chargée de remplir les cartouchières ait utilisé, sans le sacoir, une cartouche réelle. Le 71e régiment du génie fait savoir que « *les armes à feu manipulées appartenaient à la troupe théâtrale* ».

Après la rupture d'un câble

TROIS BLESSÉS A LA FOIRE DU TRONE

Trois personnes ont été blessées dans la soirée du samedi 27 avril à la Foire du Trône à Paris. Il était environ 19 h 30 lorsque l'accident s'est produit, entraînant un moment de panique. L'un des wagonnets des « montagnes russes » s'était décroché dans sa montée avant de dévaler la pente à la suite de la rupture d'un câble de sécurité.

Les trois blessés ont été hospitalisés. Il s'agit d'une fillette âgée de treize ans, Sabine Duval, qui souffre de contusions multiples, de MM. Bernard Morin, trente-huit ans, qui a le bassin fracturé et Joseph Krekelberg, cinquante ans, atteint au dos.

● *Accident en gare de Versailles-Rive gauche : quatre blessés.* – Pour des raisons encore inexpliquées, un train de voyageurs a heurté un butoir, samedi 27 avril en début d'après-midi, à la gare de Versailles-Rive gauche, et a terminé sa course dans la salle des pas perdus : quatre voyageurs, légèrement blessés, ont dû recevoir des soins à l'hôpital André-Mignot.

● *Mystérieuse explosion dans un restaurant turc de Montbéliard : deux morts.* – M. Hussein Savas, le patron du restaurant de Montbéliard (Doubs) dans l'explosion duquel deux personnes ont été tuées le vendredi 26 avril, a été inculpé le 28 avril d'homicides volontaires et d'incendie volontaire, et écroué. Dans les décombres du restaurant de M. Savas, ressortissant turc âgé de vingt-cinq ans, on avait retrouvé, vendredi après-midi, le corps entièrement calciné d'une serveuse de l'établissement, puis, samedi après-midi, le cadavre d'une seconde victime, un adolescent turc âgé de quinze ans qui, selon ses proches, avait l'habitude de fréquenter le Kebab. Les policiers avaient envisagé, dès le début de leur enquête, l'hypothèse d'une explosion criminelle, mais on ignore encore le mobile de ce double meurtre.

● *Muzaffer Cacar inculpé.* – Le ressortissant turc, arrêté le 24 avril, porteur de quatre bâtons de dynamite et de faux papiers belges, à la gare du Nord (*le Monde* daté 28-29 avril), Muzaffer Cacar, vingt-huit ans, a été inculpé pour « infraction à la législation sur les explosifs et recel de faux documents administratifs ». Il est connu de la police comme étant un militant actif de la mouvance du groupe d'extrême gauche francais Action directe.

ÉDUCATION

Un compromis pourrait être trouvé sur les maîtres de l'école privée

Une nouvelle étape devrait être franchie dans la concertation entre le ministre de l'éducation nationale et les responsables de l'enseignement catholique avec la réunion consacrée ce lundi 29 avril à la dernière mise au point du décret sur la nomination des maîtres. Depuis la fin de la querelle scolaire et la décision du gouvernement de M. Fabius de revenir à la loi Debré de 1959, les inquiétudes des responsables de l'enseignement privé s'étaient cristallisées sur la préparation de ce texte clé qui met en jeu non seulement l'emploi des maîtres et les garanties qui peuvent y être attachées mais aussi l'exercice d'un pouvoir. Elles ne semblent pas toutes dissipées puisque le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire de l'enseignement catholique, a déclaré samedi 27 avril à Rennes : « *Nous sommes soumis à une douche écossaise permanente et dans une situation tendue qui pourrait devenir explosive si des solutions à des problèmes actuels ne sont pas trouvées.* »

L'enseignement « *est confié*, indiquait la loi Debré, *en accord avec la direction de l'établissement, soit à des maîtres de l'enseignement public, soit à des maîtres liés à l'Etat par contrat* ». Dix-huit ans plus tard, la loi Guermeur – entre autres modifications – remplaçait « *en accord* » par « *sur proposition de la direction de l'établissement* ». La nuance est d'importance, même si dans les deux cas la nomination est prononcée par le recteur. Depuis la loi Guermeur de 1977, en effet, les rôles sont en quelque sorte inversés : c'est le chef d'établissement qui choisit un candidat (en tenant compte des priorités de réemploi établies par des commissions internes à l'enseignement catholique) et le recteur qui doit donner son accord ou motiver son refus. La modification n'était pas tant destinée à mettre fin à des situations conflictuelles – inexistantes à une exception près, en dix-huit ans d'exercice de la loi Debré – qu'à se prémunir contre l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir aux élections législatives de 1978.

Depuis l'adoption par le Parlement, le 20 décembre dernier, de la loi complémentaire de décentralisation de l'enseignement public et privé, on est revenu à la case départ avec l'abrogation de loi Guermeur. La loi Debré, a alors expliqué M. Chevènement, « *respecte mieux les prérogatives normales de l'Etat, qui rémunère les maîtres, tout en préservant la liberté du chef d'établissement, dont l'accord sera requis* ». Le ministre de l'éducation nationale s'était en même temps engagé à préparer le décret d'application de cette mesure dans la concertation. C'est cette phase qui s'achève aujourd'hui.

L'économie générale du projet de texte – qui peut encore être amendé – précise la procédure envisagée. Les maîtres qui postulent à des emplois vacants – dont la liste est communiquée aux autorités académiques par chaque chef d'établissement – font connaître leur candidature au recteur, qui en informe le chef d'établissement concerné. C'est une commission paritaire consultative qui examine les candidatures en prenant en considération l'avis du chef d'établissement. Le nom du candidat choisi lui est ensuite communiqué par le recteur. Pour simplifier la procédure, l'accord est considéré comme implicite en cas de non-réponse dans un délai d'un mois. En cas de refus, le chef d'établissement doit motiver sa décision, et la candidature est à nouveau examinée par la commission.

Cette dernière est conçue comme une formation spécialisée des commissions consultatives mixtes qui existent depuis 1960 et ont compétence sur la carrière des enseignants du privé, mais pas sur leur nomination. La nouvelle commission paritaire chargée d'examiner les candidatures serait composée pour moitié de représentants de l'administration, pour moitié de membres de l'enseignement privé (chefs d'établissement et maîtres élus).

Lorsqu'on entre dans le détail des dispositions techniques du texte, chacun des partenaires de la concertation y fait valoir des revendications. Mais, globalement, le climat n'est pas à la guerre. « *On arrive à un point*, déclare M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, *où, même s'il y a toujours des mécontents, l'équilibre est à peu près trouvé, et l'enseignement catholique est à même de poursuivre sa route.* »

Derrière les mécontents – c'est le cas, en particulier, du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) – viennent les inquiets. C'est le cas des directeurs diocésains qui se sont réunis du 22 au 25 avril en présence du chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, et de Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours et président de la commission épiscopale pour le monde scolaire et universitaire. Les directeurs diocésains considèrent notamment que la procédure de nomination des maîtres « *ne prend pas suffisamment en compte le respect du caractère propre* » et craignent pour la sécurité d'emploi des maîtres, assurée jusqu'alors par « *concertation interne* ».

Pour sa part, le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC) estime normal que cette garantie soit assurée par l'employeur, c'est-à-dire l'Etat. Le projet ne lui semble donc pas « *exorbitant dans sa philosophie* ». Le SPELC rappelle, en outre, que « *la nécessité de refaire ce décret n'est pas née avec le pouvoir élu en 1981* ». Les syndicats d'enseignants, ajoute-t-il, demandaient sa révision depuis 1970.

Après cette dernière réunion de concertation, le projet de décret devrait suivre la procédure habituelle. Il sera soumis aux conseils consultatifs de l'éducation nationale et pourrait être publié pour la mi-mai. En attendant la rentrée scolaire qui,s'annonce difficile, dans l'enseignement privé comme dans l'enseignement public en raison des contraintes budgétaires, il restera un dernier texte à préparer : le décret mettant en place une commission de concertation destinée à régler les éventuels litiges entre l'Etat, les collectivités locales et les établissements.

Viendra ensuite le temps de vérifier, ainsi que le suggère M. Pierre Daniel, « *si nous sommes capables de demeurer unis à l'intérieur de nos établissements quand nous n'avons plus à nous mobiliser pour la défense de l'enseignement catholique : c'est le risque de la liberté* ».

CATHERINE ARDITTI.

RELIGION

Le synode extraordinaire ne sera pas une tentative de retour en arrière

déclare le cardinal Hume

Archevêque de Westminster et primat d'Angleterre et du Pays de Galles depuis dix ans, président du Conseil des conférences épiscopales de l'Europe (l'« Europe violette »), depuis six ans et représentant pour l'Europe du groupe d'évêques qui préparent le prochain synode extraordinaire convoqué à Rome en novembre par Jean-Paul II pour le vingtième anniversaire du concile Vatican II, le cardinal George Basil Hume était l'hôte il y a quelques jours, l'association des informateurs religieux français.

Interrogé sur le synode extraordinaire, présenté par certains commentateurs comme une tentative de restauration par le Saint-Siège pour limiter les réformes du concile, le cardinal Hume a été très net.

Ce synode « *ne sera ni une tentative de retour en arrière, ni en exemple de réaction conservatrice* ». Il ne faut pas non plus en faire « *un moment décisif de l'histoire de l'Eglise* ». Le synode « *n'est rien d'autre qu'un temps de réflexion sereine sur les vingt années écoulées depuis le concile. Il s'agit de faire l'inventaire de la mise en œuvre de celui-ci, de retrouver l'esprit de Vatican II, le partage des peines et des joies, les combats et les espoirs de l'ensemble de l'Eglise. Il en analysera les bons et les mauvais effets et promouvra l'étude plus attentive des documents ainsi que la manière de mieux appliquer Vatican II* ».

culture

Le centenaire Charles Dullin

La poésie de la raison

Né le 8 mai 1885 au château du Châtelard, à Yenne (Savoie), Charles Dullin était le plus jeune d'une famille de dix-huit enfants. Son père, juge de paix, avait alors soixante-quatre ans.

Dans sa première enfance, Charles Dullin est élevé au château, surtout par son oncle, très bizarre, cloîtré dans une vieille tour.

A onze ans il entre en classe de septième au petit séminaire de Pont-de-Bonvoisin. Il interrompt ses études à la fin de la quatrième.

Il part pour Lyon. Il est commis chez un bonnetier, puis dans un magasin de lainages, puis clerc d'huissier.

Il part pour Paris l'été 1904 (il a dix-neuf ans). Il dit des vers dans des cours d'immeuble, et décroche de petits rôles dans des salles de quartier, Belleville, les Gobelins, *Saint-Denis. Il est* refusé au concours d'entrée du Conservatoire.

Il fonde à Neuilly un « Théâtre de Foire » où il a pour partenaire l'acteur Ferdinand Fabre.

C'est seulement en 1910 qu'il est engagé dans un « vrai » théâtre, le Théâtre des Arts, par le directeur, Robert d'Humières, qui l'a entendu dire du Villon au cabaret du Lapin Agile. Il y rencontre Jacques Copeau en jouant son adaptation des *Frères Karamazov*.

En 1913, il accompagne *Copeau dans la fondation du* Vieux Colombier. Il y joue pour la première fois le rôle d'Harpagon de *l'Avare*, qui sera son triomphe jusqu'à la fin de sa vie.

en août 1914, Dullin a vingt-neuf ans. Il fait la guerre dans un régiment de dragons, engagé volontaire car sa mauvaise santé le dispense des premières lignes. Il est blessé en 1917. Il rejoint Copeau à New-York.

1919 : Dullin devient professeur au conservatoire syndical que Firmin Gémier a créé pour contrer l'enseignement du Conservatoire national.

En 1921, au cours d'une tournée en Rhénanie, Dullin choisit, dans un train, le nom de son propre théâtre : l'Atelier. Il ouvre ce théâtre en septembre, dans une minuscule boutique de la rue Honoré-Chevalier, à deux pas de la place Saint-Sulpice. De là, il passe dans une salle plus grande, rue des Ursulines, qui deviendra un cinéma.

En octobre 1922, Dullin s'installe place Dancourt. Il y restera jusqu'à la guerre, en 1939. Il y dirige une école d'acteurs.

Les mises en scène comme l'enseignement de Dullin y sont sévères, d'une rigueur extrême. Il accorde beaucoup d'importance à l'improvisation. Sa bête noire est le naturalisme, celui des décors, celui du jeu. « *J'ai toujours cherché,* a dit Dullin, *à établir le contact le plus direct entre l'auteur et le public, et non à mettre en valeur mon propre travail.* » Il disait aussi que toute prépondérance du décor est un retour au naturalisme, que ce qui compte c'est *l'instinct* de l'acteur, et qu'il regrettait de ne pouvoir improviser une nouvelle mise en scène, éphémère, pour chaque représentation.

De Pirandello à Sartre

A l'atelier de la place Dan*court, les spectacles majeurs de* Dullin furent, entre autres, *Chacun sa vérité* de Pirandello, *la Femme silencieuse* de Ben Johnson, *la Comédie du bonheur* d'Evreïnov, *les Oiseaux* d'Aristophane, *Volpone* de Ben Johnson, *La terre est ronde* de Salacrou.

Afin de faire front aux effrayantes difficultés financières de la gestion de son théâtre, Dullin interprète des rôles dans des films : *le Joueur d'échecs* (1925), *Maldonne* (1928), *les Misérables* (1934), *l'Affaire du courrier de Lyon* (1936), *Volpone* (1939).

Puis ce sont les années de la seconde guerre mondiale. Dullin s'intalle au Théâtre de Paris (où il reprend *l'Avare)*, puis au Théâtre Sarah Bernhardt, où son meilleur spectacle sera la création des *Mouches* de Jean-Paul Sartre en 1944.

Dullin quitte le Sarah Bernhardt en 1947. Il tourne cette même année dans *Quai des orfèvres* de Clouzot. Son dernier grand succès est *l'Archipel Lenoir* de Salacrou au Théâtre Montparnasse. Son dernier film : *Les jeux sont faits* de Sartre et Delannoy. Il meurt à l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, le 11 décembre 1949.

Robert Brasillach a écrit que le théâtre de Charles Dullin était *« la poésie de la raison »*. et il ajoutait : *« Ce qui nous entraînait chez Pitoëff, c'était la magie du cœur ; chez Jouvet, c'était la joie de l'intelligence; chez Baty, le plaisir des yeux; mais chez Dullin, quelque chose qui ressemblait au triomphe de la volonté. »*

1985, Charles Dullin aurait eu cent ans.
Le Festival d'Avignon, la Comédie-Française,
lui rendront prochainement hommage.
De la grande figure qui a marqué l'histoire du théâtre,
il reste peu d'images, seulement celles... du cinéma.
Mais Dullin est vivant dans le souvenir
de ceux qu'il a fascinés.

Un diable d'homme, par ceux qui l'ont connu

La mémoire, quand elle est liée au cœur, s'accroche en premier lieu à de petits riens, images et paroles en l'air, qui ressuscitent ceux qui en sont les auteurs.

« Je me souviens d'une danseuse, habillée d'une robe de soie violette, qui abritait Dullin, beaucoup plus petit qu'elle, sous une ombrelle », dit Marie-Hélène Dasté, fille de Jacques Copeau. *« Pendant les répétitions du* Soldat et la Sorcière, *d'Armand Salacrou, qu'il mettait en scène, Dullin arrivait dans un boghei tiré par un cheval*, raconte Sophie Desmarets. *« Voûté, la voix nasillarde, les gestes précipité, il avait, à ma grande surprise, une cour de femmes autour de lui. Et il aimait les regarder »*, se rappelle Jean Delannoy qui fit tourner Dullin en 1947 dans *Les jeux sont faits*, film dont le scénario était de Jean-Paual Sartre.

Puis, peu à peu, tandis que la mémoire travaille, les souvenirs se précisent. Dullin, avec ce visage étonnant, son corps déjeté, s'anime, et tous ceux qui l'ont connu, sourient tendrement.

« Il avait des colères terribles », racontent Marie-Hélène Dasté qui travailla avec lui après la disparition de la compagnie des Quinze. *« Parce que nous étions en retard, il était capable de donner de grands coups de pied dans les toiles du décor et de les crever. Pour se calmer, il allait ensuite faire le tour de la place Dancourt et reprenait les répétitions. »*

« Un grenier de jeunesse »

« Ce n'était pas un maître comme on l'entend généralement, ni un théoricien. Il n'était nullement didactique », rapporte Jean-Louis Barrault. *« Quand il voyait l'un de nous en difficulté sur la scène, il criait du fond de la salle :* « Ne bouge pas, j'arrive ». *Il se mettait alors à côté de nous et plus par gestes que par paroles, il nous expliquait ce qu'il désirait »*, dit Maie-Hélène Dasté. Dullin était doué d'une intelligence sensible. Un poète, et cela transparaissait dans tous ses rôles. Mais il aimait rire, et *« cela découvrait toutes ses dents »*, raconte Sophie Desmarets quand elle se souvient du jour où Dullin apprit qu'après les répétitions elle allait pêcher dans la Seine.

Dullin choisit de donner à son théâtre le nom d' Atelier, car cela correspondait à l'idée qu'il se faisait de son art. *« C'est comme un laboratoire d'artisanat théâtral »*, disait-il. Et c'est là qu'il exprima cette révolte qu'il avait partagée pendant un temps avec Jacques Copeau quand ils arpentaient le boulevard des Batignolles, en pestant contre le théâtre de leur époque.

« L'Atelier, c'était un grenier de jeunesse », raconte Jean-Louis Barrault. *« Et qui sentait le cirque*, reprend Marie-Hélène Dasté, *avec cette cour qui, aujourd'hui n'existe plus, emplie de décors et, dans un coin, l'écurie du cheval de Dullin. »* C'était un endroit bohème, un lieu de rencontre disent ceux qui l'ont fréquenté, où se croisaient les jeunes artistes et intellectuels de l'époque : Sartre, Salacrou, Achard, Honegger, Darius Milhaud. *« Le foyer ressemblait à une salle d'attente d'une gare de troizième zone, mais peu importait. »* De même qu'il n'était pas nécessaire de signer un contrat. *« Juste une poignée de main... temps révolus »*, soupire Jean-Louis Barrault.

Les finances du théâtre étaient dans un état lamentable. Dullin n'avait jamais d'argent. Sur son bureau s'empilaient factures et notes. L'électricité était souvent coupée et l'administrateur s'arrachait les cheveux. « C'est encore toi, *disait-il, quand on venait le voir.* Mais je t'ai déjà donné dix francs il y a trois jours ! » *C'était cela, l'Atelier, et c'était merveilleux car tous ceux qui étaient là étaient ses amis. Nous n'étions pas seulement comédiens. On travaillait au théâtre. On vivait au théâtre. »* Et Marie-Hélène Dasté se souvient d'avoir vu Dullin venir le matin dans la salle des répétitions pour faire de la gymnastique dans le but de faire disparaître sa bosse. *« Il se roulait de droite et de gauche comme si le poids de son corps allait l'écraser »*.

Charles Dullin était un enfant de la balle. Bien avant l'Atelier, il avait été engagé par un cirque où il lisait des poèmes dans la cage des fauves. *« Les tréteaux*, disait-il, *c'est notre point de départ. »* C'était un marginal également, un original, autant dans sa manière de travailler que de vivre. On raconte qu'il fit partie de la bande à Bonnot. Son rôle : écouler la fausse monnaie à Clichy ! Mais aussi un homme d'une honnêteté scrupuleuse. Armand Salacrou qui l'a si bien connu dit de lui : *« Je ne l'ai jamais entendu mentir... au théâtre, c'est rare. » « Un anarchiste tendre »*, comme l'a surnommé Jean-Louis Barrault, un *« accoucheur d'artiste »* (il fit connaître Pirandello en France).



Avant tout, ce fut un homme de théâtre, qu'admirent encore des hommes comme Michel Bouquet : *« Je ne l'ai rencontré qu'une fois et j'ai eu l'impression que l'allais être pulvérisé. C'était comme s'il allait me reprocher tous les défauts que j'avais alors. Pourquoi exagérez-vous le trait ? Pourquoi êtes-vous aussi orgueilleux dans le rôle ? Pourquoi ne restez-vous pas derrière le personnage ? »*

« Il avait une réelle humilité »

Pour Dullin, l'acteur était un individu qui devait être capable de respirer et d'articuler. Deux choses toutes simples mais qui sont différentes à chaque fois et essentielles. Il connaissait aussi l'importance de la simplicité. Si on le compare à Louis Jouvet, celui-ci était grandiose dans le baroque. Dullin, lui, donnait la primauté à l'acteur : c'était *« un diable d'homme qui imaginait un décor humain*, pense Michel Bouquet. *Il disait à travers ses spectacles que la vie est plus importante que l'art, mais il le disait avec art. Mais surtout, Dullin avait une réelle humilité dans l'approche d'un chef-d'œuvre. Ainsi parvenait-il à restituer, par exemple, une famille du dix-septième siècle et, en même temps, il s'adressait aux familles venues voir sa mise en scène. Molière aurait été heureux d'assister à de telles représentations. »*

Aujourd'hui, on fête un peu partout le centenaire de la naissance de Charles Dullin. Théâtres, expositions, colloques, émissions de télévision (le prochain numéro de « Plaisir du théâtre » présenté par Pierre Laville est consacré à Dullin). Et tous ceux qui l'ont connu, qui ont travaillé avec lui, qui l'ont aimé, parlent de lui avec un plaisir évident. Et pour les jeunes, il est non un maître mais un exemple, lui qui vécut pour le théâtre, dans la pauvreté et sans compromission. A quelqu'un qui lui demandait un jour : *« Quel est pour vous le plus beau théâtre ? »*, il répondit : *« C'est celui dans lequel je travaille... Il appelle le recueillement des églises de campagne. »*

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ « Plaisir du théâtre », A 2, 22 h 45.

★ Les Cahiers-théâtre Louvain, dans la collection « Arts du spectacle », publient une étude de Monique Surel-Tupin : *Charles Dullin*, 400 p., 80 F.

PETITES NOUVELLES

■ MORT DE L'ÉPOUSE DE ROMAIN ROLLAND. – *Mme Romain* Rolland, épouse du célèbre écrivain, née le 21 mai 1895 à Saint-Pétersbourg, est décédée samedi 27 avril dans une maison de repos de la région parisienne. Les obsèques auront lieu dans la maison de Romain Rolland à Vézelay (Yonne), le 3 mai.

■ MORT DU COMÉDIEN JIMMY GAILLARD. – Le comédien et chanteur Jimmy Gaillard est mort le 17 avril à Nice. Il était âgé de soixante-neuf ans.

[Jimmy Gaillard était membre de l'orchestre Ray Ventura, mais quand celui-ci partit pour l'Amérique latine pendant la guerre, il resta en France, tenant des emplois de jeune premier fantaisiste dans un grand nombre de pièces. En 1952, un accident de voiture avait interrompu sa carrière. Il avait consacré le restant de sa vie à l'association d'entraide du spectacle La Roue tourne.]



MUSIQUE

« RIGOLETTO » à Nice

Les métaphores de Lioubimov

Le *Rigoletto* monté par Iouri Lioubimov, qui avait déclenché un épouvantable scandale l'an dernier au Mai florentin (*le Monde* du 8 mai), a trouvé asile dans la nouvelle et superbe salle de l'Acropolis de Nice, attirant quelque dix mille spectateurs en quatre représentations. Et même si les abonnés de la première ont conspué le grand metteur en scène russe, qui en a vu d'autres à la Taganka, le spectacle n'en est pas moins admirable, un des plus originaux de ces derniers temps.

Philippe Bender, qui dirigeait l'Orchestre philharmonique de la ville, a été quelque peu chahuté lui aussi par des spectateurs habitués aux bruyants éclats que la « tradition » a imposés, et furieux de ne pas les retrouver dans une interprétation fine, nerveuse, aérienne, mais intense, correspondant à la récente édition critique d'Universal, revenue à l'orchestration et aux nuances originales de Verdi.

Mais l'unanimité s'est faite sur la qualité des jeunes chanteurs, tous à peu près inconnus, choisis par Pierre Médecin pour offrir à Lioubimov une distribution malléable, prête à donner un nouveau visage à ce chef-d'œuvre rabâché.

Le choc est rude en effet. Qui compterait se faire une idée de la cour de Mantoue au seizième siècle serait fortement déçu. Lioubimov adopte une attitude résolument anti-historique. On sait qu'il nourrit *« une aversion profonde pour le théâtre d'imitation, dont le vain objet est de reproduire la réalité »* et proclame *« la primauté de la métaphore »* (1).

Le décor unique de Stefanos Lazaridis est comme le magasin de costumes d'un théâtre d'opéra : des dizaines de personnages (Boris, Don Quichotte, Méphisto, un évêque, une danseuse, un Pierrot, un officier nazi, des juges, des policiers, etc.), mannequins en cercle autour d'un buste de femme au point central de la scène, défroques flottant dans les airs autour d'une légère passerelle de bois. Foule brasillant dans l'obscurité, éclairée par le sol ou par des bougies ; tout un peuple mystérieux dont la signification reste indécise mais la force poétique certaine.

La badine de Charlot

Les interprétations se mêlent dans la beauté de cette intuition théâtrale : image de la pression sociale qui détruit Rigoletto et l'accule au crime, métaphore des travestissements historiques que revêtent les passions humaines, sinistre bal des pendus symbolisant l'aboutissement de cette sordide affaire cachée sous les brillants atours de l'opéra... Les vêtements et le mélange des époques tiennent en tout cas une place importante dans la vision du metteur en scène : la masse anonyme des courtisans se fond dans la grisaille de la médiocrité, les masques des intrigues vénitiennes voisinent avec des personnages à la Daumier, tel le comte de Monterone en frac et gibus, brandissant le journal où est relatée la honte de sa famille et le jetant à la tête du duc !

Ce dernier quitte son pourpoint et revêt le jean d'un mannequin pour séduire Gilda, jeune fille en fleur qui se balance sur une escarpolette, image de la pureté et de l'innocence survolant le drame, sur laquelle, morte, elle montera au ciel.

Ces métaphores et ces transpositions culminent dans le personnage de Rigoletto, bouffon dérisoire, nez rouge, visage enfariné, chapeau en papier, qui joue les Leporello en allant, sur l'ordre de son maître, insulter le Commandeur, alias Monterone. Il apparaît ensuite dans une gabardine trop large et trop longue, avec un chapeau melon et la badine de Charlot, pitoyable clown clochardisé, pas vraiment bossu, mais portant sur ses épaules toute la difformité « morale » d'un homme obligé à pareille distorsion de son être.

Ce spectacle insolite et fort mériterait d'être décrit minutieusement, mais comment rendre une magie purement théâtrale qui attise sans cesse l'intensité musicale ? Ni l'action ni la partition ne subissent la moindre modification, et pourtant Lioubimov en a fait jaillir des images entièrement neuves, qui illuminent le drame en un éclair et lui donnent une réalité différente, insaisissable.

Sous la férule implacable du metteur en scène, Jacek Strauch, baryton anglais de trente ans, à la voix profonde et pathétique, est devenu un Rigoletto fascinant, un personnage à la Dostoïevsky, qui concentre sur lui toute l'attention. La Gilda de Sylvia Greenberg, fraîche et charmante, chante avec une facilité déconcertante ce rôle de grande amoureuse, tandis que Georgi Tscholakov campe un duc de Mantoue fort brillant, que la délicatesse vocale n'étouffe pas plus que les scrupules. On remarque aussi la rude Maddalena de Margit Tomik, le terrible Sparafucile de Luigi Roni et le Monterone tonnant de Jacques Mars, dans une distribution de très bon niveau, complétée par les chœurs de l'Opéra de Nice vraiment excellents. Soulignons la qualité exceptionnelle des costumes de Johann Engels, si essentiels dans cette production.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Dernières représentations les 30 avril et 2 mai.

(1) *Le Feu sacré*, Éd. Fayard, 1985, 248 p., 120 F.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

AMI ENTENDS-TU : Champigny, Centre Gérard-Philipe (880-96-28), 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Ballets (Symphonie funèbre et triomphale, de R. Van Dantzig).

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Ecole de danse.

☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

☞ CHAILLOT (727-81-15) : 20 h 30 : Poésie, avec A. Barnett.

BEAUBOURG (277-12-33), Concerts-animations : 21 h : I. Jarsky (Risset et Gaussin) ; Tantia et P. Favre (voix et percussion), T. Whishart (vocalise I), (concert en liaison avec le colloque « Notre instrument, la voix »). Cinéma-vidéo, nouveaux films BPI : 16 h, Italo Calvino, de G. di Caro, D. Pettigrew ; 19 h : Nathalie Sarraute, écrivain des mouvements intérieurs de L. de Vigan ; Marin Karmitz, éditeur de films à Paris : 14 h 30 ; le Chemin perdu, de P. Moraz ; 20 h 30 : Mais où est donc Ornicar ? de B. Van Effenterre ; Ciné-Immatériaux : 17 h : l'Homme à la caméra, de D. Vertov, Diaries, Notes and Sketches, de J. Mekas ; Mariages, de R. Duquenelle. Danse : Aujourd'hui Ontario danse : 18 h 30 : S. Macpherson ; 20 h 30 : Compagnie Dancemakers.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Concert : 20 h 30 . J. Van Dam (basse), orchestre de chambre de Lausanne, A. Jordan (Mozart).

Les autres salles

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : la Voix Humaine.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47), 20 h 30 : Dialogues d'exilés.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; *21 h 30 : Offenbach, tu connais ?*

☞ *LYS MONTPARNASSE* (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), Rencontres, 20 h 30 : Moi, la clairon.

☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), 21 h : le Concile d'amour ; 18 h 30 : l'Incendie.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby; 22 h 30 : Crazy coctail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Des gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Voila volat.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

☞ BERCY (346-12-21), 21 h : Julien Clerc.

☞ CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

☞ CINQ DIAMANTS (285-47-27), 21 h : F. Camarroque.

☞ ELDORADO (208-23-50), 21 h : Malopoets.

☞ THÉATRE DE PARIS (874-10-75). Grande salle, 21 h : P. Julien.

☞ TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Los Pucci.

☞ TROU NOIR (570-84-29), 21 h : Parioca.

La danse

☞ CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : Javad, S. Rahman.

☞ PARIS ART CENTER (322-39-47), 21 h : Altroteatro.

Les concerts

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Orchestre baroque d'Ile-de-France (Bach, Vivaldi, Stamitz).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : M. Tipo (Bach).

Radio-France, grand auditorium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : F. Layer (Mozart, Schubert).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : Y. Menuhin (Beethoven, Bartok).

— POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES —

Lundi 29 avril

Salle Rossini, 21 h : Orchestre de chambre, J. Frydrych (Vivaldi, Bach, Haendel).

Athénée, 20 h 30 : L. Gencer.

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 21 h : Ensemble instrumental baroque, Chœur de l'école nationale de musique du Raincy, dir. : F. Herr (Haydn).

SACEM, auditorium Debussy - Ravel, 20 h 30 : H. Lamy, C. Boppe (Schubert).

Théâtre du musée Grévin, 19 h 30 : les Musiciens amoureux (Schubert).

Bastille, 21 h, Maîtres musiciens de Jajouka.

Jazz, pop, rock, folk

CARTOUCHERIE, *Atelier de Chaudron* (328-97-04), 20 h 30 : J. Querlier, A. Zombori.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz Sextet.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : C. Baretto Quintet.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : A. Lévy ; 0 h 30 : L. Irvin.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : All. Stars.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : B. Porcelli, A. Jean-Marie, R. Del Fra, A. Levitt.

SUNSET (261-46-60), 23 h : G. Beck, C. Alvim, A. Ceccarelli, E. Lelann.

ZENITH (240-60-00), 20 h : Stranglers.

En région parisienne

☞ CHAMPIGNY, centre Gérard-Philipe (880-96-28), 21 h : Ami, entends-tu...

☞ CONFLANS SAINTE-HONORINE, Festival (972-80-60), Cosom, 20 h 30 : Bernard Haller ; Salle des fêtes : 22 h 30 : François Silvant ; Péniche, 24 h : Yves Hunstad.

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (243-00-59), 20 h 30 : Animals of the City.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

20 h 30 : L'enfant fusillé de J.-M. Drot (avant première, en présence de l'auteur).

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h : 70 ans d'Universal : la Féline, de P. Schrader ; 19 h 15 : Cent jours du cinéma espagnol : Hommes en détresse, de R. Gil.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Studio 43, 9e (770-63-40). – V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : *Olympic Luxembourg*, 6e (633-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Paramount *Odéon*, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46).

LE COW-BOY (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (305-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

2010 (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88).

DUNE (A., v.o. v.f.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

ELIANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paris, 8e (359-53-99). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

GREMLINS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

HORS LA LOI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4e (278-47-86) ; Denfert, 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

LE KID DE LA PLAGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

MARIA'S *LOVERS* (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio Galande, 5e (354-72-71) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MARLÈNE (All., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MISSION NINJA (A., v.f.) (*) : Gaîté Rochechouart 9e (878-81-77).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (257-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Ranelagh, 16e (288-64-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ROMANCE DU FRONT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

SAC DE NŒUDS (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-70) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

SOLLERS/GODARD L'ENTRETIEN (Fr.) Studio 43, 9e (278-47-86).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-Canadien) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) : Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

VIDAS (Portugais, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

VOYAGE A CYTHÈRE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

FASTER PUSSYCAT KILL KILL, (**) film américain de Russ Meyer, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V. f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

MATA-HARI, (*) film américain de Curtis Harrington, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

MICKI ET MAUDE, film américain de Blacke Edwards, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

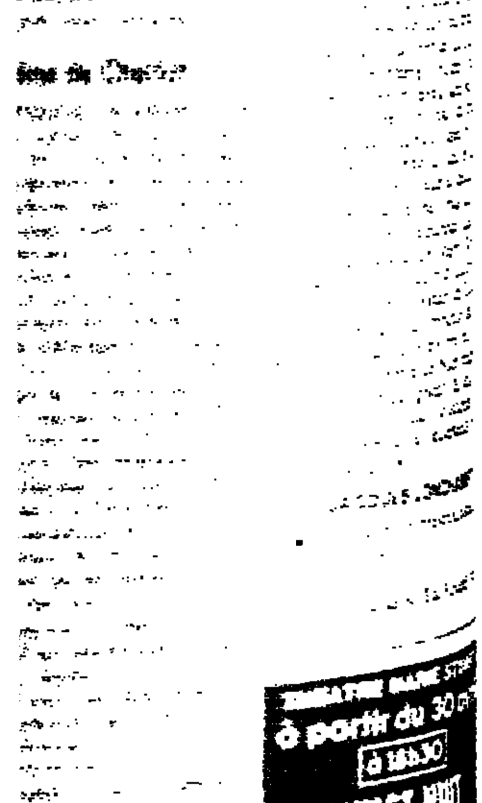
ONDE DE CHOC, (*) film américain de Nico Mastorakis, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

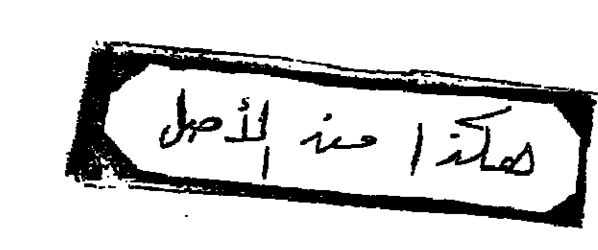
LE PACTOLE, film français de Jean-Pierre Mocky : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; St Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA ROUTE DES INDES, film américain de David Lean, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

TERMINATOR, film américain de James Cameron, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

THE BOSTONIANS, film britannique de James Ivory, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).





هكذا من الأصل

COMMUNICATION

ACCORD ENTRE LA VILLE ET LES PTT

Le câblage de Paris est commencé

Paris sera câblé. M. Bernard Pons, député RPR, président de Paris-Câble, signera le 30 avril avec le ministre des PTT un accord cadre qui met fin à près de deux ans de négociations. Cet accord permet de lancer la construction en neuf ans d'un réseau desservant un million deux cent mille foyers, hôtels, entreprises et institutions sur le site de la capitale. Les travaux ont déjà commencé dans les quatorze et quinzième arrondissements pour la pose des deux cent mille premières prises. L'exploitation commerciale du réseau pourra donc commencer dans le courant de l'année prochaine.

Les abonnés au câble recevront alors, dans des conditions techniques parfaites, quinze canaux de télévision transportant les chaînes du service public, sans doute quatre à cinq programmes étrangers et quelques nouveaux services. Ils pourront capter l'ensemble des radios parisiennes avec une qualité que la bande FM n'offre plus depuis longtemps. Enfin, le câble met fin à la limitation des ressources hertziennes et permet d'envisager la création de nouveaux programmes de radio et de télévision. Si les abonnés sont capables de financer une offre supplémentaire, la capacité du réseau sera portée à trente canaux.

Pour aller vite, la première tranche de câblage utilise peu de fibres optiques et beaucoup de raccordements co-axiaux d'antennes collectives. Toutefois, le réseau est organisé pour la future généralisation de la distribution en étoile et de la fibre optique. Les PTT se sont engagées à étudier une voie de retour à faible débit permettant de tester des services interactifs le plus tôt possible. Il s'agit donc bien de doter la capitale d'une autoroute moderne pour des services diversifiés de communication et non pas d'installer un simple réseau de télévision par câble.

Les conditions financières négociées entre la Ville de Paris et les PTT sont comparables à celles déjà obtenues pour le réseau de Rennes (*le Monde* du 13 mars). Très favorables aux collectivités locales, elles leur épargnent en particulier le préfinancement du réseau par avance remboursable. Elles prévoient néanmoins un taux d'abonnement important : 15 % des foyers après un an de fonctionnement du réseau, 45 % au bout de cinq ans.

On peut s'étonner que la Ville de Paris se soit engagée sur une montée en charge aussi rapide, alors que les télévisions privées risquent d'avoir la même influence sur les abonnements au câble que sur ceux de Canal Plus. Mais une petite clause de l'accord prévoit le réexamen de toutes les conditions financières en cas de modification du paysage réglementaire de la communication audiovisuelle. Voilà qui permet au maire de Paris, M. Jacques Chirac, de se lancer dans l'aventure en limitant les risques, tout en restant fidèle à sa position politique. Pour le président du RPR, comme d'ailleurs pour le chef de l'État, le câble est avant tout un formidable pari industriel.

A cet égard, l'engagement de Paris dans le câblage était essentiel. Seul un volume de 1 200 000 prises commandées pouvait assurer le lancement de la machine industrielle et sa pérennité. Sans oublier les effets psychologiques sur l'exportation : malgré les efforts déployés à Biarritz, la capitale reste encore la vitrine internationale la plus convaincante.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Nouvelles rumeurs sur le sort de Canal Plus

Canal Plus sera-t-il vendu à M. Jean Riboud, président de Schlumberger ? C'est ce que prétend *le Figaro* dans son édition du 27 avril en expliquant que l'ami personnel du président de la République pourrait faire de la chaîne payante une télévision privée, « décodée », et militant pour la gauche à la veille des élections de 1986.

M. André Rousselet, président de Canal Plus, a démenti ces affirmations qui visent, selon lui, à *« mettre en doute la pérennité »* de la chaîne, juste au moment des premiers réabonnements.

La rumeur repose sur deux faits incontestables. D'abord, il est évident que Canal Plus, malgré une sensible reprise des abonnements ces dernières semaines, se situe encore en dessous de la ligne de flottaison. La chaîne payante, qui compte aujourd'hui 300 000 abonnés, peut espérer atteindre 400 000 ou 450 000 clients à la fin de l'année, ce qui est inférieur au seuil d'équilibre (670 000). Ensuite, il est vrai que M. Jean Riboud a chargé M. Bernard Miyet, ancien président de la SOFIRAD, d'étudier, en liaison avec M. André Rousselet, le sort de l'entreprise dans le futur contexte des télévisions privées.

M. Miyet a envisagé au moins deux scénarios. Le premier consiste à conserver à Canal Plus son identité de chaîne codée consacrée au cinéma en réduisant drastiquement toutes les charges liées aux autres productions (émissions en clair, informations, etc.). Cette solution, qui permettrait d'abaisser le seuil de rentabilité, se heurte à l'opposition d'une partie des responsables de la chaîne.

Le second scénario convertit Canal Plus en chaîne classique sans codage. Le groupe Havas diminuerait sa participation au capital au profit d'autres actionnaires, M. Jean Riboud, peut-être, mais pourquoi pas RTL-Télévision, dont Havas, par l'intermédiaire d'Information et Publicité, assure la régie.

Une troisième solution, ébauchée depuis peu, consiste à utiliser le réseau technique VHF de Canal Plus pour créer une chaîne privée classique tout en conservant l'existence de Canal Plus chaîne payante qui ne couvrirait que quelques grandes agglomérations sur d'autres fréquences.

On le voit : le débat est encore ouvert. Il ne saurait être tranché avant quelques semaines. Canal Plus doit attendre les résultats de son ouverture sur l'ouest de la France et, surtout, analyser son taux de réabonnement après six mois d'existence. Si le taux de 90 %, cité par M. Rousselet, se confirme, la télévision payante pourra se vanter d'avoir brillamment franchi un cap délicat. D'autre part, la chaîne est liée à l'État par une concession de service public, et le secrétariat d'état chargé des techniques de communication a maintes fois affirmé que cette concession ne serait pas réexaminée avant l'issue du débat sur les télévisions privées.

L'hypothèse d'une manœuvre politique, évoquée par *le Figaro*, paraît peu probable. Outre le passage devant la Parlement pour modifier la loi de juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, la transformation de Canal Plus en chaîne classique ne se fera pas en un jour. Il faut négocier tous les droits de programmes, reprendre les décodeurs, adapter le parc d'antennes aux émetteurs VHF. Rien ne garantit que l'opération soit achevée avant mars 1986.

J.-F. L.

Sous la pression de la CGT

LES TROIS CHAINES DE TÉLÉVISION DIFFUSENT UN PROGRAMME LE 1er MAI DE 18 HEURES A 20 HEURES

Suite inattendue de la menace de grève lancée par le syndicat CGT des techniciens de Télédiffusion de France (TDF) le 1er mai : TF 1, Antenne 2 et FR 3, qui ne devaient ouvrir leur antenne ce jour-là qu'à 20 heures en raison de la Fête du travail, l'ouvriront... dès 18 heures, contrairement à ce qu'elles font chaque année à la même date.

Une solution pour le moins originale à un conflit qui déborde largement le cadre des conditions de travail (*le Monde* du 27 avril). Rappelons en effet que le syndicat CGT de TDF, qui assure la transmission technique des émissions des trois chaînes publiques et celle de Canal Plus, chaîne de droit privé, avait décidé de s'opposer à ce que Canal Plus diffuse, entre 18 heures et 20 heures, des émissions en clair le 1er mai, alors que les trois autres chaînes ne fonctionnent pas encore à cette heure-là, sous prétexte de *« concurrence déloyale »*. Pour apaiser le conflit, les PDG des chaînes publiques, sous la pression du syndicat, ont décidé d'ouvrir leur antenne à 18 heures sur les trois réseaux, en diffusant un programme commun : à 18 heures, *« Les carnets de l'aventure »*, à 18 h 40, *« Colombo »*.

L'AGENCE DE PRESSE UPI FAIT FAILLITE

L'agence de presse américaine United Press International (UPI) a été contrainte de demander le 28 avril la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites (l'équivalent de la suspension provisoire des poursuites en France). L'accord obtenu en fin de semaine avec ses créanciers n'a pas été suffisant pour consolider les dettes (environ 45 millions de dollars) de l'entreprise, deuxième agence de presse américaine derrière Associated Press (AP). L'accord permettra néanmoins d'assurer la paie d'avril des 2 000 salariés (dont 900 journalistes). Une centaine d'emplois vont être supprimés, a annoncé M. Luis Nogales, PDG d'UPI.

La société avait essayé, sans y parvenir, de convaincre ses principaux créditeurs, le groupe Foothill, American Express, ATT et RCA, de transformer leurs avances en capital. Sa faillite constitue un événement sans précédent dans la presse, dans la mesure où UPI fait partie des quatres grandes agences d'information internationales (avec AP, l'AFP. et Reuter).

● *Les journaux de TF 1.* – A la demande de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, TF 1 a décidé de reporter la mise en œuvre de la nouvelle formule des journeaux de la mi-journée prévoyant deux flashes d'informations à 12 heures et à 12 h 30 (*le Monde* du 24 avril). Cette décision a été prise par la première chaîne après que les « neuf sages » lui eurent fait savoir qu'ils souhaitaient qu'*« une meilleure harmonisation puisse s'établir entre les émissions d'information des différentes chaînes de télévision »*. Une réunion des directeurs de la rédaction des chaînes publiques aura lieu jeudi 2 mai à la Haute Autorité, indique TF 1, qui précise que les modifications prévues sur les éditions de 20 heures et de fin de soirée sont maintenues.

● *Conflit pour la présidence de la CLT.* – Le gouvernement luxembourgeois a décidé de présenter la candidature de M. Pierre Werner, ministre d'Etat honoraire, à la présidence de la Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT) pour succéder à M. Mathias Felten. Le gouvernement luxembourgeois s'oppose ainsi directement à la candidature de M. Gaston Thorn, ancien président de la Commission européenne. M. Thorn bénéficie de l'appui du groupe belge Bruxelles-Lambert, principal actionnaire de la CLT à travers la société Audiofina. Le conseil d'administration de la CLT doit élire son président le 21 mai.

● *Un administrateur judiciaire à l'Union.* – Le tribunal de commerce de Reims a désigné, le 24 avril, Me Hubert Lafont, de Paris, en qualité d'administrateur judiciaire provisoire du quotidien rémois *l'Union*. Il est chargé de trouver des solutions à l'impasse financière dans laquelle se trouve ce journal, qui n'a pu apparemment surmonter la crise déclenchée en 1983. Me Lafont devrait livrer ses conclusions sous deux semaines.

Lundi 29 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Borsalino and Co.
Film français de J. Deray (1974), avec A. Delon, C. Rouvel, R. Cucciolla, D. Ivernel (rediffusion).
Dans les années 30, à Marseille, Roch Siffredi (dont l'ami et associé est mort à la fin de Borsalino) lutte contre un grand truand milanais, qui veut lui prendre son « empire ». Suite tragique et violente – avec le personnage de Delon au premier plan d'un film qui avait reconstitué le gangstérisme marseillais de façon rétro.
22 h 20 Spécial Reagan.
22 h 50 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Les souvenirs de Sami Frey ; le cinéma muet japonais ; le film de Mehdi Charef et le dernier film de S. Immamura.
23 h 50 Journal.
0 h 5 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Saigon, l'année du chat.
De D. Hare, réal. S. Frears. Avec F. Forrest, J. Dench...
1974, Saigon. Les Américains, après des années d'engagement militaire au Vietnam, retirent leurs troupes. Seuls restent des membres de la CIA et quelques conseillers. Une reconstitution romancée de ces années tragiques.
22 h 25 Le petit théâtre : Humulus le muet.
Une pièce rose de Jean Anouilh.
Humulus est un charmant garçon, mais il a un sérieux handicap : il est muet. Amoureux d'une jeune fille, va-t-il pouvoir lui dire sa passion... en trois mots ? Et elle, l'a-t-elle bien entendu ?
22 h 45 Magazine : Plaisir du théâtre.
Hommage à Charles Dullin, à l'occasion du centenaire de sa naissance.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle rions français) : le Jouet.
Film français de F. Veber (1976), avec P. Richard, M. Bouquet, F. Greco, J. François, C. Gérard, G. Jugnot (rediffusion).
Un journaliste en chômage devient le jouet humain du jeune fils d'un milliardaire. Scénario de comédie satirique (rapports de classes, revendication de la dignité humaine) pour la première réalisation de Francis Veber. Un personnage original de Pierre Richard.
22 h 10 Journal.
22 h 40 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
La Folie trinitaire : trophée des multicoques et Master de l'équinoxe. Bilan complet du déroulement des épreuves.
23 h 25 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h, Première séance ; 17 h 25, Histoires étranges : Un rêve (d'après Tourgueniev) ; 18 h 50, Atout PIC : Jean Autin ; 19 h, l'Homme du Picardie ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30 Le Braconnier de Dieu, film de J.-P. Darras ; 22 h 10, Boxe ; 23 h 15, Basket américain ; 1 h 05, Hill street blues ; 1 h 50, Stock-chocs (J.-C. Brialy, D. Lavanant).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Avez-vous lu Victor Hugo ? Florence Delay lit *le Temps*.
21 h 30 Latitudes, musiques traditionnelles (au nord de la Colombie, le carnaval de Barranquilla).
22 h 30 Nuits magnétiques : Ça suit son cours (le MIP-TV à Cannes).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : « Ouverture dans le style italien K 318 », « Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol majeur K 271 Jeunehomme », de Mozart, « Symphonie n° 5 en si bémol », de Schubert, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Layer, sol. J. Menuhin, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : Mélodies, de Louis Beydts.

Mardi 30 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : La porteuse de pain.
12 h 35 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
16 h 30 Reprise : Contre-enquête.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 30 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 40 Feuilleton : les Bargeot.
20 h 00 Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Au bon beurre. Téléfilm d'E. Molinaro (deuxième partie), d'après J. Dutourd.
Un tableau satirique et grave de la France sous le maréchal Pétain. Roger Hanin et Andréa Ferréol sont parfaits dans leurs rôles de Français moyens.
22 h 40 Histoire à la une : Le temps des assassins
40e anniversaire de la libération des camps de concentration. Émission de G. Lauzun.
23 h 40 Journal.
0 h 5 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Bergeval et fils.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Drôles de dames.
15 h 40 Reprise : Le grand raid.
16 h 35 Le journal d'un siècle, de L. Bériot.
17 h 30 Dessin animé : Sacré Harry.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 40 Cinéma : le Cercle rouge.
Film français de J.-P. Melville (1970), avec A. Delon, Bourvil, Y. Montand, F. Périer, G.-M. Volonte (redif.).
Deux truands, un ancien flic alcoolique et un commissaire de police se rencontrent, comme par hasard, pour une affaire de cambriolage qui devient une tragédie. Des ambitions métaphysiques et une admirable mise en scène de comportements.
23 h Magazine : Moi... je.
0 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 La dernière séance.
Soirée John Huston : actualités (1960), Tom et Jerry. Alain Souchon présente le premier film ; à 22 h 50, Tex Avery, réclames, attraction et présentation du deuxième film.
20 h 50 Premier film : les Désaxés.
Film américain de J. Huston (1960), avec C. Gable, M. Monroe, M. Clift, T. Ritter, E. Wallach, P. Mitchell (N.).
Trois hommes et une femme, êtres solitaires et inadaptés, partent à la chasse au mustang. L'idée de la mort les hante. Un film sur le mal de vivre, écrit par Arthur Miller.
23 h 15 Journal.
23 h 35 Deuxième film : la Charge victorieuse.
Film américain de J. Huston (1951), avec A. Murphy, B. Mauldin, J. Dierkes, R. Dano, (v.o. s.-titr. N.).
Pendant la guerre de Sécession, un jeune soldat nordiste est pris de panique le jour de son premier combat. Bien qu'on ne s'en soit pas aperçu, il se considère comme un lâche.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, Soap ; 10 h 14, Reilly l'as des espions ; 11 h 10, le Faucon, film de P. Boujenah ; 12 h 30, Cabou Cadin (et à 17 h) ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; 14 h, Stryker, film de C. H. Santiago ; 15 h 20, Doux moments du passé, film de C. Saura ; 18 h, Jeu : 4 C + ; 18 h 40, Jeu : les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Tête à claques, film de F. Perrin ; 22 h 5, A bout de souffle made in USA, film de J. McBride.

FRANCE-CULTURE

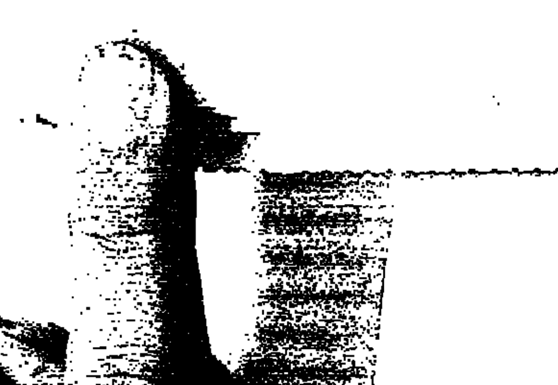
6 h, Jacques Cartier, le voyage imaginé (Redif.) ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : la nuit de Walpurgis (et à 10 h 50 : les écrivains noirs à Paris) ; 9 h 5, La matinée des autres : blanc, rouge, noir, le carnaval de Barranquilla (Colombie) ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : les nouveaux jeunes, la politique ou le bonheur ; 11 h 30 Feuilleton : « Celui qui pense à autre chose », Victor Hugo ; 12 h, Panorama ; à 12 h 45, Club de la presse : Jean Duvignaud ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « Sirènes, sirènes », de Jean-Philippe Domecq ; 14 h 30, « Les Sœurs », de Donald Cameroun. Avec N. Borgeaud, F. Bouffard, P. Constant ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : en quête d'auteurs ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct d'Angoulême ; 18 h, Subjectif : Agora (avec Mario Carelli) ; à 18 h 35, Tire la langue ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : psychanalyse et thérapie familiale.
20 h Musique, mode d'emploi : le jeune homme à la trompette, Bix Beiderbecke.
20 h 30 Pour ainsi dire : la poésie en France.
21 h Entretiens avec... Jean Paulhan et Robert Mallet.
21 h 30 Diagonales, ou l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : les aristocrates.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Venise, port des musiciens – Venise, ville d'argent et d'opéra ; Œuvres de Cesti, Valeri, Pampani, Britten, Dallapiccola, Monteverdi ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton Sidney Bechet ; 12 h 30, Concert : œuvres de Mozart, Masson, Dvorak, par le Quatuor Dolezal ; vers 13 h 45, les sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Repères contemporains : José Campana ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : René Le Roy : œuvres de Haendel, Bach, Varèse, Casadesus ; à 15 h 45, Itzhak Perlman interprète le « Concerto n° 5 en la majeur », de Mozart ; à 16 h 30, Robert Casadesus à Cleveland : œuvres de Mozart ; 18 h 2, Acousmathèque : P. Fleury, F.B. Mache et des documents d'archives du GRM ; 19 h 15, Premières loges : Irma Kolassi, mezzo-soprano, interprète des airs de Delcroze, Brahms, Berlioz, Debussy, et du folklore grec.
20 h 4 Avant-concert.
20 h 30 Concert, Semaines musicales d'Ascona : « Sonates L 422, L 116, L 423, L 188, L 395, L 449, L 487 », de Scarlatti, « Suite Pour piano », de Debussy, Quatre « Klavierstücke », « Etudes symphoniques » de R. Schumann, par Emil Guilels, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton : « Les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud » ; à 23 h 5, Jazz-club (enregistré à la Chapelle des Lombards).







COMMUNICATION

LA CRISE AU « MATIN DE PARIS »

L'arrivée de M. Max Gallo provoque de nombreux départs

Si *le Matin de Paris*, après avoir été absent des kiosques samedi, a bien reparu lundi 29 avril, l'épreuve de force entre la rédaction et M. Max Théret, nouveau directeur de la publication, au sujet de l'arrivée prochaine de M. Max Gallo, député européen (PS), ancien porte-parole du gouvernement Mauroy, est désormais engagée.

La rédaction, dans un article collectif que publie *le Matin*, explique les raisons de son opposition à l'arrivée de Max Gallo : « *Certains lecteurs pourront s'en étonner, sachant l'engagement à gauche du* Matin *depuis sa création. L'homme en lui-même n'est évidemment pas en cause. Ni l'écrivain. Mais les fonctions politiques qu'il a exercées et exerce; les conditions même de sa nomination risquent d'entraîner un changement de nature de ce journal...* » A cela s'ajoute, selon la rédaction, « *l'absence de toute concertation ou simple information* » de la part de M. Théret. En conséquence, elle y voit « *une tentative de mainmise politique sur notre journal* ».

Dans la lettre-réponse qu'il a adressée dimanche à la rédaction, M. Max Théret – qui a racheté *le Matin* en février dernier – écrit : « *Dès le début, j'ai souhaité que Max Gallo fasse partie des éléments qui participeraient à la direction du journal. Des professionnels confirmés viendront s'associer à l'équipe du* Matin (...) *Si je rencontrais des difficultés telles que mon projet, dans la ligne fondatrice du* Matin, *ne puisse être réalisé, je serais conduit à reconsidérer mon engagement dans le journal.* »

De son côté, M. Max Gallo dénonce « *l'ostracisme* » dont il fait l'objet, ajoutant : « *Il y a place pour un journal authentiquement de gauche qui ne soit ni un journal de parti, ni un journal électoral.* » Mais il ne semble pas avoir convaincu la rédaction du *Matin*, qui, réunie de nouveau dimanche 28 avril en assemblée générale, a enregistré l'annonce de la démission d'une douzaine de journalistes, dont les principaux responsables actuels du quotidien. Outre MM. Vincent Lalu et Guy Claisse (directeurs de la rédaction), se démettent en effet de leurs fonctions les deux rédacteurs adjoints, MM. Pierre Feydel et Jean-Dominique Bauby. Auxquels s'ajoutent de nombreux journalistes : Lucky Dana, chef d'édition, Jean-Paul Mari, chef des informations, Jean-Paul Dubois et Olivier Peretié, grands reporters, Marylène Dagouat, chef de service, Michel Desfontaines, chef du service des sports. Sans compter certains chroniqueurs spécialisés : Jean-Paul Iommi et François Dumont (supplément littéraire), Bernard Frank et Alain Touraine.

Comment se terminera cet affrontement interne, que le rachat du journal, en février dernier, portait en germe (*le Monde* du 6 février), compte tenu de la personnalité des nouveaux bailleurs de fonds du *Matin* ? Si l'arrivée de M. Max Gallo est confirmée – en même temps que les prêts bancaires nécessaires à la survie du journal – un nouvel état-major de la rédaction confortera ce choix.

C.D.

MÉDECINE

UNE CHARTE DE LA MÉDECINE HUMANITAIRE

Hippocrate sans frontières

Face à l'horreur, à l'inacceptable, un médecin peut-il être délié de son secret professionnel ? Un thérapeute a-t-il le droit de témoigner ? Oui, répondent les responsables de l'organisation Médecins du monde qui viennent de rendre public leur projet de « charte de la médecine humanitaire ». Une charte qui prend la forme d'un engagement solennel, sorte d'additif d'actualité au serment d'Hippocrate.

« *Médecin, fidèle aux lois de l'honneur et de la probité édictées par le serment d'Hippocrate, je m'engage, dans la mesure de mes moyens, à donner mes soins à ceux qui dans le monde souffrent de corps ou d'esprit. Je refuse que la science ou le savoir médical couvre l'oppression ou la torture, que l'on porte atteinte à la dignité de l'homme, que l'on cache l'horreur... Je m'engage à témoigner.* »

Pourquoi un tel engagement ? « *Parce que*, explique-t-on à Médecins du monde, *quinze ans de médecine humanitaire ont amené une nouvelle réflexion et impliqué une nécessité d'ouverture au-delà de tout dogmatisme. Les « urgences » sont à notre porte, elles ne peuvent échapper à la déontologie médicale. Témoin privilégié ou occasionnel de situations intolérables, le médecin lié au secret médical par le serment d'Hippocrate doit-il parler ? Peut-il accepter qu'un acte médical couvre l'atteinte à la dignité humaine ? Les temps ont changé depuis Hippocrate, le monde médical aussi.* »

Deux entorses seulement

Sans doute, mais ont-ils à ce point changé qu'il faille revoir la notion de secret professionnel, clé de voûte sacro-sainte de l'exercice médical ? Ainsi, le médecin français jure-t-il après avoir soutenu sa thèse : « *Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe ; ma langue taira les secrets qui me seront confiés et mon état ne servira pas à corrompre les mœurs, ni à favoriser le crime.* » Seules possibles entorses au secret : les avortements lorsqu'ils sont pratiqués « *dans des conditions autres que celles prévues par la loi* » et les sévices exercés sur les enfants.

Peut-on sans risque élargir ces dérogations dès lors qu'on sort des frontières ? Un médecin qui à tout coup se doublera d'un témoin, un médecin-journaliste en somme, gagnera-t-il véritablement en efficacité ? Les seules présences de ces hommes en blanc pansant les multiples plaies du globe ne valent-elles pas, déjà, tous les témoignages ?

JEAN-YVES NAU.

● *Affaire de Poitiers.* – Le docteur Denis Archambeau, l'un des trois médecins inculpés après la mort d'une opérée au CHRU de Poitiers, a trouvé un poste d'interne à l'hôpital Camille-Guérin de Châtellerault (Vienne). Le docteur Archambeau exerce ses nouvelles fonctions depuis lundi 22 avril dans cet établissement.

Le directeur de l'hôpital de Châtellerault, ville dont le maire est Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, a confirmé cette prise de fonction mais n'a fait aucun commentaire.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Le doyen David RUZIÉ
et Mme, née Anne-Marie Bonat,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Clémence,

au foyer de Marie-Hélène et Olivier Fond.
144-1 Halsey Drive, West Lafayette,
Indiana, USA,
le 26 avril 1985.

Mariages

– Anne FRONTEAU
et Jean RICAUD

sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu le 6 avril 1985.

67, rue des Prairies,
75020 Paris.
99, rue des Dames,
75017 Pari.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

S.E. Mgr Bernardin COLLIN,
OFM, ancien évêque de Digne,

survenu le 27 avril 1985.

Les obsèques auront lieu le 30 avril, à 15 h 30, en l'église du monastère de Nice-Cimiez.

De la part de
Ses Frères franciscains de Cimiez,
Sa famille et ses amis.

– Le collège des officiers et les membres de la loge Saint-Just 1793 du Grand-Orient de France,

ont la douleur de faire part du décès du passage à l'Orient Eternel de leur excellent Frère,

José DELTORN,

« ... Ils feront aimer notre Ordre par l'exemple de leurs qualités... »

– Quintin. Quevert.
Sainte-Luce-sur-Loire. Montréal.
Grenoble.

On nous prie de faire part du décès de

M. Henri DUPRÉ,
président d'honneur
de l'UNC de Quintin,
croix de guerre 1914-1918,
ancien président des APEL de Quintin,

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la basilique Notre-Dame-de-Délivrance de Quintin, le lundi 29 avril 1985, à 15 heures.

De la part de
Mme Henri Dupré,
son épouse,
M. et Mme Louis Simon,
M. et Mme Jean-Paul Dupré,
M. et Mme Christian Dupré,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille.

Remerciements sincères aupersonnes qui voudront bien y assister.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean-Michel Durand-Souffland,
son épouse,
Stéphane et François,
ses enfants,
Mme Paul Durand-Souffland,
sa mère,
M. et Mme Gérard Durand-Souffland,
son frère et sa belle-sœur
et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Michel DURAND-SOUFFLAND,
journaliste,

survenu le 25 avril 1985, à l'âge de cinquante-six ans, à Paris-14e.

Selon sa volonté, l'incinération aura lieu le lundi 6 mai, à 16 heures, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira.
Ni fleurs ni couronnes.

145, rue d'Alésia,
75014 Paris.

(*Le Monde* a consacré à la mort de Jean-Michel Durand-Souffland un article dans son numéro du 27 avril.)

– Mme Lucien Feraud, à Genève,
Le docteur et Mme André Bisetti-Feraud
et leur fils Arnaud, à Genève,
M. et Mme M. Caillol, à Martigues,
Mme Louis Sicard, à Bages,
Mme Colette Sicard, à Paris,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès, après une longue épreuve, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

Lucien FERAUD,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur honoraire
de l'université de Genève,

survenu à Genève le 26 avril 1985.

Les obsèques seront célébrées le mardi 30 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph à Genève.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière d'Allauch (Bouches-du-Rhône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Viollier,
1207 Genève.

– Mme Simone Parisot,
née Sémerie,
Paul Parisot,
Irène Parisot,
ont la douleur de faire part du décès de

Marc PARISOT,

survenu le 2 avril 1985 à Casablanca, dans sa trente-cinquième année.
Les obsèques auront lieu le mardi 30 avril, dans l'intimité.
On se réunira au cimetière ancien de Gometz-le-Châtel (91940), mardi, à 11 h 15.
Cet avis tient lieu de faire-part.
112, route de Chartres,
91940 Gometz-le-Châtel.
30, rue Lantiez,
75017 Paris.

– Mme Evan Potter,
M. et Mme Skaar
et leurs enfants,
M. et Mme Yann Le Noan,
Mme Diane Colbert,
Et toute la famille

ont le regret de faire part du décès de

M. Evan POTTER,

survenu à Paris le 24 avril 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Domaine du Pigeonnier,
06250 Mougins.

– M. et Mme Paul Ruff,
M. Pierre Ruff,
Les familles Ruff et Amar,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Reine RUFF,
croix de guerre,
Palmes académiques,
médaille
de la Reconnaissance française,
médaille d'argent de la Croix-Rouge.

Elle sera inhumée au cimetière de Bourg-la-Reine le mardi 30 avril 1985, à 15 h 30.

Remerciements

– Mme Jean-Louis Loiselet
et ses enfants,

profondément touchés par les très nombreux témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de

M. Jean-Louis LOISELET,

prient tous ceux qui se sont associés à leur grande douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements très émus.

– Mme Henri Richard Rigoli,

Le docteur et Mme Reinold Rigoli,
leurs enfants,

Et toute la famille,

très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées par les personnes présentes ainsi que venant de toutes celles qui se sont associées par la pensée à leur peine lors du décès de

M. Henri Richard RIGOLI,

les prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– Pour le quatrième anniversaire du décès de

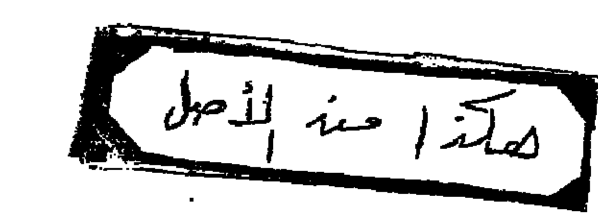
Georges JONATHAN,
cofondateur
de la société Eminence,

une pensée est demandée par sa sœur, Yvonne Valensi, à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et qui restent fidèles à son souvenir.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-I, samedi 4 mai, à 14 h 30, salle O.-Greard, Mme Marie-Claire Macris-L'Houest : « Descartes opticien (le problème de la réfraction chez Descartes et ses contemporains). »



INFORMATIONS « SERVICES »

1er MAI

LES SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

PRESSE. – Aucun quotidien ne paraît ce jour.

BANQUES. – Fermées à partir du mardi 30 à 12 heures (11 h 45 pour certaines) jusqu'au jeudi 2 mai matin.

PTT. – Pas de distribution de courrier à domicile le 1er mai. Les bureaux de poste sont fermés sauf les centres ouverts le dimanche.

GRANDS MAGASINS. – Fermés.

SNCF, RATP. – Services des dimanches et jours fériés.

SÉCURITÉ SOCIALE. – Caisses fermées du 30 avril à 15 h 30 au 2 mai matin.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS. – Guichets fermés du mardi 30 avril à 14 heures jusqu'au jeudi 2 mai matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES. – Caisses fermées du 30 avril à 12 heures au jeudi 2 mai matin.

ARCHIVES NATIONALES. – Fermées.

MUSÉES. – Tous les musées nationaux seront fermés le 1er mai à Paris. On pourra néanmoins visiter le Musée de l'air et de l'espace au Bourget et en Ile-de-France, Vaux-le-Vicomte, les châteaux de Chantilly (Oise), Langeais (Indre-et-Loire), ainsi que le musée Talleyrand et le parc à Saint-Chéron (Essonne) (de 14 heures à 18 h 30).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 28 avril :

UN ARRÊTÉ

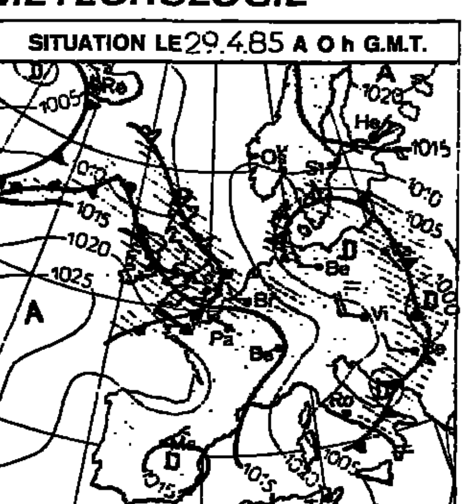
● Relatif à la formation initiale des maîtres contractuels et agréés des écoles privées sous contrat et aux modalités d'obtention du diplôme d'instituteur (promotions 1984-1987 et 1985-1988).

UN TABLEAU

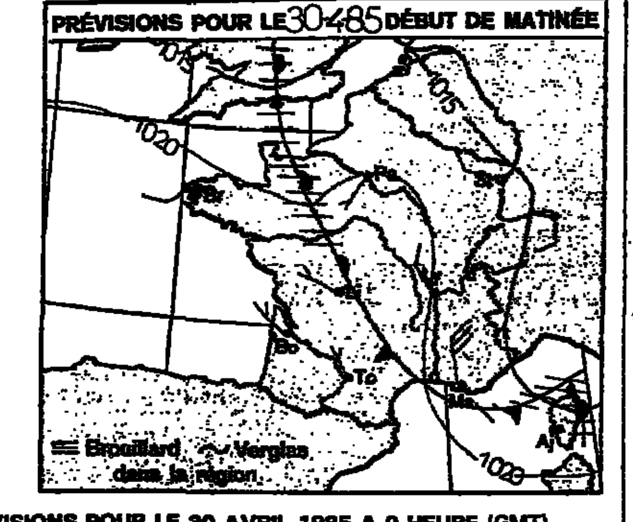
● D'avancement supplémentaire pour l'année 1985 dans la magistrature.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29.4.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 30.4.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 29 avril à 0 heure et le mardi 30 avril à 24 heures.

La France restera sous l'influence des perturbations descendant d'Islande et des îles Britanniques vers la Méditerranée. Les hautes pressions du proche Atlantique restent trop éloignées pour former une protection efficace.

Mardi, un temps nuageux et humide va prédominer toute la journée. Une bande pluvieuse plus marquée de la Normandie au Massif Central et à la *Méditerranée se maintiendra. Il fera* plus doux : 3 à 4° le matin, 13° l'après-midi vers la Loire, 17 à 18° en bordure de Méditerranée.

Sur le nord-est du pays, temps frais nuageux et parfois brumeux le matin. Encore des gelées locales au lever du jour et pas plus de 11 à 12° en milieu d'après-midi.

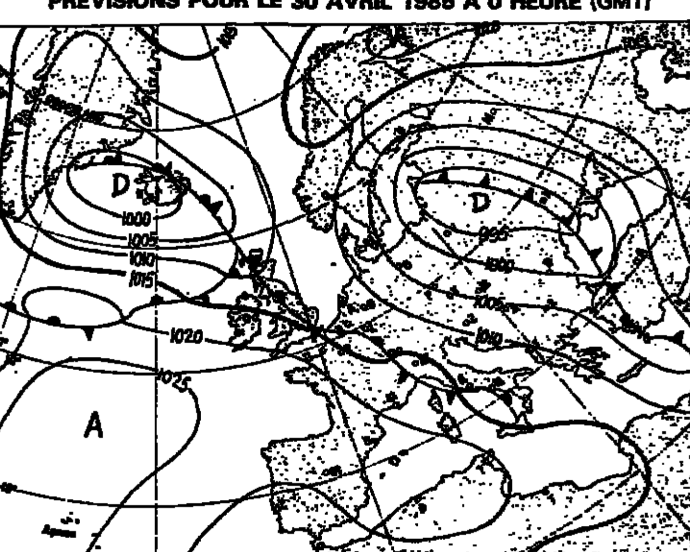
Dans le Sud-Ouest et sur la côte atlantique, le vent soufflant de l'océan apportera encore de l'humidité, et le ciel restera assez nuageux dans l'ensemble ; seules de courtes éclaircies vont se développer. Il fera nettement plus doux que ces derniers jours : 7 à 8° le matin et 15 à 19° l'après-midi du sud de la Bretagne au Pays basque.

En cours de journée en toutes régions le vent va s'orienter au nord-ouest en restant modéré.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le *29 avril, à 8 heures, de 1 014,6 millibars,* soit 761 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 avril ; le second, le minimum dans la nuit du 28 au 29 avril) : Ajaccio, 18 et 3 degrés ; Biarritz, 14 et 6 ; Bordeaux, 14 et 2 ; Bourges, 11 et 3 ; Brest, 10 et 7 ; Caen, 9 et 6 ; Cherbourg, 8 et 5 ; Clermont-Ferrand, 10 et 2 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble-St-M.-H., 12 et 0 ; Grenoble-St-Geoirs, 9 et – 2 ; Lille, 8 et 4 ; Lyon, 9 et – 1 ; Marseille-Marignane, 14 et 7 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 13 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 8 ; Paris-Montsouris, 10 et 4 ; Paris-Orly, 10 et 4 ; Pau, 14 et 2 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 11 et 2 ; Strasbourg, 9 et 1 ; Tours, 12 et 5 ; Toulouse, 14 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 9 ; Amsterdam, 9 et 2 ; Athènes, 23 et 16 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 8 et 2 ; Bruxelles, 8 et 3 ; Le Caire, 35 et 23 ; îles Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 6 et 0 ; Dakar, 22 et 17 ; Djerba, 32 et 17 ; Genève, 9 et – 1 ; Istanbul, 23 et 14 ; Jérusalem, 25 et 20 ; Lisbonne, 20 et 13 ; Londres, 11 et 3 ; Luxembourg, 5 et 0 ; Madrid, 21 et 3 ; Montréal, 11 et 5 ; Moscou, 5 et 4 ; Nairobi, 23 et 13 ; New-York, 19 et 17 ; Palma-de-Majorque, 20 et 11 ; Rio-de-Janeiro, 30 et 24 ; Rome, 20 et 7 ; Stockholm, 8 et 2 ; Tozeur, 30 et 15 ; Tunis, 26 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

COLLOQUES

APPROCHE SYSTÉMIQUE ET TRAVAIL SOCIAL. – L'école des parents et des éducateurs organise, le mardi 4 juin, une journée d'étude sur le thème « Approche systémique et travail social ». Au cours des débats et tables rondes, des psychiatres et des éducateurs traiteront les sujets suivants : « L'approche systémique, mode ou nécessité », « Changement de pratique ou pratique de changement ? « Thérapeute familial ou systémicien ? »

★ Renseignements et inscriptions : Mme Renée Kessedjian, école des parents et des éducateurs, 5 impasse Bon-Secours, 75011 Paris, tél. : (1) 348-00-16.

DÉVELOPPEMENT : THÉORIE ET POLITIQUE. – L'association Tiers-monde organise, le 14 juin, à Paris, à l'ISMEA (Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées), une journée d'études sur les problèmes de la théorie et de la politique du développement : les jeunes chercheurs désireux d'exposer leurs travaux en cours et de confronter leurs expériences doivent faire parvenir avant le 30 avril leurs propositions d'intervention.

★ M.G. Soerd. ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie 75005 Paris (1) 633-73-42.

ENVIRONNEMENT

MÈRES INDIGNES. – Si, en mai, juin, vous découvrez en forêt un faon (ou une chevrette) qui vous semble abandonné, ne le touchez pas, ne le caressez pas, vous le condamneriez à une mort certaine. En effet, la mère, qui, dérangée, observe certainement la scène à l'écart, abandonnera irrémédiablement son petit si en revenant, elle décèle sur lui l'odeur de l'homme, son ennemi. Des centaines de faons périssent ainsi chaque année. Pour l'éviter, le comité national d'information Chasse Nature lance une campagne : des centaines de milliers d'affiches seront apposées à l'entrée des forêts et à la lisière des bois.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3955

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III					■				
IV				■		■			■
V			■				■		
VI								■	
VII		■				■			
VIII								■	
IX		■							
X					■		■		
XI	■		■						■

HORIZONTALEMENT

I. Fait bonne ou mauvaise impression selon qu'il manie le burin ou la masse. – II. Condition de l'inconditionnel. – III. Evoque une conversation sans retenue ou un débit débordant. Ordonne. – IV. Géométrie dans l'espace. Préposition. – V. Personnel. Source dans laquelle ont puisé bien des fauves. Copulative. – VI. Fruit comestible ou dragée mortelle. – VII. Saisi à la cuisine ou retenu à la salle à manger. Un dur difficile à ébranler. – VIII. Comprend le Verbe et ses attributs. – IX. Barber ou raser. – X. Ténor parmi les souffleurs. Extraits d'Ovide. – XI. Façon de voir, mal vue de son vis-à-vis.

VERTICALEMENT

1. Poudre de remplacement quand les munitions sont épuisées. – 2. Embrasser énergiquement. Alternative. – 3. Combinaison des vieux routiers. Archange des religions orientales. – 4. Salut de belluaire. Infinitif relatif à une forme de verbe irrégulier. – 5. Note. Cave bas de plafond. – 6. Un élu peut y déposer son mandat. Possessif. Elément vaporeux dans l'entourage des étoiles. – 7. Précède le Loir ou finit dans la Seine. Chimiste américain. – 8. Ancienne capitale du Frioul. Ne resta pas longtemps sous la feuille de vigne, vierge. – 9. Brame. Ne pousse pas aussi vite que les favoris.

Solution du problème n° 3954

Horizontalement

I. Tennisman. Marin. – II. Apeurées. Câline. – III. Xi. Allées. – IV. Incisives. Tend. – V. Pessimiste. Io. – VI. Hu. Muet. On. Rets. – VII. Os. Amnésiques. – VIII. Ne. Que. Toi. – IX. Vers. Duels. Il. – X. Pise. Prêtée. El. – XI. Set. Géra. Musa. – XII. Acre. Toitures. – XIII. Pointe. Néron. Al. XIV. Ire. Ondes. Ic. Nô. – XV. Néréides. Iseran.

Verticalement

1. Taxiphone. Sapin. – 2. Epineuse. Pécore. – 3. Ne. Cs. Vitrier. – 4. Numismates. En. – 5. Ir. Sium. Reg. Toi. – 6. Sédiments. Etend. – 7. Me. Vite. Pro. Dé. – 8. Aspes. Draines. – 9. Stoïque. Tés. – 10. Ça. Enquêteur. – 11. Malt. Uélé. Rois. – 12. Allègre. Semence. – 13. Rien. Est. Us. – 14. Inédit. Oies. Ana. – 15. Nés. Oscillation.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 30 AVRIL

« Les mosquées : histoire de l'islam », 14 h 30, devant entrée, place du Puits-de-l'Ermite (Michèle Pohyer).

« Exposition James Tissot », 15 heures, entrée Petit Palais (Mathilde Hager).

« L'inquisition, origines, histoire », 15 heures, métro Rue-du-Bac (C.-A. Messer).

« Les fouilles archéologiques du Louvre », guichet rue de Rivoli, 15 heures.

« Objets sidérurgiques extraordinaires du Musée des sciences, des techniques et de l'industrie », 15 heures, porte de Pantin, devant fontaine aux Lions.

« Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes », 15 heures, sous l'horloge, sortie métro Richelieu-Drouot (Marion Ragueneau).

« Giverny, le jardin, les ateliers de Claude Monet », 13 heures, place de la Concorde, côté Tuileries.

« La Seine et ses ponts », 15 heures, place du Châtelet, devant fontaine (Paris autrefois).

« Victor Hugo en sa maison », 15 heures, 6, place des Vosges (Anne Ferrand).

« Plaisirs et drames de la place des Vosges », 15 heures, 6, place des Vosges.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central.

« Le vieux quartier Saint-Merri-Quincampoix », 15 heures, parvis de l'Hôtel de Ville, devant la poste (G. Botteau).

CONFÉRENCES

35, rue de Sèvres, 18 h 30 : rencontre autour d'un livre « Pour le meilleur et pour le pire », Evelyne Soudrot.

89, bd Raspail, 15 heures : « Histoire de la musique de l'Antiquité à nos jours » (B. Casadesus).

16 heures : « Histoire de l'art : l'Orient hellénisé, Parthes et Séleucides » (E. Laffont).

1, rue V.-Cousin (Bachelard), 20 heures : « Le message immortel de l'Apocalypse (fin) » (Noune Genton-Sunier).



LOTO NATIONAL N° 17 – TIRAGE DU SAMEDI 27 AVRIL 1985

12 14 16 18 34 37 – 20 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 1er MAI 1985 ET SAMEDI 4 MAI 1985
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE
ATTENTION SAMEDI 4 :
SUPER BONUS DE MAI

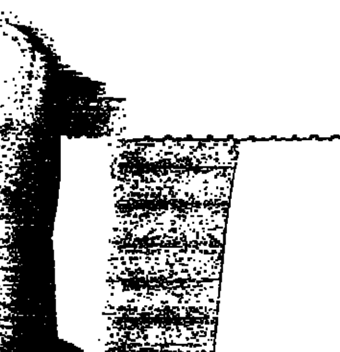
	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	42	187 975,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	88	41 865,00 F
5 BONS Nos	3 720	3 110,00 F
4 BONS Nos	124 296	90,00 F
3 BONS Nos	1 804 535	9,00 F

BONUS DU SAMEDI 135 433
3 BONS Nos + COMPLÉMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F









Le Monde

ECONOMIE

Chine : la stratégie du commerce extérieur

L'empire du Milieu s'est rouvert au monde. Mais les nouvelles « routes de la soie » ont toujours une dimension politique. Volonté de devenir enfin une grande puissance.

De tout temps le commerce extérieur a été pour la Chine une préoccupation plus politique ou stratégique qu'économique. Et, jusqu'à tout récemment, il ne représentait pas un élément majeur de la vie du pays le plus peuplé de la planète.

Autrefois, il prenait traditionnellement, en grande partie, la forme de «tributs» apportés par les pays asiatiques qui reconnaissaient la suzeraineté nominale de l'Empire du milieu, et de «cadeaux» offerts en retour par ce dernier à ses fidèles vassaux. Ces échanges n'étaient pas seulement symboliques, puisqu'ils permettaient à la Chine de se fournir en produits tropicaux et de vendre dans toute l'Asie, et jusqu'en Afrique orientale, les produits de son industrie : soieries, thé et surtout porcelaine.

Ce commerce, vieux de deux mille ans par la «route de la soie» et de plus d'un millénaire par mer, se réduisit après le seizième siècle pour donner naissance à l'image d'une Chine vivant en autarcie, renfermée sur elle-même et close aux étrangers, ceux-là mêmes qui forcèrent ses portes il y a un siècle et demi pour lui vendre de l'opium. Après la proclamation de la République populaire en 1949, à la fois par volonté délibérée et en raison de l'hostilité du monde extérieur, la Chine maoïste se replia à nouveau derrière ses frontières.

Ces temps paraissent oubliés aujourd'hui avec la nouvelle politique d'ouverture vers le monde extérieur, préconisée par M. Deng Xiaoping. Mais le commerce extérieur chinois n'en continue pas moins d'avoir une dimension politique : n'est-il pas avant tout destiné à permettre à la Chine, en modernisant son économie, de devenir enfin une grande puissance à part entière, capable, comme l'a dit M. Deng, de résister aux « *humiliations* » passées ? De fait, ses objectifs sont parfois fixés à l'avance, planifiés en fonction d'impératifs politiques. Le récent rapprochement sino-soviétique vient, par exemple, d'amener Pékin à proposer au Kremlin un doublement rapide des échanges commerciaux.

Sans précédent

Depuis 1978, la Chine a connu une progression sans précédent de son commerce extérieur : ses exportations sont passées de 9,7 milliards de dollars (0,9 % des exportations mondiales) à 25,96 milliards (1,4 %) en 1984. Ses importations ont pour leur part crû de 10,9 milliards de dollars (0,8 % des importations mondiales) à 27,67 milliards (1,3 %), soit une augmentation respective de 168 % et de 157 % (1). En même temps, le pourcentage des exportations par rapport au revenu national brut a monté de 5,6 % à 9,6 %, dépassant celui de l'URSS. (*le Monde* du 26 mars).

Selon une étude australienne, la part du commerce extérieur chinois dans les échanges internationaux pourrait doubler d'ici à 1990, passant de 1 % à 2 %. C'est considérable en valeur absolue. C'est peu par rapport aux nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie. Il aura fallu attendre 1984 pour que la Chine talonne Taiwan (avec 53,6 milliards de dollars d'échanges contre 54,2 milliards).

Toutefois la Chine pèse désormais dans la vie économique internationale. N'a-t-elle pas été en 1984, par exemple, le deuxième marché du Japon en yens, après les États-Unis (les achats ayant augmenté de 47 % en un an) ? N'est-elle pas devenue l'an dernier – après avoir longtemps été le principal importateur mondial de céréales, derrière l'URSS, – exportatrice de maïs et de riz en Extrême-Orient, aux dépens des vendeurs traditionnels (États-Unis ou Thaïlande) ?

La brouille avec le Kremlin, il y a un quart de siècle, mais surtout la volonté, pragmatique, de chercher où elles se trouvent les meilleures technologies, et des marchés payant en devises fortes, de même que l'existence d'un traditionnel marché asiatique – en particulier Hongkong et l'Asie du Sud-Est, – expliquent que la structure des échanges de la Chine soit si différente de celle de l'URSS, ce qui n'empêche pas la Chine de continuer à se dire ouvertement marxiste. Si l'URSS effectue plus de la moitié de ses échanges avec les autres pays communistes, ceux-ci ne représentent que 7,2 % du commerce extérieur chinois, loin derrière le Japon (25,9 %), Hongkong et Macao (18,8 %), les États-Unis (11,5 %) et la CEE (10,4 %).

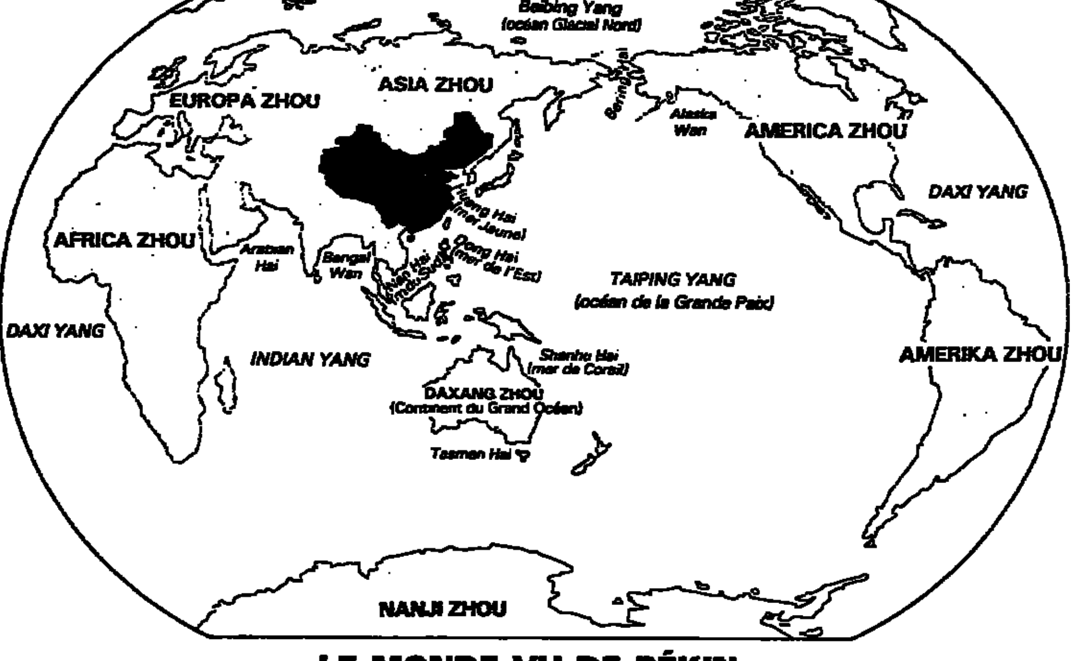
Encore ces résultats sont-ils marqués par la relance en 1984 du commerce avec l'URSS (+ 73 %), qui pourrait connaître, dans les années à venir, un développement spectaculaire, mais guère de nature à modifier l'équilibre actuel. Si la Chine pratique encore parfois, en particulier avec les pays communistes, un commerce de *clearing*, ce n'est plus le cas avec ses principaux partenaires. Au contraire, même si elle tente toujours, sous forme de *compensation*, d'équilibrer sa balance commerciale avec certains pays, ou si les entreprises mixtes *(joint-ventures)* créées avec la coopération de capitaux étrangers doivent exporter pour rembourser leurs emprunts en devises, la Chine, volontairement, commence à s'intégrer au circuit international des échanges.

Pékin a jusqu'à présent réussi à préserver l'équilibre de ses échanges – en dépit d'un faible déficit en 1984, soit 1,7 milliard de dollars – en compensant le déficit de son commerce avec les pays industrialisés (avant tout, le Japon) par un excédent considérable avec Hongkong et les autres pays asiatiques. Ceux-ci commencent d'ailleurs à s'inquiéter de ce nouveau dynamisme des exportations chinoises, qui leur font une concurrence sévère sur leurs marchés traditionnels.

LE JAPON EN TÊTE DES PARTENAIRES
(en millions de dollars pour 1984)

	Echanges	Exportations	Importations	Solde
Japon	13 906	5 264	8 642	– 3 378
Hongkong/Macao	10 105	7 244	2 861	+ 4 383
Etats-Unis	6 182	2 349	3 833	– 1 484
CEE	5 601	2 271	3 330	– 1 059
dont France	623	380	243	+ 137
Pays communistes (1)	3 860	1 689	2 171	– 482
dont URSS	1 322	635	687	– 52
ASEAN	2 877	2 027	850	+ 1 177
Canada	1 407	279	1 128	– 849
Australie	1 183	229	954	– 725
TOTAL (2)	53 630	25 960	27 670	– 1 710

(1) Y compris Yougoslavie, Cuba et Corée du Nord.
(2) Montant total du commerce extérieur de la Chine.



LE MONDE VU DE PÉKIN
*D'après l'*Atlas contemporain de la République populaire de Chine *(Atlas stratégique, Fayard).*

LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS...

JAPON 31,2 % – DIVERS 14,3 % – ASEAN 3,1 % – AUSTRALIE 3,4 % – CANADA 4,1 % – PAYS COMMUNISTES (URSS 2,5 %) 7,8 % – HONGKONG MACAO 10,3 % – CEE (FRANCE 0,9 %) 12 % – ÉTATS-UNIS 13,8 %

... ET CLIENTS

JAPON 20,3 % – DIVERS 17,8 % – ASEAN 7,8 % – AUSTRALIE 0,9 % – CANADA 1,1 % – PAYS COMMUNISTES (URSS 2,4 %) 6,5 % – HONGKONG MACAO 27,9 % – CEE (FRANCE 1,4 %) 8,7 % – ÉTATS-UNIS 9 %

Déréglementation

Autre différence avec l'Union soviétique dans ce pays qui veut créer un nouveau modèle de développement socialiste : le rôle du ministère du commerce extérieur et celui des corporations étatiques d'import-export se sont réduits. Désormais, les entreprises ayant des réserves en devises, les provinces et régions – en particulier les « zones économiques spéciales » (zones franches) et les ports ouverts vers l'extérieur – peuvent signer des contrats avec l'étranger, acheter et vendre sans avoir à demander l'autorisation préalable de Pékin, dans des limites déterminées.

Cette déréglementation partielle a suscité de nombreuses initiatives locales : symposiums, expositions, invitations d'entreprises ou d'experts étrangers, envois de missions de prospection dans divers pays. Des contrats se négocient ainsi directement avec Canton ou Shanghaï. Il en résulte une plus grande liberté, mais aussi une plus grande complexité et des risques de confusion face à des responsables qui traitent pour la première fois directement avec un monde extérieur qu'ils connaissent mal, et dont souvent ils surestiment la richesse et la générosité.

La Chine vend ce qu'elle produit en surplus (produits alimentaires, textiles, pétrole, minerais) pour se procurer les matières premières qui lui font défaut, ainsi que les machines et la technologie nécessaires à la modernisation de son économie.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 21.)

(1) Selon les chiffres des douanes chinoises, ceux du FMI sont un peu inférieurs : 24,4 milliards de dollars pour les exportations (FOB) et 25,5 milliards pour les importations (CAF). Le taux du dollar est celui en vigueur en février 1985.

Le président d'Alsthom-Atlantique et les Chinois

Filiale du groupe nationalisé CGE, Alsthom Atlantique – dont les activités industrielles recouvrent les secteurs de l'énergie et du matériel de transport – est installée en Chine depuis trente ans. Son PDG, M. Jean-Pierre Desgeorges, vient d'effectuer deux voyages dans ce pays, le dernier début avril en compagnie de Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, et d'autres chefs d'entreprise français.

Ayant réalisé un bénéfice consolidé en 1984 de 447 millions de francs pour un chiffre d'affaires, y compris ses filiales, de 23,8 milliards, Alsthom Atlantique vient de remporter, en association avec d'autres partenaires européens, une importante commande (2,6 milliards de francs) pour la livraison de 300 locomotives en Chine et cherche à conclure un marché, plus considérable encore, relatif à la livraison de centrales nucléaires.

Agé de cinquante-quatre ans, M. Desgeorges est ancien élève de Polytechnique et ingénieur en chef du génie maritime. Il est entré à Alsthom en 1962 et en est le président depuis 1981. Il nous explique dans l'entretien ci-dessous comment il faut aborder, prospecter et conquérir le marché chinois.

L'heure est au transfert de technologie nous déclare M. Jean-Pierre Desgeorges

● Vous venez d'effectuer deux voyages en Chine, le dernier tout récemment avec Mme Cresson. Comment le président d'une grande entreprise française appréhende-t-il le marché chinois ? Est-ce un nouvel Eldorado ?

Le marché chinois est très particulier car c'est un marché à éclipses. Il n'y a pas si longtemps, on ne s'imaginait pas que les Chinois seraient prêts, politiquement et technologiquement, à pratiquer une politique d'ouverture aussi importante. Dans l'histoire récente, ce marché s'est ouvert et s'est refermé puis s'est ouvert à nouveau. Il y a eu des périodes de haute et de basse activité.

Deuxième caractéristique : pour aboutir à des commandes significatives pour un industriel, il faut être établi là-bas depuis longtemps. Les Chinois attachent beaucoup de prix aux relations de confiance qu'ils peuvent nouer avec leurs fournisseurs.

Une confiance absolue, qui peut aller très loin dans la fidélité et l'amitié. Ce qui, en contrepartie, rend le marché chinois difficile car la confiance ne va pas de soi. Alsthom, pour sa part, est en Chine depuis trente ans, et nos premières commandes datent de 1958.

● La France fait-elle partie de ce cercle des gens de confiance ? Les Chinois distribuent-ils leur confiance cas par cas ?

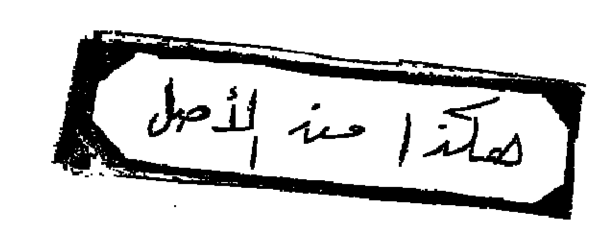
La France fait effectivement partie de ce cercle. Il est clair que le facteur politique est déterminant. On note ainsi aujourd'hui la volonté de Pékin de s'ouvrir davantage à l'Europe, et cela dans un souci de diversification, certes, mais aussi parce que, aussi paradoxal que cela paraisse, la communication est plus aisée avec les Européens, dont ils sont très proches, qu'avec les Américains ou les Japonais.

● Comment évaluer les besoins des Chinois ?

Il n'y a pas de statistiques globales et officielles. Après avoir un temps pensé mettre l'accent sur l'industrie lourde, ils ont changé leur fusil d'épaule.

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD
et VÉRONIQUE MAURUS

(Lire la suite page 20.)



Le commerce extérieur de la Chine

Bauknecht ou l'usine démontée

L'unité mosellane de réfrigérateurs va être installée dans la région de Pékin. En sept mois, une centaine d'ouvriers chinois ont discrètement mis fin à l'« affaire Bauknecht ».

MISSION accomplie. La centaine d'ouvriers venus de Chine populaire pour démonter l'usine Bauknecht de Valmont, aux portes de Saint-Avold (Moselle), ont bouclé les derniers conteneurs qui ont pris la route de Tianjin, un port de près de 3 millions d'habitants situé dans la région de Pékin. Là, au terme d'un voyage de quelque 15 000 kilomètres et après deux années et demie d'inactivité, les chaînes de montage conçues pour la production de réfrigérateurs et de congélateurs retrouveront une seconde jeunesse.

Rachetée l'été dernier pour 29,5 millions de francs, cette unité avait nécessité, il y a près de dix ans, un investissement de 230 millions de francs financé à hauteur de 105,6 millions de francs par des aides publiques. Lors de son inauguration en février 1977, elle était présentée comme l'une des plus modernes et des plus sophistiquées d'Europe, avec une capacité de production de 600 000 appareils par an.

L'implantation de Bauknecht Industrie à Valmont devait constituer un des symboles de la reconversion du bassin houiller lorrain. L'usine a tourné moins de six ans. Un record qui suscite de nombreuses interrogations, en dépit des efforts déployés depuis plusieurs mois pour que l'« *affaire Bauknecht* » fasse le moins de vagues possible.

« *Ils sont si calmes et si discrets, toujours polis et souriants.* » Cette phrase, telle un leitmotiv, revenait dans toutes les conversations. Nul doute, les Chinois, qui sont repartis avec près d'un mois d'avance sur leur programme, laisseront une excellente impression à Valmont, bien que le départ de l'usine fasse « *mal au cœur* », comme le souligne le maire de la commune, M. André Lair.

Pendant sept mois, Bauknecht Industrie a ressemblé à un théâtre d'ombres chinoises. On devinait plus qu'on ne voyait les ouvriers vêtus de vêtements de travail gris et de casques blancs. La délégation, dont la discrétion était citée en exemple, accordait avec parcimonie les droits de visite. Elle a trouvé le vivre et le couvert dans l'usine où elle avait installé, à l'automne dernier, ses quartiers d'hiver. L'ancien restaurant d'entreprise avait repris du service sous la baguette du chef chinois, et les bureaux avaient été aménagés en dortoirs.

Un ballet

La méthode et l'organisation des ouvriers chinois ont beaucoup étonné. Les anciens de Bauknecht restés sur place pour assurer un entretien courant des installations reconnaissent aujourd'hui avoir douté *a priori* de la réussite de l'opération de démontage sans l'aide des constructeurs des installations. En septembre dernier, une première équipe est à pied d'œuvre pour étudier et préparer l'enlèvement des presses emboutisseuses, des chaînes de montage et des cabines de peinture. Un mois plus tard, une seconde équipe vient la relayer. Chaque pièce démontée est immédiatement répertoriée, emballée sous vide dans une feuille d'aluminium et numérotée. Ce spectacle donne l'impression d'un ballet bien réglé : aucun éclat de voix, aucun geste inutile.

« *Nous n'avons pas le temps de nous ennuyer, car nous avons beaucoup de travail* », notait Tian Peiying, une jeune interprète, qui racontait aussi comment les ouvriers occupaient leur temps de repos à Valmont : « *Nous écoutons de la musique chinoise, nous lisons des romans de chez nous ou nous jouons au ping-pong.* » En fait, ils sont très peu sortis de l'enceinte de l'usine au cours des derniers mois. Seules les personnes chargées du ravitaillement ont pris l'habitude de s'approvisionner dans un supermarché où une caissière remarquait : « *Ils achètent beaucoup de fruits, de légumes et des œufs.* »

Aujourd'hui, leur mission à Valmont est achevée. Au total, cent trente wagons ont été expédiés via le Transsibérien. Quelques pièces volumineuses sont acheminées par bateau, tandis que d'autres, fragiles, ont été chargées à bord d'un avion-cargo. Globalement, plus de 30 000 tonnes de matériel ont été envoyées à Tianjin.

Le rachat de l'usine Bauknecht, de Valmont, fermée depuis novembre 1982, a fait l'objet de longues et difficiles négociations avec le CNTIC (China National Technical Import Corporation). Trois délégations se sont succédé en Lorraine avant que la vente ne soit conclue. « *Cette opération constitue l'affaire la plus importante réalisée par les Chinois en France en 1984. Elle permettra aux créanciers de Bauknecht de s'y retrouver* », commente un responsable de la société Scribe conseil, intermédiaire entre le CNTIC et le syndic chargé de la liquidation des biens. La valeur des machines avait été estimée, en octobre 1982, à 43,2 millions de francs (prix d'achat 133,8 millions de francs, amortissement 90,6 millions de francs). Le prix de vente final (29,5 millions de francs) intègre, selon le syndic, la dépréciation due à la période d'inactivité.

Le tournant

La vente et le départ de l'usine de Valmont marque un tournant dans l'histoire de la reconversion du bassin houiller de Lorraine. Le 14 février 1974, M. Gert Bauknecht, fils du fondateur du groupe industriel ouest-allemand portant son nom, annonce, à Saint-Avold, l'implantation d'une unité de production de réfrigérateurs et de congélateurs qui doit créer mille emplois en trois ans. En 1977, le démarrage de l'usine Bauknecht intervient à la date prévue et les créations d'emplois promises suivent. L'objectif est même dépassé puisqu'en 1980 près de 1 150 salariés sont employés à Valmont, la moyenne d'âge étant de vingt-trois ans.

La production passe dans le même temps de 45 000 appareils en 1977 à 435 000 trois ans plus tard. Depuis, elle s'est effondrée. Bauknecht Valmont, qui travaille à 80 % pour l'exportation et à 20 % pour le marché français, perd, en 1981, des contrats du fait notamment de la guerre Iran-Irak. Les premières mesures de chômage partiel sont décidées (une semaine par mois). En mai, en pleine période électorale, une demande de 348 licenciements intervient. La situation est devenue intenable, selon la direction : 100 000 appareils sont en stock en dépit de la réduction du rythme de production de 2 500 à 1 600 appareils par jour.

Les élus locaux s'insurgent contre l'attitude du groupe allemand : « *Il faut dénoncer les industriels qui profitent de tous les avantages et qui disparaissent quand cela tourne mal* » ; 148 licenciements sont autorisés et la situation ne se redresse pas.

En juin 1982, le tribunal de grande instance de Strasbourg ordonne la suspension provisoire des poursuites, convertie trois mois plus tard en mise en règlement judiciaire : le passif s'élève alors à 328 millions de francs.

Le plan de redressement du syndic prévoyant 132 nouvelles suppressions d'emplois est rejeté par le personnel. Un mois plus tard, en novembre 1982, la fermeture est annoncée ainsi que le licenciement de 800 salariés. Philips puis Thomson ont décliné toutes les offres de reprise. L'usine est mise en vente. Avant la Chine, sept délégations étrangères sont venues à Valmont. Sans succès.

JEAN-LOUIS THIS.

Un entretien avec le président d'Alsthom-Atlantique

(Suite de la page 19.)

La Chine a décidé ensuite de libéraliser l'agriculture de manière à la rendre de plus en plus productive, à enrichir les paysans, cet enrichissement provoquant sur le plan interne un développement des industries légères (bicyclettes, articles ménagers, outils d'agriculture).

Le produit national brut a beaucoup augmenté, ce qui a provoqué un besoin énorme en énergie et, corrélativement, des besoins de transport pour évacuer vers l'extérieur ou répartir sur l'ensemble du continent chinois l'ensemble de la production.

● C'est là qu'apparaît Alsthom...

Oui, car cette croissance a provoqué un premier cycle d'investissements que nous avons pu détecter à temps et que je qualifierai « Energie-Transports » : charbon, transports du charbon, électricité produite à partir du charbon. Et maintenant, on est entraîné dans ce cycle, qui s'accompagne d'ailleurs d'une vigoureuse décentralisation qui se manifeste par une floraison d'appels d'offres.

● Mais les Chinois ne veulent pas se contenter d'acheter des matériels à l'étranger...

C'est en effet la troisième caractéristique de ce marché. La Chine veut désormais acquérir des technologies. Les entreprises étrangères devront accepter de transférer pour partie leur technologie. Sinon elles n'ont aucune chance. Cela implique de la part de l'entreprise un état d'esprit d'ouverture, de contact, des gens qui acceptent d'aller s'installer en Chine. Il faut aussi trouver des experts possédant des compétences élevées, des techniciens ou des financiers qui sachent installer et faire tourner une usine dans ce pays.

● Il n'y a donc que les grandes entreprises qui peuvent réussir...

Pas sûr, car il existe des firmes moyennes, exploitant un créneau technologique spécifique, qui intéressent particulièrement les Chinois.

Ce qu'il importe de comprendre, c'est qu'on ne fait plus et on ne fera plus de « *coups* » commerciaux en Chine. C'est fini. Les Chinois veulent combler le plus vite possible leur retard technique. Il faut non seulement leur apporter la toute dernière technologie dont nous disposons, mais aussi consentir à la développer avec eux.

● Est-ce plus important que le niveau des crédits ?

Cette question n'apparaît que dans quelques cas et depuis un temps relativement récent. Car les Chinois ont toujours eu la réputation de payer cash, notamment pour les contrats inscrits au plan quinquennal (c'est le cas pour notre récent contrat de locomotives). Mais, depuis deux ans, Pékin (bien qu'il soit devenu prêteur sur le marché monétaire) cherche à obtenir des conditions de crédit avantageuses pour maintenir un matelas de devises, et, après tout, c'est une bonne politique.

● Les banquiers français jouent le jeu ?

La Chine étant un pays solvable, je réponds oui. Mais ce pays veut des taux de crédit très bas, tout simplement parce que, aujourd'hui, le monde entier est à leurs pieds. Les Chinois sont des gens avisés, habiles négociateurs. N'oubliez pas qu'ils sont les meilleurs commerçants du monde. Depuis quelque temps on en vient à des « crédits protocoles » négociés d'Etat à Etat.

● Quels sont, parmi les Européens, les principaux concurrents des Français en Chine ?

Les Allemands sans aucun doute.

● Les Chinois veulent construire, à partir de 1990, un réacteur nucléaire de 1000 mégawatts par an jusqu'à l'an 2000. La France paraît bien placée pour emporter ce marché du siècle. Mais là, les Allemands sont pour nous des concurrents très sérieux.

Nous Français, nous n'avons pas su exploiter suffisamment vite le protocole signé par le président Mitterrand il y a deux ans. Pourtant, les Chinois connaissent notre suprématie dans ce domaine et étaient prêts à concrétiser nos offres très rapidement après la visite de M. Mitterrand à Pékin en mai 1983. Mais, perdant du temps, les Français ont laissé les Allemands venir. Ces derniers ont été consultés et ont fait des offres aux Chinois, ce qui nous gêne beaucoup. Ils proposent un aménagement de centrale différent du nôtre. Ce sera eux ou nous.

Ce secteur est fondamental pour nous. Dans le consortium qui nous lie à FRAMATOME (chef de file commercial), la part d'Alsthom est de 50 % (1).

● Cela représente quel chiffre pour votre société ?

C'est de l'activité certes, mais provisoire. Nous ne fabriquerons plus *ad vitam aeternam* 99 % des matériels que nous vendons. Aller en Chine, c'est savoir que tôt ou tard les usines françaises ne feront plus que 10 ou 20 ou 30 % des fabrications.

L'exportation prend de nouvelles formes. Ce n'est plus seulement de l'expédition de produits en provenance de France. Nous nous attachons progressivement à transformer Alsthom, hier fabricant, aujourd'hui concepteur d'ensembles, demain exportateur d'études et de technologie.

● On a beaucoup parlé du contrat signé récemment pour la fourniture de 300 locomotives, dans le cadre d'une association de constructeurs européens... Comment a-t-il été négocié ?

Voilà l'histoire. Mes contacts au plus haut niveau avec les dirigeants chinois m'avaient fait percevoir les énormes besoins du pays. Entre-temps, la Chine a passé un gigantesque marché de locomotives Diesel avec l'américain General Electric. Comme nous étions sur l'affaire, nous fûmes très désappointées. Mais il y a deux ans, le ministre chinois des chemins de fer est venu en France et a visité, avec M. Fiterman, nos usines. Il faut dire que depuis 1958 Alsthom avait livré 115 locomotives à ce pays. Revoilà la confiance dont nous parlions tout à l'heure.

Le temps a passé, mais le besoin urgent du pays restait le même. Il y a cinq mois, tous les « grands » ont été consultés et, à la fin, il n'y avait plus en lice que nous et le japonais Mitsubishi...

● Pourquoi l'avez-vous emporté ?

Nos trois armes déterminantes ont été : un prix compétitif, la technologie, la confiance.

La technique d'ensemble est celle d'Alsthom. C'est Alsthom aussi qui assure le transfert de technologie (organisation de l'industrie, formation du personnel notamment du personnel de management, matériel de traction électrique).

Pour l'industrie ferroviaire française (Alsthom et Matériel de traction électrique), qui couvrira les deux tiers des fournitures d'un contrat de 2,6 milliards de francs, cela représente 10 millions d'heures de travail, c'est-à-dire l'activité de quatre mille deux cents personnes pendant deux ans. Les délais de livraison sont courts puisque la dernière locomotive sera livrée trente mois après la commande, soit une locomotive par jour.

Si le contrat, lui, est court, la coopération, elle, sera longue. Notre objectif est de nous implanter dans le plus grand nombre de domaines techniques pour être en Chine le plus longtemps possible et dans le plus grand nombre possible de provinces. C'est un but stratégique. La Chine va devenir d'ici dix à quinze ans l'une des premières puissances industrielles mondiales.

● Comptez-vous vendre des navires en Chine ?

Sûrement pas, mais nous espérons vendre de la technologie navale. Les chantiers en sont demandeurs pour des bateaux modernes (paquebots, navires militaires, offshore). Des propositions précises ont été faites par nous, qui reçoivent bon accueil.

Propos recueillis par
FRANÇOIS GROSRICHARD
et VÉRONIQUE MAURUS

(1) Une tranche nucléaire de 1000 MW représente environ 25 milliards de francs. — NDLR.

Le commerce extérieur de la Chine

Un fil direct avec le Languedoc-Roussillon

Jumelée avec le Sichuan, la région méditerranéenne mène sa propre politique économique extérieure dans l'intérêt des entreprises locales.

LA capitale de la province chinoise (au sud-ouest du pays) du Sichuan, Cheng-Du, et Montpellier, capitale du Languedoc-Roussillon, signent en 1980 un accord de jumelage. 15 novembre 1984 : le gouverneur du Sichuan fait une visite en Languedoc, qui est suivie, un mois après, par un séjour de techniciens chinois qui présentent aux industriels régionaux leurs projets d'investissement.

3-10 mars 1985 : visite d'une délégation du Languedoc-Roussillon à Cheng-Du, suivie quelques jours plus tard d'un voyage du vice-gouverneur chinois dans les départements languedociens. 2-10 avril : organisation dans la métropole provinciale chinoise d'un symposium industriel et commercial qui réunit sept cents personnes de vingt pays. La France y est représentée par vingt délégués, dont dix du Languedoc-Roussillon.

Ainsi les régions développent bilatéralement, et sans complexe, une politique économique extérieure. M. Robert Capdeville, président (PS) du conseil régional, n'en est d'ailleurs pas à son premier « coup » puisque sa région a déjà conclu des accords avec la Toscane et la Catalogne par exemple et en prépare d'autres avec le Brésil et la Malaisie.

Cela n'est pas toujours du goût du pouvoir, qui se demande parfois si sa stratégie extérieure peut supporter d'être court-circuitée sans dommage par vingt-deux politiques régionales. Il demeure que les régions font preuve d'un beau dynamisme, entraînant dans leur sillage des PME, qui, sans l'appui officiel du conseil régional, auraient du mal à pénétrer des marchés éloignés, voire inconnus.

C'est un marché potentiel de 100 à 120 millions de dollars qui, dans le Sichuan (105 millions d'habitants, la superficie de la France, 46 000 entreprises industrielles), s'ouvre aux firmes languedociennes. Les projets en cours vont de la construction d'hôtels à une usine de foie gras en passant par l'aménagement d'une ferme expérimentale, des investissements viti-vinicoles, la construction d'une base nautique et d'un refuge de montagne. Un bel avenir s'ouvre en outre, semble-t-il, aux industries pharmaceutiques (antibiotiques), si elles s'en donnent les moyens, et au secteur alimentaire (chocolaterie).

Le gouverneur de la province chinoise (qui est la terre d'origine de M. Deng Xiaoping) a adressé une nouvelle invitation à M. Capdeville, pour juillet prochain, afin d'établir un protocole général de coopération économique et technique et de concrétiser les projets industriels. Cette coopération, M. Capdeville voudrait l'étendre à la région voisine et amie, le Midi-Pyrénées, Toulouse étant d'ailleurs jumelée avec la deuxième ville du Sichuan, Chon-King.

F. Gr.

La stratégie de Pékin

(Suite de la page 19.)

Avec l'accroissement considérable de la production agricole, elle a réduit, sinon supprimé, ses achats de céréales, de sucre et de coton. Mais, avec la hausse importante du niveau de vie, elle a été contrainte d'importer les biens de consommation réclamés par la population (téléviseurs, machines à laver, voitures) qu'elle est incapable de fabriquer en quantité suffisante.

Le réseau de communications et les facilités de stockage de la Chine sont largement insuffisants, ce qui la contraint par exemple à exporter des céréales et des minerais produits dans le Nord et dont le Sud aurait besoin. Il lui est en effet plus facile, plus rapide et parfois moins cher d'importer ensuite pour une autre région du charbon australien ou du blé français.

A bas prix

La Chine est un marché gigantesque – un milliard de bouches à nourrir, – qui découvre à peine, et pas partout, les premiers attraits de la société de consommation. Ce marché attire depuis le dix-neuvième siècle les pays exportateurs, bien que le très faible niveau de vie de la population le rende encore largement illusoire. Pékin sait néanmoins parfaitement en jouer pour allécher ses partenaires commerciaux, pour obtenir des conditions plus favorables ou des technologies de pointe encore protégées par le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations vers les pays communistes). Ce dernier se montre, sous l'influence en particulier des Etats-Unis, plus compréhensif envers la Chine qu'envers l'URSS.

La Chine joue aussi des faibles salaires de sa main-d'œuvre pour produire à bas prix – tout comme les NPI dans les années 70 – des textiles, du matériel électrique et électronique, de la porcelaine... destinés à l'exportation. Les Etats-Unis ont récemment imposé des quotas très stricts sur les textiles chinois, ce qui a suscité de vives protestations de Pékin. Mais, là aussi, la Chine demeure fort en retard : une gestion désuète et inefficace pèse lourdement sur les coûts de production, souvent plus élevés que ceux en vigueur sur le marché mondial. La qualité des produits reste encore le plus souvent médiocre. Pékin s'est inquiété il y a peu de l'accroissement important des produits renvoyés par les importateurs, mécontents de leur mauvaise qualité.

En quoi le commerce extérieur de la Chine demeure-t-il marxiste ? D'abord parce que l'économie du pays, même décentralisée, continue d'appartenir à l'Etat, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des provinces, districts, villes... Les échanges continuent donc de se faire avec un secteur nationalisé, le commerce privé restant marginal et local. Ensuite parce que l'objectif de ce commerce extérieur demeure l'accession, par d'autres moyens, y compris capitalistes, au stade idéal du communisme.

La période des *« prix d'amitié »* est donc révolue, car on ne fait pas des affaires avec des bons sentiments ou de l'idéologie. Les protestations d'amitié à l'égard de tel ou tel pays, qu'il soit ou non du tiers-monde – dont la Chine fait partie, – s'accompagnent toujours de la réserve *« à qualité et à prix égaux »*. Cela aboutit en fait au même résultat que la clause de la nation la plus favorisée.

Puissance aujourd'hui reconnue par la quasi-totalité du globe, la Chine a moins besoin que jadis de faire des cadeaux à ses partenaires commerciaux. Elle a même entrepris, avec une grande discrétion, le commerce des armes et a fourni, bien qu'elle s'en défende, du matériel militaire à la fois à l'Irak et à l'Iran.

PATRICE DE BEER.

« Absence » française ?

Bien qu'ayant reconnu Pékin en 1964, Paris est moins agressif que d'autres et la Belgique exporte autant que la France.

QUI, en Chine, n'a pas entendu cette litanie : « Vous, les Français, vous êtes trop chers ! ». « On ne vous voit jamais ! » Et pourtant la France est représentée en Chine populaire depuis 1964. Depuis cette date, ses échanges ont été multipliés par six – en dépit de très mauvais résultats l'an dernier – et Pékin souhaite qu'ils soient doublés d'ici à 1990.

Lors d'un récent voyage dans la province du Jiangsu, en pointe dans le domaine de l'industrialisation, nous avons vu en trois jours des hommes d'affaires autrichiens, italiens, anglo-saxons et japonais. *« Où sont donc les Français ? »*, nous a-t-on demandé.

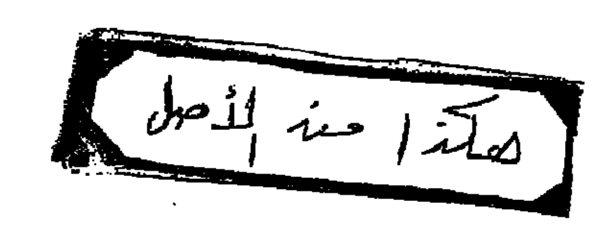
S'ils ne sont pas partout en province, s'ils sont moins nombreux et mobiles que les Américains ou les Japonais – et pour cause, – les Français sont bel et bien présents en Chine. Ils sont même en troisième place des investisseurs devant les Japonais. Mais il semble qu'ils soient condamnés à devoir toujours en faire la preuve, tandis que la présence des grandes nations commerciales est tenue pour acquise.

Peut-être avons-nous trop longtemps été endormis par les sirènes de l'amitié susurrée par nos interlocuteurs chinois. La France, ayant reconnu la Chine en 1964, bien avant beaucoup d'autres pays, se verrait accorder la préférence, disait-on. Mais l'on n'entendait pas toujours la seconde partie de la phrase : *« à qualité et à prix égaux ! »* Plus agressifs, des concurrents en ont profité et, en 1984, les exportations françaises vers la Chine étaient au niveau de celles de la Belgique.

Quelques accidents de parcours l'expliquent : lenteurs de réaction ou de livraison, prix de départ élevés, problèmes de qualité, lourdeur de l'appareil gouvernemental dans l'attribution de crédits ; mais aussi l'appréciation critique d'une diplomatie française jugée trop favorable à Hanoï. Il est vrai, et c'est de bonne guerre, que les Chinois en ont *« rajouté »* pour obtenir des conditions plus favorables.

L'« absence » française est quand même fort présente, dans des domaines multiples, même si elle s'appuie le plus souvent sur de *« gros »* contrats négociés avec la participation de l'Etat. En dehors de leurs secteurs traditionnels en Chine (locomotives, blé et sucre...), les exportations françaises se sont, ces derniers mois, étendues aux domaines des télécommunications, de l'agro-alimentaire, de l'aviation, des automobiles, des téléviseurs... La liste est longue, sans compter les espoirs, notamment nucléaires.

P. de B.



La chronique de Paul Fabra

Le goût de la liberté économique

DÉJEUNER avec des experts du Fonds monétaire qui présentent à quelques journalistes leurs prévisions économiques et financières d'ici à 1990. Les erreurs répétées commises par les spécialistes de la prévision inclinent les membres de la profession à une certaine modestie au moins de parole. Mais une profession bien payée est rarement portée à l'humilité, tant on est naturellement enclin à penser que la hiérarchie des salaires épouse la hiérarchie des valeurs.

Feinte ou réelle, selon le cas, la modestie des économistes-prévisionnistes devrait normalement jouer son rôle d'aiguillon du progrès. Si *on se reconnaît faillible, on doit avoir* moins de risque à l'avenir de se tromper. Le processus de révision est, bien sûr, à l'œuvre, mais il semble bien qu'il chemine avec une extrême lenteur. Autrement dit, la leçon des faits ne s'impose que très imparfaitement.

On a toutes raisons de s'étonner de cette situation quand on connaît la masse des statistiques, des rapports, des recommandations produites par des institutions spécialisées, et notamment par les institutions internationales. Les résultats de ces études alimentent en permanence le débat public. Cependant l'intensité des discussions ne semble guère faire progresser l'esprit critique. L'une des raisons pourrait bien être qu'elles sont formulées en langage codé, qu'on croit comprendre, mais qui en réalité renvoie à des concepts et à des hypothèses qui ne sont jamais remis en cause.

Par exemple, à entendre et à lire aujourd'hui les experts du FMI, on a l'impression qu'ils ont accompli une grande révolution sur eux-mêmes. Ils sont, en quelques années, passés d'une doctrine à l'autre. L'ancienne (dite keynésienne) consistait à préconiser une augmentation des moyens de paiement dans le monde afin de soutenir un niveau adéquat de consommation. La nouvelle (monétariste) vise à freiner la progression des masses monétaires nationales pour lutter contre l'inflation. S'inspirant plus ou moins des théories de Milton Friedmann et des adeptes de la célèbre « école de Chicago », elle est, ce qui correspond mieux aux idées du jour, considérée comme plus libérale. Mais en réalité elle est, comme celle qui l'a précédée, d'essence technocratique.

Les keynésiens pensaient que l'Etat, en augmentant plus ou moins le montant des dépenses budgétaires et du déficit, pouvait régler à sa guise le volume de la demande, la restreignant en période de « surchauffe », la stimulant dès qu'on risquait de s'écarter du plein emploi. Les monétaristes estiment que le même Etat est en mesure de régler comme il l'entend la quantité de monnaie émise. Les uns et les autres n'accordent que peu d'attention à la seule idée intelligible en matière d'inflation : un gouvernement y renonce pour de bon quand il ne peut pas faire autrement. Le meilleur moyen connu pour lui en interdire les facilités est de l'obliger à rembourser les billets de banque qu'il crée. *Telle était la philosophie du vieil étalon-or.*

ON pourrait, dans la France d'aujourd'hui, faire renaître un substitut de cette obligation : en supprimant tout contrôle des changes. Ce qui signifie que les Français auraient la faculté d'échanger contre des dollars, des deutschemarks ou des francs suisses autant de francs qu'ils le désireraient. Comme les réserves de la Banque de France sont par définition limitées, de même que les facultés d'emprunts de devises par l'Etat, celui-ci serait contraint d'éviter toute décision propre à inspirer aux résidents la méfiance sur la solidité de leur monnaie. Pour que l'arme soit dissuasive, il faudrait, bien sûr, que les Français prennent le goût de la liberté économique, en d'autres termes qu'un gouvernement ne puisse rétablir le contrôle sans encourir du même coup les plus grands risques électoraux (ce qui serait le cas en Allemagne ou en Suisse).

De par leur nature, les institutions internationales ne peuvent qu'adopter des points de vue jouissant d'un large consensus auprès des pays les plus influents. Cela favorise le conformisme. On se jette avec jubilation sur n'importe quelle idée politiquement séduisante pour peu qu'elle ait les apparences d'une explication plausible. C'est ainsi que les deux « chocs » pétroliers ont été pour le FMI, l'OCDE et les politiciens de l'Occident l'alibi providentiel pour expliquer l'inflation et son contraire la déflation, les déficits et le chômage. Cela a permis de ne plus jamais faire allusion au fait pourtant « hénaurme » suivant : chacun de ces « chocs » a été précédé d'une fuite devant le dollar (sous Nixon en 1971-1973, et sous Carter en 1977-1978) qui a obligé les banques centrales des pays d'Europe et du Japon à en acheter des quantités considérables, ce qui était pour eux une source majeure d'inflation. Or n'importe quel commerçant sait qu'on ne peut impunément augmenter les prix que si la clientèle est en mesure de payer.

Les producteurs de pétrole auraient dû vite renoncer à leur hausse brutale si les banques n'avaient pas, grâce à l'inflation, pu faire des crédits quasi illimités à leurs clients.

GAGEONS que, *si* n'existaient pas entre eux des intérêts stratégiques supérieurs et si l'un d'entre eux n'était pas en mesure d'exercer sur les autres des pressions efficaces, on verrait aujourd'hui les querelles commerciales entre pays capitalistes dégénérer en conflit ouvert. Le sommet de Bonn approchant, le ton a monté aux Etats-Unis, où l'ascension du dollar a eu pour effet d'exposer des pans entiers de l'économie à une concurrence étrangère très dure, parfois insupportable. Plus d'une grande société profite du climat général pour crier au loup avant de courir le moindre risque d'être mordue. Le coupable est tout désigné : le Japon, qui accumule de gros excédents commerciaux, plus de 30 milliards de dollars à l'égard des seuls Etats-Unis. Il est rare d'accuser aujourd'hui les exportateurs nippons, comme on le faisait fréquemment il y a une vingtaine d'années (*ou avant la guerre*), *de dumping. Mais on* accuse le Japon tout entier, son gouvernement, ses commerçants, ses consommateurs, d'être tous ensemble d'incorrigibles protectionnistes qui ferment aux étrangers leur marché intérieur, tandis que les firmes de l'empire du Soleil-Levant ne se privent pas d'élargir sans cesse leurs débouchés à l'extérieur.

Ce qui frappe d'abord dans cet ensemble de critiques — que beaucoup d'Européens, et notamment les Français, sont prêts à reprendre à leur compte — est son caractère global. Cela ressemble *à un procès d'intention. C'est ensuite* l'illogisme des demandes faites aux Japonais : de l'ouverture de leur marché intérieur, on attend une diminution de leur excédent commercial. Il serait logique d'en espérer une augmentation de leurs importations, mais le surplus, c'est autre chose : on doit y voir la contrepartie de la masse considérable des capitaux japonais (l'équivalent de quelque 45 milliards de dollars) qui vont se placer à l'étranger, en tout premier lieu aux Etats-Unis, où ils financent au moins 20 % du déficit budgétaire américain.

Cela dit, à considérer l'importance des pratiques protectionnistes qui subsistent en Europe malgré le Marché *commun* (*assayez de faire venir des meubles* d'Italie ou des tapis d'Allemagne !), on peut imaginer sans peine que le Japon a de grands progrès encore à faire. C'est ce que ne nie pas le nouvel ambassadeur du Japon à Paris, M. Moriyuki Motono, qui pourtant ne mâche pas ses mots : *« Nous sommes fatigués,* disait-il récemment dans un colloque tenu à Londres, *d'expliquer les mesures de libération que nous avons prises en matière de tarifs, de contingents, de contrôles administratifs, de mouvements de fonds, etc., alors que l'image d'un Japon ouvert en théorie mais fermé en pratique — les lobbies protectionnistes ont réussi à imposer cette image — n'est pas modifiée par nos efforts. »*

Le ton de franchise est nouveau et invite plus au dialogue que des propos de convenance. M. Motono est en train de renouveler le style de son ambassade, l'accent étant mis sur la simplicité. Les réceptions y seront moins nombreuses. On hésite, pour servir à table entre du corton ou, plus modestement — mais c'était aussi le choix de Georges Pompidou, — du vin de Cahors, *« le vin que l'Eglise orthodoxe russe importait jadis pour la messe »*, rappelle M. Motono.



BIBLIOGRAPHIE

« LES ÉCONOMIES OCCIDENTALES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE A NOS JOURS »

de Jean-Marcel Jeanneney et Elizabeth Barbier-Jeanneney

La leçon de la productivité

par PIERRE MASSÉ (*)

M. Jean-Marcel Jeanneney et Mme Elizabeth Barbier-Jeanneney ont réalisé l'exploit de présenter, en deux tomes maniables, l'essentiel des données disponibles sur l'évolution des économies occidentales du dix-neuvième siècle à nos jours.

Par un souci de la commodité des lecteurs qui est la politesse des auteurs, ils ont, dans un premier tome, remplacé les tableaux de chiffres par des *diagrammes* rendant plus lisibles les évolutions, et consacré un second tome à des *commentaires*. De la sorte, en ouvrant les deux volumes côte à côte, le lecteur peut facilement mettre chaque commentaire en regard de la planche qu'il concerne.

Les commentaires ont pour souci de prévenir des malentendus sans manquer à l'objectivité. Lorsque l'enchaînement des faits est sujet à controverse, ils ne prennent pas parti. Ils présentent les matériaux d'une histoire, mais ils ne sont pas une histoire, ni une réflexion historique au sens de Sauvy. Quelle richesse cependant dans la diversité des matériaux ! Tous les grands phénomènes de notre temps sont présents : la démographie et ses retournements, *la croissance et ses ruptures*, la gravité du chômage des années 30 et d'aujourd'hui, le rôle profondément perturbateur de l'inflation, l'économie devenue planétaire, la contrainte de l'équilibre extérieur, le désordre des monnaies.

Il n'y a qu'une limite au contenu du livre : les auteurs ont renoncé à y inclure les pays de l'Est et le tiers-monde. D'abord, pour se garder de la démesure. Mais aussi parce que les données statistiques concernant ces pays sont plus rares, moins fiables ou plus difficiles d'accès.

La richesse du sujet défie l'analyse, et m'oblige à me limiter à la grande onde de croissance économique d'après-guerre et à sa retombée en 1974. Sur la planche II-32, les années 60, prolongées jusqu'à 1974, apparaissent comme une période faste et régulière (*Commentaires*, p. 67).

Cependant, des déséquilibres cachés commencent à se produire : excès de demandes, inflation croissante, baisse des taux de profit. Enfin mai 68 révèle, au-delà de l'économie, un profond malaise d'ordre culturel et social.

L'économie française passe alors de la croissance rapide à la croissance *fiévreuse* (1), sans que le fait se manifeste sur les diagrammes.

En revanche, ceux-ci font apparaître, *dans tous les pays*, deux accidents de la croissance vers le milieu des années 70 et au début des années 80 (chocs pétroliers, désordre monétaire international, concurrence asiatique). Ils ne révèlent pas, en revanche, ce qui apparaît comme une rupture quantitative (2), sinon même une mutation qualitative. Cette lacune provient de ce que, recensant des flux bruts, les statistiques utilisées dans les divers pays ne prennent pas en considération les effets de patrimoine, c'est-à-dire l'obsolescence accélérée de notre actif industriel.

La batterie d'indicateurs à choisir

De la sorte, par la comparaison du chiffré et du vécu, le livre prend un surcroît d'importance en posant la question de la batterie d'indicateurs à choisir pour constituer le tableau de bord de l'économie. L'opinion s'est trop polarisée sur le taux de croissance du PIB et de son cousin le PNB, qui sont de la nature d'un chiffre d'affaires et qui n'ont pas, de ce fait, *« une signification économique »* (3). Ils incitent à produire, alors que les vrais problèmes d'aujourd'hui sont de gagner, et de partager selon l'efficacité et la justice.

Enfin, M. Jean-Marcel Jeanneney a tenu, au-delà des chiffres, à exprimer ses opinions dans des « Considérations liminaires » placées en tête du tome des *Commentaires*. A propos du développement du bien-être, il observe qu'à long terme ce sont les progrès de productivité qui sont déterminants.

Il rappelle que le système monétaire du dix-neuvième siècle constituait à la fois une contrainte pour l'économie et une défense contre l'inflation. Nous avons perdu l'une et l'autre. La solution aux désordres actuels, écrit-il, *« ne peut être uniquement technique, car aucune autorité ne sera capable de maîtriser durablement la croissance de la masse monétaire si les usagers ne sont pas collectivement convaincus de l'utilité d'une bonne monnaie ».* Il recommande en conséquence le « partage concerté du produit national en termes réels », substitué à des luttes stériles sur les rémunérations nominales, mais en prenant garde que la concertation ne dégénère pas en palabre, car une communauté ne peut s'accommoder longtemps de l'anarchie.

L'auteur insiste ensuite sur l'intégration économique internationale qui a suivi la guerre, procurant des avantages mais imposant des disciplines.

Cependant, des menaces se profilent. La France doit lutter contre le déclin démographique et accueillir des apports étrangers qui l'enrichissent, à condition de ne pas se laisser submerger. Elle doit aider le tiers-monde, *« par des dons plus que par des prêts »*, l'encourager à produire le plus possible lui-même les biens qu'il a le désir, et parfois le besoin aigu, de consommer.

N'esquivant aucun problème, l'auteur en présente un exposé nuancé. On y retrouve une sensibilité authentique, mais il ne plaide pour aucun système et ne requiert contre aucun. La maturation de sa pensée l'a conduit à la sagesse.

(*) Membre de l'Institut.

(1) Christian Sautter, *l'Economie française*, CEPII, n° 8 102.

(2) Paul Dubois, « La rupture de 1974 », *Economie et Statistique*, 1980.

(3) Alain Minc, *l'Avenir en face*, p. 27

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Deux tomes. *Diagrammes*, 327 p. ; *Commentaires*, 310 p. Prix total : 395 F.

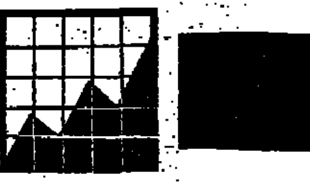


	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

LEADER CHERCHE LEADER

Résolument tourné vers l'avenir, vous avez la volonté de dynamiser notre expansion. En relation étroite avec les directions fonctionnelles, dont vous recevrez assistance et conseil, vous préparerez le redéploiement stratégique de CIB. Véritable manager, vous accélérerez sa rentabilité, développerez de nouvelles lignes de produits, appréhenderez de nouveaux marchés, dans le souci d'une double approche : Marketing et Technique. Communication, conviction, aptitude à coordonner, rigueur intellectuelle tels sont les atouts qui feront de vous notre

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Diplômé de Grandes Ecoles Scientifiques (Centrale, AM + ISA, IAE...) âgé de 35 ans minimum, vous avez aujourd'hui l'expérience, la maîtrise d'un patron de PME ou d'un no 2 de grande entreprise.
Vous êtes fortement sensibilisé aux aspects techniques de nos produits. Vous saurez donner à ce poste que vous allez créer la dimension de nos ambitions.

Adressez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence 4119 M, à CIB, Direction du Personnel, 23 rue Broca 75005 Paris.



média system

Nous recherchons pour notre DEPARTEMENT COMMERCIAL

DIRECTEUR DES VENTES EUROPE

5 ans d'expérience.
Parlant Anglais et Allemand.

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

3 ans d'expérience.

De formation **ingénieur,** ils auront, chacun sur leur secteur, la responsabilité des ventes de systèmes informatiques complexes liés aux circuits imprimés.

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant le poste choisi, 29, rue Delizy, 93500 Pantin.



CONTESSE



Futur directeur DES SERVICES COMPTABLES

Un des tout premiers groupes français du bâtiment et des travaux publics offre une opportunité exceptionnelle :

- A un HEC, ESSEC, SUP. DE CO Paris, de 35 à 40 ans, dont la formation serait complétée par un DECS ou l'expertise comptable.
- Ayant une très solide expérience comptable de préférence en entreprise, des connaissances fiscales approfondies (France et étranger) et familier des problèmes de consolidation de Groupe.
- Anglophone et connaissant la comptabilité anglo-saxonne. La pratique de l'espagnol sera un plus.
- La familiarisation avec les méthodes et outils informatiques sera très appréciée.
- Le sens de la méthode et de la rigueur sont des qualités essentielles.

Dans un premier temps, le titulaire sera l'adjoint de l'actuel Directeur des services comptables du Groupe et l'assistera dans l'ensemble de ses missions.

Le poste est situé au siège social, proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

Les candidatures sont à adresser, s/rf. 3524/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui traitera les dossiers en toute confidentialité.

MEDIA PA

Le conseil général de Bourgogne recrute :
UN DIRECTEUR de la formation initiale qui aura pour mission d'assurer la prise en charge du prochain transfert de compétences en matière scolaire. Adresser c.v. dét. et prét. au Conseil régional de Bourgogne, secrétariat général des services, B.P. 1602, 21035 DIJON Cedex. Date limite de réception des candidatures : 17 mai 1985.



Crédit Maritime Mutuel Guadeloupe

recherche son

Directeur

- Bonne expérience bancaire et comptable.
- Sens des contacts humains.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé et photo à **SOCIETE CENTRALE DE CREDIT MARITIME MUTUEL** - 21, rue des Trois Fontanot 92000 NANTERRE.

MEDIA PA

SUD-EST

COLLECTIVITE PUBLIQUE
recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

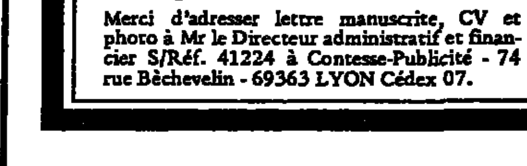
200 000/230 000 annuels Brut

Directement rattaché auprès du Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble de la fonction financière comptable et administrative.

Le candidat, de formation supérieure et financière possèdera, outre une expérience professionnelle, de bonnes connaissances en informatique et droit social.
Libre rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à Mr le Directeur administratif et financier S/Réf. 41224 à Contesse-Publicité - 74 rue Bèchevelin - 69363 LYON Cédex 07.

CONTESSE LYON



Directeur Général — Afrique Francophone

Groupe Agro-Industriel français recherche le Directeur Général d'une de ses filiales. Véritable patron, celui-ci assurera la coordination et la gestion des activités de la société, allant de la production de différents produits alimentaires à leur commercialisation.

35 ans minimum, de **formation commerciale ESC ou technique A.M., ...,** ce sera un excellent gestionnaire rôdé aux méthodes modernes de gestion mais aussi un meneur d'hommes à l'aise sur le terrain. Très autonome, il sera responsable des résultats auprès du Siège du Groupe qui lui assurera un appui technique.

Expérience dans affaire industrielle à l'étranger, de préférence en Afrique, nécessaire.

Villa confortable - Voiture de fonction - Contrat expatrié.

Ecrivez à notre Conseil. A. RUELLAN vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3079 M.

CORT — 65 avenue Kléber, 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC — Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEIN

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

IMPLANTÉS AU LUXEMBOURG

Nous sommes une société de recherches et de marketing, spécialisée dans le domaine des biens de grande consommation non durables.

Notre client, une société multinationale européenne qui occupe une des toutes premières places dans son marché, désire développer ses activités de recherches de marché quantitatives et qualitatives.

Pour renforcer notre équipe
nous recrutons

PLUSIEURS UNIVERSITAIRES
diplômés en sciences humaines comme

CHARGÉS D'ÉTUDES MARKETING QUALITATIVES ET PSYCHOLOGIQUES

Après un certain temps d'introduction, les candidats retenus seront appelés à réaliser, de façon indépendante, les recherches pour une ligne de produits.

Une expérience professionnelle dans le domaine des études de marché n'est pas absolument indispensable. Les candidats/candidates (âgés de 25 ans minimum) devront cependant :

- Etre diplômés d'études supérieures en sciences humaines ;
- Avoir de très bonnes connaissances d'allemand, surtout la capacité de parler avec des ressortissants allemands (l'anglais est un atout supplémentaire);
- Etre disposés à habiter au Luxembourg et à se déplacer assez fréquemment pour de courts voyages (en Europe du Nord).

La position offre de réelles chances d'évolution au sein du groupe. La rémunération sera proportionnée à l'expérience du candidat.

Si cette tâche convient à vos intérêts et à votre profil, veuillez poser votre candidature s/n° 6 749 *le Monde* Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE CESIA
Conseil en Systèmes d'Information et de Communication auprès des Administrations

recherche son

Directeur des Ressources Humaines

MARSEILLE — 250.000 F +

Membre du Comité de Direction, il sera chargé de définir et de mettre en place, sous l'autorité du Directeur Général, une politique du personnel dynamique.
Il devra notamment garantir le développement professionnel de l'ensemble du personnel et plus particulièrement des consultants (affectation sur les projets, formation, évolution de carrière).
Le candidat retenu, âgé au moins de 35 ans, devra avoir l'expérience de ce type de poste dans une entreprise tertiaire à forte proportion de cadres. La pratique de l'anglais sera un atout important. Le poste nécessite des déplacements hebdomadaires en région parisienne.



Adresser lettre manuscrite et C.V., à CONEXHOM, sous réf. 294 M, 212 avenue Paul Doumer, 92508 Rueil-Malmaison Cédex.

Cameroun

DIRECTEUR GENERAL EXPLOITATION DE CARRIERES

CARRIERES de YAOUNDE S.A. appartient au groupe SELLIER-LEBLANC au travers de la S.A. CARRIERES de la MEILLERAIE dont elle est filiale. Disposant d'équipements modernes, elle pourvoit à plus de 60 % des besoins locaux. Elle recherche l'homme qui assurera à court terme, la succession du dirigeant actuel.
Le directeur est responsable de la gestion et du développement de l'entreprise sur le plan commercial, administratif, technique et humain. C'est un ingénieur diplômé (Mines, ESTP, ENSAM...) ou assimilé ayant une longue expérience de la direction d'un centre de profit acquise dans les carrières ou dans un secteur d'activité proche. Il est souhaitable qu'il ait pratiqué l'expatriation en famille.
Le poste est situé à YAOUNDE. Le directeur -expatrié- bénéficie de nombreux avantages locaux et la rémunération est de nature à motiver un candidat de valeur.

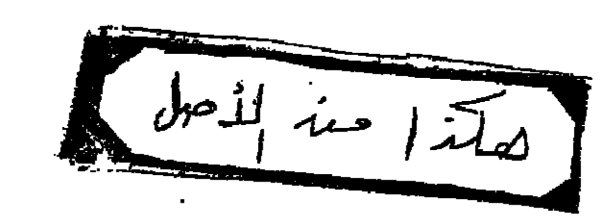
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10/480 D, à :

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média system

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE DEFI TECHNIQUE

Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au Groupe SNECMA, 26000 personnes dont 3200 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

Nous recherchons **pour notre Division Inverseurs de poussée,** un

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Il participera aux travaux de conception de structure et assurera la coordination du bureau d'études inverseurs avec les secteurs essais, calculs... d'HISPANO-SUIZA, ainsi qu'avec les bureaux d'études des coopérants et sous-traitants.
Il sera chargé de représenter le bureau d'études inverseurs à l'extérieur de la Société.
Pour ce poste, nous souhaitons recruter un Ingénieur Mécanicien diplômé Grande Ecole (Sup'Aéro, Arts & Métiers...) ayant une expérience de 2 à 5 ans en bureau d'études.
Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.
Lieu de travail : **Le Havre.**
Merci d'adresser sous référence I43/85, lettre, curriculum vitae et prétentions à SNECMA, Département Encadrement, 2, bd Victor, 75724 Paris cedex 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.85



COURVOISIER
Filiale d'un puissant Groupe International

Responsable Service
INGENIERIE et METHODES

Dans le contexte de la réorganisation de notre production, vous serez plus particulièrement responsable des spécifications techniques et des méthodes, fabrication, conditionnement de nos produits finis. Vous assisterez notre Directeur Ingénierie sur les études de faisabilité et investissements nécessaires à la réalisation de nouveaux produits et recommanderez toutes les modifications (process ou composants) concourant à l'amélioration de notre productivité. Enfin, vous organiserez la diffusion de ces dossiers auprès des différentes parties prenantes, en accord avec le service Achats et les fournisseurs.
Disposant à 30 ans d'une formation Ingénieur Arts et Métiers, CNAM ou équivalent, vous souhaitez valoriser votre première expérience (Méthodes, B.E.) en intégrant dans votre démarche les aspects économiques (investissements, coûts de production...).
Pour ce poste à pourvoir à JARNAC, merci d'exprimer vos motivations dans une lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, à notre Conseil OCS sous la réf. 2848 M.

29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

La région de Haute-Normandie
recherche pour son service des lycées en cours de construction

UN INGÉNIEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Il sera chargé de la programmation et du suivi de la politique régionale en matière de construction et d'entretien des bâtiments scolaires que la Région aura à gérer à partir du 1er janvier 1986.

UN ATTACHÉ OU CONSEILLER D'ADMINISTRATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

(BRANCHE ADMINISTRATIVE FINANCIÈRE SOUHAITÉE)

Il sera chargé de préparer les décisions du conseil Régional dans le domaine de la gestion budgétaire des établissements scolaires.

La priorité sera donnée aux candidats ayant une expérience de quelques années dans des fonctions similaires.

Adresser candidatures et c.v. détaillé avant le 20 MAI 1985 à M. le président du conseil Régional de Haute-Normandie, direction générale des services administratifs

QUAI JEAN-MOULIN,
76036 ROUEN CEDEX.
Téléphone : (35) 62-81-88 P. 873.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

ECONOMIST/ WATER RESOURCES SYSTEMS ANALYST

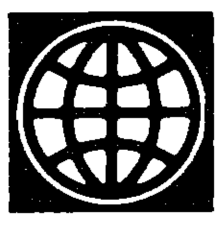
The World Bank, a leading international institution in the field of economic development with headquarters in Washington, D.C., invites applications from qualified men and women for the vacancy of Economist/Water Resources Systems Analyst.

The successful candidate will be assigned to a regional unit in the Water Supply sector to provide its management with advice on all matters related to water resource planning activities in the region. The objective is to develop initially a methodology, and thereafter to apply such methodology, for addressing national and regional water resource allocation issues in the context of economic efficiency, equity in resource distribution, cost recovery, and supply and demand balance. This would involve preparation of water resource inventories, assessment of water needs, and development of master plans within the framework of national water policies in the region.

Requirements

1. *A knowledge of systems analysis applied to water resources (this requires an understanding of engineering, economic, hydrologic, and systems analysis techniques relevant to the planning and management of water resources);*
2. *Micro-economic theory, public finance, and application of water resource planning techniques in practice;*
3. *Knowledge of French is desirable;*
4. *Ability to work harmoniously and effectively in an interdisciplinary team.*

The World Bank offers a competitive salary and benefits package. Please send a detailed curriculum vitae to the following address, quoting reference number: 54-FRA-0107.



The World Bank
Staffing Division
Personnel Management Department
1818 H. Street, N.W.
Washington, DC 20433

Carrière pâtes et papiers

H.A. SIMONS (INTERNATIONAL) Ltée, l'une des sociétés les plus en vue du Canada et qui fournit des services d'ingénierie à l'industrie des pâtes et papiers sur le plan mondial, recherche des ingénieurs de procédé pour postes à combler immédiatement.

Les postes à pourvoir se situent au bureau de Montréal et les candidats doivent avoir les qualifications suivantes :

- Un profil d'au moins dix années d'expérience dans le domaine des pâtes et papiers.
- Familiarisation avec la conception de diagrammes de procédé et de contrôle, la fabrication de pâte kraft, thermo-mécanique et chimico-thermomécanique, la préparation de paramètres de procédé, etc.
- Diplômés d'une école d'ingénieur, spécialité génie chimique.
  Les candidats devront pouvoir avec leurs diplômes poser leurs candidatures à l'ordre des ingénieurs de la province de Québec.

SIMONS offre une rémunération motivante, en relation avec l'expérience acquise, un large éventail d'avantages sociaux, tels que, entre autres, assurances maladie, accident, plan de retraite, vacances, plan d'intéressement différé aux bénéfices, importante indemnité d'expatriation, etc.

Le bilinguisme (anglais et français) serait un avantage.

Des entrevues locales auront lieu les 28, 29 et 30 mai à Paris. Nous ferons connaître l'heure et l'endroit de ces entrevues en temps utile.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse ci-dessous indiquée avant le 22 MAI PROCHAIN.

SIMONS

Service du Personnel
H.A. Simons (International) Ltée
85, rue Ste-Catherine ouest, 9e étage
MONTRÉAL (Québec) H2X 3P4
Tél. (514) 284.3676



Leader européen dans la fabrication d'imprimantes spécialisées, poursuivant son expansion à l'exportation (+ de 50% du C.A.), recherche son

Responsable Commercial
pour les U.S.A.
Le poste est basé à Paris

La Mission :
- Poursuivre notre pénétration, directe et par l'intermédiaire de distributeurs, du marché américain.
- Assurer la coordination avec le siège, ainsi que la gestion de notre équipe basée aux U.S.A.

L'homme :
- Sa formation d'ingénieur a été si possible complétée par une formation commerciale.
- Il a en tout cas un tempérament commercial.
- Il a au moins cinq années d'expérience professionnelle réussies derrière lui.
- Il doit être capable d'assumer les responsabilités qu'impliquent l'importance du marché.
- Il est bilingue anglais-français.

Les déplacements sont de l'ordre de 50% de son temps.
Envoyer Curriculum-Vitae avec photo et prétentions sous référence LM 2904, Service Personnel - I.E.R.
12, rue Sébastopol - 92400 COURBEVOIE

P.R.B.

Importante P.M.E. régionale SUD-EST recrute

UN INGENIEUR MANAGER

expérimenté dans les domaines des manutentions terrestres, transports, levage, montages, entretiens d'usines, pour la direction d'un centre d'exploitation à rayonnement national.

Si vos atouts sont : un tempérament de gagneur, une capacité de management et d'organisation, des talents de commercial, rejoignez notre équipe.

Adresser votre candidature à notre conseil sous réf. MM049



Cabinet Le Troter
Immeuble Le Chevalier
av. Ferdinand de Lesseps
13090 AIX-EN-PROVENCE
Réponse et discrétion assurées.

Une importante société fabricant et commercialisant des produits électro-mécaniques de grande série concernant le secteur grande consommation produits électro-ménagers, recherche pour faire face à son développement de nouveaux produits.

2 Ingénieurs
et
2 Techniciens Supérieurs Projeteurs

pour son département études et nouvelles activités.

Les candidats agés d'au moins 26 ans, de formation électro-mécanicien (Ingénieurs AM ou similaire et BTS bureau d'études) auront acquis une première expérience en entreprise industrielle.
Anglais souhaité - Connaissance des plastiques nécessaire.
Ces postes sont à pourvoir dans une importante ville de Rhône-Alpes.

Ecrire sous référence IT271 à Lévi Tournay Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

Filiale d'**UNILEVER P.L.C.** exerçant des activités commerciales et industrielles dans 12 pays d'**Afrique noire francophone,** nous renforçons notre position de leader sur le marché des **textiles** et nous recherchons plusieurs

CHEFS DE PRODUIT
textile pour l'Afrique

après une période de formation, ils prendront la direction (approvisionnement, vente et gestion) du département textile d'une de nos Sociétés opérationnelles. Ils auront la responsabilité d'un chiffre d'affaires annuel pouvant aller de 2 à 12 milliards de C.F.A.
Les candidats retenus devront justifier d'un réel professionnalisme dans les techniques de commercialisation des tissus et si possible des imprimés africains.
La possession d'un diplôme d'enseignement supérieur orienté vers cette fonction serait souhaitée mais la personnalité sera déterminante.
Les possibilités d'évolution de carrière dans d'autres secteurs géographiques du Groupe requièrent la pratique de la langue anglaise.
La rémunération et les avantages annexes sont liés au statut d'expatrié et correspondent à l'expérience exigée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 655 à CURRICULUM, 4, Rue Tronchet 75008 PARIS.



---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE NATIONAL
offre à

JEUNES DIPLOMÉS(ÉES)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (gestion, économie, finance, comptabilité, commercial)

CHARGÉ ÉVENTAIL DE CARRIÈRES,
selon capacités, dynamisme et ambition.

Une première expérience,
même courte de la vie en entreprise serait appréciée.

Libérés des obligations militaires.

Envoyer lettre motivée, c.v., photo et prétentions à SUD-OUEST CONSEIL 97, r. Riquet, 31000 Toulouse.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

legrand®

Premier constructeur Européen d'appareillage électrique d'installation

RECHERCHE

Pour sa direction des systèmes d'information basée au siège à

LIMOGES

Utilisant des ordinateurs IBM-308x, 4341/2, 20× PDP-VAX, 40× IBM 34-36-38, de nombreux terminaux

INGÉNIEUR RÉSEAUX

Possédant une expérience confirmée des architectures IBM ou DEC ou les deux pour définir et diriger l'installation de réseaux SNA et DECNET avec passerelles entre ces réseaux.

INGÉNIEUR SYSTÈME MVS

Pour animer une équipe assurant :

- Les différentes évolutions des configurations 308x, 4341, PDP, VAX... sous MVS-370, MVS-XA, VM, RSX, VMS
- Le suivi des installations centrales – RMF, SLR...
- Une participation à l'automatisation de la production – OPC...

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
LEGRAND – Direction du Personnel
128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
87045 LIMOGES CEDEX
(discrétion assurée).

Futur directeur production

Centre-Ouest

Méthodes et gestion de production - Cette PME (320 personnes) du secteur des biens d'équipement prend un nouveau départ depuis son intégration à un important groupe national (85 sociétés). Dans le cadre d'un plan de développement, le directeur général recherche son futur directeur de production. Disposant de bons moyens industriels et de gestion (chaîne moderne à commande numérique, IBM 38...) il supervisera dans un premier temps le B.E., les méthodes, l'ordonnancement-lancement (30.000 références) et les approvisionnements. Il deviendra progressivement directeur de production en englobant les problèmes de fabrication, d'achats et d'entretien. Ce poste essentiel dans le plan de l'entreprise intéresse un ingénieur diplômé (ou équivalent) âgé d'au moins 32 ans, possédant une solide expérience des méthodes, de l'organisation industrielle et de la gestion de production informatisée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 250.000 francs, tiendra surtout compte de l'expérience offerte. Ce poste est à pourvoir dans une ville (lycée) agréable du Centre-Ouest de la France. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2670M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable commercial export

Cette filiale de THOMSON (330 personnes) réalise des biens d'équipement. Jouissant d'une excellente image de marque, de qualité et de service, elle est leader européen sur ses marchés. Dans le cadre de son développement, elle recherche un commercial export. Très autonome sur le terrain, il aura pour mission d'accroître les ventes de la société auprès de clients directs, mais aussi d'agents et de revendeurs. Sont concernés dans un premier temps l'Europe, le Moyen-Orient et à terme la grande exportation. Ce poste pouvant évoluer vers d'autres sociétés du groupe, s'adresse à un candidat d'au moins 28 ans, de formation supérieure et possédant une forte expérience de la vente de biens techniques à l'export incluant études, devis, négociations et financements. Il est bien sûr indispensable de posséder parfaitement l'anglais. La rémunération ainsi que l'évolution sont motivantes pour un candidat de valeur. Le poste est basé dans une région agréable du centre de la France. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/2667M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

LR

Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche pour faire face à son développement à l'export, une

Assistante commerciale trilingue anglais-espagnol

formation exigée du niveau
Maîtrise langues étrangères appliquées

Au sein du petit service chargé des relations avec la clientèle grande exportation, il lui sera confié des travaux variés faisant appel à son sens de la communication, à son goût pour le travail administratif et pour l'organisation.
Ce poste sédentaire qui nécessite la pratique de la dactylographie et qui exige une **excellente maîtrise de l'anglais et de l'espagnol parlés et écrits** est à pourvoir au Siège de la Société, dans la campagne de l'AIN, à 60 km à l'EST de LYON. Sans être indispensable, la connaissance des problèmes du crédit documentaire serait appréciée.
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrème, 69006 LYON, sous **réf. 012 M.**

ligne roset

Jeunes ingénieurs

Arts et Métiers

Annemasse - Ce laboratoire pharmaceutique de très bonne notoriété recherche, dans le cadre du développement rapide de son centre de production d'Annemasse, deux jeunes ingénieurs. Le premier, sous l'autorité du pharmacien responsable de ce centre, animera et gèrera le service entretien, participera aux décisions relatives aux besoins futurs en travaux neufs et en matériel dont il assurera l'implantation et la maintenance. Il veillera, en outre, à optimiser le process dans le cadre de la législation en vigueur. Le second, sous l'autorité du directeur technique basé à Paris, assumera la responsabilité du développement à Annemasse d'une nouvelle activité de fabrication d'articles de conditionnement en matière plastique et de l'animation de l'équipe qui y participe. Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs justifiant d'une première expérience professionnelle significative. Pour le second poste, une bonne connaissance des matières plastiques et une bonne pratique de l'anglais seront des atouts supplémentaires. La rémunération sera fonction du profil des candidats retenus. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence A/3866M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Important groupe bancaire

CREDITMAN

Après intégration d'un an au siège parisien il se verra confier un portefeuille d'Entreprises pour en assurer la responsabilité au niveau :

- *relations commerciales.*
- *analyse des risques.*
- *montage des dossiers de crédits.*
- *suivi des en-cours.*

Ce poste, évolutif, sera basé au MANS.
Il s'adresse à un jeune diplômé d'environ 30 ans possédant une première expérience d'exploitation acquise en milieu bancaire, organisme financier ou de crédit.
Statut bancaire - voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier sous la référence 4150 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

média-system

SBCIC – SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recrute

CADRES D'EXPLOITATION (H/F)

pour renforcer ses équipes de directeurs d'agences (réf. 1/EXPL/85) et de chargés de clientèles d'Entreprises (réf. 2/EXPL/85).

Ces postes exigent :
Une formation supérieure (Ecoles, Universités, ITB),
Une expérience bancaire dans l'exploitation de 3 à 5 ans,

Les candidats acceptant une mobilité minimum devront être rompus à l'action commerciale, efficaces dans la gestion et sensibilisés aux relations humaines.

Les postes sont à pourvoir à BORDEAUX et dans sa communauté urbaine.

Adresser les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous référence choisie à : Nicole CORTES,
Direction des Relations Humaines et Sociales,
S.B.C.I.C., B.P. 501, 33001 BORDEAUX Cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 306.10.65

Vos idées d'aujourd'hui, les techniques de demain...

Nous sommes l'un des plus importants équipementiers aéronautiques français. Nous développons notre potentiel de recherche et d'étude de produits nouveaux, afin d'accompagner notre réussite commerciale ; deux fonctions peuvent vous être proposées :

ingénieurs concepteurs de circuits intégrés spéciaux

Ingénieur électronicien, vous avez conçu depuis quelques années des circuits prédiffusés ou cell arrays. Vous parlez la langue anglaise.

Selon vos goûts et votre expérience, deux axes peuvent vous être proposés :

- Développement de circuits intégrés et des méthodes de tests associés ;
- Etude et mise en place des moyens de conception, des logiciels associés et formation des utilisateurs, maîtrise à partir d'outils CAO des règles d'implantation et de la technologie des semi-conducteurs.

Ces postes, dépendant du chef de projet C.I.S., sont en liaison permanente avec les services internes (industrialisation, utilisateurs...) et avec les fondeurs.

REF. CIS/LM

ingénieurs composants

Ingénieur électronicien, vous possédez de plus une bonne connaissance de la langue anglaise.

Au sein de l'équipe responsable de l'intégration des composants dans nos équipements, vous prendrez progressivement la responsabilité d'un domaine de spécialité. Vous conseillez les équipes-projets dans leurs choix de composants.

Vous définissez les essis d'évaluation et d'homologation des composants.

Vous êtes en relation avec de nombreux partenaires, internes ou externes.

REF. ICA/LM

Ces postes sont à pourvoir à Valence

Crouzet

Envoyez votre dossier de candidature en précisant la ou les référence (s) choisie (s) au responsable du recrutement, Crouzet SA, Direction du Personnel, 26027 Valence Cedex.



C'est possible au sein de notre Caisse Régionale (région Est) qui est en mesure d'offrir une opportunité exceptionnelle à

3 Jeunes Diplômés au profil franchement Commercial

- **un commercial performant** qui soit capable de prendre à très court terme la direction d'une agence. (réf. K 1)
- **un Animateur Commercial** : une première expérience bancaire serait intéressante mais pas indispensable. Nous recherchons un homme de terrain, imaginatif et percutant, capable d'engendrer une dynamique au sein d'un réseau de plus de 200 personnes. Il s'intégrera dans une petite équipe rattachée à la Direction Commerciale. (réf. K 2)
- **un Homme "Marketing"** chargé des études. Ses qualités de méthode et de jugement ne devront pas oculter ses aspirations et sa capacité à devenir un homme de terrain. (réf. K 3)

Débutant ou expérimenté, l'essentiel c'est de posséder un sens très fort de la vente, beaucoup d'enthousiasme, le goût du conseil et du contact avec la clientèle ainsi qu'une aptitude marquée pour l'encadrement d'une équipe. Le reste, nous nous chargeons de vous l'apprendre...

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence correspondante au poste choisi, à notre Conseil
Cabinet DORNIER Consultants
BP 2032 - 25000 BESANCON



LM TOURNAY/ARGOM

S.G.T.E.

recrute pour son département équipements Westinghouse, usine du Mans.

1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

pour études de convertisseurs d'énergie. Connaissances en électronique courants forts nécessaires.

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONOICIEN

pour études de convertisseurs d'énergie (électronique et électronique de puissance). Connaissances en micro-informatique seraient appréciées.

Envoyer C.V. détaillé à :
J. DUPUIS S.G.T.E.
BP 56, 72002 LE MANS CEDEX
qui traitera votre candidature avec discrétion.

Alsace

Ingénieur Chimie ou Textile :

La technique au service du commerce international

ROLLIN - 350 pers. - nous faisons partie du Groupe Chimique Américain GRACE (75000 pers. dans le monde). Implantés en Alsace, nous fabriquons des produits de haute technologie pour des marchés industriels diversifiés. Notre vocation fortement exportatrice (70% du C.A) et le développement technique de nos produits nous permettent de maintenir un taux de croissance continu et une position de leader sur nos marchés.

Pour participer à la conception, la mise au point et le suivi en clientèle de produits nouveaux, résoudre les problèmes d'application, assister les ventes... en bref, pour assurer l'interface entre les besoins techniques des clients et le Marketing/Développement de ROLLIN, nous recherchons un INGENIEUR.

De formation textile ou chimie, c'est un homme maîtrisant bien les techniques de fabrication de l'industrie textile (il vient dans l'idéal du finissage textile) et très ouvert aux relations commerciales. De plus, sa mobilité pour les déplacements et sa connaissance de langues étrangères (allemand et anglais) le préparent à assurer pleinement une carrière internationale.

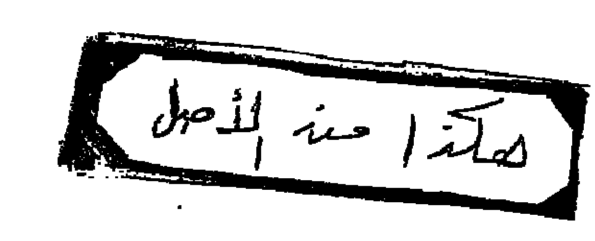
Le poste est basé au siège de l'entreprise en Alsace.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature, en précisant rémunération actuelle sous réf. 900 à notre Conseil. Carole de CHILLY l'examinera en toute confidentialité

ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France : 56 % de croissance du C.A. en 1984, 3000 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

TELEINFORMATIQUE
Line Product Manager

Au sein du Service Marketing de notre Division Réseaux, le Product Marketing analyse les besoins de nos clients, propose de nouveaux produits qui seront destinés au marché mondial. Il suit les études et la production, définit les prix de vente et prépare l'introduction sur le marché.
Notre Product Marketing Manager souhaite s'attacher plusieurs collaborateurs de haut niveau afin de leur confier des responsabilités dans des départements organisés par ligne de produit.
En relation permanente avec le service Recherche et Développement de Grenoble et périodiquement avec ceux de nos autres sites, les ingénieurs du service sont aussi des hommes de terrain qui visitent nos clients avec notre force de vente.
Ces postes requièrent une excellente formation scientifique supérieure, de préférence informatique, doublée d'un diplôme de type MBA, ISA, INSEAD et d'une expérience marketing de 3 à 10 ans dans le monde de l'informatique ainsi qu'un sens aigu des affaires.
Pour ce poste basé à Grenoble, la maîtrise de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature -CV, photo et prétentions- sous référence 4174, à Pierre FANTOBO, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



Dans le cadre de son développement
la BANQUE HERVET
recherche pour sa succursale de
TOURS

EXPLOITANT classe V

pour assurer la gestion d'un portefeuille de clientèle entreprises.

Votre première expérience de 2 à 4 années dans la fonction s'appuie sur un diplôme de l'enseignement supérieur ou bancaire.

Ce poste présente de réelles possibilités d'évolution pour des candidats souhaitant mettre à profit leur esprit d'initiative et leur sens des responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à BANQUE HERVET, Monsieur BARDON, Direction des Relations Sociales et du Personnel, B.P. 126 - 18003 BOURGES CEDEX.



Pirin Champs

---

legrand®

- Leader européen de l'appareillage électrique d'installation.
- CA 4 milliards de francs.
- 13 000 personnes.
- Nombreuses unités de production en France et à l'étranger.

Ingénieur méthodes

Directement rattaché au responsable du département, il a pour mission l'assistance et le conseil auprès des filiales du groupe principalement en ce qui concerne :
- la définition des besoins
- l'optimisation des procédés.

Basé à Limoges, le poste nécessite de fréquents déplacements en France et à l'étranger. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.

Vous avez une formation d'ingénieur (AM, INSA, ou équivalent) une expérience de 5 ans minimum dans la fonction méthodes, une approche concrète des problèmes et le goût des responsabilités.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M.587 A, à Etienne Simonnet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

Futures connexions

Ingénieur commercial
confirmé Toulouse réf. CO/VE/2.

Vous commercialiserez chez nous des solutions complètes réseaux faisant intervenir tous les produits de la gamme.
Un parc établi vous aidera à développer votre activité auprès d'une nouvelle clientèle : nous vous demanderons de la gérer et de la prospecter en établissant des contacts à tous les niveaux d'interlocuteurs.
Vous serez responsable de votre région et devrez assurer la charge de constituer une équipe et de l'encadrer.

Ingénieur commercial
junior Strasbourg réf. CO/VE 16.

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans la vente de systèmes informatiques. Vous commercialiserez des solutions applicatives faisant intervenir des fonctions locales et télécom.

Nous vous demanderons de maîtriser une approche commerciale orientée vers des solutions de l'organisation de l'entreprise de vos clients. Nous vous apporterons en complément la connaissance des télécommunications.

En vous faisant partager son savoir-faire en télécommunications informatiques, I.T.T. Data Systems permettra de valoriser votre professionnalisme et de donner une autre dimension à votre carrière grâce à vos compétences personnelles.

Didier Vandamme 545 67 05
Dossier de candidature à adresser sous référence choisie à I.T.T. Data Systems France, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine BP 148, 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data Systems ITT

Entre vous et nous : le dialogue.

media system

ENTREPRISE DE COMMUNICATION
recherche pour le
SUD DE LA FRANCE
son

HOMME RADIO



Capable, grâce à sa formation et à son expérience de :
- gérer et développer un réseau de radios locales (programmes, techniques, finances...)
- animer le réseau commercial pour augmenter ses recettes publicitaires
- proposer des améliorations aux structures existantes.

Le candidat idéal est jeune (30/35 ans) et "branché". C'est un bon commercial, doublé d'un gestionnaire avisé et il possède toutes les qualités propres à un homme de communication : la créativité, le sens de la décision et une réelle aptitude à la "réflexion productive".
Vous êtes un professionnel ? Pas de problèmes, votre rémunération sera à la hauteur de vos capacités.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 87485 M à
BLEU Publicité - 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX.

IBM IBM IBM IBM IBM

NOTRE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES
SITUÉ À LA GAUDE PRÈS DE NICE
RECHERCHE

UN(E) ANALYSTE FINANCIER
(Préparation de budgets, contrôle des résultats et analyse des écarts).

- Les candidats doivent être de formation HEC, ESSEC ou ESCP.
- Ils peuvent être débutants ou avoir une courte expérience professionnelle.
- Ils doivent avoir une bonne connaissance de l'**anglais**.

Une évolution de carrière est envisageable au sein de la Compagnie.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé sous référence GSC à l'attention de Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM France - 06160 LA GAUDE.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

Le management de grands projets

Cabinet français d'ingénieurs conseils, spécialisé dans le management de projets d'investissements industriels, bâtiments et hôteliers.

Pour assurer l'organisation et la gestion des projets, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (25/30 ans) doté d'une double formation : Génie Civil ou Mécanique + IAE, ICG... et une expérience significative d'environ 2 ans.

Ce poste exige outre des compétences techniques évidentes, des qualités d'adaptation, le sens de l'animation et une bonne aisance dans les contacts.

Disponibilité pour de nombreux déplacements.
L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 907 M à la Société ALGOE.

ALGOE 9 bis route de Champagne
69134 ECULLY Cédex

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Secteur BTP Nice

Un ingénieur ESTP ou équivalent
pour seconder notre D.G.

Mettre en place un système de gestion prévisionnelle, suivre les résultats des chantiers ; coordonner et organiser les moyens logistiques et matériels : telles seront les missions de notre futur collaborateur.

Ce poste est destiné à un homme possédant une excellente pratique de la fonction méthodes - organisation et gestion de la production acquise dans une grande entreprise, ou encore comme interface technique/gestion au sein d'une entreprise moyenne. A 35 ans environ, il est prêt à s'impliquer à fond dans une fonction pleine d'avenir.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE s/réf. 906 M.



9 bis, route de Champagne
69134 ECULLY cédex

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable de l'audit interne

Diplômé d'une École Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez, depuis 3 à 5 ans, exercé le métier d'audit en entreprise ou en cabinet. L'utilisation de l'outil informatique vous y est devenue familière. Vous souhaitez maintenant valoriser cette expérience dans une entreprise qui vous permettra d'évoluer au sein d'une Direction Financière... ou vers d'autres fonctions.

Les BRASSERIES KRONENBOURG – 2,7 Md de F de C.A., 2.700 personnes, leader en France sur le marché de la bière, en forte expansion sur le plan international – vous proposent la responsabilité de leur Service Audit Interne.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous prendrez en charge des missions d'audit très opérationnel sur l'ensemble des fonctions de la société et de ses filiales françaises et étrangères. Au-delà de l'analyse des systèmes de gestion existants et de leur amélioration, vous jouerez un rôle très important de conseiller lors de la mise en œuvre de nouvelles procédures.

Basé à Strasbourg, de nombreux contacts vous amèneront à vous déplacer en France et à l'étranger. Une bonne pratique de l'anglais est donc souhaitée.

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. YSM, en précisant rémunération actuelle, à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran, 75381 PARIS Cedex 08.

HAVAS CONTACT

CARPANO ET PONS

AUTOMATISMES ÉLECTROMÉCANIQUES ET ÉLECTRONIQUES "SIBEL"

Notre Société (800 personnes - C.A. 240 MF), spécialisée dans les automatismes électromécaniques et électroniques pour applications domestiques et dans la connectique en téléphonie, recherche

CHEF DE PROJETS
IBM 38 GAP III

rattaché à la direction financière, vous serez responsable des études et animerez une petite équipe.

De formation supérieure et homme d'expérience, vous maîtrisez le système 38 et possédez de bonnes compétences en gestion de production et une pratique de MAPICS.

Adresser lettre, CV et prétentions sous référence 41 229 à CARPANO ET PONS, Direction du Personnel, BP 43 74301 CLUSES CEDEX.

CONTESSE

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)

Importante société, en expansion, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction,

recherche

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION

Sous l'autorité du Directeur Général, il (elle) assurera les missions de relation avec les filiales et le suivi de dossiers et assistera le Directeur Général dans les domaines de la vie interne et de la gestion de la société.

Le(a) candidat(e) sera âgé(e) de 30 ans environ, de formation universitaire (Ecole Supérieure de Commerce ou Institut d'Études Politiques) et possédera une connaissance approfondie de l'anglais.

Il (elle) pourra en outre justifier d'une expérience de quelques années à un poste similaire en milieu industriel.

Les qualités de personnalité : sens confirmé de l'organisation, esprit d'initiative, capacité d'adaptation à des tâches multiples et variées, seront considérées dans l'attribution de ce poste.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, c.v. détaillé et prétentions) à UNIVERSAL COMMUNICATION, sous référence nº LM/119, 122, chée de la Hulpe, 1050 Bruxelles, Belgique (Réponse et discrétion assurées.)

Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France : 56 % de croissance du CA en 1984, 2900 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Ingénieurs électroniciens débutants

Qu'attendez-vous de votre première entreprise ?

Qu'elle vous permette :
- de réaliser des projets au sein **d'équipes performantes**,
- d'approfondir vos connaissances dans des **techniques de pointe**,
- d'acquérir des **responsabilités nouvelles** humaines et techniques,
- d'évoluer vers des fonctions variées dans un **environnement international** et motivant.

La croissance de notre chiffre d'affaires nous amène à recruter des jeunes diplômés dont nous attendons :
- un **regard neuf** sur nos produits et nos méthodes,
- une **adaptabilité** qui nous est nécessaire (les 3/4 du chiffre d'affaires sont réalisés avec des produits qui ont moins de 4 ans),
- une aptitude à la **communication** et au travail en équipe qui est essentielle pour réussir à HP.

Les postes d'entrée que nous proposons aujourd'hui sont :
Ingénieur Support Technique - Ingénieur Production - Ingénieur Test - Ingénieur Process...

Si vous voulez en savoir plus, ouvrez l'annuaire des anciens élèves de votre école, contactez ceux qui travaillent à HP et... choisissez...

Ces offres vous intéressent si vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (ESE, ENSERG, ENST...) et **si vous parlez l'anglais**. Ces postes sont à pourvoir **GRENOBLE**

Merci d'envoyer votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - en précisant le poste choisi, sous référence GFCD/19/M, à Blandine THIERY, Service Recrutement, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France : le partenaire de vos ambitions.



IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION recrute

INGÉNIEUR

pour poste D'ENSEIGNANT EN ROBOTIQUE (automatismes appliqués) basé à Cholet (M.-&-L.). Salaire de début 173 000 F. Mobilité sur le territoire national exigée.

Adresser c.v., lettre, photo à Contesse Pub., sa réf. 9 895, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE

Face à un taux de croissance annuel de l'ordre de 30%, le Groupe SLIGOS, importante société de services et d'ingénierie en informatique (1.900 personnes, 730 millions de chiffre d'affaires) recherche, au sein du service Cartes Bancaires de sa division Moyens de Paiement (monétique) :

UN JEUNE INGÉNIEUR RÉSEAU
RÉF. 1/1034 NM

Rattaché à un chef de projets, il aura en charge l'analyse et la réalisation d'applications monétiques, sur un réseau à valeur ajoutée (technologie TYMNET) au sein d'une équipe d'études spécialisée dans les domaines réseaux et logiciels de base.

Ce poste doit motiver un jeune ingénieur diplômé (homme ou femme) spécialisé en télécommunications, débutant ou justifiant d'une première expérience professionnelle, et possédant de bonnes connaissances en matière de réseau (X 25, SNA, TYMNET...).

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRMÉ
RÉF. 1/1034 PM

Associé à différents ingénieurs et chefs de projets, il devra s'intégrer à l'équipe d'études déjà en place et être à même de mener à leur terme les actions qui lui seront confiées dans l'analyse et la réalisation d'applications temps réel sur ordinateurs IBM 30 XX.

Ce poste s'adresse à un jeune candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, BTS ou équivalent), et possédant deux à trois années d'expérience professionnelle, acquises sur grands systèmes IBM, en langage COBOL (et si possible Assembleur), dans un environnement temps réel sous CICS.

Pour ces postes, basés à Blois, la formation est assurée. La lecture de l'anglais technique est indispensable. La rémunération annuelle de départ, attractive, tiendra compte de la valeur et de l'expérience des candidats retenus.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence concernée, à :
EGOR OUEST ATLANTIQUE – 15, rue Charles-Monselet, 44000 NANTES.



HAVAS CONTACT

Crédit Mutuel Méditerranéen

POUR MARSEILLE ET REGION MEDITERRANEENNE

se développe et recherche

DES INSPECTEURS

Vous êtes cadre de banque avec une formation supérieure et quelques années d'expérience de la fonction.
Vous êtes rompu à la gestion bancaire sous tous ses aspects.
Vous contrôlerez les services et pratiquerez l'audit interne de nos agences.
Vous serez chargé de vérifier l'application de la politique générale, en particulier en matière de rentabilité et de développement.

DES DIRECTEURS D'AGENCE

Vous avez quelques années d'expérience de la fonction et une formation bancaire de bon niveau (B.P. minimum).
Vous possédez le sens des responsabilités et de l'autonomie, le goût des contacts et de l'efficacité.
Vous prendrez en charge la gestion et le développement d'une de nos caisses sur tous les plans : comptabilité, organisation, développement commercial, Personnel.

UN ADJOINT AU RESPONSABLE COMMERCIAL

Vous êtes spécialiste des produits bancaires et de leur commercialisation, doté de réelles qualités de communication écrite et orale.
Vous assisterez le responsable commercial, dans l'élaboration d'argumentaires, le lancement de produits, la coordination et le suivi d'actions commerciales, l'étude des performances.
Vous pouvez également assister nos attachés commerciaux dans leur mission.

S'il vous paraît que l'un de ces profils correspond à votre carrière et à vos attentes, contactez-nous en écrivant au Département des Relations Humaines

FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEEN
521 AVENUE DU PRADO - 13008 MARSEILLE.

AXIAL publicité

Crédit Mutuel
LES UNS LES AUTRES

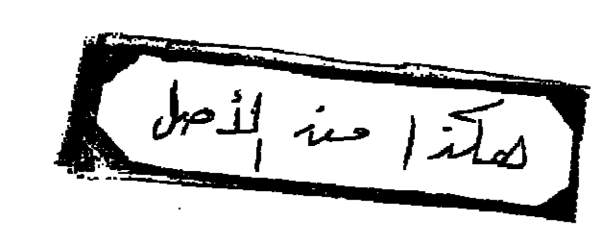
ANNECY



Leader mondial de l'équipement sportif d'hiver, nous concevons au sein d'un département spécifique des équipements techniques de sport (ski de fond et golf). Rattaché au responsable du BE et en liaison avec les autres services, vous prendrez en charge la conception et la création technique des produits. Le marketing a des idées, à vous de les réaliser en exerçant votre sens de l'innovation et votre dynamisme. Jeune, sportif, imaginatif mais doué d'un bon sens pratique, vous aimez voir se concrétiser vos projets.
Vous avez une formation d'ingénieur généraliste complétée d'une expérience de 5 ans sur des produits grand public et l'utilisation des méthodes CAO/CFAO vous intéresse.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. M 885, à notre Conseil Key Men, Rolande Mandon, 2 rue Childebert 69002 Lyon.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Filiale d'une importante multinationale anglaise, notre société située en banlieue nord-ouest fabrique et distribue des peintures destinées aussi bien aux professionnels qu'au grand public.

Notre direction générale souhaite rapidement intégrer un

Directeur informatique

Actuellement dotés d'un BULL DPS 7, nous souhaitons nous équiper à moyen terme de matériel IBM afin d'harmoniser notre informatique avec celle du groupe.

A la tête d'une équipe de 20 personnes, vous serez chargé :
- dans un premier temps de terminer les développements en cours et de maintenir les chaînes existantes,
- d'élaborer et de négocier le plan et le budget informatique en collaboration avec la Direction Générale,
- de participer au choix du nouveau matériel, à son installation et à la migration des applications,
- des relations informatiques avec les filiales européennes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes âgé d'environ 35 à 40 ans et avez une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre groupe peut offrir de réelles possibilités d'évolution à un candidat doté d'un bon potentiel.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/GE/DI.

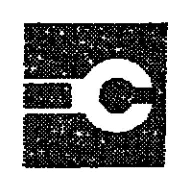
MEDIA BA



ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS
membre de l'AFCOREM

PRECISION MECANIQUE LABINAL

7.500 personnes - 20 Usines en France - 11 Filiales à l'étranger - CA : 2 milliards de Francs
recherche dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger

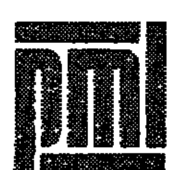


DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE
Leader sur le marché français.
Produits exportés en EUROPE, ETATS-UNIS, AFRIQUE.

Jeune cadre export

Formation grande école de commerce : HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent.
Rattaché au Responsable Export de la Division, il aura pour mission :
- de coordonner des actions commerciales chez les constructeurs automobiles en EUROPE,
- d'animer une équipe de responsables de zone export,
- de participer à la définition de la stratégie commerciale de la division.

Le candidat que nous recherchons aura acquis dans le domaine de l'exportation d'équipements automobiles (ou industriels) une expérience d'environ 5 ans.
Il devra maîtriser parfaitement l'anglais et l'allemand.
A terme, des perspectives de développement de carrière intéressantes peuvent être envisagées à partir de cette fonction.



Merci d'adresser, C.V. et prétentions à PM LABINAL
Direction des Affaires Sociales -
5, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY.

CONTESSE



emplois régionaux emplois régionaux

Leader européen de la mesure et de la régulation, société du groupe SCHLUMBERGER, recherche pour sa division électricité distribution à POITIERS

Ingénieur marketing

ESE - Télécom - Centrale
HEC - ESSEC - Sup de Co

Il aura à définir les nouveaux produits électroniques de comptage d'énergie électrique, les promouvoir, les gérer et piloter leur évolution sur le marché mondial des distributeurs d'électricité.
Ce poste s'adresse à un candidat débutant possédant une première expérience, maîtrisant l'anglais. Il offre de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de premier plan.

Merci d'adresser votre dossier de candidature -lettre manuscrite, CV, photo et prétentions- sous la référence K 5, au Service du Personnel, Enertec, BP. 23, 86361 Chasseneuil du Poitou.

ENERTEC
Schlumberger

PROVENCE : nous sommes une entreprise de services réalisant plus de 2 milliards de C.A. Leader de notre secteur d'activité, nous recherchons un :

organisateur interne

pour le poste que nous venons de créer. Sous l'autorité du Directeur, ses principales missions seront :
— Dans le domaine de l'organisation :
  - de proposer à la Direction un plan directeur annuel organisation,
  - de proposer pour chaque action les moyens nécessaires y compris dans le domaine informatique, le budget, le calendrier, l'évaluation du rapport efficacité-coût,
  - de participer à la réalisation des actions retenues,
  - d'assumer le suivi de la réalisation des plans directeurs.

— Dans le domaine de la structure :
  - de participer à la définition des fonctions.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 30 ans environ, justifiant de quelques expériences au cours desquelles il aura exercé une fonction similaire.

Son intégration et sa réussite seront étroitement liées à ses qualités de rigueur et d'animation, son ouverture d'esprit et sa vivacité.



Merci d'adresser C.V. + photo
en précisant vos prétentions sous réf. 409/85 à :
IS CONSEIL - 34, cours Gouffé
13286 MARSEILLE Cedex 6.

PARIS - LYON - MARSEILLE

---

groupe
école supérieure de commerce de lyon

recherche

jeune formateur en économie

- ENSAE - Maîtrise d'Economie - ISUP ou DEA d'Econométrie.
- Capable de participer à la conception et à l'animation de programmes de formation avec simulation.
- Connaissances informatiques indispensables.
- Poste d'Assistant-Professeur avec possibilité de développement de Carrière.

Envoyer lettre avec prétentions et C.V.
à Mlle COTTIN,
BP 174, 69132 ECULLY CEDEX

LE DIRECTEUR de notre département "MARKETING-RECHERCHE et DEVELOPPEMENT" éprouve le besoin de trouver un homme POUR LE SECONDER qui soit un

INGENIEUR D'EXCELLENT NIVEAU

Travaillant dans le MONDE ENTIER, nous concevons, fabriquons et commercialisons des APPAREILS et SYSTEMES D'AMBIANCE (chauffage, ventilation, régulation...) destinés aux BATIMENTS INDUSTRIELS.

Aussi, dans le cadre de notre expansion, nous CREONS LE POSTE de

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES
Mécanique + Electronique

Disposant de MOYENS REELS (humains et matériels), nous apprécierons vos qualités d'imagination, votre esprit de synthèse, vos talents d'animateur et votre connaissance de la LANGUE ANGLAISE.

Ce poste se situe en BOURGOGNE à DIJON (21). La rémunération est à la hauteur du poste.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et salaire actuel sous Ref. 1980.

La déontologie de notre profession garantit toute discrétion

RESULTATS
CONSEIL EN RECRUTEMENT
7 place Darcy - BP 1398 - 21051 DIJON Cedex

Accompagnez notre développement !

FICHET-BAUCHE

Société leader dans le domaine de l'Alarme vous propose de renforcer son Service d'Etudes comme

INGENIEUR ELECTRONICIEN

VOTRE MISSION :
Concevoir, réaliser et mettre au point les logiciels et matériels d'une nouvelle génération de centrales d'alarme.

Ingénieur diplômé, justifiant d'une expérience d'1 à 3 ans en Recherche et Développement, vous avez acquis une bonne connaissance d'un microprocesseur 8 ou 16 bits.

La pratique du PASCAL serait un plus.

Lieu de travail : VELIZY avec déplacements possible France et étranger.

Adresser dossier de candidature complet, en précisant salaire sous réf. M29 à la Direction des Relations Humaines
15/17, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

AUTOMOBILES PEUGEOT

recherche

CADRES DÉBUTANTS

- HEC, ESSEC, ESCP
- Double formation, ÉCOLE DE COMMERCE + ÉCOLE D'INGÉNIEUR APPRÉCIÉE

pour leur proposer des postes de

CADRES COMMERCIAUX

Après formation, ils exerceront **sur le terrain**, des responsabilités :
- d'animation des Ventes,
- d'organisation Commerciale.

Cette activité implique une grande **disponibilité géographique**.

La Société et le Groupe offrent de larges **perspectives de carrière** en FRANCE et à l'Étranger.

Écrire à :
AUTOMOBILES PEUGEOT
direction centrale du personnel
75 Avenue de la Grande Armée, 75116 PARIS

Crédit National



recherche pour son
DEPARTEMENT DES ETUDES ET DU CONSEIL AUX ENTREPRISES

INGENIEUR ECONOMISTE

- Diplômé d'une grande école scientifique et possédant une formation économique ou de gestion (Sciences Eco, Sciences Po...).
- Ayant des connaissances solides en statistiques, économétrie et informatique.
- Avec de préférence une expérience professionnelle de quelques années dans le domaine économique ou financier.

Il lui sera confié des analyses économiques, statistiques et financières sur les sociétés, dans le cadre des missions de ce Département qui réalise des études pour les besoins internes du CREDIT NATIONAL et qui assure également des prestations de conseil aux entreprises.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae, salaire souhaité et photo au CREDIT NATIONAL -
Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint Dominique - 75700 Paris

CONTESSE



Pour vendre ses nouveaux *grands ordinateurs*
AS XL 60 et AS XL 80
annoncés le 11 mars 1985,

NATIONAL ADVANCED SYSTEMS

Division de National Semiconductor
et leader sur le marché des ordinateurs compatibles IBM

Recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS SYSTÈMES (400 000 F +)

Nous souhaitons rencontrer des candidats, ou candidates, de niveau études supérieures, ayant déjà l'expérience de la vente, aimant se réaliser pleinement et « non assistés ». Leur principale qualité est de savoir obtenir rapidement des résultats concrets.

Ces candidats seront amenés à traiter des dossiers importants, demandant rigueur, imagination et compréhension des problèmes liés à l'évolution d'un grand centre informatique. Ils sauront orchestrer le soutien actif d'une équipe technico-commerciale très compétente. Ils devront tisser des relations de confiance avec leurs clients dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Nous leur offrons une grande autonomie et une rémunération attractive au sein d'une entreprise très dynamique, ambitieuse et dotée de la stabilité nécessaire.

Voiture de fonction fournie.

Veuillez adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à Madame Mourgand, National Advanced Systems, 11, boulevard Pershing, 75017 Paris (757-31-65).



CHEF DU SERVICE CENTRALISATION COMPTABLE

De formation comptable supérieure, vous avez une expérience de 5 années en entreprise similaire ou en Cabinet d'Audit. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour la communication avec nos filiales européennes et la maison mère aux Etats-Unis.

Vos fonctions :

- Etablir ponctuellement les états financiers de l'entreprise (C.A. 9 Milliards de Francs H.T.) aux fins de consolidation mondiale en utilisant des moyens informatiques avancés : WANG VS 100, Traitement de Texte, APPLE...
- Assurer la conversion de la comptabilité anglo-saxonne régie par les recommandations émises par FASB et SEC vers la comptabilité et fiscalité françaises dans le cadre du Plan Comptable 1982 et des règles fiscales en vigueur.
- Etablir les procédures internes et résoudre les défaillances décelées par le contrôle interne.
- Etre l'interlocuteur des Commissaires aux Comptes et Cabinets d'Audit Externe.
- Fournir toutes statistiques obligatoires.
- Encadrer et développer un groupe de techniciens comptables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature + photo à
FORD FRANCE S.A. - Martine SANTOS
344, avenue Napoléon Bonaparte
92506 Rueil-Malmaison Cedex

deb 8

créer, animer, développer notre « module repair center » Sud Europe

NOTRE SOCIETE

Depuis 6 ans INTERGRAPH est reconnu comme le leader technologique et le plus dynamique des fournisseurs de systèmes d'informatique graphique interactifs (CAO / FAO).

Notre croissance est très élevée dans le Monde et en Europe. Notre chiffre d'affaires mondial 1984 est supérieur à 400 millions de dollars. Les systèmes interactifs graphiques proposés par INTERGRAPH incorporent des unités centrales d'origine DIGITAL EQUIPMENT et des matériels conçus, développés et fabriqués par INTERGRAPH aux USA en utilisant les technologies les plus avancées.

Les systèmes INTERGRAPH sont utilisés dans la mécanique, l'électronique, les réseaux de distribution, la conception d'usines, la construction, l'architecture, l'ingénierie, les publications techniques et la recherche pétrolière.

La région Sud Europe, qui comprend la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce et l'Afrique du Nord, a son siège en France.

NOUS RECHERCHONS :

1°) un INGENIEUR

Ecole d'ingénieur ou autodidacte, 30 ans minimum, capable de participer à la mise en place de notre futur « module repair center », en France et d'en prendre la responsabilité

Son ascendance naturelle lui permettra d'animer efficacement une petite équipe de professionnels.

Une bonne expérience en production industrielle électronique ou dans un poste similaire est indispensable.

2°) TECHNICIENS

Pour ce poste nous recherchons des candidats de formation BTS-DUT électronique possédant une expérience de 2 à 3 ans en dépannage logique et analogique en plate-forme.

Une expérience sur matériel DIGITAL EQUIPMENT sera appréciée mais non indispensable.



Pour ces postes, formation aux produits assurée en Europe et aux USA.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à M. MAGI INTERGRAPH FRANCE
« Les Mercuriales » Tour du Levant - 40, rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET.

INTERGRAPH

SEMA-METRA — INGENIEURS CONSULTANTS ARCHITECTURE INFORMATIQUE ET RESEAUX

La Division INGÉNIÉRIE des SYSTÈMES TECHNIQUES de SEMA METRA participe à la conception de Grands Systèmes Informatiques pour les entreprises (Schémas Directeurs, Projets d'Informatique Industrielle ...).

Dans ce cadre, vous interviendrez en tant qu'**Architecte Informatique** pour définir les solutions de répartition des applications, les matériels et logiciels de communications, les réseaux, le calibrage des équipements.

Vous avez de 4 à 10 ans d'expérience professionnelle.

Vos atouts sont :
— une excellente connaissance des architectures logicielles de communications (DSI, SNA et /ou DSA, etc.), des protocoles et procédures de transmission, des réseaux publics, des réseaux locaux, des outils de la télématique...
— une solide culture informatique, appuyée sur certains points forts (systèmes d'exploitation, sécurité informatique, bureautique, simulation de performances...),
— le goût de l'animation, de la synthèse, des méthodologies.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, transmettre votre curriculum vitae et vos prétentions sous la référence 10571/M à Agnès Chauvin, Département Recrutement, Sema Metra,
16/28, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

SEMA·METRA

MEMBRE DE SYNTEC

Compagnie Européenne d'Accumulateurs — JEUNE INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Cette importante société (filiale du groupe CGE), spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de batteries de démarrage et de batteries industrielles, souhaite recruter pour son service recherche un jeune ingénieur électronicien.

Rattaché au directeur de la recherche, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le titulaire prend en charge la diversification dans le domaine de l'environnement des batteries : automatisation de certaines tâches, mise au point de systèmes de surveillance...

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur diplômé, de formation électrotechnique ou électronique industrielle. Il a acquis par une première expérience ou par une thèse appliquée à la mise au point d'un produit, la connaissance du laboratoire et des domaines suivants : circuits analogiques, et digitaux, capteurs (mesures physiques), informatique (programmation de micro-processeurs), électronique de puissance.

Pour un candidat de valeur, ce poste peut évoluer à moyen terme vers la responsabilité de toute l'activité électronique de la société incluant production et marketing.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 19/431 L, à :

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

SEMA-METRA — ANALYSTES CONFIRMES - CHEFS DE PROJET

SPÉCIALISTES BULL, POUR RÉUSSIR, INVESTISSEZ BIEN

L'informatique du secteur public connaît un très grand essor.

Avec des références «stratégiques» (comptabilité budgétaire, centrales nucléaires ...) la Division INGÉNIERIE DE SYSTÈMES DE GESTION DE SEMA METRA, est un des leaders dans ce domaine.

Vous nous apportez 3 à 6 ans d'expérience comportant la pratique d'un des systèmes BULL ; nous vous formerons à MERISE et à nos techniques avancées d'organisation de projet.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, transmettez votre curriculum vitae sous la référence 10570/M à Agnès Chauvin, Responsable du Recrutement, Sema Metra,
16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

SEMA·METRA

MEMBRE DE SYNTEC

Région Parisienne — COMPTABLE *HF*

Responsable de la comptabilité clients

Ce groupe français distribue des biens de consommation dans le domaine de l'équipement ménager et de l'électrodomestique. Il occupe une position de leader sur le marché et jouit d'une excellente réputation.

Basé au siège, en proche banlieue Nord, le titulaire du poste anime une équipe d'une douzaine de personnes. Il assure la liaison entre le directeur des services comptables et cette équipe. Il a la responsabilité de l'avancement des travaux (pointage des comptes, traitement des avoirs, rédaction des chèques de paiement, passation des écritures) et du respect des objectifs fixés en matière d'arrêt mensuel, de pointage des comptes et des procédures définies,...

Agé d'environ 30 ans, le candidat souhaité possède une compétence technique affirmée et le potentiel nécessaire pour assurer pleinement et efficacement cette mission. Il est titulaire d'une expérience d'au moins trois ans dans des fonctions similaires. Statut agent de maîtrise, rémunération fonction de la valeur et de l'expérience.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 19/344 Z, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

SLIGOS — CHEF DE PROJETS A FORT POTENTIEL

Notre Groupe de 2.000 personnes représente, avec un C.A. de 730 millions de Francs, une des premières sociétés de Services et d'Ingénierie en Informatique.

Renforçant ses structures, il recherche, au sein de sa Division Services de Gestion, un Chef de Projets pour lui confier, à la tête d'une petite équipe, la totale responsabilité de conception et de suivi d'applications variées : gestion de fichiers, de stocks, systèmes télématiques divers (VPC, réservation, banque, etc.), essentiellement sur gros systèmes.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, âgé de 28 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience similaire de cinq années au moins acquise sur grands systèmes (de préférence IBM) dans un environnement télétraitement et bases de données.

Outre son sens relationnel et son esprit de synthèse, nous apprécierons sa créativité, sa rigueur et son autonomie.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 23/1034 L, à EGOR INFORMATIQUE 19, rue de Berri, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION

ÉMISSIONS TÉLÉVISÉES
recherche :

JOURNALISTE ASSISTANT (E)

Pour constitution de dossiers-enquêtes et repérages.
Ecrire lettre + CV + photo à I.N.C. Sce TÉLÉVISION
80, rue Lecourbe
75732 Paris Cedex 15.

CHERCHONS

ANALYSTES FINANCIERS

spécialisés dans fiscalité pétrolière.

Adresser c.v. à : A.P.R.C. 7, av. Ingres, 75016 PARIS.

CABINET D'EXPERTISES ASSURANCES (I.R.D.)
recherche

JEUNE UNIVERSITAIRE

Formation bâtiment souhaitée. Excellente culture générale et large ouverture d'esprit. Activité région parisienne.

Adresser lettre manuscrite c.v. et prétentions à :
Cab. Daniel J.-Claude Ferrand
1, avenue Foch
Les Châtaigniers n° 2
95220 HERBLAY.

legrand®

Leader Européen de l'appareillage électrique d'installation; CA : F 4 milliards; 30 unités de production en France et à l'étranger, recherche le :

contrôleur administratif et comptable

de ses filiales

Basé à Paris, relevant du Directeur Financier du Groupe, en étroite collaboration avec les services opérationnels du Siège et ceux des filiales, il sera le RESPONSABLE du développement et du contrôle des systèmes comptables et financiers des 12 filiales françaises.

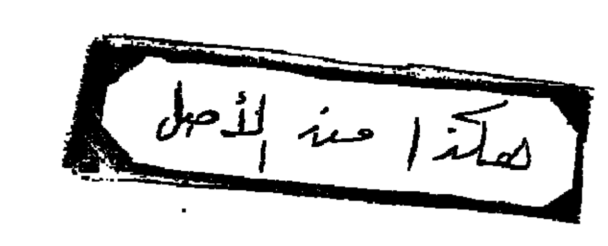
Ce poste conviendra à un candidat âgé de 30 ans minimum, formation : Ecole de Commerce + DECS, de préférence complétée par 2 ans dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon et pratiquant l'anglais.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat d'envergure, rigoureux et méthodique, parfaitement à l'aise dans les contacts humains.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions, sous référence 21.880-M à H. CARON.



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU 75008 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR *électricien*

BASÉ A HAMBURG (R. F. A.)



3M recherche un ingénieur électricien pour son laboratoire électrique situé à Hamburg et chargé du développement des programmes électriques, électroniques et télécommunications.

Débutant ou justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans, le candidat retenu sera issu d'une école d'ingénieurs (option électricité ou électrotechnique) et aura une pratique courante de l'anglais.

Il se verra confier l'élaboration et la mise en place des programmes de développement ainsi que l'assistance technique auprès des différentes filiales du Groupe (France, Belgique, Grèce).

3M Pour ce poste offrant de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe, merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 29/LM/F, à Denis FAUCONNET - **3M FRANCE** - Département Relations Humaines - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.

MEDIA BA

UN CHEF DE PROJET

A NOTRE IMAGE, DYNAMIQUE

Dotés d'un ensemble d'outils et de matériels à la pointe des techniques informatiques, nous sommes un très grand groupe industriel et commercial à vocation internationale.

Notre dynamisme nous pousse régulièrement vers l'expansion et nous vous proposons ce poste de Chef de Projet, pour participer au développement de nos systèmes de distribution et de gestion commerciale. En contact avec les décisionnaires et les utilisateurs dans les filiales, vous les guiderez dans les utilisations de moyens sophistiqués : réseaux informatiques IBM, microinformatique à la base d'un IBM PC, accès aux systèmes TELETEL, INFOCENTRE/FOCUS.

Ingénieur de formation ou 3ème cycle universitaire, votre avenir est tracé dans un groupe comme le nôtre. Nos unités fonctionnant toutefois à un rythme de grande PME, vous assurent d'excellentes conditions de travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence M 709 à notre Conseil.
ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI



Brevets SZYDLOWSKI

TURBOMECA

Secteur Aéronautique

JEUNE CHEF DU PERSONNEL USINE

Le Directeur du Personnel, au siège à BORDES, près de PAU, veut confier à un jeune collaborateur l'ensemble de la fonction pour son usine de la Région Parisienne-Ouest : 200 personnes. A la tête d'un service de 4 personnes, il travaillera en étroite relation avec le Directeur de l'établissement et disposera d'une réelle autonomie dans la solution des problèmes de gestion quotidiens comme dans le développement de l'informatique liée à sa fonction. De plus, il sera régulièrement associé, au Siège, aux négociations sociales de toute la Société.

Ce poste conviendrait bien à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de la fonction en milieu industriel et souhaitant se mesurer à un poste de terrain. Des connaissances en comptabilité et / ou informatique directement liées à la gestion du personnel sont souhaitables. Bien sûr, de réelles dispositions et motivations pour assurer les relations sociales avec l'ensemble du personnel et l'assistance à l'encadrement seront appréciées.

Ce poste est à pourvoir rapidement. Le Consultant d'OCS, auquel nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle, sous la réf. 2853 M.

OCS 29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

VOTRE DIPLOME D'INGENIEUR

(GRANDE ECOLE OPTION ELECTRONIQUE OU INFORMATIQUE)

PASSEPORT POUR UNE DIRECTION COMMERCIALE

...Mais avant, il vous faudra faire votre chemin.

Nous appartenons à un très grand groupe industriel privé français. Notre activité - conception, commercialisation et implantation d'ensembles de comptages informatisés - est étroitement liée au marché pétrolier international.

La première année, vous interviendrez en tandem avec un ingénieur d'affaires. Vous vous formerez ainsi à nos techniques et méthodes afin de pouvoir rapidement mener des missions commerciales de façon tout à fait autonome.

Outre votre formation d'ingénieur, ce poste implique une pratique aisée de l'anglais, une grande disponibilité pour de nombreux déplacements à l'étranger, des qualités de rigueur et de contact et surtout, un excellent potentiel d'évolution. Car c'est dans l'optique de votre aptitude à prendre une Direction Commerciale que les consultants d'UNILOG étudieront le dossier de candidature que vous leur confierez sous réf. 458.

MEMBRE DE SYNTEC Informatique

UNILOG Ethnos — 9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

DESSEIN



La Bureau ma tique et les six Technologies

- Dans le monde un C.A. de plus de 2 Milliards de $ - 30.000 personnes.
- En France un C.A. de 500 Millions de Francs - 500 personnes 5.000 systèmes installés.
- Une croissance de 40% ces dernières années.

Afin de developper son **Département Support logiciel,** recherche des

INGÉNIEURS PRODUITS LOGICIELS

qui
- Interviendront en clientèle pour identifier et isoler les problèmes.
- Assureront l'installation et le paramétrage des logiciels spécifiques (logiciels réseaux et leurs applications, logiciels de bases de données et d'automatisation du bureau).
- Seront responsables de l'optimisation des performances en clientèle.

Les candidats, de formation Ingénieur en Informatique avec 2 ans d'expérience, auront la maîtrise des logiciels.

La connaissance de l'anglais, des réseaux S.N.A. ou des télécommunications sont des atouts supplémentaires.

Si une activité motivante avec de larges perspectives de développement personnel vous intéresse, adressez votre C.V. à Christian REVERT Service du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni 93174 BAGNOLET CEDEX

Bleu

THOMSON-TITN

LE DEPARTEMENT INFORMATIQUE REPARTIE

ACTIVITES SYSTEMES
- Gestion transactionnelle multi-sites à haute disponibilité.
- Base de données.
- Productique.
- Systèmes experts,...

ACTIVITES PRODUITS
- TEMIS : gestion de transaction et de bases de données.
- TRANSVOX : serveur vocal grand public.
- AGIS-ATELIER : conduite d'atelier flexible.
- AUDITEX : éditeur-serveur audio-vidéographique,...

recherche

INGENIEURS LOGICIEL

- Formation grandes écoles.
- Expérience « systèmes », « télécom » ou S.G.B.D.

Pour préciser les grandes lignes des postes à pourvoir dans les domaines cités, ajoutons que parmi nos nombreux moyens de développement figurent VAX 785, VMS, UNIX...

Votre candidature est attendue sous référence R par
Ariane CHARTIER - THOMSON-TITN
1-5, rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS

Analyste financier

Paris - 180 000 F/an

ESCAE (ECOFI) Sciences Economiques + expérience bancaire ou financière

Notre société financière, filiale d'un important groupe industriel leader sur ses marchés, crée à Paris le poste d'**analyste financier** (h/f).

Agé de 30 ans minimum, de **formation supérieure**, le candidat aura acquis une bonne expérience d'analyse financière et déjà étudié des dossiers de financement à l'**échelle industrielle**. Il connaît particulièrement les mécanismes du crédit-bail ainsi que la législation sur les garanties.

Dynamique, actif, appréciant le travail en équipe, son rôle sera :
- d'effectuer une analyse financière approfondie des demandes de crédit ;
- d'en évaluer le risque ;
- puis d'assurer la mise en place des concours accordés.

Ce poste devrait convenir à un candidat ouvert, désireux d'évoluer au sein d'une entreprise en plein développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle), sous la référence AF/LM, à notre Conseil qui garantit le caractère confidentiel des dossiers.

ORECI 13, rue de Castellane 75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MEDIA BA

LANDIS et GYR, groupe international, fabrique et commercialise des produits de renommée mondiale en ***MESURE COMMANDE ET REGULATION.*** *En France, avec 1700 personnes il réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de Francs.*

INGENIEUR SYSTEME

Diplômé d'une école d'ingénieurs vous prouvez une expérience de 5 ans dans la conception des systèmes et le développement de logiciels, si possible en thermique du bâtiment ou de l'industrie.

Au sein de notre Direction Commerciale THERMIQUE vous :
- concevrez, développerez et mettrez en place des équipements informatiques,
- développerez des logiciels spécifiques pour notre activité GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE,
- apporterez une assistance technique au réseau de vente dans la préparation des projets systèmes,
- participerez à la formation informatique du réseau de vente.

Ce poste d'avenir implique des déplacements de courte durée en Métropole. Nous vous assurons une formation à nos produits, une rémunération intéressante et les avantages liés à notre groupe.

LANDIS & GYR

Merci d'adresser lettre manuscrite et prétentions sous référence CHDM7 à Claude-Hélène DESTEMBERG, LANDIS et GYR, 16, Bd du Gal Leclerc, 92115 CLICHY.



Nous sommes une Société de prestation de services et de négoce, Société Mère d'un Groupe national et international de 15 000 personnes, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 8 milliards de francs H.T., diversifié dans ses activités :
— Transport International.
— Loisirs et distribution : chaîne de magasins de bricolage BRICORAMA-BRICOGEM et agences de voyages FRIEDLAND.
— Négoce : matériaux de construction et combustibles solides et liquides.

Nous recrutons,

UN AUDITEUR INTERNE *HF*

pour contrôler nos filiales françaises.

Sa mission consiste à faire appliquer les procédures du groupe. Il contrôle sur place la régularité des opérations comptables et assiste chaque filiale sur le plan financier, informatique et fiscal. Il participe à la mise en place des systèmes d'organisation.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, titulaires au minimum du D.E.C.S.

Une première expérience en entreprise ou en cabinet serait appréciée, ainsi qu'une connaissance de l'informatique.

Hommes de contact et de terrain, ils ont du poids personnel et un esprit formateur.

Ce poste est basé à Puteaux et nécessite environ 50 % de déplacements.

Le groupe peut offrir de nombreuses opportunités de carrière à un candidat de valeur et d'action.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, accompagnée de C.V., photo et lettre manuscrite à **SCAC** - Direction Financière
30, Quai de Dion Bouton - 92806 PUTEAUX Cedex.

Importante Société d'études et de conception de Moteurs Diesel

recherche pour son service ASSISTANCE TECHNIQUE

officier mécanicien

1ère classe Marine Marchande

ou

ingénieur

• Ayant expérience moteur Diesel de plus de 1.000 C.V. • Déplacements fréquents France et Etranger • Qualité de réflexion et bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Envoyer C.V. + photo, s/n° 75.141
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris

P.R.B.



SOGEN

groupe SATAM/GÉNÉRALE DES EAUX

Importante **SOCIÉTÉ DE SERVICE** dans les domaines de la distribution des carburants, des services à l'automobile et des systèmes thermodynamiques et solaires de chauffage

recherche
dans le cadre du développement de sa filiale **SOGEN-Energie**

UN INGÉNIEUR

pour concevoir, mettre en œuvre et assister à la vente d'**AUTOMATES PROGRAMMABLES de MONITORING** des équipements thermodynamiques de régulation des ambiances.

La Technique de Télémaintenance est le prolongement de cette innovation.

Le candidat devra maîtriser :
- l'approche des techniques cybernétiques et leur expression mathématique,
- la programmation **BASIC** des automates programmables **ZILOG** ou technologies dérivées,
- le hardware de la détection des paramètres physiques et du microprocesseur

Une bonne connaissance - ou mieux, une expérience de la thermodynamique appliquée à la pompe à chaleur, sera très appréciée.

Les candidats intéressés adresseront lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :

SOGEN

Direction du Personnel 32, rue Victor Hugo 92800 PUTEAUX

THOMSON-CSF
recherche pour son service
CONTRÔLE de GESTION

CADRE Débutant

(Écoles de Commerces ou de Gestion)

La connaissance de la micro-informatique serait souhaitable.

Lieu de travail: Métro CARREFOUR PLEYEL.

*Merci d'adresser votre candidature à **THOMSON-CSF Division des Travaux Extérieurs et Services** – Mme LAVAL – 34, boulevard Ornano, 93203 SAINT-DENIS.*

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Société Française Filiale d'un Groupe important, recherche pour son Laboratoire d'Applications de produits industriels,

INGENIEUR CHIMISTE

ayant de préférence quelques années d'expérience en formulation de produits pour les industries pétrolière, papetière, textile.

Anglais indispensable.

Après un an en région parisienne, le candidat sera responsable du Laboratoire d'Application situé dans le Sud-Ouest de la France.

Il réalisera, avec le responsable du développement, la mise au point et l'adaptation des produits aux exigences de la clientèle.

Le poste requiert à la fois un travail pratique en laboratoire et le sens des relations avec les services commerciaux et la clientèle.

Adresser C.V., photo, prétentions à PIERRE LICHAU S.A. sous réf. 4557 – BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Ingénieur commercial

350.000 F

DATA-PACK

Le progiciel financier, tel est le produit sur lequel cette société de distribution et de conseil, filiale d'un groupe anglo-saxon, a fondé son étonnant développement depuis sept années. Pour faire face à la demande croissante des utilisateurs (importantes sociétés françaises et multinationales), elle recherche un ingénieur commercial. Après une formation sur les logiciels, en partie dispensée Outre-Atlantique, il sera responsable d'un secteur industriel français, de la prospection à la vente. Sa mission comprendra notamment l'organisation de séminaires de présentation des produits, la construction d'argumentaires, la réponse aux cahiers des charges, la négociation des contrats et le suivi de la clientèle. Ce poste s'adresse à un commercial déjà spécialisé dans les domaines hard ou soft et possédant un anglais courant. La rémunération annuelle, composée d'un fixe de l'ordre de 70 % et d'un intéressement au chiffre d'affaires, sera de l'ordre de 350.000 francs et devra évoluer rapidement. Ecrire à A. DAVID, en précisant la référence A/2668M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Contrôleur budgétaire

200.000 F

Dans le cadre d'une stratégie globale de renforcement du contrôle de gestion, un des premiers équipementiers automobiles recherche un contrôleur budgétaire pour son siège parisien. Intégré à une jeune équipe de "controllers", où le rôle de chacun est défini sans être figé, il participera activement au travail collectif. Sa mission regroupera principalement l'analyse des résultats mensuels et la rédaction des commentaires, l'établissement du tableau de bord de la société et la réalisation des prévisions de comptes d'exploitation et de bilans mensuels. Il devra également suivre l'évolution des prix et des coûts, participer à l'élaboration des plans triannuels et des budgets, et assurer le reporting. Ce poste s'adresse à un candidat jeune, diplômé d'une grande école de commerce et possédant trois à quatre ans d'expérience dans un service contrôle de gestion tenu à l'américaine, où il aura acquis la pratique du reporting. La rémunération annuelle, fonction des compétences, pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/2666M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

jeunes ingénieurs

BUREAUTIQUE. Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en informatique. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge le développement d'applications complexes en micro-informatique (IBM PC) liées à l'exécution de nos contrats. La réussite de votre mission dépendra en particulier d'une bonne connaissance des matériels et des logiciels existant sur le marché pour concevoir et réaliser les développements informatiques liés à nos projets. *(Réf. M-85-04)*

INFORMATIQUE ET TELECOM. Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en informatique ou dans les réseaux de communication. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge la réalisation de projets informatiques liés à la gestion de notre Société (800 personnes). La réussite de votre mission dépendra en particulier d'une bonne adaptation au matériel (IBM 43 41) et de votre capacité à étudier et développer des applications complexes. *(Réf. M-85-05)*

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence à Serete. Service du Recrutement 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.

serete ingénierie

---

ingénieurs de projet

SPECIALISTES

AUTOMATISATION DE PROCEDES. Vous avez une expérience réussie dans la conception et la mise en place de systèmes automatisés de production en industries manufacturières ou agro-alimentaires. *(Réf. 85.12-M)*

G.P.A.O. Vous avez une expérience réussie dans la conception et la réalisation de systèmes de traitement de l'information associés à la production (gestion des stocks, planification, bases de données techniques...) *(Réf. 84.28-M)*

INSTRUMENTATION. Vous avez une expérience réussie dans la conception et la réalisation de systèmes de régulation industrielle. Vous connaissez les systèmes de régulation distribuée et avez une bonne expérience en méthodologie. *(Réf. 85.10-M)*

Pour chacun de ces postes, nous recherchons des candidats très autonomes, souhaitant prendre la responsabilité de projets plus complexes et diversifier vos compétences. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Serete. Service du Recrutement 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



Nous sommes une Banque Privée Française affiliée à un groupe international.

Pour accompagner notre développement, nous recherchons des

exploitants entreprises

qui auront pour mission de gérer et développer un fonds de commerce PME et grandes entreprises.

Les candidats justifieront d'une expérience bancaire d'au moins 3 années, acquise dans le cadre d'une fonction similaire.

Diplômés de l'enseignement supérieur, ils devront disposer de connaissances techniques complètes et d'un tempérament commercial affirmé.

Adresser lettre manuscrite avec photo, CV et prétentions sous réf. 35501 à **Léré Tournay - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.**

Et maintenant, la micro-informatique !

SONY FRANCE entre dans le nom de la micro-informatique Grand Public.
Nous créons donc un nouveau Departement et à cette occasion nous recherchons des

JEUNES ESC DEBUTANTS ou des **COMMERCIAUX CONFIRMES** pour

vendre nos produits micro-informatique

BORDEAUX LYON PARIS

Après avoir déterminé le potentiel de distribution et les prévisions de vente de votre secteur, vous créerez, suivrez et développerez un réseau de revendeurs, chargés de commercialiser nos nouveaux produits micro-informatiques.

Responsable des resultats sur votre région, vous saurez véhiculer notre image et être l'interlocuteur privilégié de vos clients.

Passionné de micro-informatique ? Bien sûr vous l'êtes. Il vous faut en plus un tempérament commercial, le sens de l'organisation, l'energie d'assumer votre mission jusqu'au succès.

Nous souhaitons donc vous rencontrer, et vous exposer ce qu'est pour nous la vie participative au sein de l'entreprise.

Adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et pretentions, sous la référence MM(en précisant la ville choisie) à la Direction des Relations Humaines de SONY-FRANCE - 19, rue Madame de Sanzillon - 92110 CLICHY

SONY

Organisation et Publicité

Evolution pour un contrôleur de gestion

Diplômé d'études supérieures, 3 ou 4 ans de contrôle de gestion vous ont permis d'acquérir une bonne maîtrise de l'entreprise.
Familier de l'outil informatique (mini), vous pratiquez en outre l'allemand.

Nous vous proposons d'adjoindre à vos responsabilités actuelles la comptabilité générale (trésorerie incluse), le personnel (48 personnes), l'administration et les questions juridiques de notre Société. Bras droit de notre PDG tourné essentiellement vers le développement commercial, vous prendrez donc le poste de Secrétaire Général.

Filiale d'un groupe allemand distribuant des biens d'équipements industriels, nous investissons une part croissante de notre activité à l'export et souhaitons que vous fassiez parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la réf. CDL/SGV/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Importante Banque **190 KF.**

Seconder le Responsable du Secteur Crédit

Issu du milieu **FINANCIER OU BANCAIRE**, vous maîtrisez le marché et les **PRODUITS DE CREDIT** destinés aux artisans, commerçants, PME, PMI...

Intégré à la Direction du Développement et du Marketing, vous participerez à la réflexion, à l'élaboration de la politique des crédits professionnels et mettrez en œuvre les moyens permettant la réussite de notre développement.

Votre sens du contact, votre expérience bancaire et votre formation supérieure vous permettront de nous rencontrer.

Envoyez C.V., photo sous réf. 1545 à notre conseil, FMI.

Recrutement FMI

43, rue Liancourt 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29

Curriculum



JEUNES INGÉNIEURS CALCUL DE STRUCTURES

Participez à la première vocation de FRAMATOME, devenez les artisans de l'innovation.

Pour développer de nouveaux programmes, pour faire évoluer les méthodes de calculs, vous intégrerez les équipes qui ont fait la réputation internationale de FRAMATOME.

Le point de départ d'une carrière.

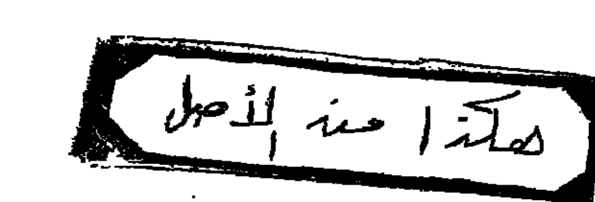
Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle-Recrutement - Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

HAVAS CONTACT



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



LE DEFI TECHNIQUE

Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au Groupe SNECMA, 26000 personnes dont 3200 cadres, qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Nous recherchons pour **notre Direction Financière,** un

CADRE CONFIRME

diplômé de l'Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES Po...)

Il devra posséder une première expérience professionnelle (environ 5 ans) qui lui permettra de traiter les problèmes liés à la finance internationale, de participer à l'établissement des plans de financement et d'effectuer des analyses financières diverses. Une connaissance de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail : **BOIS-COLOMBES.**

Merci d'adresser sous réf. 100/85, lettre manuscrite, CV et prétentions à SNECMA Département Encadrement 2, Bd Victor 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.65

Nous sommes un très important Organisme de Formation basé à Paris, avec 600 salariés permanents. Nous recherchons notre

Responsable de formation

H/F **Paris**

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Vous êtes un professionnel confirmé de la Formation et avez exercé pendant plusieurs années des fonctions similaires ou de gestion de personnel. De formation supérieure, âgé d'environ 35 ans vous rapportez directement à notre Direction Générale.

Votre mission est celle d'un Conseiller et d'un Assistant : • appliquer la Politique définie par la Direction ; • mettre en place les outils nécessaires : • préparer dossiers et conventions de formation ; • gérer votre budget ; • apporter toute aide demandée par les Responsables Régionaux que vous animerez.

Outre votre excellente connaissance des textes en vigueur sur la Formation Professionnelle et vos compétences de praticien, vos qualités humaines de haute valeur vous permettront de mener à bien cette mission. Votre rémunération ne sera pas inférieure à 160 000 F/an.

Adressez votre candidature détaillée (CV, lettre manuscrite, photo) s/réf. LP 22

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

DESSEIN

Certifier les comptes...

Encore est-il nécessaire de posséder une bonne maîtrise des flux informationnels comptables existants, de participer à la conception des systèmes futurs... bref, coller à la réalité comptable des projets industriels à cycles longs de la Société. C'est la première mission que nous souhaitons confier à un :

Assistant au chef du département comptable

qui sera appelé rapidement à prendre **des responsabilités opérationnelles plus importantes** et assurer ainsi sa carrière. C'est l'opportunité que vous propose le **GROUPE SNECMA** (26000 personnes, dont 3200 cadres) spécialisé dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions. Nous attendons un diplômé d'une Grande Ecole de Gestion d'environ 35 ans, possédant au minimmum un DECS et ayant acquis une expérience de comptabilité dans un environnement industriel important.

Le poste est situé au Siège Social à Paris, et nécessite l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf.L/ADC/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM  **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Une activité diversifiée dans la Publicité implique un contrôle de Gestion rigoureux.

Notre régie publicitaire connait actuellement un important développement (France et CEE) et souhaite dans le cadre de cet essor intégrer un

CONTROLEUR DE GESTION
ESC - DECS

appelé à prendre une part active dans la préparation des prises de participations, l'établissement des budgets prévisionnels, la rentabilité des investissements et bien entendu suivre la réalisation de ces prévisions en analysant les écarts.

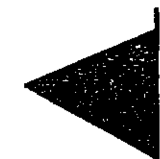
Ceci grâce à une expérience de la fonction d'au moins 5 ans acquise de préférence dans une multinationale.

Ce poste basé à Paris nécessite de nombreux déplacements en Province.
L'anglais sera apprécié.

Pour gérer avec nous cette croissance, adressez votre dossier de candidature à notre conseil en précisant vos motivations et vos prétentions sous réf. 334 M à Christine d'AUBIGNY
VALENS CONSEIL RECRUTEMENT
59, rue de Richelieu - 75002 PARIS
qui vous assure de sa totale discrétion.



Audit interne



Numéro 1 de l'Emballage Métallique et Plastique en Europe recherche pour renforcer sa fonction AUDIT ET ETUDES FINANCIERES, un jeune diplômé d'études supérieures HEC, ESSEC, ESC complétées du DECS ou équivalent. Ce cadre devra prouver une première expérience (3 ans minimum) acquise soit en Cabinet d'Audit soit en Entreprise Industrielle dans un Service d'AUDIT INTERNE.

Au sein de l'équipe en place a BOULOGNE SUR SEINE, il sera chargé de réaliser des missions de contrôle et d'études comptables et financières dans le cadre des objectifs fixés à la fonction Finances et Développement Economique du Groupe.

L'évolution INEVITABLE prévue pour le titulaire de ce poste convient à un candidat à fort potentiel, disponible, apte au travail en équipe et doté d'une réelle capacite de communication. La pratique de l'ANGLAIS est par ailleurs nécessaire, et celle de l'ESPAGNOL souhaitée.

Adressez-nous votre dossier complet sous réf. 1383, 397ter, rue de Vaugirard 75015 Paris ou transmettez-le sur Minitel (1) 828.40.25.

Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.

CONTESSE



JEAN CLAUDE-MAURICE S.A. — MINITEL C.V. PLUS (1) 828.40.25

Importante entreprise de BTP recherche pour son siège social (banlieue Sud-Ouest)

INGENIEUR INFORMATICIEN

ENSI ou ENI option informatique. Maîtrise informatique ou MIAGE.

Jeune informaticien ayant de bonnes connaissances techniques dans les domaines :
- des méthodes de développement,
- des bases de données,
- des micro-ordinateurs et des réseaux ;

pour prendre en charge la conception, la réalisation et la mise en œuvre d'applications informatisées de gestion dans un grand groupe de BTP.

Qualité indispensable : animation et travail en équipe.

Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et photo récente en précisant sur l'enveloppe la référence 3518/LM à

MEDIA PA 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

SLIGOS (2.000 personnes, 730 Millions de C.A. avec un taux de progression supérieur à 28%), spécialisé en ingénierie et produits informatiques de gestion, leader sur les marchés nationaux dans les domaines de l'innovation monétique, recherche le

RESPONSABLE DE SON CONTENTIEUX

Rattaché directement au Directeur Administratif et Financier, ce poste s'adresse à un candidat de **formation juridique** (maîtrise, option droit des affaires).

Une première expérience du **recouvrement créances PME/PMI** ; acquise de préférence dans un cabinet juridique ou en entreprise, est indispensable.

L'évolution dépendra de la valeur du candidat.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 78604 M à :
Nicole CONTE - SLIGOS - 26, rue des Pavillons - 92800 PUTEAUX.

HAVAS CONTACT

CiSi PETROLE



Spécialiste Français de l'Informatique Pétrolière recherche

2 Ingénieurs
Grande école

L'un aura 5 à 10 ans d'expérience en informatique scientifique et technique dont au moins 2 ans dans le domaine du graphique. Connaissance GKS appréciée.

L'autre, 5 à 10 ans d'expérience en informatique scientifique et technique. Connaissance et pratique du système d'exploitation UNIX et du langage C.

Envoyer CV et photo : Département du Personnel, Cisi Pétrole Service, 53 avenue Gabriel Péri 92503 Rueil-Malmaison Cédex France. Tél. (1) 732.92.09.

Concepteur et réalisateur de [illegible] pour la transformation des métaux, nous effectuons [illegible] de notre CA à l'export et recherchons :

INGÉNIEUR SUPERVISION
MONTAGE ET MISE EN ROUTE

- *Homme d'expérience, vous piloterez une équipe de spécialistes dont la mission est d'effectuer le montage, puis d'assurer mise en route et production de nos équipements, laminoirs et lignes de parachèvement, sur site en France et à l'étranger.*
- *Homme de dialogue, vous serez sur le chantier le représentant de notre société auprès du client.*

Nous confierons cette mission à un ingénieur de formation mécanique ou électromécanique qui a déjà eu des responsabilités similaires de supervision ou de travaux neufs et possède une bonne maitrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 78580/M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

Pour faire face à son expansion

DANTEC ANCT. DISA

filiale française recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE 3e CYCLE

- Débutant à quelques années d'expérience pour responsabilités technico-commerciales à forte dominante technique.

Secteur d'activités : équipements pour la recherche scientifique en mécanique des fluides et des solides faisant appel aux technologies de pointe :
- Laser, fibres optiques, informatique.

Fonction : prospection – **ESSAIS** – suivi, assistance et formation clientèle.

Le poste : à pourvoir au siège de Palaiseau (91) nécessite :
- Disponibilité (déplacements);
- Contact humain ;
- Intégration à une équipe confirmée ;
- Sens pratique ;
- Anglais.

Une expérience en **ANÉMOMÉTRIE LASER** ou techniques optiques serait un atout supplémentaire.

Adresser c.v., photo + prétentions à : P. Bauche, Dantec Électronique, 2 bis, rue Léon-Blum, 91120 PALAISEAU.

HOLDING INTERNATIONAL
Quartier ETOILE recherche

superviseur comptable

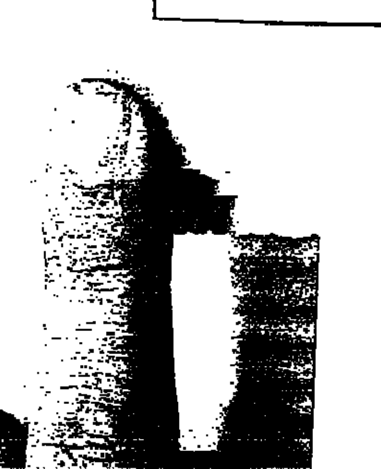
HF

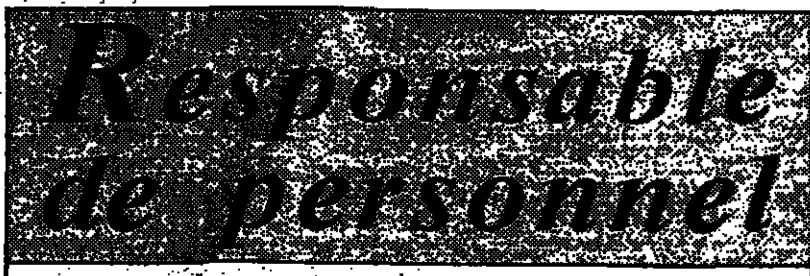
DECS COMPLET – EXPERIMENTE

- *Pour mise en place et vérification des procédures comptables dans les exploitations d'Afrique Francophone.*
- *Missions d'assistance comptable locale.*
- *Exploitation comptable au siège, des informations financières sur les filiales*



Ecrire avec CV, photo, prétentions sous No 9328 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS - qui transmettra





Notre création récente et notre développement au sein d'un groupe important nous amène à rechercher notre **responsable de personnel.**

Rattaché au Directeur général de la Société, il sera chargé de mettre en place la Fonction personnel : recrutement, gestion et administration du personnel, animation et formation.

Trois à quatre ans d'expérience vous ont permis de cerner l'ensemble de la Fonction personnel, et vous souhaitez maintenant prendre votre autonomie dans une société jeune qui vous amènera, grâce à sa croissance, à étoffer progressivement vos prérogatives.

Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris, mais de fréquents déplacements de courte durée, sur les différentes régions d'implantation de notre société, sont à envisager.

Veuillez envoyer, lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 3522/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

MEDIA PA

---

responsable administration du personnel et paie 200.000+

Très importante SSII (environ 800 personnes) recherche son **Responsable Administration du Personnel et paie Paris et Agences.**

Homme ou Femme 30 ans, IUT ou formation équivalente. Expérience confirmée et réussie dans cette fonction.

Envoyer C.V., lettre manuscrite + photo, sous réf. 3148-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

LANDIS et GYR, groupe international, fabrique et commercialise des produits de renommée mondiale en **MESURE COMMANDE ET REGULATION.** En France, avec 1700 personnes il réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de francs.

INGENIEUR PRODUIT

Pour notre activité GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE :
Vous assistez techniquement le réseau commercial pour la vente de cette gamme de matériels : montage de dossiers, formation, ...
Vous suivez sur le plan Marketing ces produits - analyse du marché, concurrence, positionnement, actions de promotion...
Diplômé d'une école d'**ingénieurs en électronique** vous avez impérativement des connaissances en informatique et en électricité ; et possédez une expérience de 5 ans en support technique à la vente dans les systèmes informatisés. Vous y avez développé de réelles qualités de contact en milieu thermique du bâtiment.
Ce poste basé à **CLICHY (92)** implique des déplacements de courte durée à Paris et en Province.
Nous vous assurons une formation à nos produits, une rémunération intéressante et les avantages liés à notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. CHDM 6 à

LANDIS & GYR

Claude-Hélène DESTEMBERG
LANDIS et GYR
16, Bd Gal Leclerc
92115 CLICHY.

CONTESSE



Responsable Administratif - Financier - Personnel

Nous sommes une Société Informatique dépendante de deux grands groupes, nous avons deux ans d'existence, une progression importante, déjà 65 personnes, nous créons le poste de :

Responsable Administratif - Financier - Personnel.

Dépendant du Directeur Général, vous aurez à mettre en place et tenir la gestion du Personnel, le contrôle de gestion avec tout ce qui a trait aux fournisseurs, à la trésorerie...

Agé de trente ans environ, titulaire d'un DECS, associé à une formation Ecole de Commerce ou juridique, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans un créneau similaire.

Si, de participer à notre essor vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 85205 M à Madame Claude FAVEREAU.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

AFCOREM

PARIS 8ème
IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International recherche pour assurer le développement de son Département Gestion de Patrimoine

DEUX ATTACHES DE CLIENTELE CONFIRMES H/F
CLASSE VI minimum

Ces postes nécessitent de la part des candidats(es) :
- une formation supérieure,
- un minimum de cinq années d'expérience réussie dans un poste similaire,
- une bonne connaissance des marchés de valeurs mobilières,
- de solides aptitudes commerciales.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae et prétentions à nº 9688 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

AGENT DE CHANGE
BOURSE DE PARIS

SPECIALISTE OBLIGATIONS

- Maîtrise du marché obligataire (3. 4 ans d'expérience minimum)
- Formation économique supérieure.
- Sens commercial affirmé.

Responsable :
- des contacts avec les institutions financières,
- de la gestion de F.C.P.

Possibilités d'évolution à terme interessantes.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions s/réf. 9816 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

CONTESSE

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche urgent

2 JEUNES DIPLOMÉS

Niveau Miage – Maîtrise ou DEA informatique

Débutants ou 1 an d'expérience
Intéressés par pédagogie et enseignement assisté par ordinateur

Envoyer c.v., photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous nº 305264 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNES ET DE PREVOYANCE

Juriste d'entreprise

Recherche pour sa **direction juridique et fiscale** un juriste d'entreprise ayant de solides connaissances en Droit Commercial, en particulier en Droit des Sociétés, Droit des Groupements et Droit Pénal des Affaires (diplômés de 3ème Cycle en Droit).
Il aura un rôle de **conseil** et **d'assistance** auprès des différents Etablissements du Réseau. Il participera à l'élaboration de la réglementation et en assurera le suivi. Une expérience de quelques années dans un Cabinet de Conseil ou dans un service Juridique de société est souhaitée.
Adressez nous votre dossier complet sous réf. 1384 - 397 ter, rue de Vaugirard 75015 PARIS ou transmettez-le su Minitel (1) 828.40.25.
Nous vous répondrons rapidement et confidentiellement.

JCM JEAN CLAUDE MAURICE S.A. MINITEL C.M. PLUS (1) 828.40.25

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE

Groupe International en forte expansion
recherche

I. GESTIONNAIRE DE FORTUNE
Ayant une expér. bancaire, minimum classes V à VII
ANGLAIS courant indispensable

II. RESPONSABLE DE CLIENTÈLE d'INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS
minimum classes V à VII

III. ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE DES TITRES

ayant assuré la charge de ce service dans une banque ou un établissement assimilé.

Rémunération attrayante pour candidat fortement motivé et perspectives de carrière intéressantes.

Adresser CV, photo et prétentions à O.S.P.
Service « B » 64, rue La Boétie, Paris-8e
qui transmettra.



Ingénieurs informaticiens

GRANDES ECOLES, DOCTORAT, DEA, MAITRISE (0 A 5 ANS D'EXPERIENCE)

Syseca : société de services et d'ingénierie informatique de 800 personnes au C.A. de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

■ SYSTEMES TEMPS REEL ■ INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ■ LOGICIEL DE BASE ■ SYSTEMES DE GESTION ■ SYSTEMES DE COMMUNICATION ■ SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. M 294 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche
pour son Département Marchés Financiers et Titres

un(e) Organisateur(trice)

qui devra effectuer l'analyse de circuits et d'opérations liés à la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières, suivre la réalisation et la mise en place des applications y afférant.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant déjà une expérience de plusieurs années dans l'organisation informatique du secteur bancaire.

Une bonne connaissance des titres serait appréciée.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence **GV0429** à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT PARIS

recherche

SON RESPONSABLE
des études de crédits

Il aura après dépouillement, étude et conclusion, à rapporter les dossiers aux comités de direction et, assisté d'un secrétariat, à procéder à leur mise en place : rédaction des actes et inscription des garanties.

En relation directe avec la clientèle,
il sera en outre associé
à l'Action Commerciale et au Recouvrement.

Les candidats devront avoir une solide formation juridique et une grande expérience de l'analyse bancaire des crédits d'équipements professionnels.
Le poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur d'une trentaine d'années ayant le goût et le sens des relations humaines.

C.V., photo et prétentions à adresser au journal sous nº 7 222 *le Monde* Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Notre société d'ingénierie informatique recherche des :

Ingénieurs informaticiens

pour des développements en
- TELECOMMUNICATIONS
- AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE
- TEMPS REEL
- SIMULATION, SYSTEMES D'ARMES, LOGICIELS EMBARQUES.

Les candidats possèdent une première expérience dans l'un de ces domaines et une des compétences suivantes :

- MOTOROLA, INTEL, SM90, DEC, SOLAR, MITRA, SEL, HP.
- PASCAL, LANGAGE C.
- UNIX.

Pour prendre contact écrire sous réf. AP. à Marie-France BURQ - **EUROSOFT** 38, Boulevard Henri Sellier - 92150 SURESNES.



MEMBRE DE SYNTEC-Informatique



The Executive Group

Les Consultants de
TEG,
Conseil en Recherche et Sélection de Cadres et Dirigeants ont le plaisir de vous communiquer leur nouvelle adresse et seront heureux de vous y accueillir prochainement.

113, rue de l'Université. 75007 Paris.
Tél : 555 91 38

Paris
Groupe Financier Privé
pour organiser l'administration nécessaire à la gestion de sa forte croissance, recherche

diplômé Grande Ecole

Rattaché directement au directeur administratif, il assurera la définition et la mise en place des structures administratives du groupe, notamment dans le cadre de la décentralisation.

Ce poste s'adresse à un candidat justifiant d'une expérience d'environ 3 ans dans une fonction similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier ou d'un cabinet d'organisation anglo saxon.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous référence 2287 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Importante Société Française, nous étudions et réalisons des systèmes informatisés de haute fiabilité pour la signalisation, la télésurveillance, la simulation ou le contrôle commande.
A ORSAY, nous renforçons nos équipes sur de nouveaux marchés, par des

CHEFS DE PROJET LOGICIEL

Ingénieurs confirmés, capables de prendre en main des projets complexes ou des études internes de haut niveau, appliqués à l'automation et au contrôle commande. Compétents et autonomes, ils savent intégrer les problèmes clients et gèrent leur affaire sur le plan technique et humain, depuis l'analyse jusqu'à l'intégration.

Adresser votre candidature sous référence MPL à CSEE, Direction des Relations Humaines, 17, Place Etienne Pernet 75738 PARIS Cedex 15.

CONTESSE

Aérazur EFA
Groupe Zodiac
recherche

INGENIEUR D'ETUDES
ENSITM - ENSICA - ENSAM ou écoles équivalentes

Pour projets d'équipements aéronautiques. Débutant ou quelques années d'expérience. Lieu de travail : ISSY LES MOULINEAUX.

Envoyer CV, photo au Service du personnel 58, boulevard Galliéni 92130 ISSY LES MOULINEAUX

CONTESSE

Etablissement financier (1 % construction)
recherche

CADRE FINANCIER

Placé sous l'autorité du chef de service.
- Il devra participer à l'élaboration et au suivi de la politique financière de la société.
- Réaliser des études prospectives, préparer les A.G. et C.A. et en rédiger les P.V.
- Il est demandé une solide formation financière type Sc. Eco. ou grande école de commerce.
- Une expérience de 3 ans minimum.
- Une bonne connaissance des sociétés de construction ainsi que la micro-informatique appliquée à la gestion.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et prétentions à : RÉGIE-PRESSE sous nº 305 249 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

La chaîne des *HOTELS IBIS*
recherche

JURISTE
(H/F) - Maîtrise de Droit Privé

Expérience de 3 ans minimum en cabinet ou service juridique (bonne pratique du Droit des sociétés).
• Anglais souhaité • Lieu de travail : Evry.
Envoyer Cur.-Vitae avec photo et prétentions à : Monsieur Nicolas VIVANT. SPHÈRE S.A. 6/8, rue du Bois Briard — 91021 EVRY Cedex.

Publicité Roger Bay

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE
recherche

JURISTE
SPECIALISE EN DROIT SOCIAL

Possibilité de rémunération élevée.
Expérience indispensable dans Entreprise ou Cabinet de Conseil.
Il faut une aisance dans les relations humaines et une grande capacité de travail.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions
FIDAL - Bureau 615
18 Bis rue de Villiers
92303 LEVALLOIS PERRET

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES
recherchent pour le Dictionnaire Permanent «Difficultés des Entreprises»

jeune juriste

Une connaissance approfondie (théorique et pratique) du droit des procédures collectives, de ses conséquences tant sociales que financières, acquise auprès d'un auxiliaire de justice ou en entreprise est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV très détaillé, prétentions et photo à la Direction du Personnel 19, rue Péclet, 75739 Paris Cedex 15

CONTESSE

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recherche pour son Département des Transferts, un (e)

GRADE (EE) CLASSE III ou IV

pour seconder le chef de la section caisse et position et promouvoir nos services auprès de la clientèle.
Niveau de formation
Bac + 2, DUT ou ITB, 4 à 5 ans d'expérience bancaire. Connaissances en administration comptabilité et fiscalité des titres appréciées.

Bonnes notions d'anglais

Adresser lettre manuscrite CV, photo et rémunération souhaitée à Denise Thuilier THE CHASE MANHATTAN BANK 41, rue Cambon 75001 PARIS.

Recherche

INGÉNIEUR PRIX DE REVIENT

DOMAINE IMPRIMERIE
- Assumer la responsabilité de la qualité de la fabrication.
- La surveillance des coûts.
- L'analyse de la valeur et la diminution des prix de revient.
- Expérience : 2 à 3 ans dans le domaine souhaité.

Env. c.v. et prét. au Secrétariat Général *l'OPINION* S.A., 2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris.

Centre de recherche appliquée

DANS LE CADRE DE SES ACTIVITÉS
- MODÉLISATION.
- AUTOMATIQUE.
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.
- VISION.

embauche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Ecrire avec C.V. à : ADERSA
2, avenue du 1er Mai - 91120 PALAISEAU.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PARIS
recherche son

RESPONSABLE DES ÉTUDES

Profil : 35-40 ans, formation supérieure, expérience professionnelle similaire et sens aigu des relations humaines indispensables.
Dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à adresser à PROMO J
9, rue Lagrange, 75005 Paris qui transmettra.

ORGANISME SOCIAL A STATUT PRIVÉ (10 000 personnes)
recherche

DEUX CONTROLEURS INFORMATIQUES

l'un orienté SYSTÈME, l'autre, PRODUCTION

Ces responsables de haut niveau seront de formation ingénieur ou équivalent.
Ils devront :
- Vérifier le bon fonctionnement d'importants centres BULL (DPS 8) et IBM (308 X), travaillant en temps réel et sous bases de données (IMS, IDS).
- Promouvoir les améliorations nécessaires dans la mise en place et l'utilisation des produits.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS. Une formation complémentaire peut être assurée.
Ecr. s/nº 7.184 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

INFORMATIS
TEMPS RÉEL

pour importants projets de CAO, de PROCESSUS INDUSTRIELS, de RÉSEAUX et de développement de moniteurs TEMPS RÉEL

INGENIEURS SYSTEME
MOTOROLA 6800 ASSEMBLEUR

INGENIEURS SYSTEME
SOFTWARE DE BASE MONITEURS

INGÉNIEURS RESEAUX
Expér. protocoles de Télécom et TRANSPAC

INGENIEURS DPS 8
Projets Réseaux et Vidéotex
POSTES A RESPONSABILITÉS
26, r. Daubenton 5e. 337-99-22.

Entreprise nettoyage Paris-15e
recherche

CADRE RESPONSABLE

pour service du personnel gestion paie, législation sociale (500 personnes) et contrat limité à 6 mois.
Tél. pour R.V. 575-23-77.

Société de commerce international matières premières, Neuilly s/Seine
recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Diplômé école commerciale, IUT ou BTS. Débutant ou courte expérience. Actif, dynamique, connaissant l'anglais.

Adresser CV détaillé, photo et prét. s/réf. 9656 à Contesse Publicité. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

ALVAR ELECTRONIC

RECHERCHE

2 INGÉNIEURS TECHNICO-CCIAUX

Première expérience ou débutant pour promouvoir la vente d'appareillages dans les secteurs neurologie et cardiologie.

1 INGÉNIEUR D'ÉTUDE

Pour le développement d'appareils à ultrasons.
Débutant ou 1re expérience.

UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

EXPÉRIMENTÉE
anglais écrit et parlé.

Env. c.v. à ALVAR ELECTRONIC 6 bis, rue du Progrès 93511 Montreuil Cedex.

Station de radioastronomie de Nançay (Cher)
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

pour travailler sur micro-processeur (logiciel et matériel) et programmation scientifique sur mini-ordinateur.

Connaissance souh. RSX 11 M
Niveau requis :
D.E.A., D.E.S., D.E.R., 3e cycle.
Salaire annuel 116 000 F.

Ecrire c.v. à Gérard Corbeille station de radioastronomie NANÇAY 18330 NEUVY-S-BARANGEON ou Pascal Fouque OBSERVATOIRE DE MEUDON 5, place Jules-Janssen, 92190 MEUDON.

Organisme agricole proximité de Paris, recherche
UN CONSEILLER JURIDIQUE et FISCAL
titulaire d'une maîtrise de droit privé ou équivalent, ayant une expérience de quelques années en droit et fiscalité agricoles.
Travail en équipe.
Sens des contacts humains.
Env. c.v., ph. et prét. à l'adr. suiv. FDSEA, Mais. de l'Agriculture, 10, r. Dieudonné-Costes, 28004 Chartres Cedex.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- IBM 43/41 DOS. VSM.
- COBOL CICS, DL1.
- IBM 38, GAP III.

INGÉNIEURS SYSTÈME
IBM
INSET - ETT 233-38-25
93, bd Sébastopol Paris-2e.

Ch. 1 ing. informat. et 1 A.T. informat., expérience requise. Réf. S.E.V.M.E. Téléphone : 16 (42) 92-90-08.

LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
recrute

CHARGÉ DE MISSION

poste contractuel à durée déterminée

Attributions : études statistiques et financières, micro-informatique...
Formation supérieure, niveau maîtrise. Rémunération : 95 000 F bruts.
Adresser candidature avec c.v. BF 8/R.C.S., 23, rue la Pérouse, 75016 PARIS.

PARIS-8e
Compagnie d'Assistance de Révision et d'Expertise Comptable, souhaite s'attacher un

EXPERT COMPTABLE
A PART ENTIÈRE 275.000 FRANCS

au sein d'une équipe performante, disposant de moyens informatiques importants.

Ce poste aux fonctions très variées s'adresse à un expert comptable diplômé (ou mémorialiste) et lui permettra, s'il est motivé, de s'exprimer pleinement sur le plan professionnel.

Après avoir réussi auprès d'une clientèle diversifiée, il pourra prétendre à une intégration rapide comme audit-partner à la direction de cette fiduciaire.

Notre consultant M. SUTTER vous remercie de lui adresser votre dossier sous/réf. 35 M 068 C.P.A. 3, rue de Liège, 75009 PARIS.

ÉCOLE SECONDAIRE PRIVÉE hors contrat RÉGION ÉTAMPES
recherche pour l'année 1985-1986

PROFESSEURS MATH.
- Physique chimie.
- Sciences naturelles.
- Histoire, Géographie.
- Français, latin.
- Anglais, allemand, espagnol, philo et E.P.S.

Ecrire sous le nº 305 255 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ARCHITECTE RECHERCHE

COLLABORATRICE

expérience agence gestion.

Envoyer photo et c.v. à : F. PRIEUR 78470 MILON-LA-CHAPELLE.

ASSOCIATION AGRÉÉE MONOPROFESSIONNELLE
cherche

COLLABORATEUR
- Niveau D.E.C.S.
- Certificat juridique pour travaux contrôle.
- Connais. B.N.C. souh.
- 3 ans expérience minimum.

Env. c.v. et prétentions à A.N.A.C.E.F., 43, rue de Douai, PARIS-9e.

Association de formation et de diffusion d'aides pédagogiques
recherche

CONSEILLER (ÈRE) PÉDAGOGIQUE

Formation supérieure mathématique et expérience de formation. Ecrire avec C.V. et photo à

A.D.A.P.
21, rue des Malmaisons 75013 PARIS.

ORGANISME de FORMATION
recherche

FORMATEURS EXPÉRIMENTÉS

pour animation séminaires
- Formation commerciale ;
- Marketing ;
- Management ;
- Analyse transactionnelle.

Env. C.V. + photo et prét. s/réf. 6950 à Pierre LICHAU S.A. BP 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Groupe jeunes experts comptables Paris Étoile
recrute

ASSISTANT

Niveau certificat supérieur, diplôme enseignement supérieur apprécié. Expérience cabinet. Pour mission de révision, conseil PME et commissariat.
Adresser C.V. à CEA 10, r. Pergolèse 75116 PARIS.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

rech. pour région parisienne

JEUNE RESPONSABLE DE PROGRAMME

Ayant une certaine expér.
Env. C.V. + prét. à SARI 4, pl. de la Défense Cedex 26 92090 PARIS LA DÉFENSE.

IMPORTANTE sté recherche : CCIAUX (H. ou F.).
Niv. Bac + 2, dynamique ambitieux, excellente présentation pour contacts clientèle. Haut niveau, rémunération pouvant être très importante.
Tél. : Mme BOVA 260-39-62.

Rech. diplômé pharmacien 3 ans exp. secrét. pharmac. indus. sachant rédiger. Paris.
Env. C.V. ss nº 303927M Régie presse 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

MULTINATIONALE rech.

INFORMATICIEN RÉDACTEUR

Spécialiste de la documentation.
Très urgent – 784-74-82

---

secrétaires — secrétaires



La Société des Ciments Français, CA 2,8 Milliards de francs, 3 200 personnes, nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche pour sa Division Internationale au Siège de Paris la Défense :

Une secrétaire bilingue anglais
(de préférence de langue maternelle anglaise)

Pour assurer le secrétariat du Chef du Département, responsable de la Gestion Financière et Administrative des filiales du groupe aux Etats-Unis.
Ce poste nécessite 4 années d'expérience minimum.

Une secrétaire + pratique de l'anglais

Pour assister deux ingénieurs pour toutes les questions administratives liées à la gestion de contrats d'assistance technique (organisations de voyages, relations avec les Directeurs du Siège et des Usines, problèmes particuliers relatifs aux équipes détachées et à leur famille...).
Ce poste conviendrait à une débutante ou à une secrétaire ayant 1 à 2 années d'expérience.

Pour réussir dans ces postes, il est nécessaire d'avoir le sens de l'organisation, le goût des responsabilités, la capacité à faire face à des imprévus. Formation B.T.S. ou équivalent. Frappe sur machine à traitement de texte (formation assurée si nécessaire).

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73776 à SELE CEGOS Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

SOURCES — Membre de SYNTEC

Organisme professionnel PORTE DAUPHINE
recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Niveau BTS
Expérience exigée
Adresser C.V. nº MO 87902 à BLEU 17, rue Lebel 94307 Vincennes-cedex qui transmettra

---

ÉCOLE D'AFFAIRES ET DE COMMERCE INTERNATIONAL
recherche pour Paris

ASSISTANTE SECRÉTAIRE

Formation :
niveau universitaire grandes qualités relationnelles exp. pédagogique indispensable bonne frappe machine.

Son rôle :
coordination, information, suivi pédagogique étudiants/professeurs, suivi des stages et liaison avec les parents.

Envoyer C.V. et prétentions à PUB CLAUDE MICHEL 82, boulevard de Sébastopol 75003 Paris, qui transmettra.

Urgent
AGENCE DE PUBLICITÉ SPÉCIALISÉE
— petite structure —
recherche

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE CHEF DE PUBLICITÉ

Connaissance IBM-PC et/ou notions comptables appréciées.
Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétent. à PROMO J.
9, rue Lagrange, 75005 PARIS.

---

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'Étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. *Demandez une documentation* (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16) B.P. 402. 09 PARIS.

---

représentation offres

VAN WAESBERGHE S.A. Ch. REPRÉSENTANTS pour Rhône-Alpes Est et Sud-Ouest pour secteur bancaire. Exp. traitement de la monnaie et post-marquage appréciée. Adr. c.v. 20, rue Mogador, 75009.

RECHERCHONS

V.R.P. EXCLUSIF EXPÉRIMENTÉ

Pour vente de livres neufs à prix réduit en grandes surfaces. Région Ile-de-France.

Tél. : 834-12-99.

---

représentation demandes

Bureau commercial belge recherche représentation pour la Belgique. DEGAND, 24, av. E.-Van-Becelaere, boîte 50 1170 Bruxelles. Tél. 2.6605962.

---

formation professionnelle

capitaux propositions commerciales

JEUNE ÉLEVEUR RECH. CAPITAUX PR SAUVER BOVINS emplois garantis. (35) 27-40-51 après 21 heures.

travaux à façon

Artisans effectue ts travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 461-14-22.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE DE DIRECTION

47 ANS, BILINGUE ANGLAIS

Expérience gestion filiale britannique P.M.E. française
Milieu commerce ou industrie
Export pays européens et anglo-saxons
recherche fonction similaire
Voyages France et Etranger.

Ecrire sous le nº 305.755 M,
REGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

COMMERCIAL D'EXPÉRIENCE

AYANT DIRIGÉ FORCES DE VENTE

Souhaite rencontrer Direction faisant confiance à Autodidacte

Très disponible, ses limites sont nos frontières

Salaire envisagé : 240.000 F + suivant responsabilités

Ecrire à REGIE-PRESSE, sous nº 305.705 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

COLLABORATRICE DE DIRECTION, haut niveau, 40 ans, formation sciences humaines + IFA (finances et assurances), secrétariat de direction, anglais courant, 15 ans expérience administrative, commerciale dans cabinet courtage et expertises IRD assurances (trésorerie, négociations, gestion et suivi des dossiers clientèle, techniques de communication, organisation, très bonne connaissance pratique comptabilité assurances, grande disponibilité).
RECHERCHE : situation avec responsabilités auprès responsable d'entreprise désirant être secondé dans ses différentes tâches, Paris ou la couronne. Accepte déplacements en France (section BCO/JCB 661).

RESPONSABLE DES TRAVAUX, 47 ans, autodidacte, 12 ans expérience gestion pratique PME (administrative, commerciale, technique, organisation...), habitude travail d'équipe, rompu aux relations tous niveaux, dispnible.
OFFRE : services à tout responsable PME/PMI désirant profiter expérience polyvalente et développer ses activités, Paris, R.P. déplacements acceptés. (Section BCO/JCB 662).

ARCHITECTE DPLG DESA, F. 40 ans, anglais, bonnes notions espagnol et russe, 20 ans expérience d'aménagement d'espaces (locaux de standing, halls d'exposition, lofts) et de conception, réalisation d'expositions culturelles (France, Afrique, New York).
OFFRE : service à toute entreprise désirant développer des projets en France et à l'étranger (déplacements courte durée acceptés). (Section BCO/JCB 663).

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER spécialiste en communication, H. 41 ans, diplômé d'études supérieures de banque (ITB), IEP, CELSA (stages), anglais, 15 ans expérience réelle presse (économie, banque, assurance, finance, bourse, industrie), très bonne connaissance du monde des affaires et de la finance. Habitude des contacts à haut niveau, expérimenté en communication (stratégie média, amélioration de l'image interne et externe, rapports annuels, messages aux actionnaires, publicité financière...). Créatif, discret, disponible.
PROPOSE : d'apporter ses compétences à groupe de presse ou entreprise, missions acceptées.
ÉTUDIE : toutes propositions. (Section BCO/JCB 664).



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

INFORMATICIEN
homme 45 ans
16 ans chez constructeur mini-informatique
sérieuses références
cherche emploi
support technico-commercial ou formateur animateur en logiciel de gestion micro.
M. MICHEL BERTRAND
28, boulevard Grand-Ru
95590 PRESLES
Téléphone : 034-21-24

JF, 32 ans, études supérieures littéraires et linguistiques, 8 ans d'expérience, recherche poste D'ATTACHÉE DE DIRECTION trilingue. Intérêt pour secteurs presse et édition – relations presse, bonne rédaction, excellente présentation. Tél. : 245-06-09. Ecr. s/nº 2.297 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

43 ans, ESC expérience direction PME boissons et métallurgie. France, Afrique ou ailleurs. Anglais, espagnol. Ecrire : HAVAS 06600. ANTIBES 236.

Cadre 47 ans, directeur d'usine (20 personnes) avec atelier d'usinage, pièces métallurgiques, magasin, expédition et vente au comptoir, responsable des achats, stocks, embauche et paie du personnel, entretien, fabrication, relations commerciales, cherche poste équivalent, ou adjoint à direction, si société plus importante dans région parisienne Ecr. s/nº 6.703 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

43 ans, ESC expérience direction. PME boissons et métallurgie. France, Afrique ou ailleurs. Anglais, espagnol. Ecrire : HAVAS 06600. ANTIBES 236.

Ing., 31, dipl. USA, MSEE, exp. Moyen-Orient, rech. poste de responsabilité, qui, après formation, permettrait d'optimiser son rendement dans les domaines de conception, production de systèmes des technologies suivantes : automatisme-électronique-informatique. Tél. : 747-58-76. Ecr. s/nº 2 311 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 28 ans, 7 ans d'expérience, excellente dactylo, sachant rédiger, méthodique, sens des relations extérieures, cherche secrétariat varié 6 h par jour. Tél. : 358-79-37.

Si vous avez besoin d'un correcteur extérieur (préparation de copie, correction), d'un rewriter, d'un pigiste, d'un documentaliste, avec expérience et références, tél. au (1) 270-36-97 (rép.-enregistreur dans la journée, ou après 20 h).

Etudiante anglaise, 21 ans, cherche poste au pair de juillet à oct. Parle français. Réponses à Sarah Bibby, 14 Whitfield Road, Norton, Stoke-On-Trent.

Dame 49 ans Lic. Droit diplômée études psychologiques. Exp. prof. type relationnel. Goûts littéraires et artistiques. Cherche emploi relations publiques en déplacement Marseille, Midi, Paris. Ecrire : HAVAS. MARSEILLE 32102.

MBA 5 ANS EXPÉRIENCE COMMERCE INTERNAT., biens d'équip. lourd, montage financier, suivi contrats, coordination, 32 ans, séjour 4 ans aux USA. All. courant, cherche poste gestion cciale, finance export. Paris : 77-93-94. Ecrire sous le nº 79.973 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Professeur certifié L.M. + latin, 10 ans expér., ttes classes, du secondaire, privé/public cherche poste intéressant Paris, rentrée 85 Téléphone : 432-27-41.

CONSULTANTE
RECHERCHE DE CADRES
Psycho et grapho de formation, bénéficiant d'une dizaine d'années d'expérience en cabinet, maîtrisant parfaitement les techniques d'évaluation rech. poste en cab. ou en entreprise, comme salarié ou vacataire (temps partiel souhaité). Ecrire sous le nº 305.355 M REGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy 75332 PARIS CEDEX 07.

J.F. américaine, étud. Havard, dispon. été 85 rech. séj. au pair, franc., excel. Adore enfants, cours part. anglais-maths, Marta Hollman. Tél. USA 617 4983204 ou 317-282-6313, à partir du 25 mai.

INGÉNIEUR CONSEIL
20 ans expér., analyse, valeur, value engineering, redressement entreprises, direction générale, étudie ttes propos. France et Etranger. Ecrire sous le nº 079.992 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JOURNALISTE 38 ANS
Gde expér. de l'entreprise : Audits de communication interne, conseil, vidéo-reportages, formation Téléphone : 647-69-20.

Jeune Femme, 25 ans cherche poste stable opératrice de saisie, 5 ans d'expérience. Téléphone : 881-91-82.

J. Femme, licence anglais, connais. espagnol, expér. solide cherche place secrétaire. Téléphone : 534-89-32.

NIVEAU DECS
recherche emploi débutant, cabinet comptable, région indifférente. Écrire : Ziane, 37, av. Cassaneuil, 47300 Villeneuve-sur-Lot Téléphone : (53) 70-16-88.

CORRECTRICE sér. réf. trav. actuel. Connais. typo ch. empl. stable Paris ou pr. banl. ouest. Jr ou 7 h-14 h 30 Mme Guilhas, 520-08-09.

RELATIONS COMMERCIALES TOUS NIVEAUX
SECTEUR PUBLIC
Spécialisé depuis 1960 sur ce secteur (références 1er ordre), libre 1er juillet 1985 étudierais toutes collaborations, temps plein ou partiel, ou uniquement commissionnement sur réalisations sans fixe. Ecr. s/nº 2.349 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 38 ans, formation beaux arts, expérience publicité cherche place de maquettiste. Ecr. s/nº 6.751 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BÉNÉVOLE
Retraité 63 ans, études sup., parlant anglais, réd. SNCF 75 % recherche activité intéressante, région Paris, Bourgogne, Centre. Ecr. s/nº 7.210 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 50 ans cherc. loge ou gardiennage sur Paris ou pr. banlieue. Tél. : 543-58-552.

SECRÉTAIRE
30 ans. 7 ans d'expérience RECHERCHE emploi fixe, français bilingue anglais. Écrire s/nº 6750 *le Monde* Pub, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Retraité 66 ans cherche activité bénévole dans 15e arr. Paris. Anglais courant. Tél. jusqu'à 20 h 533-53-37.

J. Femme 37 ans, bonne présentation, 5 ans de formation en sciences sociales, pratique au niveau qualitatif + expér. secrétariat, dactylo, accueil, étudie ttes propos. pour emploi sérieux. Tél. : (1) 293-05-94.

GÉNÉRALISTE COMMERCIAL punch et créativité avec concepts act. de prod. et serv., off. son dyn. à firme 1er ordre. Écrire à PUBLICITÉ ORBIS-FG 28, av. Fr.-Roosevelt 75008 Paris.

Franco-Américain, 28, bilingue + russe. Goût du travail, ambitieux. Etudes sup. USA/France. Exp. langues, gestion, traduction, ch. poste motivant, évolutif. Étudie toutes propositions. Ecrire à M. Trufanow, 18, r. Beaunier, 75014 PARIS.

Jeune femme 35 ans
SECRÉTAIRE COMPTABLE
recherche poste durée déterminée sur Paris ou proche Vincennes. CAP comptable 10 ans expérience Ecr. s/nº 6.745 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Femme expérimentée, polyvalente, ch. poste responsable cadre administratif et commercial, gestion commandes, suivi relations fournisseurs et clients. Dynamique, sens des contacts, bonnes notions comptabilité, gestion, libre de suite. Tél. : 287-04-42 poste 7.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Cause double emploi vend R 20 TS mod. 83, 46 000 km, beige clair, glaces électriques housses sièges, équipement pré-radio avec 2 HP Pioneer, 2 rétros réglables intérieur, pot échap. neuf. Prix : 47.000 F. Tél. : 576-74-97 après 20 H.

boxes - parking

QUAI JEMMAPES Résidence Grancanal à vendre ensemble ou séparément, 20 PARKINGS SOUS SOL – 605-10-06.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

FORUM - LES HALLES
Dernier ét. ss asc., soleil BEAU STUDIO CARACTÈRE BALCON-TERRASSE. 495.000 F. Visite mardi, de 14 h à 17 h. 10, R. de la GRANDE-TRUANDERIE.

3e arrdt

BEAUBOURG
MAGNIFIQUE STUDIO, neuf. 36 m². 550.000. 562-16-40.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, rue Poliveau Construction grand luxe. Livraison immédiate. Reste 1 appt de 5 pièces 116 m². Vis. témoin ts jours 14-19 h sauf mercredi et dimanche.

VUE ST-SEVERIN
Gd séjour, 3 chambres. 703-32-31.

PROX. PANTHÉON
125m² vue sol. 703-32-44.

6e arrdt

CHERCHE-MIDI
150 m², salon, s. à manger, 3 ch., imm. gr. conf., 5e étage, asc., park. 567-22-88.

17e arrdt

RUE DES APENNINS
Rénovation stand. STUDIOS 2, 3, 4/5 P. + Maison indiv., finitions personnalisées. 3 P : 480 000 F. Tél. : 375-62-64.

18e arrdt

PRÈS DAMRÉMONT
rue Belliard, imm. 1930 ravalé studio tout confort. 170.000 F. IMMO MARCADET. 252-01-82.

78-Yvelines

VDS app. F 4 résidence du Bois-du-Four, Neauphle-le-Château. Cuisine demi-équipée, séjour double, 2 ch., s. bains, w.-c. cave, parking. Prix : 350 000 F. Tél. : 489-36-49. Tél. bur. 045-05-79.

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES
85m², séj. dble, 2 ps, cuis., salle de bns, 1er ét. suról. sur jard., quart. résid., calme, gare 200 m St-Lazare 5 mn. Prix : 600 000 F. Tél. : 791-36-84 après 18 heures.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS
Pour clientèle française étrangère et diplomates APPTS HAUT DE GAMME et Hôtels Particuliers
562-16-40.

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft. Paris ou portes
Adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCADET
88, r. Marcadet, 75018 Paris
Estimation gratuite, publicité à nos frais, réalisation rapide
TÉL. : 252-01-82.

Recherche 1 à 3 pièces Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux. Paie CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, Paris 15e. 566-00-75 rech. pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m², dans 15e et 7e arrdts.

locations non meublées offres

Paris

BUTTES-CHAUMONT
FACE PARC
P. de t., 3 pces, 63 m², tt cft 4.400 F. Ttes charges comprises. A.B.C. 208-08-14.

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-Banlieue 707-22-05 CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES, 43, rue Claude-Bernard, PARIS-5e Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour Directeurs, Ingénieurs Personnel, Importante Société Française Pétroles rech. logements, appts, toutes catégories, villas, Paris et environs. Loyers élevés acceptés. Téléphone : 503-37-00.

Prof. faculté marié prof. cherche location 3-4 pièces Paris. CENTRAL KOSKAS, 30, rue Grégoire-de-Tours, Paris 6e.

Région parisienne

Étude cherche pour cadres villas ttes banl., loyer garanti (1) 889-89-86 – 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de standing pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES. Tél. : 562-78-99

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa dir. beaux appts de stand. 4 p. et plus. 285-11-08

propriétés

SOLOGNE
20 km SUD ORLÉANS, 18 ha dont terrain boisé, étang 3 ha. + rivière. Excellent coin chasse. Ecrire ss nº 203.285 à HAVAS B.P. 1519. 45005 ORLÉANS.

SOLOGNE DES ÉTANGS
6 h 50, dont étang 3 ha 50 + bord rivière. Écrire ss nº 203.384 à AGENCE HAVAS. B.P. 1519-45005 ORLÉANS.

VILLENEUVE-SUR-YONNE (Armeau)
anc. Presbytère du XVIIIe s/2.000 m², clos murs cachet, gd séj., s. à manger, salon, cheminée, cuis. équipée, bur., chambres, salle de bains. 1.250.000 F. Tél. 655-61-59.

COTE-D'AZUR VAROISE
Bastide de caractère, 190 m² habit., grenier 130 m², jardin 1.000 m², pisc., prox. hameau 1.300.000 F. (94) 28-87-61.

hôtels particuliers

SENS, 100 km PARIS SUD, BEL HOTEL PARTICULIER quartier classé, 400 m² hab. tt cft, 2 corps bat., superbe cour intérieure et jardin, l'ensemble 1000 m², de préf. de particulier à particulier. T. (86) 64-54-62 / 64-59-33.

maisons individuelles

80 KM PARIS OUEST
belle ppté sur 2 ha de parc, et prairie, piscine chauffée avec gde terrasse, tennis 5 boxes chevaux avec manège et piste + nombreuses dépendances. Tél. : (3) 918-23-88.

villas

AIX-EN-PROVENCE
Part. vend villa tradition. 2000 m² clos et arboré ds rés. calme 9 pièces sur 185 m² + garage 2 volt. + terras. 45 m². Possibilité piscine. Tél. (42) 92-11-03.

maisons de campagne

PARTICULIER A AMATEUR BELLE MAISON XVIe siècle BEAUCE, 85 km de PARIS pierres sculptées, belle chem., gros œuvre en parfait état, intérieur à aménager, 150m² habitables dans beau village, pas de jardin. Prix : 137 000 F. Téléphone : 783-28-84.

terrains

Recherche TERRAIN A BATIR banlieue SUD PARIS même avec petite maison. Téléphone : 938-87-27.

viagers

Libre 17e, gd 2 p., impeccable, 6e Sud. 360.000 cpt + rente, park. possible. Tél. 266-19-00.

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOETIE-8e
Conseil, 47 ans d'expérience
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

Beau 2/3 P., 5e ét., asc., imm. p. de t. Mº Lamarck. 178.000 F + 1.800 occupé fme 71 ans. Cruz 8, r. La Boétie. 266-19-00.

ÉTUDE LODEL
Viagers, 35, bd Voltaire 75011 PARIS 355-61-58.

domaines

Achète
PROPRIÉTÉ DE CHASSE EN SOLOGNE
Ecrire nº 203.322 à ORLET 136, av. Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

chalets

20 mn de Paris dans club naturiste, 13 ha boisé, piscine chauffée, tennis, sauna, restaurant. Vend chalet équipé 110 000 F. Tél. : 374-28-77.

immobilier information

VALEUR D'USUFRUIT
par Robert Louvet. Petite brochure de poche à commander aux Librairies techniques, 27, place Dauphine, 75001 Paris. C.C.P. : 65-09 F Paris. Envoi après versement du prix franco de 13 F.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
(sans frais honoraires)
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ.

ÉTOILE BUREAUX
MEUBLES
très haut niveau
SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT TELEX
Tél. (1) 727-15-59

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
loc. bureaux, secrét. télex
CONST. SOCIÉTÉS
ou créat. toutes entreprises
ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de société, démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55

Siège social. Rue St-Honoré. Constitution stés, télex. Secrétariat, tous services. PARIS, ILE-DE-FRANCE INITIATIVES 260-91-63

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Bureau ou domiciliation
BUSINESS BURO (1) 346-00-55

bureaux

GARE DE LYON
Location courte durée 10 burx entièrement meublés dans imm. indépendant. 329-58-65.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
355-17-50.

locaux commerciaux

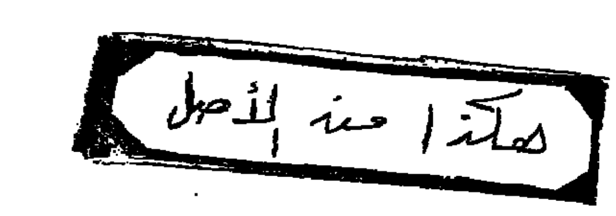
Achats

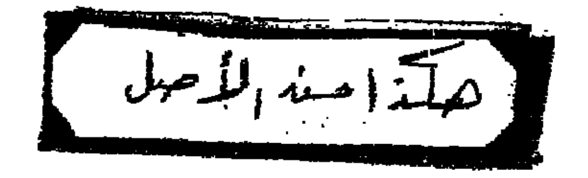
PART. ACHÈTE COMPTANT murs, locaux ind. ou claux même av. trav. 590-86-06.

fonds de commerce

Locations

LE PLUS BEAU COIN DU MONDE !
Magasin d'angle à louer
L'angle de la 68th Rue et de Madison Avenue, dans le quartier commerçant le plus chic de Manhattan, est disponible. Duplex ultra-moderne, 3 500 square feet (env. 325m²). Idéal pour boutique décorateur international ou similaire. Téléphoner, écrire ou télexer à New York : M. Peter Farkas, Kreisel Company, Inc. 331 Madison Avenue, New York, N.Y. 10017. Téléphone : (212)370-9200. Télex : 701099.





économie

REPÈRES

Dollar : en repli à 9,52 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a reperdu un peu de terrain lundi 29 avril, revenant de 3,1450 DM à 3,12 DM et de 9,61 F à 9,52 F. Ce repli s'est produit après une vive reprise, qui, la semaine dernière, avait porté le billet vert de 2,97 DM à près de 3,15 DM et de 9,09 F à plus de 9,60 F.

Marine marchande : moins de navires désarmés dans le monde

Le marché international des transports maritimes, caractérisé jusqu'à maintenant par un excédent de l'offre de navires par rapport à la demande, est-il en voie de redressement ? Actuellement, le nombre et le tonnage des navires désarmés dans le monde est en baisse : 1 725 navires (100,4 millions de tonnes) en mai 1983, 1 495 (74,3 millions) en mai 1984, 1 307 (62,8 millions) en février 1985, selon le Conseil général de l'armement britannique cité par le journal de la marine marchande. En France, 21 % de la flotte est désarmée (30 % pour la seule flotte pétrolière).

Pêche : captures records en 1984 selon la FAO

Les prises de poissons dans le monde ont atteint en 1984 le record de 80 millions de tonnes, a annoncé, le 29 avril, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), à Rome.

Ce chiffre record constitue une augmentation de 4,8 % sur 1983. Il s'explique par une atténuation du «Nino», phénomène d'inversion des courants sous-marins qui affecte les zones de pêche dans le Pacifique. Le «Nino» a ainsi provoqué la ruine de l'industrie péruvienne des pêches, longtemps l'une des plus importantes. Mais la FAO s'attend que 1985 soit marqué par une diminution des prises mondiales, en raison notamment de la diminution des captures déjà enregistrées en Norvège et en Amérique latine, et des mesures de protection des stocks imposées par les Etats-Unis et le Japon. — *(AFP.)*

SOCIAL

MANIFESTATIONS SYNDICALES SÉPARÉES POUR LA FÊTE DU TRAVAIL

Un 1er mai sans poudre aux yeux

Les syndicats vont célébrer le dernier 1er mai avant les élections législatives de 1986. La gauche politique va donc pouvoir dresser un bilan morose : en une législature, le 1er mai n'aura été *« unitaire »* — à travers la manifestation symbolique de Paris — qu'en 1983, CGT, CFDT et FEN ayant (mal) joué cette année-là le jeu de l'unité. Accident de parcours, sur un chemin de division, qui n'avait trompé personne : les divergences, profondes, l'emportaient sur les convergences, fragiles. Cette année, comme en 1984, en 1982 et même en 1981 avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, il n'y aura pas de poudre aux yeux. La CGT manifestera à Paris à 15 heures de la Bastille à Richelieu-Drouot, avec la participation de M. Krasucki. La CFDT se rassemblera, sans M. Maire, de 10 heures à 13 heures à la porte de Pantin. FO défilera à 10 heures de la Bastille à l'Hôtel de Ville, M. Bergeron prononçant à la même heure un discours à Lille.

La division syndicale triomphe donc. Mais ce qui est de plus en plus net c'est que chacun semble s'en accommoder. Il est bien loin le temps où la FEN — comme en 1980 — tentait à tout prix d'organiser une manifestation unitaire avec la CGT et la CFDT. L'effort de syndicalisation des enseignants lancé par FO et envisagé par la CGT, les divers comportements dans les négociations salariales de la fonction publique, ont affaibli l'image-symbole d'une FEN incarnant l'unité syndicale. Il est bien révolu aussi le temps où les partis de gauche — comme en 1982 — pesaient de tout leur poids, mais sans être écoutés, pour un 1er mai dans l'unité. On voit mal des partis divisés jouer les rassembleurs et le PS se posant en médiateur entre la CGT et la CFDT. La division syndicale fait partie du paysage.

L'attitude de la CGT retient néanmoins l'attention. Car il n'y aura pratiquement pas de manifestations unitaires en province, contrairement à ce qui se produisait chaque année avec une inégale ampleur.

Un test pour la CGT

Dans cetaines municipalités, la centrale de M. Krasucki aurait pu accepter des défilés communs avec la CFDT : notamment là où ses militants se sont montrés les plus opposés au projet d'accord sur la flexibilité de l'emploi, ou là où ils sont globalement en opposition avec la ligne de M. Maire. Or la CGT a refusé pareille démarche. A Paris ou encore à Caen, où les unions régionales CFDT ne cachent pas leur opposition à M. Maire, les cégétistes n'ont pas voulu de manifestations communes en s'abritant derrière une dénonciation de la politique générale de la CFDT. On se demande qui, en l'occurrence, a joué à l'arroseur arrosé.

Malgré cette toile de fond de division, et alors que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas freiné le mouvement de désyndicalisation, le 1er mai permettra de mesurer les possibilités de mobilisation de certaines organisations. M. Krasucki n'ose plus guère reprendre — on l'a vu le 28 avril au Club de la presse d'*Europe 1* — la formule de grève générale mais il continue d'affirmer contre indices et statistiques que la combativité monte. Le 1er mai 1984, déjà il avait affirmé : *« Quelque chose est en train de se passer. Un début sans doute mais un début qui donne à penser, c'est l'action. Une action résolue, plus massive et de plus en plus unitaire »*... Résultat : on a atteint en 1984 le plus bas niveau en conflits du travail au cours des vingt dernières années. Déjà il y a un an, la CGT était en perte de vitesse dans ses rassemblements de la fête du travail. La manifestation parisienne du 1er mai — dix jours avant celle des Renault — sera donc un nouveau test alors que la centrale fait état d'un certain frémissement électoral et qu'elle a accentué sa condamnation de la politique du gouvernement.

Du côté de la CFDT, le test sera plus difficile. La centrale mobilise traditionnellement peu lors du 1er mai. Elle a souvent choisi la fête plutôt que le défilé. Ce sont cependant les manifestations animées par des opposants à M. Maire qui seront les plus intéressantes à suivre au moment où, au sortir d'un conseil national, le secrétaire général de la CFDT peut espérer avoir jeté les bases d'un rééquilibrage au sein de sa propre majorité. Du côté de FO — la CFTC et la CGC n'organisant pas de manifestations dans la rue, — c'est la tonalité du discours de M. Bergeron qui constituera un indice. Le secrétaire général de FO semble satisfait des contacts qu'il a renoués avec MM. Mitterrand et Fabius et il n'est pas prêt à suivre son union départementale de Loire-Atlantique (animée par des anarcho-syndicalistes) qui dans un texte d'une extrême violence antigouvernementale appelle à la grève nationale. *« Ce n'est qu'un début... »* C'était en 1968, non en 1985.

MICHEL NOBLECOURT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

(Publicité)

Un industriel dit merci...

Lettre ouverte.

Maubeuge, le 29 avril 1985.

Objet : témoignage de reconnaissance
au Bassin de la Sambre.

Messieurs,

Dans un contexte économique que chacun dit morose, où l'on évoque la crise comme une maladie, où les Etats-Majors politiques et les augures de l'économie sont plus enclins aux affrontements et aux prévisions défaitistes qu'aux démarches constructives, je viens de vivre une expérience réconfortante : celle du travail avec des Français qui n'acceptent ni la fatalité du chômage, ni l'engrenage du déclin, ni la domination de la concurrence étrangère et qui ont décidé, sans distinction de sensibilité politique, de fonction ou de classe, de s'impliquer ensemble dans la création d'une industrie nouvelle.

C'est à Hautmont – Nord – dans la bassin de la Sambre.

Des hommes y ont travaillé avec moi et avec mon équipe, sans arrière-pensées. La réussite est autant la leur que la nôtre.

Les Coupes de France, industrie moderne et de haute technologie s'est dotée de moyens industriels puissants, ses équipements lui assurent une position concurrentielle particulièrement favorable. Elle est en position de reconquérir à court terme le marché français des coupes, trophées et médailles sportives actuellement envahi à plus de 80% par des produits d'origine étrangère, elle est également en position d'exporter chez ceux-là même qui vendent aujourd'hui en France, elle ne va pas s'en priver.

Merci au Député de la région dont on connaît les combats pour l'emploi, il a refusé que le personnel de l'aciérie Cockerill perde son travail sans être assuré d'en retrouver un autre et qui s'est battu pour la création des Coupes de France.

Merci à la municipalité de Hautmont sans laquelle rien n'aurait pu aboutir.

Merci aux hommes et aux femmes de la région qui ont accepté dans l'enthousiasme de se former à de nouveaux métiers et de jouer l'avenir avec nous.

Merci aux responsables syndicaux et aux représentants du personnel avec lesquels nous avons eu un dialogue responsable et constructif.

Merci aux responsables préfectoraux et à la Chambre de Commerce, aux Sociétés de reconversion, à l'EDF-GDF et au Ministère du Redéploiement Industriel qui ont tous, pour leur part, hâté la mise en place de solutions opérationnelles et contribué à la consolidation de structures viables.

Tous, je dis bien tous, sans exception, ont administré la preuve que la volonté de construire l'emporte sur les clivages, que la confiance réciproque balaye les antagonismes et que la réussite est au bout de l'effort collectif.

Mes remerciements, ceux des Coupes de France, je voudrais leur donner valeur d'exemple. Puissent-ils inciter d'autres industriels à entreprendre dans cette région de la Sambre où j'ai trouvé tant de courage, d'intelligence et de détermination. Le taux d'actifs actuellement privés d'emploi y dépasse 20%, on comprend qu'elle soit devenue « pôle de conversion ».

Je souhaite que les Entrepreneurs, porteurs d'un projet industriel solide, s'intéressent à cette région et prennent les contacts utiles pour y faire naître, à leur tour, des industries conquérantes, ils y trouveront des « battants » qui ne se résignent pas, qui veulent travailler et qui leur prouveront, demain, comme ils viennent de me le démontrer, que la France a du nerf.

Par cette lettre ouverte, je voulais en porter témoignage.

Merci à tous.

P.Ringrave.

Trois téléphones utiles :
Chambre de Commerce : M. CORBANI (27) 64.86.54
Pôle de conversion : M. MAZINGUE (27) 65.74.00 – Député : M. BATTIST (27) 62.43.49

LES « COUPES DE FRANCE » MARQUE DEPOSEE - DEPARTEMENT DELLIS APPLICATIONS S.A.

Ressources Humaines Conseil, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél. 766.70.70.



SOCIAL

M. Krasucki : « Le monde du travail n'a pas encore fait sentir tout son poids réel »

Le 1er mai est « *une bonne occasion de montrer ce que vous voulez et ce dont vous ne voulez pas, de montrer que vous existez en tant que force collective. Allez-y !* », a déclaré le 28 avril M. Krasucki, en s'adressant directement aux salariés, lors du « Club de la presse » d'Europe-1. Le secrétaire général de la CGT estime que « *jusqu'à présent, bien que se développent des luttes revendicatives bien plus nombreuses qu'on ne le dit, le principal acteur de la vie publique, c'est-à-dire le monde du travail, n'a pas encore fait sentir tout son poids réel* ».

Pour M. Krasucki, il y a « *toute une entreprise qui tend à endormir, à assommer un peu les gens, à donner l'impression qu'il n'y a rien à faire pour améliorer la situation, pour avoir des activités qui donnent du travail aux gens etc... Notre rôle de syndicat est de démontrer que, si on laisse faire, cela conduit à un désastre pour les travailleurs et aussi pour le pays. Ce qui se produit dans le monde du travail, ce n'est pas ce dont on parle. Il n'est pas vrai que les travailleurs aient l'échine courbée. Il y a des luttes qui en disent long (...). C'est un état d'esprit qui mûrit (...). Et attention, méfiez-vous de l'eau dont on croit qu'elle dort ?* ».

A propos de la situation chez Renault, M. Krasucki a notamment déclaré : « *Il faut redimensionner Renault, se renforcer prioritairement en France et revoir à l'extérieur d'une manière réaliste. Ensuite, chez nous, produit par produit, site par site, activité par activité, automobiles, poids lourds, machines-outils, machines agricoles, il y a des atouts, du savoir-faire, un savoir professionnel, une technologie, il y a des issues. Nous sommes prêts à discuter, les travailleurs sont prêts à discuter, mais il est vrai qu'ils n'ont pas le choix, et ils ont besoin de la démontrer. En tout cas, on ne peut pas imaginer qu'ils vont se laisser démenteler et laisser démanteler une entreprise de cette importance pour la France sans se défendre. Ils ont raisons de le décider et la CGT est avec eux.* »

● **Premier bilan des comités de bassin d'emploi : des actions « concrètes ».** – Dressant un premier bilan des comités de bassin d'emploi, mis en œuvre à la fin de 1981 pour réunir dans une même structure les principaux acteurs du développement local pour sauvegarder l'emploi, ces comités sont actuellement deux cent quarante-sept (six par département), selon M. Jacques Badet, président du comité de liaison des comités de bassins et député socialiste de la Loire. M. Badet a dressé un premier inventaire de leurs actions « *concrètes, innovantes* » : défense d'une filière professionnelle, recherche de formules d'insertion des jeunes, projet de qualification de main-d'œuvre dans une zone en difficulté, modernisation de l'artisanat.

Licenciements chez Citroën

PROTESTATIONS DE LA DIRECTION ... ET DE LA CGT

La direction de Citroën a annoncé, vendredi 26 avril, son intention de déposer un recours devant le tribunal administratif contre le refus, par le ministre du travail, du licenciement de trente et un ouvriers « *protégés* » (délégués). Elle ne dément pas que les intéressés soient membres de la CGT et de la CFDT. Mais elle souligne que son choix « *répondait aux mêmes critères de faible ancienneté et de faible qualification... accepté par les autorités administratives* » et « *vérifiés par les inspecteurs du travail* » que les mille neuf cent cinq licenciements de salariés non protégés acceptés par le ministère.

De son côté, la CGT des Hauts-de-Seine a annoncé qu'elle ferait appel auprès du ministre du travail contre le licenciement, le 23 mars, d'un de ses délégués de l'usine Citroën de Nanterre, Aït Meddou Mohamed. Celui-ci, indique la direction de la firme, a été condamné par le tribunal correctionnel de Nanterre en novembre 1984, à un mois de prison avec sursis et 1000 francs d'amende, puis en février 1985 à trois mois de prison avec sursis et 500 francs d'amende. Condamnations qui faisaient suite à des plaintes de salariés « *molestés* » lors des grèves de mai 1984. Un licenciement semblable est intervenu à Levallois. Pour la CGT, « *la direction a fait déposer par ses hommes de main, auteurs de provocations, une multitude de plaintes contre les militant CGT pour obtenir des tribunaux le maximum de jugements favorables* ».

La CGT a protesté aussi contre le jugement du tribunal de Bobigny, (*le Monde* du 26 avril 1985) condamnant à des peines de prison avec sursis M. Akka Ghazi, dirigeant du syndicat à l'usine Citroën d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) et dix autres délégués CGT, pour « *coups et blessures volontaires, port d'armes prohibées et entrave à la liberté du travail* » en février 1983. Selon la CGT, il s'agit là aussi d'une « *grave provocation* » de la direction et de la CSL.

AFFAIRES

RENOUVEAU TEXTILE

La boîte à idées de Cholet

Comment relancer le plan textile-habillement (1982-1984), qui avait été fait pour aider au renflouement de ce secteur mais qu'il est impossible de reconduire tel quel à cause de la *réglementation communautaire* ? Les industriels ne se bercent pas d'illusions, et Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, leur a dit de ne pas nourrir trop d'espoirs, en inaugurant, le 26 avril, à Cholet (Maine-et-Loire), les nouvelles installations du CETIH (Centre d'études techniques des industries de l'habillement) : l'Etat a fait un gros effort, qui a été payant, car énergique. Maintenant, c'est fini, car Bruxelles n'est plus d'accord. Aux industriels de se prendre en charge.

Émanation de la profession, le Centre de développement de promotion du textile et de l'habillement, maintenant appelé DEFI (Développement, exportation, formation, investissement) a été créé dans le but d'assurer une continuité. Mais il ne sera pas forcément voué à l'action solitaire. Aide-toi, le ciel t'aidera. « *Ses dirigeants,* a déclaré Mme Cresson, *ont imaginé un dispositif ingénieux pour bonifier les prêts aux entreprises* » en fonction de l'effort accompli pour innover. L'idée l'a séduite.

Comment s'articuleront ces prêts, quel montant atteindront-ils ? Mme Cresson n'a rien voulu dire à ce sujet. Il reste que les contrats-investissements, fondés sur l'allégement des charges sociales, sont terminés. Vive les contrats-innovations. Pour bénéficier de ces nouveaux contrats – *s'ils voient le jour* – les chefs d'entreprise vont devoir faire preuve d'ingéniosité. Innover n'est pas évident dans la confection. Il faut s'entraider. Le CETIH a été créé pour véhiculer les connaissances. Il diffuse, forme, et fait profiter le plus grand nombre du savoir-faire découvert par quelques-uns.

Le nouveau centre de Cholet est l'illustration de cette vocation. Sa mission : faire que la France conserve ou reprenne sa place de leader mondial dans l'habillement, et favoriser la recherche de la productivité.

Pour lutter contre la concurrence des pays à bas coûts de main-d'œuvre, l'industrie française du textile-habillement va donc devoir faire preuve d'imagination, surtout savoir s'adapter et entreprendre une recherche en profondeur avec les professionnels de la mécanique de précision. Les bases sont jetées. Si, par le biais des actions menées, « *nous pouvions susciter une renaissance d'une industrie française des biens d'équipement, cela serait un atout fomidable pour l'ensemble de la filière textile* », a conclu Mme Cresson.

A.-D.

PR Records (Grande-Bretagne) se lance dans la fabrication de disques compacts

Le cercle des fabricants européens de disques compacts s'agrandit. Après de longues recherches, la société d'enregistrement britannique PR Records a enfin trouvé les capitaux dont elle avait besoin pour investir dans cette production. La firme installera dans la grande banlieue de Londres une unité de pressage d'une capacité initiale de 4 millions de disques par an, pouvant être ultérieurement portée à 12 millions.

Ce sera la seconde usine en Grande-Bretagne, après celle qui a été ouverte en 1984 par Nimbus Records, et la cinquième de la CEE avec les fabriques de Philips-Polygram à Hanovre, de Bertelsman en RFA et de Matières plastiques de l'Ouest (MPO) en France. Cumulées, les productions de ces unités devraient atteindre 30 millions de disques en 1985 (dont 20 millions provenant de chez Philips et 5 millions de MPO). *Le démarrage de* l'usine PR Records est prévu à la fin du printemps 1986.

PR Records n'a pas l'intention de limiter sa production à la seule clientèle de la hi-fi. Une partie des disques servira au stockage de données, une industrie en pleine expansion. PR Records continuera cependant à fabriquer des disques en polyvinyle de type classique 33 1/3 tours. Mais dans le cadre de son nouvel investissement, la société va se restructurer. La production de disques compacts sera *confiée à une nouvelle société*, Disctec. L'ensemble industriel, PR Records et Disctec sera coiffé par un holding, Disc Technology. Des actionnaires extérieurs financeront une partie de ce projet de grande envergure d'un coût global de 5,75 millions de livres (67 millions de francs), le seul prix de l'usine comptant pour 4 millions de livres (46,4 millions).

● **Lancel signe un accord de distribution avec une firme américaine.** – Lancel, société française spécialisée dans les bagages de luxe, vient de signer un accord de distribution exclusive avec American Tourister, numéro deux américain de cette branche. Les bagages Lancel pourront par la suite être exportés semi-finis aux Etats-Unis, continuant ainsi à bénéficier du label « made in France ».

TRANSPORTS

POUR ÉVITER UN PROCÈS

Dix compagnies aériennes offriraient 65 millions de dollars au liquidateur de la société Laker

Selon le quotidien britannique *Financial Times*, un accord serait imminent entre le liquidateur de la compagnie aérienne Laker, mise en faillite en 1982, et la dizaine de compagnies concurrentes accusées par Sir Freddie Laker d'avoir conspiré à sa déconfiture.

Selon les termes de cet accord amiable, 65 millions de dollars (620 millions de francs) seraient versés au total, dont 8 millions (76 millions de francs) à M. Laker, en échange de quoi celui-ci et ses créanciers annuleraient leurs demandes de dommages et intérêts, d'un montant de 1 milliard de dollars, déposées devant les tribunaux américains pour « conspiration ».

Le maître d'œuvre de l'accord est British Airways, dont la privatisation est bloquée par les menaces financières de cette procédure judiciaire. La compagnie britannique serait d'ailleurs le plus gros payeur avec 30 millions de dollars. Viendraient ensuite TWA et Panam, se partageant 20 millions de dollars. Le reste serait réparti entre sept compagnies européennes également citées par Sir Freddie : British Caledonian, KLM, Lufthansa, Sabena, SAS, Swissair et UTA.

M. René Lapautre, président d'UTA, nous a déclaré à ce sujet : « *Il est effectivement question que nous participions à cet arrangement. Pour ma compagnie, ce sera peut-être symbolique, et peut-être rien du tout. Il est honteux devoir indemniser quelqu'un qui a mis son entreprise en faillite par incompétence, tout simplement parce que le premier ministre britannique n'a pas le courage d'interdire à sa compagnie nationale de payer des dommages et intérêts indus.* »

● **Un gazole plus résistant au froid pour l'hiver 1986.** – Entérinant les conclusions d'un groupe de réflexion, MM. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, et Martin Malvy, secrétaire d'Etat à l'énergie, ont décidé d'abaisser à – 12 degrés, au lieu de – 8 degrés actuellement, la température au-delà de laquelle le gazole perd sa fluidité. Ce nouveau gazole plus résistant au froid impliquera un relèvement de son prix de 3 centimes par litre. Il sera distribué à partir du mois d'octobre 1985.

En Grande-Bretagne

Conservateurs et travaillistes modérés créent un Institut pour l'emploi

La crise de la livre pour un temps écartée, les mineurs rentrés dans le rang, le débat politique n'en demeure pas moins axé sur la situation économique et sociale. Le chômage retient plus que jamais l'attention. De ce fait, Mme Thatcher n'aura guère eu le temps de savourer sa dernière victoire sur les syndicats et sa satisfaction du rétablissement de la monnaie, d'autant moins qu'une reprise sensible de la hausse des prix porte quelque peu atteinte au prestige d'un gouvernement qui pouvait jusqu'à présent se targuer des résultats de son action contre l'inflation.

De notre correspondant

Londres. – Une idée originale vient de voir le jour : la fondation d'un Institut pour l'emploi, patronné par une centaine de personnalités de tendances très diverses – des responsables politiques, des dirigeants d'affaires, des syndicalistes, des universitaires et même des représentants du clergé. Dans la première catégorie – et c'est là le point le plus remarquable, – on retrouve aussi bien des membres de l'opposition que de la majorité gouvernementale.

Dans ce dernier cas, il ne s'agit, certes, que du rassemblement des leaders traditionnels de la minorité «modérée» du Parti conservateur, qui conteste depuis longtemps certaines des options majeures du gouvernement. Figurent notamment dans ce groupe, M. Edward Heath, ancien chef du gouvernement, M. Francis Pym et Sir Ian Gilmour, anciens ministres de Mme Thatcher. Il y a toutefois deux éléments nouveaux : la participation de M. James Prior, qui, avant de prendre une retraite volontaire, faisait encore partie, jusqu'au remaniement de l'automne dernier, de l'équipe gouvernementale (où il avait détenu le portefeuille de l'emploi) et, surtout, le fait que pour la première fois ces personnalités décident d'apporter leur concours à une initiative importante qui les lie à des représentants de l'opposition.

Si les promoteurs de cette idée ne veulent pas faire de leur entreprise un cheval de bataille contre le gouvernement et se proposent de se livrer à une « *critique constructive* » en jouant un rôle d'« *incitation* », cette large coalition, par son existence même et les motifs de sa création, exprime cependant un profond mécontentement à l'égard des choix du premier ministre et de ses collaborateurs. L'entreprise paraît dominée par des membres ou des sympathisants des partis centristes (libéral et social-démocrate) réunis dans l'Alliance. Mais plusieurs dirigeants du Parti travailliste, et non des moindres, se sont joints au mouvement.

Il en est ainsi de deux membres du cabinet fantôme, M. Denis Healey, ancien ministre des finances, et M. Roy Hattersley, leader adjoint du parti et porte-parole pour les questions économiques. Ce sont eux aussi des modérés au sein de leur formation. Il est clair et significatif que les instances exécutives de celle-ci ont donné, au moins tacitement, leur aval à cette démarche, bien qu'elle soit vivement critiquée par l'aile gauche travailliste.

Les fondateurs de l'Institut entendent faire de cet organisme une sorte de cellule capable d'émettre des propositions concrètes pour lutter contre le chômage. Déjà, une « charte pour l'emploi » vient d'être publiée, qui suggère trois types de mesures : des investissements dans des projets de travaux publics et d'équipement ; une réduction de la contribution des employeurs à la sécurité sociale ; un accroissement du nombre des emplois d'intérêt social pour les chômeurs de longue durée.

Ces suggestions ne sont pas très nouvelles. La presse l'a noté, et Mme Thatcher s'est empressée de le faire remarquer, en soulignant que les deux derniers points se retrouvaient dans le projet de budget présenté en mars. Quoi qu'il soit, la définition de ces grandes lignes va à l'encontre des résolutions gouvernementales. En effet, les signataires de la charte indiquent que leurs conseils supposent que l'on se départe de la politique de stricte rigueur appliquée par le cabinet de Mme Thatcher, que l'on accepte, par exemple, d'augmenter les dépenses et les emprunts publics, donc le déficit budgétaire.

« Keynésiens sur le retour »

Dans l'entourage de Mme Thatcher, on a bien compris le message et on a immédiatement répliqué par des commentaires désobligeants, traitant les initiateurs du nouveau mouvement de «*keynésiens sur le retour*» ou de «*has been*» (parce que trois anciens chefs du gouvernement sont du nombre ; lord Wilson, MM. Heath et James Callaghan). Toutefois, le 23 avril, alors que les députés s'attendaient à l'une de ces virulentes contre-attaques, dont la «dame de fer» est coutumière, cette dernière a adopté un ton très mesuré, déclarant : «*Quiconque, capable de nous aider à résoudre le problème* [du chômage] *en termes pratiques, sans se contenter d'en parler, est évidemment bienvenu...*»

Mme Thatcher a finalement préféré se montrer prudente. On y a vu le signe que le premier ministre se rend compte que sa politique économique est de plus en plus critiquée, jusque dans les rangs de ses partisans, parce qu'elle semble traduire un «*mépris*» du chômage. Intitulé aussi «Pour l'emploi», le dernier projet de budget a été jugé insuffisant (*le Monde* du 21 mars) et la publication, quelques jours plus tard, d'un Livre blanc sur ce sujet n'a pas fait davantage impression, car il présentait essentiellement une énumération des dispositions déjà prises, mais n'annonçait aucune innovation notable. L'augmentation du chômage s'est accélérée depuis le début de l'année, bien que Mme Thatcher puisse continuer de faire observer qu'il y a presque autant d'emplois nouvellement créés que d'emplois supprimés. Malgré une moindre détérioration en mars, le nombre des personnes sans emploi est désormais de 3.147.000, soit 13 % de la population active. Mais certains experts rappellent que les méthodes statistiques officielles ont été modifiées et que si l'on reprend les anciennes, on obtient le chiffre de 3.502.000 (14,3 %).

Autre sujet d'embarras pour le gouvernement : une sensible hausse de l'inflation, qui avait été considérablement réduite ces dernières années. En mars le taux annuel a atteint 6,1 %, son niveau le plus haut depuis la fin de 1982. En présentant le budget, M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, avait pris soin de prédire qu'en milieu d'année ce taux pourrait se situer aux alentours de 6 % avant de revenir à 5 % dans les derniers mois ; mais la hausse est intervenue bien plus tôt que prévu.

De nombreux conservateurs craignent que Mme Thatcher ne se soit engagée un peu à la légère en déclarant récemment que son objectif était d'abaisser l'inflation à près de 3 % avant les prochaines élections générales. Or celles-ci toujours anticipées en Grande-Bretagne devraient avoir lieu en 1987, voire avant.

L'augmentation des taux d'intérêt jusqu'à 14 %, pour enrayer la crise de la livre, explique en partie ce renchérissement général des prix, d'autant qu'elle a entraîné le relèvement du coût des prêts hypothécaires auxquels la grande majorité des Britanniques ont recours pour l'achat de leur logement. Cependant, étant donné le redressement actuel de la monnaie, les banques ont progressivement réduit leurs taux de base pour le ramener, le 19 avril, à 12,5 %. Ce mouvement s'opère toutefois avec circonspection, car la fluctuation des cours monétaires devient très imprévisible. Depuis le plus fort de la crise, début février, la livre a repris 25 % de sa valeur par rapport au dollar et 11 % par rapport à l'ensemble des principales autres devises étrangères, mais à partir du 24 avril une nouvelle baisse a été enregistrée.

En attendant la poursuite de la réduction des taux d'intérêt, Mme Thatcher continue d'apprécier l'optimisme du patronat et de sa principale organisation, même si celle-ci persiste à souhaiter une politique de grands travaux pour la rénovation des infrastructures du pays, ce qui rejoint l'un des thèmes développés par l'Institut pour l'emploi. Pour la deuxième fois consécutive, la Confédération de l'industrie britannique (CBI) a publié des indications pleines d'espoir, encore meilleures que celles du trimestre précédent (*le Monde* du 5 février). La CBI dépasse le ministère des finances, en comptant sur une croissance de 4 % – et non 3,5 % – en 1985. Amputée, il est vrai, d'un point par la grève des mineurs, elle n'avait été que de 2,5 % en 1984. Si la CBI voit juste, ce serait l'expansion la plus forte depuis douze ans.

FRANCIS CORNU.

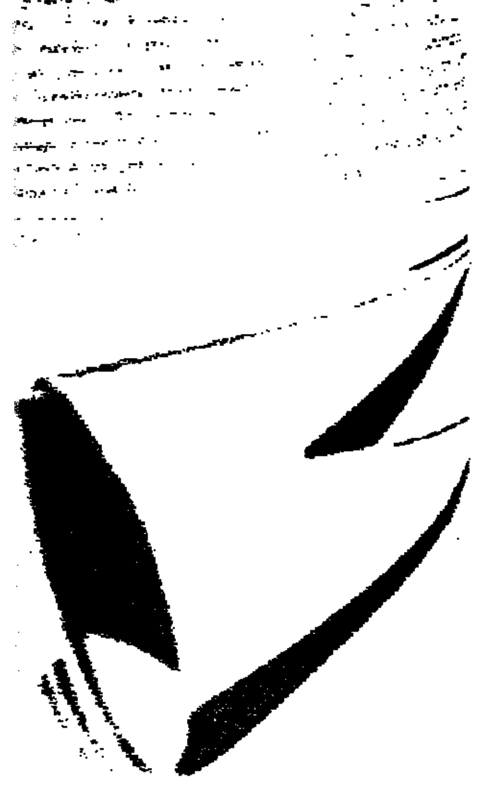
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

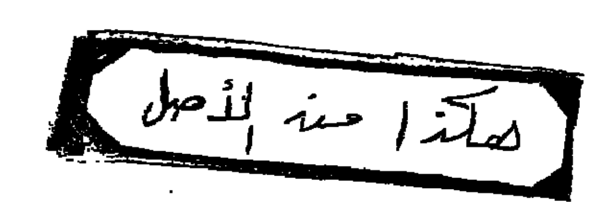
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,5700	9,5750	+ 155	+ 170	+ 280	+ 310	+ 640	+ 740
$ can.	6,9956	7,0044	+ 21	+ 47	+ 21	+ 63	– 23	+ 75
Yen (100)	3,7849	3,7883	+ 132	+ 147	+ 246	+ 268	+ 745	+ 795
DM	3,0478	3,0508	+ 115	+ 124	+ 223	+ 238	+ 652	+ 695
Florin	2,6958	2,6979	+ 73	+ 81	+ 144	+ 156	+ 446	+ 483
F.B. (100)	15,1448	15,1575	+ 101	+ 149	+ 155	+ 262	+ 436	+ 713
F.S.	3,6333	3,6393	+ 156	+ 172	+ 302	+ 323	+ 893	+ 956
L (1 000)	4,7731	4,7779	– 98	– 78	– 206	– 172	– 827	– 740
£	11,5893	11,6049	– 253	– 206	– 458	– 383	–1 171	– 994

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 13/16	8 15/16
DM	5 7/8	6 1/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 15/16	6 1/16
Florin	6 7/8	7 1/8	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16
F.B. (100)	9 1/2	10	9 7/16	9 11/16	9 9/16	9 13/16	9 5/8	9 7/8
F.S.	40	50	5	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 3/16	5 5/16
L (1 000)	5	10	12 1/8	12 5/8	12 1/2	13	13 5/8	14
£	12 3/4	13 1/4	12 13/16	12 15/16	12 3/4	12 7/8	12 7/16	12 9/16
F. franç.	10 1/4	10 1/2	10 3/16	10 7/16	10 1/4	10 1/2	10 9/16	10 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





Trade Development Bank (France) S.A.

American Express Bank

Le Conseil d'Administration de la banque, réuni le 23 Avril 1985 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1984. Le total du bilan ressort à F. 4.468.000.000.

Après constitution de provisions et d'amortissements pour F. 22.700.000, le bénéfice net de l'exercice atteint F. 8.500.000.

Au 31 Décembre 1984, le montant des concours accordés par la banque représentait F. 1.944.000.000, à cette même date, les dépôts de la clientèle s'élevaient à F. 1.972.000.000.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires sera convoquée pour le 30 Mai 1985.



Trade Development Bank (France) S.A.
20 place Vendôme,
75001 Paris.

SNCF

EMPRUNTS AVRIL 1985
3,5 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F

Emprunt à taux variable :

Montant : 1,4 milliard de francs

Prix d'émission : 98,90 %, soit 4.945 F par obligation

Intérêt annuel : Payable le 19 novembre de chaque année. Egal à 90 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés établis par l'INSEE. Intérêt minimum : 6,50 %
Exceptionnellement, le premier terme d'intérêt venant à échéance le 19 novembre 1985 sera de 450 F

Durée de l'emprunt : 10 ans, 190 jours

Amortissement : 19 novembre 1995 par remboursement au pair

Assimilation à partir du 19 novembre 1985 aux obligations de l'emprunt novembre 1984 - TMO - 6,50 % min.

Emprunt à taux fixe :

Montant : 2,1 milliards de francs

Prix d'émission : Le pair, soit 5.000 F par obligation

Intérêt annuel : 11,80 % payable le 19 novembre de chaque année
Exceptionnellement, le premier terme d'intérêt venant à échéance le 19 novembre 1985 sera de 308 F

Taux de rendement actuariel brut : (au 13 mai 1985) 11,83 %

Durée de l'emprunt : 14 ans, 190 jours

Amortissement en 8 tranches égales de 1992 à 1999
– soit par remboursement au pair;
– soit par rachat en Bourse

Assimilation à partir du 19 novembre 1985 aux obligations de l'emprunt 11,80 % novembre 1984.

Date de jouissance et de règlement : 13 mai 1985

La S.N.C.F. se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse.

SOUSCRIVEZ

dans les Banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.
Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 85-92 du 23 avril 1985) est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 29 avril 1985

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

L'Assemblée Générale Ordinaire de Sociétaires de la Caisse Centrale des Banques Populaires s'est tenue, sous la présidence de monsieur Jean Martineau, le 26 avril 1985 à Paris.

Le bilan, arrêté au 31 décembre 1984, totalise 69,5 milliards de francs contre 58,3 milliards de francs à la fin de l'exercice précédent, soit une augmentation de 19,3 %.

Le bénéfice net, après dotation aux amortissements (F 33 635 567, 92) et constitution de différentes provisions, s'élève à F 49 609 012, 86 contre F 39 083 626 pour l'année 1983.

Compte tenu du montant des emprunts obligataires et des affectations décidées par l'Assemblée Générale, les capitaux permanents dont dispose la Société s'élèvent à 12,05 milliards de francs ; les fonds propres « stricto sensu » s'établissent à 609 millions de francs.

L'Assemblée Générale a approuvé les comptes de l'exercice ; l'intérêt, qui sera mis en paiement le 1er juin 1985, a été fixé à F 8,50 par part sociale de F 100 (contre 6,30 en 1983), ce qui détermine, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, un montant global de F 12,75.

L'Assemblée Générale a renouvelé le mandat d'administrateur de Messieurs René Bichain, Georges Doittau, Jacques Bagard et Bernard Lefebvre, et ratifié la nomination en qualité de Censeur de Messieurs Louis Boinot, Gilbert Pouillien, Paul Paclot et Jean Steiner.

GROUPE CFAO

CICA

Société commerciale et industrielle de la Côte d'Afrique

Le conseil d'administration, dans sa séance du 24 avril 1985, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984.

Le bénéfice net de la Société mère, après tous amortissements, provisions et impôts, s'élève à 8 554 754 F – contre 11 638 902 F – en 1983.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe CICA atteint pour l'année 1984 1 011 518 544 F.

La marge brute d'autofinancement s'établit à 32 573 609 F contre 23 548 928 F l'exercice précédent.

Le bénéfice net consolidé se chiffre à 14 997 797 F contre 10 101 066 F en 1983.

Le conseil a décidé de convoquer pour le 20 juin 1985 à 11 heures l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, auxquels il sera proposé un dividende net de 35 F assorti d'un avoir fiscal de 17,50 F.

Une assemblée générale extraordinaire se tiendra à la suite de l'assemblée ordinaire en vue de mettre les statuts en harmonie avec les nouvelles dispositions légales concernant notamment la dématérialisation des titres.



société française d'investissement
en France et à l'Etranger

société d'investissement à capital variable

Situation au 29 mars 1985

Valeurs françaises	49 %
Valeurs étrangères	44 %
Liquidités	7 %

Valeur liquidative **442,02 F**
Rappel du dividende attribué en 1985 22,50 F

Rappel de la valeur liquidative au 28/12/84 438,81 F

Réinvestissez sans frais jusqu'au 25 juin 1985

PRIV'ASSOCIATIONS

Société d'Investissement à Capital Variable

PRIV'ASSOCIATIONS, NOUVELLE SICAV, BÉNÉFICIERA DE L'EXPÉRIENCE DE LA BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIÈRE PRIVÉE – BIMP AUPRÈS DES ORGANISMES A BUT NON LUCRATIF.

La BIMP vient de créer, avec d'autres banques et des associations amies, la SICAV PRIV'ASSOCIATIONS, au capital initial de 50 000 000 F, spécialement destinée aux organismes à but non lucratif recherchant des placements offrant une rentabilité proche de celle servie par le *marché monétaire* tout en assurant une grande *sécurité en capital*.

PRIV'ASSOCIATIONS gère un portefeuille composé essentiellement d'emprunts d'État, de bons du Trésor, de certificats de dépôts bancaires et de valeurs assimilées. PRIV'ASSOCIATIONS, en outre, procède à des achats d'emprunts d'État et d'obligations de première catégorie à réméré.

Son conseil d'administration est composé de :

Président :
M. Roger Casati, président de l'Association patronale parisienne pour œuvres sociales (APPPOS).

Vice-Président :
M. François-Jacques Journel.

Administrateurs :
M. Roger Daubie, directeur à la BIMP ; M. Alain Derome, directeur adjoint à la BIMP ; M. Michel Houssin, président-directeur général des publications de la Vie catholique, président de l'Association pour l'éducation et la réadaptation des infirmes moteurs cérébraux (AERIMC) ; M. Bernard Morael, Association de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEEL) ; M. Hubert Morant, secrétaire général honoraire de la Banque de France ; M. Paul Paoloni, fondé de pouvoirs à la BIMP.

GARANTIE OBSÈQUES
Représentée par M. Rémy Robinet-Duffo, directeur général ; M. Daniel Soubrier, secrétaire général de la BIMP.

BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIÈRE PRIVÉE - BIMP
Représentée par M. Bernard Huart, sous-directeur.

BANQUE MARTIN MAUREL
Représentée par M. Pierre Jurien de La Gravière, fondé de pouvoirs.

Censeur :
CAISSE DE CONGÉS PAYÉS DU BATIMENT DE SEINE-ET-MARNE
Représentée par M. Raymond Vitte, président.

Son siège social est au 25, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Les souscriptions et rachats sont reçus auprès de :
- Banque industrielle et mobilière privée – BIMP, 22, rue Pasquier, 75008 Paris, tél. : 266-91-52.
- Banque Martin Maurel, 43, rue Grignan, 13006 Marseille, tél. : (91) 54-91-33.
- Banque de Savoie, 6, boulevard du Théâtre, 73001 Chambéry, tél. : (79) 33-93-10.
- Banque de Baecque Beau, 9, rue Rougemont, 75009 Paris, tél. : 246-40-20.
- Banque de la Cité, 12, avenue Matignon, 75008 Paris, tél. : 225-42-93.

GROUPE BSN

BSN : RÉSULTATS POUR 1984

Le conseil d'administration de BSN, réuni le 19 avril 1985, a arrêté les comptes pour l'exercice 1984.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les principaux chiffres significatifs, exprimés en millions de francs, sont les suivants :

	Exercice 1983	Exercice 1984
● Chiffre d'affaires	24 889	27 293
● Bénéfice net (part du groupe)	741	755
● Marge brute d'autofinancement	2 140	2 135

Par action, le bénéfice net consolidé s'élève à 203 francs contre 209 francs pour l'exercice précédent, après conversion de toutes les obligations en circulation et compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions composant le capital social suite à l'émission d'actions pour l'acquisition des sociétés Pommery et Lanson.

Le bénéfice net consolidé des branches d'activité du groupe a évolué comme suit (en millions de francs) :

	1983	1984
● Boissons	263	168
● Produits frais	94	140
● Produits secs	177	201
● Emballages	86	99
● Divers	121	147
	741	755

La branche boissons a connu une forte baisse de ses résultats, par rapport au niveau élevé atteint en 1983, sous l'effet conjugué de conditions climatiques particulièrement défavorables pour le marché de la bière et des provisions exceptionnelles importantes comptabilisées en 1984 pour faire face aux coûts de restructuration de la Société européenne de brasseries qui interviendront en 1985.

Les autres branches du groupe ont connu une activité satisfaisante ; leurs résultats ont progressé globalement de 23 % par rapport à 1983.

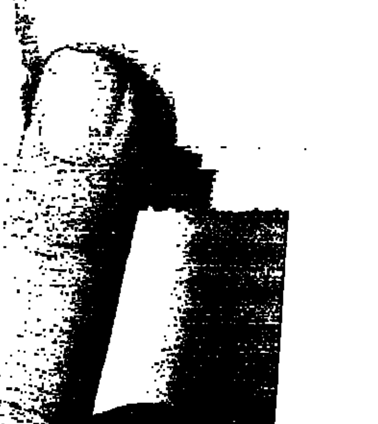
COMPTES NON CONSOLIDÉS ET DIVIDENDE

Les comptes de BSN, société-mère du groupe, se sont soldés par un bénéfice net de 270,7 millions de francs, contre 202,9 millions de francs en 1983.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 4 juin 1985, d'augmenter le dividende pour le porter de 52 à 55 francs par action. Le montant global de la distribution s'élèverait donc à 198,3 millions de francs.

Compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), le revenu global par action s'établirait à 82,50 francs pour l'actionnaire.

Un acompte sur dividende de 20 francs ayant été mis en paiement en janvier 1985, le solde à distribuer en juillet 1985 s'élèverait donc à 35 francs.



THYSSEN AKTIENGESELSCHAFT

vorm. August Thyssen-Hütt

OFFRE DE CESSION D'ACTIONS

L'augmentation de capital de DM 265 000 000 pour le porteur, de DM 1 300 000 à DM 1 565 000 000, décidée par le directoire le 10 avril 1985 avec l'accord du conseil de surveillance a été souscrite par un consortium de banques dirigé conjointement par la DRESDNER BANK AG et la DEUTSCHE BANK AG.

Ce consortium offre de céder les actions nouvelles par préférence aux actionnaires dans la proportion de 1 action nouvelle pour 5 actions anciennes. (Un droit de préférence existe également en faveur des actionnaires de certaines filiales et participations du groupe Thyssen, non cotées à Paris).

Droit de souscription : le droit d'acquérir les actions nouvelles sera représenté par le coupon n° 29 détaché des actions anciennes.

Cotation du droit de souscription : Le droit de souscription, coupon n° 29, sera coté à la Bourse de paris du 29 avril au 7 mai 1985 inclus.

Prix de cession : Les actions sont cédées à 180 % du nominal, soit DM 90 pour chaque action d'une valeur nominale de DM 50. Le pris de cession devra être acquitté lors de l'exercice du droit et au plus tard le 13 mai 1985.

Jouissance : Les actions nouvelles seront créées jouissance du 1er octobre 1984. Elles donneront droit à la totalité du dividende qui pourra être distribué au titre de l'exercice 1984/85.

Établissement domiciliataire : En France, les demandes de cession seront reçues sans frais du 29 avril au 13 mai 1985 inclus, à :

L'EUROPÉENNE DE BANQUE
21, rue Laffitte, Paris-9e.

La notice exigée par la loi a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 29 avril 1985.

Une note d'information portant le visa de la Commission des opérations de bourse n° 85-93 du 24 avril 1985 peut être obtenue sans frais à L'EUROPÉENNE DE BANQUE.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Un groupe de banques françaises dirigé par la Banque nationale de Paris vient de signer un accord de financement avec la Banqua marocaine du commerce extérieur, destiné à financer l'achat de 250 000 tonnes de céréales (blé tendre et/ou orge), dans le cadre de l'accord gouvernemental franco-marocain du 18 avril 1985.



L'ORÉAL

Sous la présidence de Monsieur Charles ZVIAK, Président Directeur Général de L'ORÉAL, une réunion d'information a été organisée à l'intention des analystes financiers, investisseurs et journalistes économiques.

A cette occasion, Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE, Vice-Président Directeur Général Adjoint, a présenté les résultats de L'ORÉAL pour l'année 1984. Le total des ventes consolidées, hors-taxes, s'est élevé à 15,8 milliards de francs en 1984 contre 13,5 milliards de francs en 1983, soit une progression de 17 %. A données comparables, en éliminant l'incidence des variations de change et les chiffres d'affaires des sociétés nouvellement consolidées, la croissance a été de 16,2 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat du groupe, hors plus et moins-values nettes, sur cession d'immobilisations et participations, s'est élevé à 729 millions de francs en 1984 contre 663 millions de francs en 1983, soit une progression de près de 10 %. L'évolution de ce résultat a été inférieure cette année à celle du chiffre d'affaires. Cela provient notamment des efforts importants engagés dans le domaine cosmétique pour la conquête de nouveaux marchés, de l'accroissement des efforts de recherche et d'internationalisation dans le domaine pharmaceutique et des contraintes monétaires imposées pour les investissements financiers du groupe à l'étranger.

La part du groupe dans le résultat net comptable a toutefois progressé de 16,5 % en passant de 609 millions de francs en 1983 à 709,4 millions de francs en 1984.

Monsieur Marc LADREIT de LACHARRIÈRE a précisé que le bénéfice net par action, compte tenu de la conversion très probable des obligations convertibles, était passé de 138,13 F en 1983 à 154,32 F en 1984.

Monsieur Lindsay OWEN-JONES, Vice-Président Directeur Général, a souligné que la progression du chiffre d'affaires du groupe, en particulier dans le domaine cosmétique, concrétisait une forte expansion en volume. L'année 1984, en effet, a vu l'inflation mondiale continuer à décroître.
Cette expansion en volume traduit évidemment une nouvelle augmentation de nos parts de marché.

Le poids des activités du groupe à l'étranger a encore progressé, passant de 57 % en 1983 à 60 % en 1984. Plus que jamais, les grandes iniatives du groupe, en matière de lancements de produits et de conquêtes de marché, résultent d'actions concertées entre la maison mère et nos affaires internationales.

Monsieur Lindsay OWEN-JONES a précisé que, du fait de son développement international, L'ORÉAL a, comme les années précédentes, contribué de façon importante à la balance des paiements de la France. En 1984, le solde des échanges de L'ORÉAL avec l'étranger, c'est-à-dire la différence entre les sommes reçues au titre des exportations, redevances, dividendes, etc., et celles payées pour financer notamment ses investissements et ses importations, a représenté un excédent de près de 2,5 milliards de francs.

Monsieur Charles ZVIAK a de nouveau rappelé que les performances du groupe étaient liées à des efforts tout à fait particuliers dans les domaines de la qualité et de l'innovation. 1984 a vu s'accroître des investissements de recherches qui étaient déjà considérables. Le budget de recherche a augmenté de 20 % pour l'ensemble du groupe. En cosmétologie la recherche a représenté 3,5 % du chiffre d'affaires. Pour les spécialités pharmaceutiques, elle a atteint 22 % du chiffre d'affaires.

Il a donné comme exemple la mousse coiffante "STYLE de L'ORÉAL," fruit de cinq années de recherche et qui connaît un succès remarquable, tant en France qu'à l'étranger.

Les efforts de L'ORÉAL, dans les domaines de la création de nouveaux produits et de leur internationalisation, n'excluent en rien le maintien de la rénovation des grandes marques "traditionnelles" comme ELNETT ou RÉCITAL.

Monsieur Charles ZVIAK a réaffirmé sa conviction de développement de la division pharmacie, conviction soutenue par la qualité des travaux des laboratoires de recherche de SYNTHÉLABO.

Enfin, Monsieur Charles ZVIAK a annoncé que le Conseil d'Administration de L'ORÉAL avait décidé de proposer à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 12 juin 1985, la distribution d'un dividende net de 28,15 F, en augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente, conformément aux recommandations gouvernementales.

SIMCO

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 AVRIL 1985

Le conseil d'administration, réuni le 24 avril 1985, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a pris connaissance de l'activité de la société et arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1984.

Il est rappelé que SIMCO et l'Union pour l'habitation ont fusionné avec effet au 1er janvier 1984, de ce fait les comptes intègrent pour 1984 les écritures des deux sociétés. D'autre part, ces comptes sont présentés pour la première fois suivant les dispositions du nouveau plan comptable. Ces importants aménagements à la structure du bilan rendraient non significatives les comparaisons qui seraient faites d'un exercice sur l'autre. Toutefois, il peut être constaté que le montant des loyers émis en 1984 s'est élevé à 232 150 000 F contre 218 260 000 F en 1983 au titre des deux sociétés, soit une progression de 6,40 % environ.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après dotation aux amortissements et provisions de 15 580 000 F et reprise – à l'issue de la procédure contentieuse du Manoir à Nice – de la provision pour risques de 8 592 000 F, un bénéfice de 178 714 000 F dont 6 306 000 F de plus-values nettes sur ventes d'appartements. Ce résultat tient compte de l'incidence des mesures fiscales de la loi de finances pour 1984 qui ont entraîné une charge supplémentaire de 4 000 000 F au titre de l'impôt foncier.

Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée le 19 juin 1985 :

– De distribuer un dividende de 22 F par action contre 20,50 F au titre de l'exercice précédent pour SIMCO et de 21 F pour l'Union pour l'habitation et d'affecter 0,72 F au report à nouveau.

Les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement de leur dividende sous forme d'actions de la société.

La société poursuit la modernisation de son patrimoine :

- Elle achève la construction de l'immeuble de 70 appartements, 29-33, rue des Ardennes à Paris-19e ; les deux premiers bâtiments sont d'ores et déjà loués à hauteur de 60 % ;
- Elle a terminé la construction du troisième immeuble de bureaux à Saint-Quentin-en-Yvelines – le Niepce – qui développe 4 050 m² et était intégralement loué en fin d'année ;
- Elle met en chantier le Daguerre, quatrième immeuble de bureaux dans ce même secteur et qui développera également 4 050 m², auxquels s'ajouteront 1 300 m² de locaux loués à la collectivité des utilisateurs. Cet immeuble devrait être livré au cours du deuxième semestre 1986 ; l'investissement prévisionnel est de l'ordre de 33 000 000 F :
- Elle a acquis un immeuble ancien de 2 000 m² de bureaux rue de la Procession à Paris-15e ; après rénovation, cet immeuble sera mis en location au cours du quatrième trimestre 1985 ; l'investissement prévisionnel est de 25 000 000 F environ.

Au cours de l'exercice, les ventes ont porté sur 64 appartements compris dans les quatre immeubles de Vitry-sur-Seine, Rungis, Saint-Cyr-l'Ecole, et Orange (Vaucluse); le montant des cessions a atteint 16 260 000 F.

GÉVELOT

Au cours de sa réunion du 12 avril 1985, le conseil d'administration de la société Gevelot a arrêté les comptes de l'exercice 1984, qui se traduisent par un bénéfice de 74 304 000 F contre une perte de 8 939 000 F en 1983.

Cet exercice a vu se concrétiser les efforts déployés depuis 1980 pour solutionner les problèmes nés de la défaillance de certaines filiales du fait des engagements et sûretés donnés pour leur compte.

C'est ainsi qu'un terrain situé à Issy-les-Moulineaux a pu être vendu, entraînant un profit exceptionnel de 61 545 000 F, et qu'un immeuble appartenant à une filiale a été cédé, générant un revenu exceptionnel de participation de 8 412 000 F.

Du fait de l'homologation des concordats des filiales : Société Française de Munitions, Manufacture Générale de Munitions, Gevarm et Piot Lepage, Gévelot a fait abandon de ses créances auprès de ces sociétés à concurrence de 95 229 000 F entièrement provisionnées au cours des exercices précédents. En outre, Gévelot a constaté, au passif de son bilan pour un montant de 25 264 000 F, les conséquences de son engagement de parfaire les concordats des Sociétés Manufacture Générale de Munitions et Gevarm.

Cet engagement avait fait l'objet d'une provision pour risques à fin 1983, rendant de ce fait cet exercice déficitaire.

En raison de la conjoncture ambiante dans les secteurs d'activité de la société, le chiffre d'affaires de l'exercice 1984, qui s'est élevé à 138 683 000 F, n'a été que faiblement supérieur à celui de l'exercice précédent, 137 479 000 F. Aussi, le résultat d'exploitation bénéficiaire, hors éléments exceptionnels, calculé selon la méthode comptable employée en 1983 s'est élevé à 6 867 000 F après 3 613 000 F d'amortissement contre 11 009 000 F après 3 955 000 F d'amortissements pour l'exercice précédent.

Les frais financiers se sont élevés à 7 857 000 F contre 7 049 000 F en 1983 du fait des paiements de cautions pour les filiales en difficulté qui se sont élevés à 14 729 000 F pour l'exercice.

La vente du terrain d'Issy-les-Moulineaux, dont un premier paiement est intervenu en février 1985, a permis d'apurer totalement les dettes de la société au regard des cautions exigibles.

Le solde restant à encaisser sur la vente du terrain, soit 47 800 000 F, dont le paiement interviendra à la libération des locaux, permettra à Gévelot de faire face à ses engagements à terme au titre des concordats et renforcera sa trésorerie, durement éprouvée au cours des derniers exercices par les paiements exceptionnels qu'elle a dû effectuer.

Le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de doter à plein la réserve légale et de reporter à nouveau le bénéfice restant.

De la sorte, le report à nouveau redeviendrait créditeur de 4 404 000 F et les capitaux propres de la société s'établiraient à 96 449 000 F contre 45 815 000 F à fin 1983.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE CONGRÈS DES CENTRES D'INFORMATION ET DE VULGARISATION POUR L'AGRICULTURE

Les animateurs-fourmis du monde rural

De notre envoyé spécial

Epernay. – Témoignages émouvants : un jeune couple du Puy-de-Dôme raconte à deux voix comment, venant à peine de s'installer, il doit reconsidérer l'avenir, introduire sur l'exploitation un élevage de moutons ou une activité de type touristique pour compenser la perte de recettes due aux quotas laitiers. Cette réflexion a été possible grâce au Centre d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (CIVAM).

Un agriculteur de trente-cinq ans, venu de Loire-Atlantique, témoigne de la qualité des stages qu'il a suivis : gestion, comptabilité, formation humaine aussi qui lui a appris à vaincre sa timidité. Apparemment, la réussite est totale : aucune trace de trac devant les mille deux cents délégués de la Fédération nationale des CIVAM réunis dans la salle des fêtes d'Epernay, où M. Bernard Stasi, député (CDS) et maire, les a accueillis il y a quelques jours pour leur 29e congrès. Un autre grand jeune homme explique comment, dans son CIVAM, dans le Vaucluse, ils se sont spécialisés dans la production et la commercialisation de bois et plants de vigne.

Les CIVAM, mouvements associatifs, sont nés dans les années 50. Il y avait alors peu d'agents de développement sur le terrain, et des groupes d'agriculteurs se sont naturellement tournés vers les maîtres agricoles qui assuraient des cours post-scolaires. Le mouvement a ses racines dans le courant laïc de la formation permanente. Cette origine le situe plutôt à gauche et explique qu'il soit surtout implanté au sud de la Loire. Après un démarrage rapide dans les années 60, il n'avait plus le vent en poupe; le terrain du développement agricole était surtout occupé par les héritiers de la mouvance chrétienne, la JAC, qui fut l'école de formation des dirigeants des principales organisations professionnelles, la FNSEA, le CNJA, la coopération et la mutualité, les chambres d'agriculture aussi.

Convivial

Celles-ci contrôlent leurs propres structures de développement, les GDA (Groupements de développement agricole) et les CETA (Centres d'études techniques agricoles). Les CIVAM sont un mouvement associatif indépendant de la « nébuleuse » professionnelle agricole, mais ils sont isolés aussi, parce qu'agricoles, des membres de la famille laïque tels que la Fédération des œuvres laïques (FOL) ou la Ligue de l'enseignement.

Les choses ont commencé à changer après mai 1981. Les pouvoirs publics accordèrent aux CIVAM les crédits de promotion collective qui leur faisaient défaut. Le ministère de l'agriculture mit à leur disposition les animateurs qui leur manquaient. La marche en avant a repris ; le cinq centième CIVAM a été créé il y a peu à Clisson (Loire-Atlantique), et le mouvement touche, selon ses activités, de vingt mille à quarante mille personnes. Aussi la Fédération des CIVAM, à son congrès d'Epernay, a-t-elle manifesté deux exigences : comme ses adhérents, tous agriculteurs, paient comme les autres producteurs des taxes parafiscales et des impôts aux chambres d'agriculture, il est normal qu'en retour les CIVAM disposent des services de développement des chambres et des crédits du Fonds national de développement agricole (FNDA) en proportion de leur représentativité.

En second lieu, dans la réforme du développement que le ministère de l'agriculture tarde à mettre en place, les CIVAM demandent que les mouvements associatifs soient représentés à côté des organisations professionnelles ou syndicales.

Mais, au total, le ton du congrès fut plus convivial que revendicatif. La Fédération nationale des CIVAM, que préside M. Guy Pfeiffer, agriculteur dans l'Aude, a trois activités : la formation des responsables et futurs responsables d'organisation, et celle des formateurs ; les actions de développement et le perfectionnement des agents du développement ; une branche « voyages d'étude » enfin. Ses objectifs pour la période 1984-1988 sont l'amélioration de la compétitivité du plus grand nombre possible d'exploitations viables, l'utilisation de la diversité du territoire par le développement des activités complémentaires, notamment dans les filières déficitaires, l'encouragement des investissements collectifs (irrigation, drainage), l'action sur la commercialisation des produits (groupements de vente, vente directe), l'amélioration des conditions de vie et de travail, par exemple par le recours à toutes les formes d'agriculture de groupe, enfin le maintien d'une liaison permanente plus ou moins étroite selon les régions entre développement agricole et développement rural.

Pour l'avenir, les CIVAM, dont les membres militent dans l'ensemble des organisations syndicales, ne voudraient pas devenir les centres de formation privilégiés des syndicats minoritaires, même s'il y a une parenté, dans le discours et les méthodes, avec Travailleurs paysans par exemple.

Enfin, la FNCIVAM se réjouit que la loi de juillet 1984 sur l'enseignement agricole public permette de redonner aux établissements et donc aux enseignants la possibilité de mieux participer au développement et à l'animation rurale.

JACQUES GRALL.

Les « quatre commandements » de M. Souchon

M. René Souchon, ministre délégué à l'agriculture, avait choisi l'assemblée générale de la Fédération nationale des centres d'information et de vulgarisation pour l'agriculture et le milieu rural (FNCIVAM) pour présenter les grandes lignes d'un projet pour l'autodéveloppement de la France rurale. « *Je souhaite,* a déclaré le ministre, *après le vote de la loi sur la montagne, contribuer à la mise en œuvre d'une politique globale d'aménagement et de développement rural, conçue pour accompagner la décentralisation et pour soutenir les dynamiques locales.* »

Qu'est-ce que le monde rural ? Au sens strict, en prenant les communes de moins de deux mille habitants, il représente quatorze millions de Français. Mais si l'on admet, avec le sociologue Henri Mendras, que la ruralité englobe aujourd'hui les petites villes jusqu'à quinze mille habitants, il y a alors vingt-quatre millions de ruraux, autant qu'au dix-neuvième siècle. Ce monde rural se caractérise par la perte de poids relatif des agriculteurs. « *La société villageoise n'a plus l'unité fonctionnelle d'autrefois, et l'on arrive à ce paradoxe,* souligne M. Souchon, *d'un espace rural défini par l'importance de l'agriculture et de la forêt dans l'occupation du sol, mais dont les habitants n'ont souvent, pour la plupart, que peu de relations avec l'agriculture.* » Une première conclusion : le développement rural ne saurait être conçu comme un prolongement du développement agricole.

Qu'est-ce alors que le développement rural ? « *Il a pour objet,* répond M. Souchon, *de maintenir dans les campagnes des activités diversifiées, des emplois, des services pour que tous ceux qui le désirent puissent vivre et travailler au pays (...). Il relève de la responsabilité des collectivités locales et mobilise les divers mouvements associatifs.* »

Ce projet s'articule autour de quatre orientations. Dans les deux premières, l'Etat ne prend pas directement l'initiative mais accompagne les efforts des autres ; les deux dernières sont de son ressort.

– Pour réussir la décentralisation, il faut, par des transferts de connaissances, des actions de conseil, permettre aux communes rurales d'exercer leurs nouvelles responsabilités économiques.

– Il faut aussi stimuler les initiatives des groupes sociaux et des citoyens qui favorisent l'animation économique.

– Il faut « déréglementer » et ajuster les normes qui entravent les projets d'installation, de créations d'emplois et d'activités dans les zones rurales défavorisées.

– Il est enfin nécessaire d'adapter les grandes politiques par secteur à la diversité des situations.

Pour mettre en œuvre ces orientations, M. Souchon propose des protocoles entre les divers départements ministériels concernés (agriculture, culture, emploi, économie sociale, commerce et artisanat, tourisme, environnement). Une nouvelle orientation de certains services du ministère de l'agriculture et la coopération des partenaires non administratifs (élus, professionnels, établissements consulaires, associations).

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a la volonté de favoriser ces démarches nouvelles, a encore indiqué M. Souchon. Mais lui-même ne se fait guère d'illusions. Une telle « révolution culturelle » demandera du temps, un temps qui dépasse la longévité ministérielle.

J. G.



POUR L'AGRICULTURE

« quatre commandements » de M. Souchon



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 18 avril
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	424 576
dont :	
Or	258 912
Disponibilités à vue à l'étranger	78 412
ECU	
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 372
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 484
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	176 974
dont :	
Effets escomptés	87 719
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 455
5) DIVERS	8 861
Total	711 282
PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	196 837
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	14 785
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 852
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	95 980
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	19 041
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 881
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	14 583
Total	711 282

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	19 avril	26 avril
Valeurs franç. à revenu variable	115	115,1
Valeurs industrielles	114,2	114,2
Valeurs étrangères	104,8	107,8
Pétrole-Energie	107,5	106,5
Chimie	113,9	115,4
Métallurgie, mécanique	143,7	149,3
Electricité, électronique	123,5	122,4
Bâtiment et matériaux	122,1	121
Ind. de consommation non alimentaire	111,8	110,6
Agro-alimentaire	103,4	103,1
Distribution	113,2	114,3
Transports, loisirs, services	113,8	113,9
Assurances	116,5	115,5
Crédit banque	123,7	124,8
Sicomi	110,4	110,8
Immobilier et foncier	119,5	119,1
Investissement et portefeuille	118,4	119
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103	103,1
Emprunts d'Etat	102,5	102,5
Emprunts garantis et assimilés	103,4	103,6
Sociétés	102,6	102,2
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1798,3	1797,8
Valeurs étrangères	3311,8	3406,4
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	259,2	259,4
Valeurs étrangères	448	460,8
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	113,1	113,3
Emprunt d'Etat	112,8	112,8
Emprunts garantis et assimilés	113,3	113,5
Sociétés	113,9	113,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	214,8	215,5
Produits de base	186,4	183,8
Construction	147,5	146,3
Biens d'équipement	222,2	227,8
Biens de consom. durables	213,9	212,2
Biens de consom. non durables	283,4	286,2
Biens de consom. alimentaires	249,9	249,5
Services	182,1	182,6
Sociétés financières	277,3	279,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	198,3	198,8
Valeurs industrielles	212,5	212,9
BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	189,9	189,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

L'EMC SORT DU ROUGE. – Pour la première fois depuis 1980, le groupe d'Etat, Entreprise minière et chimique (EMC), numéro quatre de l'industrie chimique française avec un chiffre d'affaires de 13,4 milliards de francs (+ 16 %), est redevenu bénéficiaire. Ses profits sont encore maigres (entre 10 et 30 millions de francs nets). Mais son résultat courant avant impôts témoigne que le redressement est en cours. Durant les trois précédents exercices, EMC avait perdu près de 500 millions de francs (dont 159 millions en 1983) dont une partie, il est vrai, imputable à la participation dans CdF Chimie. Mais ce compteur là a été remis à zéro, et l'effort d'assainissement commence à porter ses fruits.

De son côté, la Société commerciale des potasses et de l'azote a très sensiblement accru ses ventes, dont le montant s'est élevé à 5,6 milliards de francs (+ 18,3 %). Cependant, l'« alimentation animale » (filiale Sanders) évolue dans un contexte toujours difficile, à cause, principalement, des quotas laitiers, dont l'instauration touche très durement la filière « veaux d'élevage » (– 18 % en tonnage). Enfin, malgré des contrats à l'exportation, la branche des sociétés de service (Pec-Engineering) reste déprimée. 1984 n'a donc été qu'une étape dans le redressement.

CLUB MÉDITERRANÉE. – Le leader mondial des vacances organisées a enregistré au cours de l'exercice 1983-1984, une augmentation de 20,9 % de son bénéfice net, à 257 millions de francs sur un chiffre d'affaires en progression de 19 %, à 5,36 milliards de francs. Sa seule activité fortement déficitaire a été celle de sa filiale Club-hôtel dont le secteur « multipriorité » a perdu 17 millions de francs. Afin de financer un programme qui comporte notamment l'ouverture d'une demi-douzaine de villages, la société va procéder à une augmentation de capital qui devrait lui rapporter 586 millions de francs. Elle s'effectuera sous la forme d'une émission d'actions nouvelles (à raison d'une action pour cinq anciennes) au prix de 400 F par titre, parallèlement à l'échange des actions de 50 F nominal, actuellement en circulation, contre une quantité d'actions de 25 F nominal. Simultanément, il sera attribué des actions gratuites à raison d'une pour dix anciennes, jouissance du 1er mai.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	25 avril
Valeurs françaises	114,2
Valeurs étrangères	107,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	25 avril	26 avril
Indice général	214,6	215,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 29 avril .... 10 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	26 avril	29 avril
1 dollar (en yens)	253,30	253

BOURSE DE PARIS – Comptant – 26 AVRIL

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	29 90	1 710
5 %	46 60	1 164
3 % amort. 45-54	71 70	2 211
Emp. 7 % 1973	8205	..
Emp. 8,80 % 77	118 95	8 173
9,80 % 78/93	98 30	7 769
8,80 % 78/86	97 55	3 279
10,80 % 79/94	98 66	6 953
13,25 % 80/90	105	11 907
13,80 % 80/87	106 30	7 297
13,80 % 81/89	108 65	3 858
16,75 % 81/87	112 08	10 509
16,20 % 82/90	118 25	4 618
16 % juin 82	118 30	14 116
E.D.F. 7,8 % 61	144 90	3 907
E.D.F. 14,5 % 80-92	108	11 908
Ch. France 3 %	137 50	..
CNB Bques janv. 82	102 43	3 810
CNB Paribas	103	3 810
CNB Suez	103	3 810
CNI janv. 82	102 40	3 810

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	110	114
A.G.F. (St Cent.)	1480	1440
A.G.P. Vie	8610	8620
Agr. Inc. Madag.	75	....
Amrep	46 50	51 50
André Roudière	332 30	336
Applic. Hydraul.	375	375 10
Arbel	88	90
Artois	1100	1080
At. Ch. Loire	13 35	12 80 o
Aussedat-Rey	98 10	98
Avenir Publicité	1092	1073
Bain C. Monaco	358	355
Banania	510	....
Banque Hypoth. Eur.	294	....
B.G.I. (ex Sogepal)	270	270
Blanzy-Ouest	497	512
B.N.P. Intercontin.	163 50	164
Bénédictine	2890	2890
Bon-Marché	236	....
Calif	581	581
Cambodge	343 20	360
C.A.M.E.	108	109
Campenon Bern.	232 80	229 90
Caout. Padang	501	505
Carbone-Lorraine	271 60	....
Carnaud S.A.	696	700
Caves Roquefort	1390	1400
C.E.G.Frig.	335	340
C.E.M.	60 40	....
Centen. Blanzy	1010	1050
Centrest (Ny)	118	118
Cerabati	45	44 10
C.F.C.	292	280
C.F.F. Ferrailles	420	404
C.F.S.	652	645
C.G.V.	240	307
Chambon (M.)	490	489 50
Chambourcy (M.)	980	....
Champex (Ny)	144	140 50
Chim. Gde Paroisse	81	80 20
C.I. Maritime	551	540
Citram (B)	165 80	170 d
Clause	745	735
Cofradel (Ly)	597	591
Cogif	355	353
Comiphos	245	240
Comp. Lyon-Alem.	347	345 10
Concorde (La)	480	480
C.M.P.	15 80	15
Conte S.A. (Li)	66	70 50 d
Crédit (C.F.B.)	315	315
Créd. Gén. Ind.	550	550
Cr. Universel (Cie)	600	612
Crédital	164	153 10
Darblay S.A.	472 50	431 10 o
Darty Act. d. p.	1090	1105
De Dietrich	531	585
Degremont	128	133 10
Delalande S.A.	921	900
Delmas-Vieilj. (Fin.)	853	821
Dév. Rég. P.d.C (Li)	193	185 30
Didot-Bottin	615	600
Dist. Indochine	1240	1250
Drag. Trav. Pub.	173	174
Duc-Lamothe	195	187 20
Eaux Bass. Vichy	1550	1566
Eaux Vittel	1101	1145
Ecco	4250	4420
Economats Centre	615	591
Electro-Banque	350	360
Electro-Financ.	595	595
Elf-Antargaz	322 90	335 80
E.L.M. Leblanc	301	303
Ennafi-Bretagne	165	159
Entrepôts Paris	376	383
Epargne (B)	1120	1125

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Escaut-Meuse	679	679
Eurocom	865	865
Europ. Accumul.	50	52
Eternit	910	910
Exor	1692	1690
Ferm. Vichy (Ly)	183	184
Finalens	169 20	176
FIPP	119 60	124 40
Fnac	400	395 20
Focep (Chât. eau)	875	885
Foncière (Cie)	315	320
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	2060	2132 d
Foncina	303	301
Forges Strasbourg	251	253
Forinter	1120	1100
Fougerolle	65	64 90
France I.A.R.D.	178	180
France (La)	1650	1660
Frankel	244	....
Fromageries Bel	1150	1153
From. Paul Renard	718	736 d
GAN	2200	2198
Gaumont	560	560
Gaz et Eaux	1635	1650
Gerty S.A.	450	455
Gér. Arm. Hold.	73 90	79 20 d
Gerland (Ly)	779	775
Gévelot	257 10	258
Gr. Fin. Constr.	282	283
Gds Moul. Corbeil	133 60	....
Gds Moul. Paris	451	454
Groupe Victoire	1305	1320
G. Transp. Ind.	206	210
Hutchinson	280	280
Hydro-Energie	290 50	286 10
Hydroc. St-Denis	107 90	103 60
Immindo S.A.	305	303
Immimvest	219	220
Immobail	420	421
Immobanque	688	688
Immob. Marseille	4090	4100
Immofice	430	435
Industrielle Cie	1550	1612 d
Invest. (Sté Cent.)	987	985
Jaeger	222	230
Lafitte-Bail	405	412
Lambert Frères	61	60 50
Lampes	140	138
La Brosse-Dupont	225	232
Lille-Bonnières	380	364 80
Locabail Immob.	660	660
Loca-Expansion	310	311
Locafinancière	391 50	401
Locatel	325	315 50
Lordex (Ny)	130 10	134
Louis Vuitton	732	761
Louvre	885	886
Luchaire S.A.	432	432
Machines Bull	50 40	51
Magasins Uniprix	149 50	149 50
Magnant S.A.	66 30	63 60 o
Maritimes Part.	189 50	195
Marocaine Cie	59 50	60
Métal Déployé	416	400
M. H.	91	91
Mors	175	179
Navel Worms	203	203
Navig. (Nat. de)	87	86
Nicolas	460 80	....
Nobel Bozel	8 50	8 50
Nodet-Gougis	105	103 50
OPB Paribas	189	185
Optorg	160	160
Origny-Desvroise	196 50	197 50
Palais Nouveauté	504	515
Paris France	200	200
Paris-Orléans	161	161
Part. Fin. Gest. Im.	420 60	450 80 d
Pathé-Cinéma	273	254
Pathé-Marconi	151	149
Piles Wonder	735	735
Piper-Heidsieck	456	480
P.L.M.	210	209
Porcher	188 80	188 80
Prouvost ex-Lain.R.	175 60	178 50
Providence S.A.	570	565
Publicis	1896	1895
Raff. Souf. R.	205	208
Ressorts Indust.	120	123 50
Révillon	458	458
Ricqlès-Zan	168 90	170
Rochefortaise S.A.	174 90	175
Rochette-Cenpa	65 40	56
Rosario (Fin.)	248	245 10
Rougier et Fils	97 10	94
Roussalot S.A.	1255	1320
Sacer	55 40	....
Sacilor	22	21
SAFAA	265	270
Safic-Alcan	322 50	320
SAFT	647	....
Saunier-Duval	31	29 90
Saint-Raphaël	91 25	92
Salins du Midi	344 50	340
Santa-Fé	162	165 50
Satam	118	119
Savoisienne (M)	81	82
SCAC	211	214

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Senelle Maubeuge	478 40	473
S.E.P. (M)	176 40	....
Serv. Equip. Véh.	35	36 40
Sefi	87	88
Sicotel	352	355
Sintra-Alcatel	580	585
Sinvim	166	166
Siph (Plant. Hévéas)	303	306
SMAC Acieroid	125	125
Sté Générale (c. inv.)	610	615
Sofal financière	575	565
Soffo	265	250
Soficomi	650	648
S.O.F.I.P. (M)	90 50	90 50
Sofragi	894	894
Soudure Autog.	160	156 10
Sovabail	694	695
Speichim	136	135
S.P.I.	520	536
Spie Batignolles	213 50	213
Stemi	432	436
Taittinger	1250	1240
Testut-Aequitas	570	585
Tour Eiffel	383	377 50 d
Ufiner S.M.D.	105	....
Ugimo	312 40	312 40
Ugine Gueugnon	45 60	46 80
Unibail	771	765
Unidel	132	136
U.A.P.	2910	2880
Union Brasseries	120	120
Un. Imm. France	375	375
Un. Ind. Crédit	515	511
Usinor	6 15	5 90
U.T.A.	835	808
Vicat	517	430 40 o
Virax	133	....
Waterman S.A.	380	380
Brass. du Maroc	160	....
Brass. Ouest-Afr.	30	30 20

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	338	345
Akzo	320	314 70 c
Alcan Alum.	240	....
Algemeine Bank	1156	1156
American Brands	675	670
Am. Petrofina	540	....
Arbed	270	....
Asturienne Mines	120	....
Banco Central	106	108
Banco Santander	82	81
Bco Pop Espanol	110	112
Banque Ottomane	950	....
B. Régl. Internat.	33000	33100
Barlow Rand	52 10	52 50
Blyvoor	75 30	75 30
Bowater	29	29
Br. Lambert	305 10	308 90
Caland Holdings	92	95
Canadian-Pacific	423	429
Commerzbank	575	....
Dart. and Kraft	894	902
De Beers (port.)	53	....
Dow Chemical	290	288
Dresdner Bank	686	641
Femmes d'Auj.	55	....
Finoutremer	256	250
Gén. Belgique	293	290
Gevaert	573	....
Glaxo	147 90	147 90
Goodyear	256	....
Grace and Co	400	....
Gulf Oil Canada	139	143
Hartebeest	68	57
Honeywell Inc.	547	547
Hoogoven	169	166
I. C. Industries	306	314
Int. Min. Chem	383	....
Johannesburg	990	980
Kubota	12 60	12 40
Laonia	240	242
Mannesmann	480	....
Marks-Spencer	16 70	16 60
Midland Bank Plc	42	42
Mineral-Ressourc.	75	75
Noranda	128 50	129 90
Olivetti	28 55	29 40
Pakhoed Holding	183 50	183
Pfizer Inc.	431	440
Pirelli	12	....
Procter Gamble	530	534
Ricoh Cy Ltd	35 20	....
Rolinco	184 60	185 20
Robeco	197 80	199 50
Rodamco	376 50	374 60
Shell fr. (port.)	88 50	....
S.K.F. Aktiebolag	213	213
Sperry Rand	489	491
Steel Cy of Can.	145 10	145 10
Stilfontein	87	....
Sud. Allumettes	211 50	222
Tenneco	415	....
Thorn EMI	52	....
Thyssen c. 1 000	305	....
Toray indust. inc	17 60	17 55
Vieille Montagne	1049	870 o
Wagons-Lits	475	481
West Rand	52	51 90

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1750	1751
Calberson	346	346
C.D.M.E.	710	710
C. Equip. Elect.	295	298
C. Occid. Forestière	168	168
Delias	250	250
Dauphin O.T.A.	1849	1850
Filipacchi	556	560
Guy Degrenne	701	710
Merlin Immobilier	339	338
Métallurg. Minière	264	264
M.M.B	440	438 80
Navale-Delmas	435	433
Om. Gest. Fin.	305 50	305
Pari. Bateau	360	355
Petrofigaz	695	719
Pochet	1820	1840
Poron	300	301
S.C.G.P.M.	318	318
Sofibus	234	....
Sovac	880	831

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	221	238 60 d
Borie	295	....
Cellulose du Pin	120	122
C.G.M.	10	....
Cochery	19 90	....
C. Sabl. Seine	117	....
Coparex	511	512
F.B.M. (Li)	70	3 60 o
La Mure	60 50	....
Mic	202	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	129	....
Ripolin	36	....
Rorento N.V.	121 70	121
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	156	156
Thann et Mulhouse	95 20	....
Total C.F.N.	35 40	....
Ufinex	385	350

SICAV 26/4

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	279 14	266 48 ◆
Actions-Investiss.	289 08	275 97
Actions sélectives	400 33	382 18 ◆
Aedificandi	423 64	404 43 ◆
A.G.F. 5000	308 60	294 61
Agfimo	472 08	450 67
A.G.F. Interfonds	383 50	366 11
Altefi	206 49	197 13 ◆
A.L.T.O.	179 05	170 93 ◆
Amérique Gestion	461 91	440 96
A.M.I.	238 20	227 40
Assoc. St-Honoré	12430 53	12368 69
Associc	22733 50	22733 50
Bourse-Investiss.	324 34	309 63
Bred Associations	2314 14	2307 22
Capital Plus	1434 63	1434 63
Columbia (ex W.I.)	714 61	682 21 ◆
Convertimmo	300 12	286 58
Cortal court terme	10650 56	10650 56
Cortexa	928 89	886 77
Crédinter	379 51	362 30
Croiss. Immobil.	423 20	404 01
Démeter	12115 10	12115 10
Drouot-France	397 32	379 30 ◆
Drouot-Investiss.	767 60	732 79 ◆
Drouot-Sécurité	203 91	194 66 ◆
Drouot-Sélection	126 98	121 22 ◆
Energie	247 62	236 39
Epacic	57106 69	56992 70
Eparcourt Sicav	6879 29	6862 13
Epargne Associations	22733 87	22665 87
Epargne-Capital	6424 88	6361 27
Epargne-Croiss.	1345 55	1284 53
Epargne-Industr.	486 06	464 01
Epargne-Inter	619 29	591 21
Epargne-Long-Terme	1206 69	1153 86
Epargne-Oblig.	178 73	170 63
Epargne-Unie	963 78	920 08
Epargne-Valeur	349 63	333 78
Eparoblig	1168 01	1166 68
Eurocic	8368 57	7989 09
Euro-Croissance	417 04	398 13
Europe Investiss.	1191 22	1137 20 c
Financière Plus	21106 98	21064 85
Foncier Investiss.	737 38	703 94
Fonsival	179 26	171 13
France-Garantie	279 75	274 25 c
France-Investiss.	454 13	433 54 ◆
France-Net	111 12	108 62
France-Obligations	384 42	378 74
Francic	274 40	261 96
Fructidor	233 57	222 98 c
Fructifrance	487 65	465 54
Fructivar	67947 16	67777 72
Fructi-Associations	1141 84	1139 36
Fructi-Première	11589 33	11398 35
Gestilion	61247 20	61094 46
Gestion Associations	117 81	114 94
Gestion Mobilière	567 76	542
Gest. Rendement	457 50	436 75
Gest. Sél. France	447 98	427 67
Haussmann-Epargne	1099 28	1098 25 ◆
Haussmann Oblig.	1388 70	1325 73 ◆
Horizon	845 89	821 25
I.M.S.I.	429 80	410 31
Indo-Suez Valeurs	619 44	591 35
Ind. française	12388 86	12145 94
Interoblig.	10262 45	9867 74
Intersélect France	317 64	303 24
Intervaleurs Indust.	435 28	415 52
Invest. net	12234 81	12210 39
Invest. Obligataire	14463 73	14434 86
Invest. Placements	850 84	812 07
Invest. St-Honoré	673 32	642 79
Japacic	118 46	113 09
Laffitte-crt-terme	124831 82	124831 82
Laffitte-Expansion	662 72	632 67 c
Laffitte-France	227 74	217 39 c
Laffitte-Japon	222 02	211 95
Laffitte-Oblig.	139 87	133 53 c
Laffitte-Placements	113779 32	113665 65
Laffitte-Rend.	186 36	177 91 c
Laffitte-Tokyo	933 47	891 14 c
Lion-Associations	11216 01	11216 01
Lion-Institutionnels	22251 37	22185 88
Lionplus	58372 18	58784 34
Livret portefeuille	480 51	466 51
Mondiale Investissem.	337 35	337 35
Monecic	57785 93	57785 93
Multi-Obligations	422 96	403 78
Mutuelle Unie Sél.	111 37	106 32 ◆
Natio.-Assoc.	6242 93	6230 47
Natio.-Epargne	12565 98	12441 57
Natio.-Inter.	835 20	882 79
Natio.-Obligations	454 77	434 15
Natio.-Placements	61221 84	61221 84
Natio.-Valeurs	528 70	504 73
Nord-Sud Développ.	1065 88	1017 56
Oblicoop Sicav	1160 61	1137 85
Oblifion	1126 33	1075 26
Obligem	154 39	152 11
Orient-Gestion	111 48	106 43
Pacifique St-Honoré	411 44	392 78
Paneurope	590 74	563 95
Paribas Epargne	13137 47	13085 13
Paribas Gestion	532 36	508 22
Patrimoine-Retraite	1339 63	1313 36
Phénix Placements	262 73	261 42
Pierre Investiss.	501 13	478 41 ◆
Placement crt-terme	59053 30	59053 30
P.M.E. St-Honoré	297 21	283 73
Province Investiss.	314 84	314 84
Rendem. St-Honoré	12551 36	12488 92
Revenus Trimestriels	5531 53	5449 78
Sécur. Mobilière	397 05	379 05
Sél. court terme	12611 93	12518 04
Sélec. Mobil. Div.	333 88	325 75
Sélection-Rendem.	172 50	168 29 c
Sélect. Val. Franç.	222 79	212 69
Séquanaise Associat.	56211 98	56211 98 ◆
Séquan. court terme	56439 52	56439 52 ◆
Séquan. Obligations	53396 08	53386 08 ◆
Sicav-Associations	1206 52	1204 11
S.F.I. fr. et étr.	465 94	444 81
Sicavimmo	572 01	546 07
Sicav 5000	236 47	225 75
Sivafrance	384 99	367 53
Sivam	324 23	309 53
Sivarente	213 09	203 37
Sivinter	334 13	318 98
S.I.-Est	1080 21	1031 23 ◆
S.I.G.	811 40	774 25 ◆
S.N.I.	1053 82	1006 03
Solinvest	445 12	424 94
Sogepargne	350 23	337 57
Sogevar	847 19	808 77
Sogiinter	1073 47	1024 79
Soleil Investiss.	427 87	408 47 ◆
Technocic	1096 30	1046 59
U.A.P. Investiss.	350 45	334 56 ◆
Uni-Associations	109 58	109 58
Unifrance	298 88	283 42
Unifoncier	884 28	844 18
Uni-Garantie	1235 97	1210 55
Unigestion	703 88	671 96
Uni-Japon	1089 65	1040 24
Uni-Régions	1859 68	1775 35
Unirente	1954 28	1890 02
Univar	152 19	152 19
Univers-Obligations	1137 90	1100 48
Valorem	392 50	374 70 c
Valorg	1272 71	1271 44
Valrei	136890 31	136853 46

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1703	4,5 % 1973	1751	1760	1759	+ 0 45
4155	C.N.E. 3 %	4208	4290	4290	+ 1 94
1469	Electricité T.P.	1478	1465	1467	– 0 74
1069	Renault T.P.	1081	1088	1088	+ 0 47
1675	Rhone-Poul. T.P.	1673	1673	1673	....
1245	St-Gobain T.P.	1247	1255	1255	+ 0 64
1239	Thomson T.P.	1255	1258	1260	+ 0 39
275	Accor	272 50	275	276	+ 1 28
650	Agence Havas	650	648	649	– 0 15
610	Air Liquide	615	615	615	....
776	Als. Superm.	805	810	810	+ 0 62
154	A.L.S.P.I.	159	159	155 60	– 2 20
305	Alsthom-Atl.	310 50	310	309	– 0 48
200	Applic. gaz	194	192	192	– 1 03
1130	Arjom. Prioux	1088	1051	1050	– 3 49
890	Aux. Entrepr.	920	895	895	– 2 71
1410	Av. Dass.-Br.	1565	1590	1570	+ 0 31
340	Bail-Equipem.	330	340	340	+ 3 03
720	Bail-Investiss.	729	725	725	– 0 54
655	Cie Bancaire	655	649	649	– 0 91
230	Bazar H.-V.	235	239 90	239 90	+ 2 08
290	Béghin-Say	276 10	275	274	– 0 76
505	Bic	512	519	519	+ 1 36
380	B.I.S.	380	383	380	....
1100	Biscuit (Géné.)	1161	1180	1180	+ 1 63
1890	Bongrain S.A.	1879	1870	1870	– 0 47
690	Bouygues	684	694	694	+ 1 46
2490	B.S.N.	2449	2460	2460	+ 0 44
2170	Carrefour	2144	2112	2135	– 0 41
900	Casino	969	968	970	+ 0 10
830	Cedis	871	899	899	+ 3 21
610	Cetelem	638	659	659	+ 3 29
845	C.F.A.O.	835	859	868	+ 3 82
143	C.F.D.E.	142	149 80	150	+ 5 63
720	C.G.I.P.	768	759	757	– 1 43
490	Chargeurs S.A.	514	510	510	– 0 77
60	Chiers-Châtill.	62 40	61 90	61 90	– 0 80
315	Ciments franç.	319 50	319	320	+ 0 15
1320	C.I.T. Alcatel	1300	1320	1320	+ 1 53
1070	Club Méditerr.	1129	1149	1149	+ 1 77
152	Codetel	152	151 70	151 70	– 0 19
290	Cofimeg	287 50	290	290	+ 0 86
265	Colas	262 50	263	263	+ 0 19
182	Compt. Entrepr.	183	183	183	....
445	Compt. Mod.	440	444	444	+ 0 90
795	Créd. Foncier	780	785	785	+ 0 64
320	Crédit F. Imm.	315	316	316	+ 0 31
680	Crédit Nat.	683	684	685	+ 0 29
265	Crouzet	264	268	269	+ 1 89
2200	Damart-Servip	2225	2320	2320	+ 4 26
1250	Darty	1295	1305	1307	+ 0 92
985	Docks France	1025	1037	1040	+ 1 46
215	D.M.C.	230	236	235	+ 2 17
810	Dumez	629	614	618	– 1 74
625	Eaux (Gén.)	626	630	632	+ 0 95
240	Elf-Aquitaine	235 50	233 10	233 10	– 1 01
230	– (certific.)	232	226	226	– 2 58
1370	Epeda-B-Faure	1380	1410	1410	+ 2 17
3100	Essilor	3000	2980	2980	– 0 66
530	Esso S.A.F.	525	536	535	+ 1 90
1210	Eurafrance	1249	1240	1240	– 0 72
980	Euromarché	1000	1000	1000	....
885	Europe n° 1	914	923	919	+ 0 54
1230	Facom	1210	1213	1215	+ 0 41
775	Fichet-bauche	815	840	840	+ 3 06
200	Finextel	206	205	205 50	– 0 24
380	Fives-Lille	394	396 50	396	+ 0 50
55	Fonderie (Gén.)	54 90	55 30	55 50	+ 1 09
85	Fraissinet	93	94	94	+ 1 07
300	Francarep	314	311 50	311 50	– 0 79
375	Gal. Lafayette	380	380 20	382	+ 0 52
750	Gén. Géophys.	777	765	765	– 1 54
285	GTM-Entrepose	300	300	300	....
295	Guyenne-Gasc.	300	300	300	....
1650	Hachette	1830	1880	1880	+ 2 73
435	Hénin (La)	436	436	436	....
112	Imétal	112 50	117	116 90	+ 3 91
440	Imm. Plaine-M.	434	434 10	434 50	+ 0 11
1770	Inst. Mérieux	1750	1750	1750	....
620	Interbail	520	515	515	– 0 96
2330	Intertechnique	2440	2500	2500	+ 2 45
240	J. Lefebvre	236	225	225	– 4 66
1020	Lab. Bellon	1080	1080	1080	....
510	Lafarge-Coppée	506	510	512	+ 1 18
1120	Lebon	1080	1080	1080	....
2120	Legrand	1995	2000	2010	+ 0 75
725	Lesieur	770	751	751	– 2 46
380	Locafrance	384	394	393	+ 2 34
770	Locindus	779	780	777	– 0 25
735	Lyonn. Eaux	739	738	736	– 0 40
215	Mais. Phénix	203 20	203	200 60	– 1 27
990	Majorette (Ly)	980	912	912	– 6 93
118	Manurhin	133	133 80	134	+ 0 75
210	Mar. Wendel	228 50	230	234	+ 2 40
1700	Martell	1720	1725	1725	+ 0 29
1800	Merlin-Gerin	1838	1855	1855	+ 0 92
1850	Matra	1920	1880	1880	– 2 08
930	Michelin	920	930	931	+ 1 19
2200	Midi (Cie)	2190	2186	2186	– 0 18
245	Midland Bk S.A.	237	238	238	+ 0 42
91	M.M. Penarroya	91	90 10	92	+ 1 09
1830	Moët-Hennessy	1866	1863	1865	– 0 05
535	Mot. Leroy-S.	527	543	547	+ 3 79
104	Moulinex	111	107 40	107 10	– 3 51
780	Mumm	779	783	783	+ 0 51
415	Navig. Mixtes	420	429	429	+ 2 14
89	Nord-Est	90 95	90	90	– 1 04
630	Nordon (Ny)	540	565	565	+ 4 62
162	Nouvelles Gal.	160	159 10	159 10	– 0 56
690	Occident. (Gén.)	685	684	684	– 0 14
295	Olida-Caby	289	294	292	+ 1 03
1110	Omn. F. Paris	1115	1130	1130	+ 1 34
225	OPF-Paribas	228 40	227	227	– 0 61
2430	Oréal (L')	2401	2390	2390	– 0 45
150	Paper. Gascogne	145 10	145 10	145 10	....
1160	Paris-Réescomp.	1150	1150	1150	....
390	Pechelbronn	383	385	385	+ 0 52
765	Penhoet	771	780	780	+ 1 16
700	Pernod-Ricard	704	703	702	– 0 28
260	Pétroles (Fse)	263	262 80	264	+ 0 38
65	– (certific.)	65 10	65 90	65 90	+ 1 22
127	Pétroles B.P.	125 50	125 80	125 80	+ 0 23
360	Peugeot S.A.	328	329 50	332	+ 1 21
58	Poclain	60 80	61 30	61 30	+ 0 82
620	Poliet	516	523	527	+ 2 13
193	Pompey	187	190	190	+ 1 60
505	P.M. Labinal	499 10	500	500	+ 0 18
2000	Presses Cité	2020	2000	2000	– 0 99
1160	Préfabail Sic.	1174	1160	1160	– 1 19
340	Primagaz	339	335	336	– 0 88
225	Printemps	229	229	228	– 0 43
1350	Promodès	1400	1370	1370	– 2 14
275	Radiotechn.	293	290	289	– 1 36
95	Raffin. (Fse)	95 50	96	96 40	+ 0 94
1320	Redoute (La)	1350	1370	1370	+ 1 48
1730	Roussel-Uclaf	1725	1725	1775	+ 2 89
1390	Roussel-C.N.I.	1375	1360	1365	– 1 45
2230	Rue Impériale	2265	2275	2275	+ 0 44
188	Sade	188 10	190	190	+ 1 01
1680	Sagem	1740	1765	1765	+ 1 43
750	Salvepar	745	725	725	– 2 68
345	St-Louis B.	357	345	345	– 3 36
2290	Salomon	2290	2280	2260	– 1 74
865	Sanofi	681	719	715	+ 4 99
300	S.A.T.	319	310	313	– 1 88
505	Saupiquet Cie	537	539	539	+ 0 37
170	Schneider	165 20	163 10	164	– 0 72
94	S.C.O.A.	96 80	99	98 50	+ 1 76
137	S.C.R.E.G.	139	143	143	+ 2 87
410	Seb	414	412	412	– 0 48
360	Selimeg	358	359 90	359 90	+ 0 53
1390	S.F.I.M.	1330	1322	1322	– 0 60
68	S.G.E.-S.B.	66 10	68 50	68 50	+ 3 63
675	Sign. Ent. El.	650	650	650	....
645	Silic	675	670	669	– 0 88
415	Simco-U.P.H.	417	417	417	....
235	Simnor	230	234	234	+ 1 73
1850	Skis Rossignol	1805	1816	1820	+ 0 83
645	Sliminco	648	652	652	+ 0 46
2940	Sodexho	2871	2880	2880	+ 0 31
465	Sogerap	475	474	474	– 0 21
490	Sommer-Allib.	539	541	543	+ 0 74
485	Source Perrier	492	507	506	+ 2 84
300	Synthélabo	297	297 50	297 50	+ 0 16
585	Talcs Luzenac	598	604	604	+ 1
2500	Tél. Elect.	2490	2499	2499	+ 0 36
565	Thomson-C.S.F.	547	545	547	....
2220	T.R.T.	2268	2299	2299	+ 1 36
440	U.F.B.	450	450	450	....
720	U.I.S.	739	739	739	....
380	U.C.B.	380	380	380	....
250	Valéo	254	251 80	251 50	– 0 98
112	Vallourec	110	108	108 50	– 1 36
2480	V. Clicquot-P.	2470	2445	2451	– 0 76
1110	Viniprix	1050	1010	1010	– 3 80
1020	Elf-Gabon	1040	1015	1015	– 2 40
167	Amax Inc.	172	175	173	+ 0 58
395	Amer. Express	424	439	435	+ 2 59
205	Amer. Teleph.	215 50	216 20	216	+ 0 23
132	Anglo Amer. C.	131 30	132 30	132 30	+ 0 76
910	Amgold	911	920	917	+ 0 65
645	BASF (Akt)	639	638	639	....
690	Bayer	664	678	679	+ 2 25
435	Buffelsfont.	428	432 60	434	+ 1 40
22	Charter	22 90	22 56	22 45	– 1 96
520	Chase Manh.	537	544	544	+ 1 30
375	Cie Pétr. Imp.	386	389 40	389	+ 0 77
52	De Beers	52	52 60	52	....
1620	Deutsche Bank	1486	1486	1486	....
89	Dome Mines	90	89	88 50	– 1 66
270	Driefontein Cté	270	271 20	271	+ 0 37
535	Du Pont-Nem.	565	560	560	– 0 88
625	Eastman Kodak	658	669	680	+ 3 34
81	East Rand	81 90	82 90	82 90	+ 1 22
345	Electrolux	343 90	342	342	– 0 55
305	Ericsson	321	324	324	+ 0 93
505	Exxon Corp.	504	518	518	+ 2 77
405	Ford Motors	421	427	427	+ 1 42
280	Free State	280	279	279	– 0 35
142	Gencor	139 10	141 20	141	+ 1 36
290	Gén. Belgique	293	290	290	– 1 02
585	Gén. Electr.	604	608	606	+ 0 33
665	Gen. Motors	700	695	699	– 0 14
69	Goldfields	66 10	64 80	65	– 1 66
35	GdMetropolitain	34 70	34 90	35	+ 0 86
158	Harmony	156 50	155 10	155 10	– 0 89
31	Hitachi	32	32 15	32 05	+ 0 15
690	Hoechst Akt.	665	689	675	+ 1 50
95	Imp. Chemical	90	89 90	90	....
130	Inco. Limited	135	134 50	134	– 0 74
1220	IBM	1271	1280	1279	+ 0 62
100	Ito-Yokado	105	104	104	– 0 95
315	ITT	327	344 50	345	+ 5 50
57	Matsushita	59 85	59 40	59 30	– 0 91
995	Merck	1016	1025	1015	– 0 09
755	Minnesota M.	781	794	794	+ 1 66
280	Mobil Corp.	297	303	304	+ 2 35
24440	Nestlé	24750	24710	24710	– 0 16
120	Norsk Hydro	125 50	126 50	126	+ 0 39
1050	Petrofina	1048	1044	1041	– 0 66
870	Philip Morris	904	930	930	+ 2 87
162	Philips	160 10	160 40	161	+ 0 56
290	Pres. Brand	278	285	284	+ 2 15
315	Président Steyn	306 20	304	308	+ 0 58
400	Quilmès	384 50	373	378	– 1 69
1100	Randfontein	1096	1090	1090	– 0 54
585	Royal Dutch	560	578	578	+ 3 21
74	Rio Tinto Zinc	74 50	75 50	75 60	+ 1 47
182	St Helena Co	186 40	191 50	191	+ 2 46
370	Schlumberger	401	400	400 10	– 0 22
90	Shell transp.	88	89 50	89 10	+ 1 25
1730	Siemens A.G.	1728	1710	1710	– 1 04
183	Sony	169	172	174	+ 2 95
205	T.D.K.	217	218	222	+ 2 30
15	Toshiba Corp.	15 30	15 40	15 40	+ 0 65
975	Unilever	978	982	982	+ 0 40
385	Unit. Techn.	387	399	399	+ 3 10
985	Vaal Reefs	970	976	976	+ 0 61
450	West Deep	449 90	458	458	+ 1 80
340	West Hold.	335	331	333	– 0 59
430	Xerox Corp.	459	466	466	+ 1 52
1 96	Zambia Corp.	2 01	2	2 01	....

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/4	Cours des billets aux guichets – Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 515	9 615	9 200	9 900
ECU	6 813	6 811	....	....
Allemagne (100 DM)	305 150	305 020	294	314
Belgique (100 F)	15 145	15 153	14 700	15 800
Pays Bas (100 fl.)	269 600	269 720	260	280
Danemark (100 krd)	84 840	84 840	80	88
Norvège (100 k)	105 650	106 080	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 553	11 553	11 150	12
Grèce (100 drachmes)	7 002	7 015	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 774	4 775	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	366 100	365 150	3 580	3 730
Suède (100 krs)	105 300	105 620	102	109
Autriche (100 sch)	43 390	43 460	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 457	5 448	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 380	5 370	5 300	6 100
Canada ($ can 1)	6 942	7 035	6 700	7 060
Japon (100 yens)	3 783	3 806	3 680	3 810

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/4
Or fin (kilo en barre)	98600	99700
Or fin (en lingot)	98450	99200
Pièce française (20 fr)	571	575
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	561	565
Pièce latine (20 fr)	564	566
Souverain	714	718
Pièce de 20 dollars	4025	4025
Pièce de 10 dollars	2030	2050
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3665	3670
Pièce de 10 florins	580	585

هكذا من الأصل

Le Monde

CFM 89
à Paris
Pour sa centième émission
Allô « le Monde »
est consacré
ce lundi 29 avril, à 18 h 45
aux questions de presse
« Le Monde » et l'avenir des médias
sera le titre de l'émission
BERNARD WOUTS
administrateur du « Monde »
répondra aux questions
des auditeurs et des lecteurs
· Appeler le 232-14-14
Débat animé
par FRANÇOIS KOCH

La préparation du congrès du P.S.

La préparation du congrès du PS s'intensifie, à l'approche du comité directeur des 11 et 12 mai, qui verra le dépôt par les « sensibilités » organisées du parti, et par des militants, de contibutions, préludes à d'éventuelles motions (qui seules sont soumises au congrès). Le comité directeur dit *« de synthèse »* (le dépôt de plusieurs motions ou d'une seule motion de synthèse pour le congrès se décide là) est fixé aux 24 et 25 août.

Deux des courants du PS, les rocardiens et les néo-rocardiens, se sont réunis, chacun de leur côté en région parisienne, à la fin de la semaine dernière.

Pour les rocardiens, cette rencontre a été l'occasion de tirer un trait sur le malaise provoqué par le départ de M. Rocard du gouvernement. M. Rocard sera le seul signataire d'une contribution au nom de son courant.

Les néo-rocardiens, eux, semblent pratiquement décidés à se compter autour d'une motion. Dans le même temps, ils découvrent les vicissitudes de la vie de courant au sein du PS, avec l'apparition d'une opposition interne.

M. Michel Rocard entend user de sa liberté de parole retrouvée

Les membres de l'ancien courant C du PS se sont réunis autour de leur chef de file, M. Michel Rocard, dimanche 28 avril à Saint-Quentin-en-Yvelines. Les participants à cette réunion affirment avoir eu deux bonnes surprises : le nombre – deux cent cinquante personnes – et l'atmosphère des débats. Nombre de dirigeants rocardiens craignaient, en effet, la persistance du malaise provoqué par la démission du gouvernement de M. Rocard.

M. Rocard lui-même, s'il s'est expliqué encore une fois sur son attitude, a estimé qu'il était temps maintenant de se tourner vers d'autres sujets que sa démission et la controverse sur le mode de scrutin. Impression partagée, semble-t-il, par l'ensemble des participants, même si M. Jean-Pierre Cot a rappelé qu'il maintenait sa préférence pour la proportionnelle.

M. Rocard, comme ses amis, estime que le temps est venu de *« la parole retrouvée »*. Parole tournée vers l'intérieur du parti – ils ont, réaffirmé qu'il n'est pas question pour eux de quitter le PS – mais aussi vers l'extérieur. La préparation du congrès du PS offrira à M. Rocard une occasion qu'il entend bien saisir. Il va donc déposer sous son seul nom une contribution politique destinée, selon l'expression d'un rocardien, à être *« autant lue à l'extérieur qu'à l'intérieur »*.

Il s'est prononcé pour une certaine *« fluidité »* dans la participation des rocardiens eux-mêmes aux débats socialistes. Il leur est recommandé de s'associer, chaque fois que possible, avec des signataires d'autres « sensibilités ». Toujours dans le même souci – éviter de recréer tels quels les clivages de Metz (1), – M. Rocard a estimé qu'il est trop tôt pour envisager de déposer une motion (dont les signataires se comptent). Pour M. Rocard, un dépôt prématuré ne ferait que figer la situation, alors qu'on ne sait pas encore, a-t-il souligné, sur quoi le congrès de Toulouse se divisera, s'il doit se diviser. Les rocardiens, eux, se partagent sur l'opportunité d'une motion et le choix du moment.

M. Rocard a encore exposé à ses amis son analyse de la situation de la gauche. Il a estimé que son bilan s'améliore, et, par voie de conséquence, ses chances électorales, ce qui lui fait regretter d'antant l'introduction de la proportionnelle. Il a néanmoins regretté que le parti ne mette pas toujours son discours en accord avec celui du gouvernement, et il a souligné les risques d'une telle situation. Pour M. Rocard, les socialistes doivent montrer à l'opinion qu'ils ont changé en gouvernant. Mais s'il prononce le mot d'*« aggiornamento »*, il récuse la référence à Bad-Godesberg (2) qui, selon lui, s'applique à une situation politique et historique toute différente.

J.-L. A.

(1) Au congrès de Metz de 1979, les amis de M. Rocard (signataires de la motion C) et ceux de M. Mauroy (signataires de la motion B) s'étaient retrouvés dans la minorité du parti.

(2) En 1959, au congrès de Bad-Godesberg, les socialistes ouest-allemands ont abandonné toute référence au marxisme et au rôle dominant de la classe ouvrière.

LES NÉO-ROCARDIENS A LA RECHERCHE DE LEUR UNITÉ

Quelque soixante-quinze délégués (représentant une quarantaine de départements) du courant AGIRS (néo-rocardiens), qui avait déposé la motion n° 3 au congrès de Bourg-en-Bresse de 1983, ont tenu une assemblée générale nationale à Evry (Essonne), les samedi 27 et dimanche 28 avril.

Bien que les membres du groupe AGIRS aient à prendre en compte l'attitude des rocardiens «orthodoxes» (*le Monde* du 6 avril), il semble que les militants de ce courant soient très tentés par la perspective de se compter autour d'une motion pour le congrès.

En attendant, l'assemblée générale d'AGIRS a décidé que le courant déposerait une contribution politique principale, assortie de contributions satellites (jeunes, initiative locale et développement micro-régional, écologie, etc.).

Dans son rapport d'activité et d'orientation, M. Patrice Finel, l'un des dirigeants d'AGIRS, estime que le courant 3 a *« réaffirmé l'existence d'un courant autogétionnaire »* au sein du PS. M. Finel écrit : *« Nos apports à la réflexion collective ont souvent été validés par les faits (...). Nos thèses ont progressé dans le parti »*. En revanche, note-t-il, *« il n'y a eu aucune avancée sur la nature, l'organisation et le fonctionnement du parti »*.

Composé de socialistes de divers horizons qui ne sont pas tous d'anciens rocardiens, le courant 3 n'a pas encore trouvé un *« ciment »* entre ses composantes. L'assemblée générale des 27 et 28 avril a montré l'existence de deux oppositions « de gauche » – dont l'importance est difficile à estimer – autour de M. Marc Chesnot (Loir-et-Cher), membre du comité directeur du PS, et surtout d'un groupe de militants parisiens qui envisagent de présenter leur propre contribution, appuyée sur un *« manifeste pour une démocratie émancipatrice »*. Ces militants soulignent, selon l'expression de l'un des membres de ce groupe, que *« le bon usage de la rigueur ne doit pas faire oublier le socialisme »*.

J.-L. A.

LE SENS DE LA PRIÈRE

Récemment, la presse saoudienne s'est inquiétée de la manière dont le prince astronaute seoudien Ben Salman Ben Abdel Aziz, qui volera en juin à bord de la navette spatiale américaine, pourrait s'acquitter de ses devoirs religieux. Comment sera-t-il sûr de prier en direction de La Mecque.

Outre le fait qu'elle tourne en quatre-vingt-dix minutes autour de la Terre, la navette changetudes qui s'accommodent d'autant plus mal de la prière musulmane que l'équipage a, en principe, d'autres soucis en tête.

Une solution a pourtant été trouvée. Le prince priera, mais seulement trois fois par jour au lieu de cinq, les pieds solidement sanglés, pour ne pas être victime de l'apesanteur, et vêtu d'un simple vêtement de bain, pour accomplir ses ablutions avant la prière. Quant au jeûne du ramadan, qui tombe en même temps que la mission spatiale à laquelle il participe, le problème est réglé dans la mesure où une disposition islamique le dipense, comme tout les voyageurs de le respecter pendant cette période.

LA MORT DU CINÉASTE JEAN L'HOTE

Le cinéaste, auteur et réalisateur de télévision Jean L'Hôte est mort dans la nuit du 27 au 28 avril à l'hôpital de Nancy. Il a été victime d'une intoxication due aux émanations d'oxyde de carbone d'un poêle défectueux. Jean L'Hôte était âgé de cinquante-cinq ans.

[Auteur pour le cinéma de *la Communale* (1965) et de *l'Education amoureuse de Valentin* (1974), Jean L'Hôte avait été, à ses débuts, gagman pour le compte de Jacques Tati, notamment pour le film *Mon Oncle*. Mais il aura surtout travaillé pour la télévision, puisant la plupart de ses sujets dans le passé de sa Lorraine natale.

Chroniqueur intimiste, passionné par les personnages hors du commun, drôle sans cynisme et grave avec humour, Jean L'Hôte avait notamment écrit et réalisé pour la télévision *le Prussien*, *le Huguenot récalcitrant*, *le Mécréant* et, très récemment, *le Diable dans le bénitier*, œuvre originale dont nous nous étions fait l'écho].

● *Textile : Elf et Total vont investir dans Agache-Willot.* – Les deux groupes pétroliers français Elf et Total ont accepté de participer, par l'intermédiaire de deux de leurs filiales financières (Sofipa, filiale d'Elf-Gabon et l'OFP-Omnium financier de Paris pour Total), à l'augmentation de capital prévue de la société foncière et financière Agache-Willot, société holding de l'ex-groupe Willot qui contrôle, outre Boussac-Saint Frères, les sociétés Dior, Conforama, le Bon Marché, etc. Chacun des deux groupes pétroliers devrait participer, à hauteur de 47,5 millions de francs, à l'augmentation de capital (400 millions de francs au total), aux côtés du groupe Férinel, de la banque Lazard, de Worms et Cie, de Charterhouse et d'un groupe d'investisseurs arabes.

Le numéro du « Monde » daté 28-29 avril 1985 a été tiré à 405 294 exemplaires

Sur le vif
Bébête Show

Ce matin au tabac du coin, entre deux petits noirs et un croissant crème, Maurice, derrière son comptoir, prenait les paris. Mitterrand, son cirque, hier, à la télé, combien ça va lui faire gagner dans les sondages ? Moi, j'ai mis 100 balles sur cinq points. Vous n'y croyez pas ? Si, pourtant, c'était super ! Un peu long, oui, d'accord.

Mais, bon, un tour d'horizon aussi large et sur des sujets aussi graves – le smurf, le chébran, les tucs, le col Mao de Jack Lang, Renault déménage, Billancourt part pour la Lorraine, Cyrano, l'amitié, les Ripoux, les Schtrumpfs et les toilettes du grand Louvre – y a pas à tortiller, ça prend du temps.

Et c'est pas du temps perdu. On a appris plein de choses, c'est vrai. En réalité, le président, sorti de ses cent dix propositions et de ses ronds de phrases sur l'inflation, le chômage et la continuité discontinue dans le changement inchangé, il ne nous avait encore jamais révélé le fond de sa pensée et de son action.

Normal, il avait peur de nous embêter. Il voulait pas non plus passer pour un raseur, un casse-pied. Surtout comparé à Thierry Le Luron, Sébastien, Drucker ou Collaro. C'est dur de rivaliser avec le Bébête-Show. Maintenant, merci Mourousi, merci Montand – ils ont su trouver le ton (familier) et le style (enlevé) de Sesame Street –, on va apprendre le B A Ba de la politique sans larme, la politique expliquée aux enfants. Avec tout plein de spots, de flash, de chansons, d'image – choc et de clip-claques.

Enfin, quoi, il n'était pas bon, Mitterrand ? Vif, rapide, avec un sens de la répartie encore acéré par la minceur d'un sourire un rien suffisant. Quant à Mourousi, alors là, chapeau ! Bravo, l'artiste. Pour un peu il aurait volé la vedette de son invité.

Au journal, il y a des copains, ils font la fine gueule. Ils disent que c'est pas sérieux, que c'est du show-biz, une opération uniquement destinée à améliorer la cote du chef de l'Etat. Moi, je comprends pas. Je suis sortie de là très rassurée, très confiante, très touchée. C'est quand même formidable ce qu'il va faire pour nous, Mitterrand – et c'est pas des blagues, il l'a pratiquement promis – il va demander au gouvernement de supprimer les queues dans les hôpitaux. Je pense pas qu'il puisse y arriver, mais c'est gentil d'y avoir pensé.

CLAUDE SARRAUTE.

L'ACTRICE CHANTAL NOBEL EST GRAVEMENT BLESSÉE DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Chantal Nobel, la vedette de la série télévisée d'Antenne 2 « Châteauvallon », a été grièvement blessée dans un accident de la circulation pendant la nuit du samedi 27 au dimanche 28 avril, près de Cosne-sur-Loire (Nièvre).

La voiture, conduite par le chanteur Sacha Distel, dans laquelle elle se trouvait, a percuté contre un poteau télégraphique pour une raison encore inconnue. Le chanteur n'a été que légèrement blessé. Après avoir été soignée à l'hôpital de la Source d'Orléans, la comédienne, qui souffre d'un traumatisme crânien et de fractures au bassin et à la hanche, a été transférée par hélicoptère, dimanche en fin d'après-midi, au service de neuro-chirurgie de la Pitié-Salpêtrière, à Paris.

Ce n'est pas la première fois que Chantal Nobel, passionnée de course automobile – elle s'est classée cinquième dans la catégorie camions au dernier Paris-Dakar, – est victime de la route : il y a quelques années, elle avait été très grièvement blessée dans un accident et avait dû subir une vingtaine d'interventions chirurgicales avant de pouvoir retrouver une activité normale.

L'affaire Villemin

LES EXPERTS CONFIRMENT QUE LA MÈRE DE GRÉGORY PEUT ÊTRE LE « CORBEAU »

Les deux experts en écriture qui avaient déjà désigné Christine Villemin, la mère de Grégory, comme l'auteur possible des lettres anonymes adressées à la famille, en particulier la lettre qui revendiquait l'assassinat de l'enfant, ont confirmé leurs premières conclusions dans un rapport complémentaire.

L'avocat des parents de Grégory, Me Henri-René Garand, a pris le premier connaissance de ce rapport, lundi matin 29 avril, dans le bureau de M. Jean-Michel Lambert, au palais de justice d'Epinal.

Le magistrat instructeur devait notifier le contenu de ce rapport en fin de matinée à Christine Villemin et, dans l'après-midi, à Jean-Marie Villemin, son époux, incarcéré à la prison de Nancy. Le juge Lambert a confirmé la désignation de deux nouveaux experts nationaux en écriture, conformément à la demande déposée le 25 mars par Me Garand : MM. Laufer et Jean Glenisson ont été chargés d'effectuer une contre-expertise.

EN ARGENTINE

79 morts et 247 blessés dans l'incendie d'un hôpital psychiatrique

Buenos-Aires (*AFP, AP*). – La police fédérale argentine a annoncé, samedi 27 avril, que soixante-dix-neuf personnes avaient trouvé la mort et que deux cent quarante-sept autres avaient été blessées lors d'un incendie qui a dévasté les six étages de l'hôpital psychiatrique Saint-Emilion à Saavedra, un institut privé de la proche banlieue de Buenos-Aires. Le feu s'est déclaré vendredi vers 21 heures.

A B C D F G H

هكذا من الأصل